MOUVEMENT LITTÉRAIRE

DE L'ALLEMAGNE.

III.

LA RÉNOVATION PHILOSOPHIQUE ET RELIGIEUSE DEPUIS 1850. [1]

I. *System der Wissenschaft* (*Système de la Science*), par M. Rosenkranz; 1 vol. Koenigsberg, 1850. — II. *Meine Reform der Hegelschen Philosophie* (*Ma Réforme de la Philosophie de Hegel*), par le même; Koenigsberg, 1852. — III. *System der Ethik* (*Système de l'Éthique*), par M. Hermann Fichte; 1 vol. Leipzig, 1850. — IV. *System der speculativen Ethik* (*Système de l'Éthique spéculative*), par M. Chalybæus; 2 vol. Leipzig, 1850. — V. *Religiæse Reden und Betrachtungen für das deutsche Volk, von einem deutschen Philosophen* (*Discours et Méditations religieuses adressés à la nation allemande par un philosophe allemand*), 1 vol. Leipzig, 1850. — VI. *Christian Maerklin, ein Lebens und Charakterbild aus der Gegenwart* (*Christian Maerklin, Histoire d'une vie et d'un caractère de ce temps*), par M. David Frédéric Strauss; 1 vol. Mannheim, 1851.

Après la crise qu'elle vient de traverser, il est difficile que l'Allemagne s'intéresse très vivement à la philosophie. Cette science sublime et toutes les questions religieuses et sociales qui en dépendent ne trouvent plus aujourd'hui que des auditeurs indifférens ou effrayés. Voltaire, dans un de ses dialogues, s'écrie avec son intrépidité aventureuse : « Puisque vous croyez que le partage du brave homme est d'expliquer librement ses pensées, vous voulez donc qu'on puisse tout imprimer sur le gouvernement et sur la religion? — Qui garde le silence sur ces deux objets, qui n'ose regarder fixement ces deux pôles de la vie humaine n'est qu'un lâche. » On est tenté, à l'heure qu'il est, de modifier singulièrement ces paroles. Ce qui nous frappe au lendemain de ces révolutions où la philosophie a été compromise par tant d'excès, ce n'est pas la timidité de ceux qui se taisent, c'est le courage et la foi de ceux qui parlent. Comment poursuivre des travaux que tant de plumes

(1) Voyez, dans les livraisons du 1er février et du 15 avril 1853, *le Roman* et *la Poésie en Allemagne depuis* 1850.

indignes ont décrédités? Comment s'adresser encore à des hommes que le nom seul de philosophie effraie comme une menace? Ne vaut-il pas mieux servir silencieusement le culte de la raison et attendre pour parler une occasion plus favorable? Entretenons sans bruit le feu sacré; un jour viendra, soyons-en sûrs, où l'esprit humain redemandera ce qu'il rejette aujourd'hui; la recherche du vrai est immortelle. Ainsi raisonnent sans doute bien des esprits, et cette réserve se comprend aisément. S'il s'agissait de défendre les droits de la pensée contre ces hommes que toute lumière irrite, il n'y aurait, ajoutent-ils, aucun moyen de garder le silence; mais non, ce n'est pas à des ennemis systématiques, c'est à des intelligences justement alarmées que nous avons affaire. Soumettre à une étude persévérante les dogmes des sciences morales et les mille problèmes qui s'y rattachent, n'est-ce pas, dans une société à peine rassise, renouveler les secousses de la veille? L'ordre se rétablit, le bruit de la rue est apaisé, la démagogie est réduite à l'impuissance; pourquoi remettre en circulation les idées et les formules dont les passions hier encore faisaient un si terrible usage? — De telles craintes sont puériles et attestent une vue bien fausse de la situation présente. La meilleure façon de prouver que le désordre est vaincu, c'est de reprendre les nobles études qui sont la force et l'honneur des sociétés prospères. Le mal qu'une science menteuse a fait, la vraie science peut seule le guérir. Des prédicateurs sans mission avaient endoctriné les peuples; des philosophes indignes de ce titre avaient compromis ce qu'il y a de plus élevé dans le cœur et dans l'intelligence de l'homme; n'est-il pas toujours temps de défendre le drapeau de la raison et de rebâtir en quelque sorte une forteresse inexpugnable, où la vérité, gardée par des esprits convaincus, ne sera plus défigurée par les sophistes et portée au milieu des troubles civils comme une arme incendiaire? Quand le calme renaît, cette nécessité est plus impérieuse encore, et le silence n'a plus d'excuse. La restauration morale que nous avons déjà signalée dans le domaine de l'art ne serait qu'un résultat bien précaire, si l'on ne voyait pas le même mouvement transformer aussi les sciences philosophiques.

L'Allemagne a compris ainsi ses devoirs. Malgré le discrédit dont les *jeunes hégéliens* avaient frappé les spéculations de la pensée pure, elle est revenue avec réserve sans doute, mais avec les intentions les plus loyales, aux travaux qui ont toujours été la meilleure préoccupation de son esprit. On a même vu la force de la situation opérer naturellement entre les faux et les vrais philosophes une séparation décisive. Ceux qui cherchaient surtout dans les problèmes philosophiques un moyen de déchaîner les passions ont senti que le moment ne leur était pas propice. Les autres, animés seulement de l'amour du vrai, sentant d'ailleurs combien les désordres de ces derniers temps ont fait de ruines qu'il faut réparer et répandu de préjugés qu'il faut combattre, se sont mis patiemment à l'œuvre. Je ne dirai pas que de nouveaux systèmes aient été construits de toutes pièces : Kant, Fichte, Schelling, Hegel, n'ont pas eu de successeurs; mais la conscience publique a travaillé, et un groupe, sinon une école de sages et ingénieux écrivains a porté ses efforts sur tous les points menacés. Ici, ce sont des disciples de Fichte ou de Hegel qui modifient dans un sens plus pratique les doctrines de leurs maîtres et s'appliquent surtout à fermer toutes les brèches par où un esprit anti-social avait pénétré dans ces

grandes constructions; là, c'est l'école de Herbart, tenue jusqu'ici dans l'ombre par l'éclatante domination de Hegel, qui retrouve tout à coup une juvénile ardeur, et, profitant de la déroute des hégéliens, s'empare du premier rang; ailleurs enfin, et des différens groupes que je signale celui-là n'est pas le moins intéressant, ce sont de libres esprits qui ont secoué le joug des écoles, qui ont renoncé aux formules pédantesques, et qui, traitant dans le langage de tous les questions où nous sommes tous engagés, dissipent loyalement les vieilles ténèbres. On a souvent reproché aux métaphysiciens allemands de fuir devant la critique, comme les dieux d'Homère, devant la lance d'Ajax, s'enfuyaient dans les nuages. Les écrivains dont je parle, au risque de s'attirer le dédain des pédans, ont résolu de converser sur la philosophie et la morale dans un idiome intelligible. Soit intention mûrement réfléchie, soit simple désir d'être lus, ils ont pris le parti d'être clairs, et il ne paraît pas que cela leur ait mal réussi. La clarté, dit Vauvenargues, est la bonne foi des philosophes. La clarté est plus que cela, elle est leur sauvegarde à eux-mêmes, elle leur montre le droit chemin, et, s'ils s'égarent, c'est elle qui les ramène. Tout philosophe qui n'est pas en même temps un écrivain, comme Aristote et Platon, comme Descartes et Leibnitz, fût-il d'ailleurs un penseur énergique, on ne doit l'étudier qu'avec défiance. Les métaphysiciens allemands, depuis ces dernières années, aspirent à être des écrivains; quand il n'y aurait que cette seule réforme dans la littérature philosophique de nos voisins, elle mériterait d'être signalée.

Nous avons des résultats plus graves encore à mettre en lumière. A côté de ces réformes philosophiques, il se fait aussi une sorte de rénovation religieuse. Bien plus, ce double travail s'accomplit souvent par les mêmes mains. L'ardent Lessing, il y a un siècle, voyant la théologie rationaliste de son temps sacrifier à la fois et les mystères du christianisme et les spéculations sublimes de la raison, accourut subitement au secours de la religion afin de défendre la philosophie menacée. Quelque chose de semblable se reproduit sous nos yeux. Toute atteinte aux fondemens du christianisme est une atteinte à la philosophie elle-même. Ce qui était en lutte dans ces dernières années, c'était la matière et l'esprit, c'était le visible et l'invisible, c'était la théorie de l'*immanenee,* comme parlent nos voisins, et le dogme de la *transcendance;* c'était enfin le matérialisme le plus grossier qui fut jamais et la plus simple croyance à un monde supérieur qui éclaire le nôtre et le gouverne. Une fois les choses ainsi poussées à l'extrême, une réaction était inévitable; elle a éclaté presque sur tous les points. Il n'est pas de philosophe en ce moment qui ne considère le sentiment religieux comme le foyer de la vie spirituelle et qui ne cherche à l'affermir, à le rectifier parfois, à le diriger enfin selon ses vues, pour lui confier la défense de ses propres doctrines. De tels efforts méritent une scrupuleuse attention, il ne conviendrait pas d'approuver avec trop de confiance un mouvement intellectuel où tant d'intérêts si graves sont engagés; mais, quelles que doivent être nos conclusions, nous pouvons avouer avec quel sentiment de joie inespérée nous commençons l'étude de la rénovation philosophique et religieuse de l'Allemagne.

I.

Il y a vingt-cinq ans à peine, l'influence de Hegel était toute-puissante en Allemagne. Par l'exemple de sa vie, par la dignité morale de sa personne, l'illustre auteur de la *Phénoménologie de l'esprit* suppléait admirablement à tout ce qui manque à ces doctrines. Il croyait sincèrement, et bien des esprits solides étaient persuadés avec lui, qu'il avait concilié à jamais le christianisme et la philosophie. Son autorité était immense : on peut dire qu'il gouvernait, du haut de sa chaire de Berlin, les plus beaux domaines de la pensée. Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, considérait ce maître austère comme le fondateur d'une doctrine destinée à pacifier les intelligences et à réformer le siècle. Le ministre de l'instruction publique, M. le baron d'Altenstein, était son ami le plus dévoué. Dans toutes les universités du Nord, c'étaient ses disciples qui étaient chargés de l'enseignement supérieur, et tous alors, attentifs à la parole du chef, tous graves et enthousiastes, semblaient préparer, comme disait Hegel, le règne de l'esprit et couronner le christianisme allemand. Or, il y a deux ans, un des écrivains les plus recommandables de cette école, celui qui la représente seul aujourd'hui dans sa gravité première, celui qui en maintient ou en rectifie les principes avec le plus d'autorité, M. Charles Rosenkranz, écrivait ces paroles : « La philosophie de Hegel, dites-vous, exerce encore un grand empire? Une telle assertion a de quoi nous surprendre. Le fondateur de ce système est mort depuis vingt ans. Son Mécène, le ministre d'Altenstein, l'a suivi dans la tombe voilà plus de dix ans déjà. Depuis plus de dix années aussi, son plus imposant adversaire, Schelling, enseigne à Berlin sa philosophie positive. Notre école ne s'est pas seulement fractionnée en plusieurs partis, ces partis eux-mêmes sont dissous, et il n'en reste plus que des personnalités isolées, lesquelles ont si peu de rapport les unes avec les autres, qu'elles semblent toujours prêtes à donner le signal d'une guerre de tous contre tous. Les deux recueils, organes de l'ancienne école et de la nouvelle, sont morts et ensevelis. L'école de Herbart au contraire, gagne chaque jour du terrain, et, maîtresse qu'elle est des journaux de Leipzig, elle pousse contre nous toute la presse quotidienne avec une infatigable ardeur. Nous sommes, à les entendre, des ignorans, des spinozistes, des destructeurs de tout ordre moral. Les partisans de Krause et de Baader nous attaquent dans les mêmes termes; pour la presse catholique, notre philosophie est une œuvre anti-chrétienne, une œuvre satanique, et partout où l'ultramontanisme gouverne, il destitue les professeurs soupçonnés d'attachement au système de Hegel. Quant à ceux qui, comme Ulrici, Weisse, Hermann Fichte, Maurice Carrière, doivent tant aux idées de mon maître, ce sont pour nous des adversaires plus impitoyables que des théologiens comme Staudenmaier ou Sengler, comme Gunther ou Trebisch, comme Schaden ou Hofmann. »

L'ouvrage où M. Rosenkranz exhale cette plainte amère porte ce titre : *Ma Réforme de la Philosophie de Hegel*. Ce rapprochement est expressif : M. Rosenkranz lui-même a compris qu'une réforme de l'hégélianisme était indispensable. Son dévouement ne l'a pas aveuglé, il a vu les désordres inouïs

dont la philosophie hégélienne a été l'occasion ou le prétexte, et il a compris qu'il était urgent de justifier son maître. Je ne sais si M. Rosenkranz réussira; ce dont je suis bien certain, c'est que personne mieux que lui ne pouvait convenir à une telle entreprise. *Si Pergama dextra defendi possent...* Si le système de Hegel, devenu à tort ou à raison le foyer de l'athéisme et de la démagogie, doit reprendre un rang glorieux et utile parmi les grands travaux de l'esprit humain; si la génération présente, surmontant le dégoût qu'excitent les faux hégéliens, doit profiter encore de tout ce que le système du maître contient de vrai et de fécond, M. Rosenkranz était naturellement appelé au rôle qu'il s'attribue aujourd'hui. M. Rosenkranz est un esprit net et ingénieux; il joint à la science ce que la science ne donne pas toujours, un sentiment très vif de la réalité. La philosophie n'a jamais été sous sa plume l'art de combiner avec adresse de vides abstractions théologiques. Il aime les libres productions de l'intelligence, et il comprend à merveille le jeu de toutes les facultés humaines. On a de lui une *Histoire générale de la Poésie*, une *Histoire de la Poésie allemande au moyen âge*, et une excellente étude intitulée *Goethe et ses œuvres*, qui attestent la force et la souplesse de son talent. Cette souplesse habile et ce sentiment de la vie, il les a portés dans ses travaux métaphysiques. Je sais qu'il n'a jamais dédaigné l'exposition dogmatique des idées; il est manifeste cependant que l'histoire a pour lui un singulier attrait. Sa biographie de Hegel et ses doctes résumés de Schelling et de Kant ont acquis en Allemagne une légitime autorité. Avec toutes ces dispositions précieuses, on ne s'étonnera pas que M. Rosenkranz soit demeuré le défenseur dévoué des traditions de son maître. Porté par la droiture naturelle de son esprit à rectifier, même sans le savoir, les principes de la dialectique hégélienne, il ne lui a pas été difficile d'échapper aux naïves alarmes ou aux violences fiévreuses qui ont dissous cette grande école. Tandis que de nobles et tendres âmes comme M. Gœschel faisaient du système de Hegel un mysticisme chrétien et en venaient peu à peu à supprimer toute philosophie, tandis que des intelligences désordonnées comme celles des *jeunes hégéliens* prétendaient au contraire tirer de la doctrine du maître une apothéose insensée du genre humain d'où l'on redescendait vite à une démagogie abjecte, M. Rosenkranz demeurait fidèle à un spiritualisme sérieux. Au milieu des excitations de 1848, les esprits réputés les plus graves de l'école, M. Michelet (de Berlin) par exemple, avaient fini par suivre le drapeau des athées; M. Rosenkranz déploya dans le péril des qualités nouvelles, et on le vit occuper son poste avec une fidélité courageuse. Combien son rôle a grandi depuis ce jour-là! A l'époque où l'école hégélienne, déjà divisée, mais puissante encore, formait plusieurs partis comme une assemblée délibérante; à l'époque où il y avait la droite, la gauche, le centre, sans compter le centre gauche et le centre droit, dans cette chambre des députés que régissait la constitution de Hegel, M. Rosenkranz était le chef du juste-milieu. Depuis 1848, il n'est plus le *leader* d'un grand parti, il n'est plus le centre, il est à lui seul l'école de Hegel tout entière. Un des chefs des *jeunes hégéliens*, le démagogue Arnold Ruge, s'est vanté quelque part d'avoir opéré la dissolution complète de la philosophie hégélienne; il oubliait que M. Rosenkranz était là, esprit aussi ferme qu'élevé, aussi résolu que pénétrant, et il

se flattait, Dieu merci, d'une orgueilleuse illusion, s'il croyait que le dernier mot appartiendrait aux docteurs éhontés qui proclamaient au nom de Hegel la sauvage divinité du moi. Accablés par le mépris public, les *jeunes hégéliens* se renient les uns les autres, et voilà M. Rosenkranz qui rassemble en un corps de doctrines les principes modifiés de l'ancienne école; voilà le lévite fidèle qui essaie de relever les murailles du temple, le voilà qui chasse les sophistes et lave la pierre du parvis!

L'ouvrage dans lequel M. Rosenkranz s'est proposé de défendre et de rectifier, s'il y a lieu, la philosophie qu'il aime, est intitulé *Système de la Science*. Publié en 1850, ce livre a vivement excité l'attention, et la polémique dont il a été l'objet a obligé l'auteur à le compléter l'année dernière dans l'écrit que je signalais tout à l'heure. Le *Système de la Science* et le curieux manifeste qui porte ce titre, *Ma réforme de la Philosophie de Hegel*, tels sont les deux plaidoyers que M. Rosenkranz a publiés pour l'honneur de sa cause. Bien que M. Rosenkranz soit une intelligence résolue, il était impossible cependant que l'inspiration du livre ne révélât pas çà et là une tristesse trop justifiée : « Je ne nierai pas, s'écrie-t-il dans la préface de son livre, que le spectacle de ces deux dernières années ne m'ait causé maintes fois une affliction profonde. Un antagonisme terrible partage notre temps et se manifeste en d'incroyables luttes. Le ténébreux fantôme que je voyais, dans le domaine de la science comme dans celui de la réalité, diriger fixement vers nous ses lèvres pâles et ses vides paupières, me rappelait le disciple de Saïs qu'a chanté notre grand Schiller. Des jeunes gens, des hommes à l'âme puérile, téméraires plutôt que hardis, turbulens plutôt qu'empressés, animés d'un violent égoïsme au moment où ils croient faire acte de piété, s'élancent impétueusement pour soulever le voile qui cache les traits de la déesse. La foule applaudit comme à une action héroïque, et les applaudissemens les enivrent; mais quand ils ont accompli leur attentat, la déesse outragée les foudroie de son regard, et ils tombent évanouis. Certes de tels hommes sont trop orgueilleux pour être sincères; nous soupçonnons pourtant que dans le secret de leur conscience, ils doivent se dire comme le disciple de Schiller : « Malheur à celui qui marche à la vérité par la voie des impies! jamais la vérité ne réjouira son âme. » M. Rosenkranz signale surtout avec douleur ces ardeurs matérialistes comprimées aujourd'hui, mais dont les derniers troubles ont révélé la désastreuse action, et qui éclateront un jour ou l'autre. Il se demande si l'on peut espérer que le genre humain prenne encore intérêt à la science, si un temps ne viendra pas où le souverain bien pour l'homme sera de manger dans quelque phalanstère. « Mais laissons là, reprend-il, ces désolantes pensées! Il y a des heures où l'espèce humaine peut se croire en proie à une maladie mortelle; ce n'est là toutefois qu'une phase de l'humanité, et la France, l'Italie et l'Allemagne ne sont pas le monde entier. » Cette consolation du philosophe est singulièrement triste; nous n'avons pas assez de stoïcisme pour nous en contenter. Nous aimons mieux croire que l'amour de la vérité anime encore chez nous des milliers d'âmes généreuses, que le culte des jouissances grossières n'étouffera pas la foi spiritualiste. J'en atteste l'ouvrage même de M. Rosenkranz et le succès qui l'a couronné en Allemagne : non, la vieille Europe, Dieu merci, n'est pas encore obligée d'aban-

donner à des races plus jeunes la mission qu'elle a reçue; l'heure n'a pas encore sonné où il faudra la placer à son rang dans la nécropole de l'histoire.

Le Système de la science est un résumé des principes et des résultats de la philosophie hégélienne telle que l'entend M. Rosenkranz. Or ce qu'on avait le plus sévèrement condamné jusqu'ici dans le système de Hegel a disparu de cette exposition habile. Le système de Hegel, qu'il nous soit permis de le rappeler en peu de mots, présente surtout trois grandes évolutions mystérieuses qui donnent le secret du monde entier. L'infini existe avec ses propriétés merveilleuses, mais il n'existe d'abord qu'en puissance, comme on dit dans le langage de l'école; il n'a pas encore conscience de lui-même. Pour qu'il acquière cette conscience, il faut qu'il sorte de ses propres liens et se manifeste au dehors. Il se manifeste, et par cela seul voilà le fini qui est créé. Mais l'existence du fini mérite-t-elle vraiment ce nom, tant que le fini ne sait pas quels liens l'attachent indissolublement à cet infini dont il émane? Qu'il le sache donc; qu'il rentre dans le sein sacré de la vie, qu'il rapporte à cette puissance, divine sans doute, mais confuse et enveloppée, la conscience et la personnalité qui lui manquent : alors la raison infinie a terminé son œuvre, et le mystère du monde est achevé! Réduit à ces formules, le système de Hegel ressemble à quelque cosmogonie indienne. Ce sont là certainement d'étranges hallucinations. Cependant dans ce cadre fantastique, dans cette *construction* sans base et sans réalité, que de détails ingénieux et profonds! que de vues originales sur la marche et le développement de l'esprit! quel sentiment de la vie universelle! Ce Proclus du XIXe siècle, qui s'imaginait interpréter philosophiquement la religion du Christ et qui en sapait la base, est sorti du moins de ces abstractions chimériques pour prendre possession du monde réel, et il a éclairé d'une lumière inattendue l'histoire logique de l'intelligence humaine. M. Rosenkranz supprime le cadre de ce grand système, et n'en conserve que les détails. Ce passage de l'infini au fini et ce retour du fini à l'infini, ce dieu qui ne se connaît pas d'abord et qui n'atteint que dans l'esprit de l'homme la conscience claire et complète de son être, toute cette ontologie insensée a disparu. L'auteur admet sans doute les divisions générales adoptées par son maître, il place au premier rang la logique, c'est-à-dire l'étude de l'éternelle raison considérée en soi; il passe de là à la philosophie de la nature, et arrive enfin à la philosophie de l'esprit, où l'intelligence de l'homme, s'élevant à la notion absolue du beau, du vrai, du bien, semble posséder Dieu même; mais du moins, en reproduisant ces termes qui rappellent les trois évolutions gigantesques racontées par Hegel, il a grand soin de soutenir que l'esprit infini est un esprit personnel, que Dieu, possédant toutes les perfections, possède avant tout la perfection de la connaissance, que l'homme enfin, nature essentiellement dépendante, est séparé par un abîme de cet absolu qu'entrevoit et que poursuit éternellement sa raison.

Le défaut capital du programme tracé par M. Rosenkranz, c'est qu'il prétend embrasser la science entière, et qu'à côté d'une métaphysique et d'une psychologie il tente l'explication philosophique de toutes les puissances de la nature. C'était aussi l'ambition de Hegel; mais toutes les parties du système chez le philosophe de Berlin étaient liées ensemble par cette évolution de l'esprit infini que M. Rosenkranz a eu raison de ne pas emprunter à son

maître. Il ne reste donc chez le disciple que des fragmens juxtaposés. Comment passe-t-il de sa logique à la philosophie de la nature et de la philosophie de la nature à la philosophie de l'esprit? Il ne le dit pas, il ne peut le dire, et le lecteur ne saurait voir dans cet arrangement de son édifice qu'une fantaisie arbitraire. M. Rosenkranz, en un mot, a fait trop ou trop peu. Il devait modifier plus hardiment la construction de Hegel, ou bien, comme l'auteur de la *Phénoménologie de l'esprit*, il devait chercher la chaîne mystérieuse dont les anneaux embrassent le monde. Quand on se place d'emblée, comme Hegel, au sein de l'être infini, au lieu de s'élever régulièrement du connu à l'inconnu et de la psychologie à Dieu, on se condamne aux plus extravagantes hypothèses. M. Rosenkranz a repoussé les hypothèses, mais il n'a pas eu le courage de combattre en face les préjugés hautains de la philosophie allemande, et de revenir à la vraie, à la seule méthode, à cette méthode psychologique fondée il y a deux mille ans par Socrate, et agrandie au XVIIe siècle par le génie de Descartes. Il n'y a que deux méthodes en présence dans la philosophie moderne : cette méthode cartésienne qui a établi le spiritualisme sur ses bases immortelles, cette méthode qui a exercé une si noble influence sur notre grand siècle, qui a prêté un si précieux secours à la théologie chrétienne, que Fénelon, Malebranche, Bossuet lui-même, ont si magnifiquement appliquée, — et l'orgueilleuse méthode de Hegel, qui, après s'être flattée de conquérir à l'esprit de l'homme de plus sublimes domaines, l'a rabaissé en fin de compte au grossier délire de l'athéisme.

Un esprit très distingué, M. le docteur Wirth, dans un recueil qu'il publie à Stuttgart sous le titre d'*Études philosophiques*, a donné une critique approfondie de l'ouvrage de M. Rosenkranz, et il lui reproche hautement les nombreuses contradictions de son système. « M. Rosenkranz, dit-il, a l'intention manifeste de réformer le système de Hegel, mais il conserve encore bien des principes qui rendent sa tentative infructueuse. » M. Wirth devait aller plus loin et mieux préciser son reproche. Les erreurs de M. Rosenkranz sont toutes dans la méthode hégélienne; tant que les disciples du philosophe de Berlin n'auront pas renoncé à leur dédain de l'expérience, tant qu'ils auront la prétention de créer de toutes pièces une ontologie absolue pour embrasser de là le système entier du monde, les meilleures intentions ne produiront pas de résultats. Dans sa brochure intitulée *Ma Réforme de la Philosophie de Hegel*, M. Rosenkranz répond avec vivacité aux objections de M. Wirth; il repousse surtout l'accusation d'athéisme si souvent adressée à son maître; Hegel, assure-t-il, croyait à la personnalité de Dieu, et ce premier être sans conscience et sans volonté, cette substance infinie qui a besoin de se manifester dans ses contraires afin d'arriver à se connaître, ce germe de Dieu qui ne fleurira et ne portera ses fruits que sur le théâtre complet de l'univers, ce n'étaient pour Hegel que de simples abstractions nécessaires à l'infirmité de notre esprit. A la bonne heure! mais que l'athéisme fût ou non dans la pensée de Hegel (et je veux rester persuadé qu'il n'y était pas), il n'en est pas moins vrai qu'il est contenu dans le système général du philosophe, et que les *jeunes hégéliens* n'ont pas manqué de logique. Tous ces docteurs effrontés qui ont proclamé la divinité de l'homme n'ont rien compris, dites-vous, à la véritable pensée du maître; soit : — ils n'ont pas été fidèles à l'intention secrète de Hegel,

mais, cela est trop évident, ils ont été fidèles à sa méthode. Que cet avertissement vous éclaire. Témoin des désordres où cette logique infatuée a conduit toute une école, M. Rosenkranz serait inexcusable de s'arrêter à moitié chemin. Les hommes qu'il combat aujourd'hui, les faux disciples, les faux savans, les insulteurs de la déesse de Saïs, ont suivi docilement, non pas la pensée de Hegel, mais les procédés de sa dialectique; soyez fidèles, vous, à cette pensée que vous avez le courage de revendiquer, et pour cela renoncez désormais à sa méthode! « D'où viennent les argumens des athées? » disait Descartes dans la préface de ses *Méditations*. « De ce que l'on feint dans Dieu des affections humaines, ou de ce qu'on attribue à nos esprits tant de force et de sagesse que nous avons bien la prétention de vouloir déterminer et comprendre ce que Dieu peut et doit faire. » Il semble, en vérité, que ces paroles s'appliquent à la moderne philosophie allemande. Hegel prétend déterminer ce que Dieu peut et doit faire; il débute par une théodicée *à priori*, et cette théodicée a beau répugner à toutes les notions du sens intime, à toutes les inductions de l'expérience, il la proclame comme une vérité hors de doute, il en fait la base de tout son édifice; or, comme c'est la fantaisie métaphysique de Hegel qui s'est substituée à Dieu, les écoles qui se rattachent à lui finissent aussi, de déduction en déduction, par se substituer à l'essence suprême, et cette substitution dès lors n'est plus, comme chez Hegel, une témérité de méthode, c'est une impiété orgueilleuse et cynique : le grave Hegel est remplacé par MM. Feuerbach et Stirner. « De sorte, reprend Descartes, que tout ce qu'ils disent ne nous donnera aucune difficulté, pourvu seulement que nous nous ressouvenions que nous devons considérer nos esprits comme des choses finies et limitées, et Dieu comme un être infini et incompréhensible. » Voilà la vérité, voilà la solution du problème. Ce Dieu infini, incompréhensible, n'essayez plus de le connaître *à priori;* élevez-vous à lui par le double travail de l'observation psychologique et de la raison; en d'autres termes, renoncez à la méthode insensée par laquelle vous prétendez être plus qu'un homme, et reprenez courageusement la route qu'avait tracée Descartes. M. Rosenkranz est en de bonnes conditions pour cela; il proclame la personnalité de Dieu sans se soucier du dédain des *humanistes*, et la meilleure partie de son livre incontestablement, c'est la psychologie. La prétendue méthode ontologique n'a donné que trop de preuves de son impuissance ou de son délire; il est temps de revenir à l'étude de l'âme et de rentrer dans le domaine de la vie. Il s'en faut bien que le spiritualisme de Descartes ait produit tout ce qu'il renferme; portez-y vos richesses, déployez-y la hardiesse désormais contenue de l'esprit allemand; c'est le seul moyen de faire disparaître à jamais les fantômes sinistres qui vous obsèdent et de renouveler le champ de la science.

L'exemple est donné à M. Rosenkranz; il semble qu'on revienne de toutes parts à la philosophie de Kant. Kant ou Descartes, le point de départ est le même. On sait que l'illustre maître de Kœnigsberg, en étudiant les facultés de l'intelligence, avait cru découvrir que la raison ne pouvait nous assurer la connaissance du vrai. Comme un moule qui donne son empreinte à la matière, l'esprit impose sa forme et sa marque aux objets qu'il conçoit, et nos

idées, bien loin de représenter les choses, en sont une transfiguration continuelle. Ce scepticisme étrange, fondé sur les antinomies entre lesquelles Kant fait osciller notre raison, avait conduit peu à peu, — non pas, comme on pourrait le croire, par une réaction désespérée, mais par une déduction audacieuse et subtile, — à une doctrine absolument contraire. L'esprit transfigure les choses, disait Fichte d'après son maître, et, s'avançant d'un pas résolu dans cette voie, il concluait que le monde en effet, le monde moral comme le monde matériel, était la création de l'esprit de l'homme. Kant avait élevé autour du *moi* des barrières qu'il croyait infranchissables; Fichte, par une dialectique aventureuse, identifiait la raison de l'homme avec la raison impersonnelle dont la lumière le guide, et toutes les barrières de Kant s'évanouissaient. C'est donc le scepticisme de Kant qui a produit ce dogmatisme hautain où s'est réfugiée l'ardente métaphysique des Allemands, et pour vaincre cet idéalisme extravagant d'où la démagogie athée est sortie, c'est le scepticisme de Kant qu'il faut vaincre. Déjà un des adversaires les plus résolus de l'idéalisme, le contradicteur le plus redoutable de Hegel, le philosophe Herbart disait pour caractériser son propre système : « Je suis un kantiste réformé. » Le mot est spirituel et indique une intention profonde. Il faut en effet revenir à Kant, mais avec un ferme désir de le réformer; il faut ramener la science à l'étude psychologique, mais il faut triompher de cette critique de Kant, dont les interdictions et les doutes ont poussé l'imagination philosophique de l'Allemagne à tant de folles entreprises. Eh bien! presque tous les philosophes de l'Allemagne, tous ceux du moins qui attirent aujourd'hui l'attention, tous ceux qui cherchent à sortir d'une situation désastreuse, sont des *kantistes réformés*. Le mouvement dirigé par Herbart n'a pas produit d'ouvrages considérables. Depuis les travaux de MM. Hartenstein et Drobisch, c'est-à-dire depuis environ une quinzaine d'années, cette école n'a guère fait que protester dans l'ombre; elle reprend aujourd'hui une vie inespérée. Ce ne sont pas d'éclatans ouvrages qu'elle fait paraître; mais, — M. Rosenkranz nous le disait tout à l'heure, — elle a son centre à Leipzig, elle règne dans la capitale de la presse, et, maîtresse d'une grande partie des journaux, elle fait une rude guerre à l'idéalisme. La philosophie de Herbart (ce n'est pas le moment de l'apprécier) contient sans doute de graves erreurs et des bizarreries étranges; son originalité et sa force, c'est l'opposition si résolue qu'elle fait aux extravagances de l'idéalisme. Voilà surtout ce qu'on lui emprunte. On ne prononce guère le nom de Herbart, mais de fermes esprits issus de différentes écoles, des disciples de Fichte, de Schelling, de Hegel lui-même, ne craignent pas de déclarer comme lui qu'ils sont des kantistes réformés. Ainsi on est ramené invinciblement au point où Kant avait laissé la philosophie; c'est le vrai point. Les systèmes qui ont suivi ne sont que des excursions aventureuses, des excursions d'où on avait rapporté çà et là de riches trésors, mais qui conduisaient aux abîmes. La génération actuelle a compris qu'il importait de rentrer dans les grandes voies de la science. Kant, comme Descartes, avait pris pour point de départ l'étude de la raison; seulement son mâle et subtil génie avait soulevé une objection redoutable qui arrêtait tous les efforts de la pensée métaphysique : la chose urgente, à l'heure qu'il est, est de triom-

pher de cette objection. Et comment pourra-t-on échapper à ce cercle fatal? Par les mystiques élans de Fichte? par le panthéisme de Schelling et de Hegel? Non; par l'étude sévère de la réalité : toute la situation est là.

Parmi les écrivains qui travaillent à la solution du problème, il faut citer au premier rang M. Chalybæus, M. Hermann Fichte et M. Maurice Carrière; ils reviennent tous aux faits de l'expérience, à l'étude des sentimens humains, et sans trop se préoccuper de ces antinomies de Kant qui se dressaient naguère comme un épouvantail sur les pas des penseurs, ils s'attachent à l'examen de la réalité et de la vie. Le commencement de la philosophie, selon Herbart, c'étaient les faits de l'expérience, mais les faits de l'expérience contrôlés et rectifiés par la métaphysique. Il pensait ainsi réformer Kant, car il admettait avec le philosophe de Kœnigsberg que les facultés de l'homme ne donnaient pas une perception exacte et complète de la réalité; seulement, au lieu de croire, comme le critique de la raison, que la vérité fût interdite à notre esprit, il attribuait à une réflexion supérieure, qu'il appelait métaphysique, le droit et le pouvoir de redresser les fausses notions de l'expérience. Il s'en faut que cette théorie se distingue par la précision et la netteté; n'est-il pas manifeste cependant que cette place réservée à l'expérience est une indication féconde? C'était un des principes d'Herbart, qu'il fallait additionner tous les faits, toutes les notions acquises, avant de construire la science philosophique; il ajoutait même que la philosophie de la religion n'était pas encore possible, l'humanité n'ayant pas jusqu'ici une expérience suffisamment longue de ses destinées religieuses. Voilà certes une bizarrerie singulière, comme il y en a en si grand nombre dans l'incomplet système de Herbart. Cette opinion révèle pourtant le prix que ce penseur ingénieux attachait à la réalité et la crainte qu'il avait des excès de l'idéalisme. L'école qui se forme aujourd'hui éprouve les mêmes défiances et s'entoure des mêmes précautions : c'est là un excellent signe. M. Hermann Fichte, M. Chalybæus et M. Maurice Carrière consacrent toute leur attention à la vie religieuse et morale du genre humain.

M. Hermann Fichte est le fils du penseur célèbre qui, pour se soustraire aux antinomies du philosophe de Kœnigsberg, a fondé l'idéalisme le plus audacieux qui fut jamais. On n'échappe aux dangers de cet idéalisme que par la vigueur naturelle d'une conscience droite. Fichte était une nature austère. Soit qu'il prît son point d'appui, comme son maître Kant, dans un stoïcisme héroïque, soit que sur la fin de sa carrière il puisât sa force morale dans un mysticisme enthousiaste, l'auteur des *Discours à la nation allemande* a donné pendant toute sa vie l'exemple d'une âme droite et d'un grand caractère. Ces nobles traditions paternelles revivent aujourd'hui chez M. Hermann Fichte. Occupé d'abord de travaux philologiques, collaborateur habile de Boeckh et de Buttmann, M. Hermann Fichte a senti bientôt que sa vraie vocation le portait vers les études où s'était illustré son père. Il avait été tour à tour disciple de Schleiermacher et de Schelling; mais de secrètes prédilections, qui se comprennent aisément, le ramenaient toujours à ces fortes doctrines morales qui avaient été la préoccupation de l'illustre Fichte. Un des meilleurs travaux de M. Hermann Fichte, c'est la belle et complète biographie qu'il a consacrée à son père. Si son enseignement à Bonn ne se

distinguait pas par des allures très précises, on y remarquait néanmoins, comme une inspiration toujours présente, le plus vif sentiment de la dignité de l'homme. Cette inspiration s'est fortifiée depuis 1848, et M. Hermann Fichte prend aujourd'hui une des meilleures places dans ce groupe d'écrivains qui veulent relever la science avilie. L'ouvrage que M. Hermann Fichte a publié en 1850 est intitulé *Éthique*. Le premier volume, le seul qui ait paru, est une histoire de tous les systèmes de morale qui se sont produits depuis cent ans. C'est depuis cent ans en effet, c'est depuis le mouvement du XVIIIe siècle que l'esprit humain, révolté contre le christianisme, a été incessamment en travail d'une loi nouvelle. Jamais prétentions plus hautaines ne se sont déployées dans le domaine de l'esprit, jamais plus d'affirmations contraires n'ont tenu en suspens les intelligences déroutées. On n'avait pas encore résumé dans un tableau d'ensemble cette étonnante mêlée philosophique; M. Hermann Fichte a entrepris cette tâche, et il y a fait preuve d'une sagacité remarquable. Les métaphysiciens allemands depuis Kant, les psychologues anglais et écossais, les publicistes et les réformateurs de la France, depuis Montesquieu et Rousseau jusqu'aux écoles contemporaines, sont caractérisés par M. Hermann Fichte avec précision et vigueur. Ce n'est pas une histoire abstraite de la philosophie, c'est une histoire vivante; l'auteur se préoccupe surtout de l'application des doctrines. C'est ainsi qu'il peut réunir tant de doctrines contraires et composer une œuvre d'une vigoureuse unité. Sévère pour les théories dangereuses et pour les divagations incohérentes, M. Hermann Fichte ne perd jamais de vue l'inspiration pratique de son travail; il cherche avant toutes choses à extraire des systèmes des maîtres toutes les vérités durables. L'Allemagne s'est longtemps moquée de l'éclectisme, c'est-à-dire de l'esprit même du XIXe siècle, et elle a affecté de n'y voir qu'un syncrétisme sans idéal; elle y revient aujourd'hui, comprenant enfin que ces orgueilleux systèmes, composés tout d'une pièce, ne vaudront jamais les vérités lentement acquises et contrôlées en quelque sorte par la grande épreuve de la vie. Quelle lumière guidera M. Hermann Fichte dans cette confuse mêlée des opinions? Tout philosophe éclectique a besoin d'un principe supérieur; l'idée qui inspire M. Hermann Fichte est excellente; son but, il le déclare sans détour, c'est le perfectionnement moral du genre humain. Toute idée, toute doctrine qui peut contribuer à ce résultat doit être relevée avec honneur et séparée des erreurs qui la déparent. C'est ainsi qu'il revendique la belle conception du devoir si fortement établie par le philosophe de Kœnigsberg; c'est ainsi qu'avec une piété touchante et une impartialité respectueuse, il juge les sublimes écrits de son père, et maintient comme éternellement acquises tant de nobles théories sur la destination religieuse et scientifique de l'homme. Partout, dans tous les pays, dans toutes les écoles dignes de ce nom, chez M. Stahl et M. de Savigny comme chez Kant et Fichte, chez Baader et Krause comme chez Schleiermacher et Schopenhauer, chez Dugald-Stewart et Reid comme chez Montesquieu et Rousseau, il cherche et il est heureux de trouver des principes qui ont contribué à l'éducation morale des esprits. Quand l'intention seule est digne d'éloges, il signale la bonne volonté du penseur et soumet ses travaux à une critique résolue. C'est ainsi que les écrits de l'école mystique et piétiste, les écrits d'Adam Müller et de M. Stahl trouvent chez lui un juge à

la fois bienveillant et sévère. La France a souvent opposé les travaux psychologiques des Anglais et des Ecossais aux ambitieuses témérités de la métaphysique allemande; M. Hermann Fichte ne craint pas de condamner le dédain de ses compatriotes à l'égard de l'école écossaise, et, suivant MM. Cousin et Jouffroy, il marque avec une véritable sympathie la place de cette sage école dans le développement du XIXe siècle.

Cette belle et féconde étude n'est que le préliminaire du système moral que nous promet M. Hermann Fichte. Ce système, on peut l'entrevoir déjà, il est écrit dans tous les jugemens de l'auteur. « Depuis un siècle, dit M. Fichte, on s'est attaché surtout à la conquête des droits de l'homme, et on a pensé que l'établissement de ces droits était le but de la science. Le but, c'est le perfectionnement moral de l'humanité, et les droits que l'homme réclame, les droits que lui ont assurés déjà les transformations de notre siècle, ne doivent être pour lui qu'un moyen de marcher plus sûrement à ce but. Ce n'est pas assez de dire : « Le droit est corrélatif au devoir; tout droit suppose nécessairement un devoir; » il faut établir surtout que les droits nouvellement acquis, la liberté civile, l'égalité devant la loi, en un mot toutes les garanties sociales, indiquent le début d'une période nouvelle dans ce travail de perfectionnement, qui est la suprême loi de l'humanité. Ce sont des instrumens meilleurs, ce sont des armes plus savantes qu'on lui donne; quel usage en fera-t-elle? Voilà ce que la philosophie morale doit lui dire. Tout système de morale sociale qui ne parle à l'homme que de ses droits et des devoirs corrélatifs à ces droits ne soupçonne même pas les conditions du problème. »

Il y a, ce me semble, une belle inspiration, une ardeur vraiment originale dans l'*Ethique* de M. Hermann Fichte. Une telle préface oblige singulièrement celui qui l'a écrite; espérons que l'auteur tiendra toutes ses promesses. Or, au moment où M. Fichte établissait ainsi la loi du perfectionnement spirituel, un autre écrivain du même groupe, M. Henri-Maurice Chalybæus, publiait un système complet de morale intitulé : *Système de l'Éthique spéculative, ou Philosophie de la famille, de l'état et de la vie religieuse*. M. Chalybæus s'était fait connaître, il y a déjà plusieurs années, par une opposition habile au panthéisme de Hegel; son *Histoire de la philosophie allemande depuis Kant* attestait une intelligence nette et résolue. Dans l'ouvrage qu'il donne aujourd'hui, il ne se contente pas de condamner des erreurs assez décriées déjà par les conséquences qu'elles ont produites, il met en face du panthéisme et de l'idéalisme absolu une doctrine toute pratique. « La science! disent les docteurs hégéliens, le système de la science! » La grande affaire de l'homme, à les entendre, ce serait le savoir universel; quant à l'art de bien vivre, leur philosophie ne s'en occupe guère. Il s'est formé dans l'école une sorte de quiétisme intellectuel, et l'orgueil ou la prétention de savoir y a détruit le juste sentiment de la vie. Ce quiétisme a eu dans l'Allemagne d'aujourd'hui les mêmes résultats que le mysticisme du moyen âge. Une fois qu'ils ont senti le besoin de vivre, et qu'ils sont redescendus sur la terre, les disciples, déshabitués de toute règle, ont embrassé la matière avec délire. Les écrivains dont je rassemble ici les noms sont bien décidés à faire ce que fit Socrate il y a plus de deux mille ans, lorsqu'il obligea la philosophie à sortir des nuages, et qu'il lui apprit à marcher au milieu des hommes. M. Chalybæus a hor-

reur du pédantisme : « Le but de la vie, dit-il, ce n'est pas la science, c'est la sagesse. » Ce que M. Hermann Fichte affirme des droits politiques, lesquels ne sont que l'instrument du devoir, M. Chalybæus l'affirme aussi de la science, chose inutile, chose dangereuse, si elle n'est l'instrument de la loi morale et la préparation d'une existence meilleure.

La science allemande, comme on voit, rentre ici complétement dans les grandes voies de l'école française. L'auteur commence par établir avec force le dogme de la liberté. Les vieilles objections contre le libre arbitre de l'homme ont été rajeunies de nos jours; le panthéisme et le matérialisme du XIXe siècle ont essayé de donner une forme nouvelle à ces sophismes séculaires : il faut poursuivre l'erreur sous tous ses déguisemens, il faut déchirer tous ses masques. De ce que la liberté n'a pas de place dans le monde qui nous porte et nous entoure, on a conclu que nous étions soumis nous-mêmes à cette nécessité qui règne sur l'univers matériel; la seule loi, dès lors, était de nous abandonner à nos instincts, comme la matière obéit aux lois physiques, et les fureurs révolutionnaires, avec leurs concupiscences sauvages, étaient tout naturellement justifiées. C'est vraiment la honte de l'esprit humain, qu'il faille toujours recommencer sur nouveaux frais cette démonstration de la liberté. La liberté n'est nulle part, dit le panthéiste, un mouvement fatal emporte le monde entier. — « Eh! pauvre sophiste, répond M. Chalybæus, ne vois-tu pas que si tu es homme, c'est précisément parce que, seul dans le monde créé, tu possèdes ce pouvoir de résister à la nécessité et de régler toi-même tes actions? Quoi! parce que la liberté n'est pas partout, tu ne sais pas la reconnaître? Eh! que dirais-tu du savant qui nierait l'existence de l'aimant, parce que l'aimant n'attire ni le plomb ni l'étain, mais seulement le fer? Que dirais-tu du physicien qui nierait la lumière, parce que la lumière ne traverse pas les corps opaques? Tu prononces de grands mots, l'unité de la science, l'unité du *cosmos*, et un écolier te ferait la leçon! » — Il est triste, encore une fois, qu'il faille établir sans cesse des vérités si simples; mais enfin la démonstration était nécessaire, et M. Chalybæus y a consacré d'excellentes pages. Cette démonstration de la liberté morale était d'autant plus urgente, que le hardi penseur, soutenu par son enthousiasme et ses intentions généreuses, va ouvrir à l'âme de vagues domaines où le dogme de la personnalité pourrait bien être mis en péril. Préoccupé avant tout de l'influence pratique, M. Chalybæus a bien soin de rattacher l'homme, dès le début de sa théorie, à la famille dont il est membre; le fond de la volonté, c'est l'amour, et la notion de la liberté morale est indissolublement liée à la notion de la solidarité humaine; mais cet amour, dans les pages imprudentes de M. Chalybæus, a parfois des ravissemens où il est dangereux de le suivre. L'esprit de l'homme, à l'entendre, n'est pas seulement le membre d'une communauté immense qui accomplit sous la main de Dieu ses destinées infinies; il n'a pas seulement des rapports nécessaires avec le genre humain, qui le soutient en quelque sorte, et avec ce Dieu partout présent qui l'appelle : il faut qu'il vive de la vie universelle, il faut que la nature, l'humanité et Dieu se reflètent sans cesse dans son microcosme, et qu'à chaque instant de la durée il porte toute l'éternité dans son cœur. A ces vagues et séduisantes formules, M. Chalybæus ne craint pas d'ajouter des paroles plus téméraires encore : « Le Saint-Esprit,

dit-il, habite en nous, et nous apprend que nous sommes une même substance avec Dieu. Nous ne nous perdons pas pour cela dans l'abîme de l'infini, nous ne nous confondons pas avec la Divinité; c'est notre conscience qui saisit la notion de l'*immanence* de Dieu en nous, et qui jouit dès ici-bas des célestes béatitudes. » M. Chalybæus, on le voit par ce passage, ne craint pas de se contredire. Après avoir recherché avec ardeur ce que Bossuet appelle si bien de *fausses sublimités*, il est obligé d'atténuer ces formules au point de ne plus laisser dans l'esprit aucune pensée intelligible. Ainsi est faite l'imagination philosophique des Allemands; ceux-là même qui se séparent le plus sincèrement du panthéisme ne peuvent renoncer aux séductions de l'abîme. Ce que l'Allemagne appelle la *transcendance*, c'est l'idée d'un Dieu extérieur et supérieur à l'homme, d'un Dieu personnel, d'un Dieu vivant, comme l'*immanence* représente l'idée du Dieu de Spinoza et de Hegel. Eh bien! la doctrine de la *transcendance* (j'emploie le terme consacré) est tellement antipathique au génie allemand, ce système est tellement décrié, ce mot même est si bien considéré comme une insulte, que M. Chalybæus est entraîné à revendiquer le système contraire. Il attaque expressément le panthéisme, et il arbore le drapeau de l'*immanence!* Rassurons-nous cependant : M. Chalybæus a établi avec force le dogme de la liberté morale, il croit à la personnalité de Dieu et à la conscience de l'homme; ces brillantes fusées de mysticisme sont un tribut payé aux vieilles erreurs dont l'Allemagne aura tant de peine à se débarrasser complétement.

Je ne suivrai pas l'auteur dans ses curieuses études sur la famille, l'état et la religion. Ces antiques problèmes de la morale sociale et religieuse son rajeunis chez M. Chalybæus par l'esprit le plus ingénieux et les plus charmantes richesses de détail. On ne traite ordinairement ces grands sujets que comme des vérités abstraites; M. Chalybæus se place au sein même de la vie; il fait l'éducation de l'homme avec une paternelle tendresse, il le conduit d'un âge à l'autre et lui ouvre à chaque période un domaine nouveau du royaume de l'amour. Toutefois, que M. Chalybæus me permette de le lui dire, malgré le désir qu'il a de fonder la science sur la réalité, son système est plus souvent un tableau d'imagination qu'un manuel de moralité pratique. Je ne lui objecterai pas qu'un Pascal serait saisi d'effroi en voyant sa confiance dans la bonté native de l'homme, et que Montaigne applaudirait à ses gracieux chapitres sur la musique et la danse : je lui dirai simplement qu'il a écrit en maints endroits le poème d'une humanité plus privilégiée que la nôtre. Le christianisme qu'il invoque sans cesse en de si nobles paroles, le christianisme qui est pour lui la solution de toutes les difficultés, la conclusion et la synthèse supérieure de tous les systèmes qui se sont disputé le cœur de l'homme, ce n'est pas encore, il faut qu'il le sache, le christianisme complet, ce n'est pas ce conseiller vigilant et austère qui connaît si bien les misères de notre nature. Si M. Chalybæus n'a voulu que nous montrer l'idéale figure du genre humain, comme semblerait l'indiquer le titre de son ouvrage, *Éthique spéculative*, il a réalisé son plan avec une rare élévation et une grâce attrayante. S'il a prétendu au contraire, comme cela résulte de maintes affirmations de son livre, subordonner la théorie à la pratique et la science à la sagesse, il n'a pas pris garde aux imprudences de ses

paroles. Nobles imprudences après tout, et qui s'expliquent assez par le désir de consoler les âmes affligées! Après tous les dévergondages de nos jours, après les efforts qu'a faits une sophistique éhontée pour déchaîner en nous la bête féroce, comment ne pas prendre plaisir à voir la vie morale du genre humain glorifiée avec confiance en d'idéales peintures?

Le mouvement signalé par les réformes de M. Rosenkranz, par les théories morales de MM. H. Fichte et Chalybæus, se développe de jour en jour avec une activité croissante. M. H. Fichte dirigeait autrefois un recueil philosophique qui avait disparu dans la tourmente de 1848; ce recueil vient de reparaître, et ses premiers numéros attestent le zèle du groupe sérieux que je rassemble ici. Ce n'est pas M. Fichte tout seul qui préside à l'entreprise; il s'est associé deux esprits fort distingués, M. Ulrici et M. Wirth. M. Ulrici est un de ces écrivains judicieux qui se sont mis naturellement en garde contre le danger des vides abstractions par l'étude de l'homme tout entier. Nous avons déjà dit, à propos de M. Rosenkranz, combien la pratique des travaux littéraires avait rendu de services à la philosophie; M. Ulrici a mené de front l'histoire de l'art et les recherches métaphysiques. En même temps qu'il attaquait les prétentions de l'idéalisme (*du Principe et de la Méthode de la philosophie hégélienne*, Halle 1841), il publiait un remarquable tableau de la poésie grecque, et des études sur Shakspeare qui étaient, sans contredit, avant l'important ouvrage de M. Gervinus, le meilleur travail que l'Allemagne possédât sur le grand poète anglais. M. le docteur Wirth, celui-là même que nous avons vu critiquer sévèrement le système de M. Rosenkranz et obtenir de lui d'intéressantes explications, s'est attaché dans tous ses écrits à revendiquer la personnalité de l'homme contre le panthéisme de Hegel. On s'aperçoit aisément que M. Wirth a étudié Leibnitz avec amour, et, en s'inspirant de ce mâle penseur, qui pourrait donner tant de leçons à l'Allemagne d'aujourd'hui, il a fourni une indication qui, je l'espère, ne demeurera pas stérile. Ces deux hommes étaient les collaborateurs naturels de M. H. Fichte; une même inspiration les anime. On ne saurait affirmer qu'ils soient d'accord sur tous les points; ce sont des esprits qui cherchent, mais ils cherchent du moins sur un terrain qui leur est commun à tous trois; ils proclament un Dieu personnel, un Dieu libre, un Dieu vivant, et ils veulent protéger contre les sophistes la dignité morale de l'homme.

L'entreprise de MM. H. Fichte, Ulrici et Wirth excite en ce moment une vive attention en Allemagne. Or, ce qu'on aime surtout dans ce recueil, c'est précisément ce que je suis obligé d'y blâmer, je veux dire une bienveillance excessive et disposée à tout admettre. Le recueil de M. Fichte, dans sa première période, était l'organe timide d'une école, mais cette école était assez bien définie; depuis que son ambition est devenue plus haute, il a perdu, par une contradiction étrange, la sévérité d'allures qui devrait être son premier devoir. Le danger des systèmes exclusifs, disent d'excellens esprits, a été clairement dévoilé, et l'infatuation philosophique a été poussée à ses dernières limites; n'est-ce pas un bon symptôme qu'une association d'intelligences libres et sincères cherchant la vérité dans toutes les routes de la science? Un penseur distingué que nous retrouverons tout à l'heure, M. Fortlage, disait tout récemment à ce propos : « Les écoles exclusives sont comme la cellule

d'une prison, où l'imagination s'exalte et tourne à la folie. En lisant le recueil de M. H. Fichte, nous sommes dans une capitale et nous allons d'un quartier à l'autre, étudiant l'activité humaine sous ses aspects multipliés. » Il y a, ce me semble, une singulière imprudence dans ces paroles. Sans doute, les bases d'une doctrine une fois bien établies, il est permis d'appeler à soi tous les esprits sérieux, quels que soient d'ailleurs les procédés particuliers de leurs méthodes. Prenez garde toutefois : si l'infatuation philosophique est un péril, il faut se défier aussi d'une complaisance banale. Les réformes sérieuses se font par des principes nettement arrêtés et vigoureusement défendus. Que veut M. Fichte? Quel but poursuivent MM. Wirth et Ulrici? Ils veulent, si je ne m'exagère pas leurs intentions, relever le drapeau de la vraie philosophie, établir les premiers principes, les principes sauveurs, la liberté de Dieu et la liberté de l'homme; ils veulent arracher l'Allemagne à l'obsession du panthéisme et faire rentrer dans le néant la bande noire des athées. Qu'ils le veuillent donc avec une fermeté plus résolue. Les préjugés sont encore bien puissans en Allemagne; il y a bien des écrivains qui craignent de passer pour des intelligences timides et rétrogrades, s'ils ne proclament pas l'*immanence* de Dieu dans le monde. Nous avons vu tout à l'heure M. Chalybæus associer aux doctrines les plus généreuses ces vieilles formules d'une école qu'il maudit. Combien d'âmes qui renient ainsi leur Dieu, et que le troisième chant du coq ne rappelle pas à elles-mêmes! Il faudrait un maître résolu, un Descartes, un Leibnitz, pour rallier ces disciples pusillanimes. Que des philosophes issus d'écoles différentes se réunissent sur le terrain de M. Hermann Fichte et mettent en commun leurs efforts, rien de mieux assurément; que M. Drobisch y défende le système de Herbart contre M. Trendelenburg, professeur à l'université de Berlin, il n'y a rien là qui nuise à l'unité de ce groupe; mais comment comprendre que M. Michelet (de Berlin) puisse, à côté de M. Hermann Fichte, à côté de M. Wirth, attaquer, comme une croyance puérile, le dogme d'un Dieu personnel et libre? « Nous parcourons, dit M. Fortlage, la grande ville de la science, et nous allons d'un quartier à l'autre pour y suivre le tableau varié de la vie. » Il est des quartiers où M. Fichte fera bien de ne pas nous conduire; sinon, au lieu de diriger un mouvement salutaire, il ne sera que le représentant d'un dilettantisme frivole, et cette réforme dont il comprend l'urgence, cette réforme qu'il est si digne de diriger, que l'Allemagne appelle du fond de sa détresse, ne devra plus compter sur ses travaux.

II.

Il y a une branche de la philosophie qui ne fleurit guère en France, c'est la philosophie religieuse. Depuis que Descartes a séparé le domaine de la raison du domaine de la foi, la philosophie proprement dite s'est presque toujours abstenue d'étudier les hautes questions théologiques. Ces hardiesses de la pensée n'ont été possibles chez nous qu'aux époques de foi positive et ardente, et les témérités des docteurs de la scholastique forment un singulier contraste avec la circonspection de la science moderne. Un jour viendra-t-il où l'ordre des vérités naturelles et l'ordre des vérités surnaturelles seront considérés comme les deux parties d'un même domaine? Verrons-nous

le temps où l'intelligence humaine, s'élevant de l'expérience à la spéculation la plus pure et des clartés de la raison aux mystères de la foi, pourra entrevoir dans son ensemble l'immensité du monde spirituel? Serons-nous un jour autorisés à dire avec Scot Érigène : « La vraie religion est la vraie philosophie; la vraie philosophie est la vraie religion? » Et nous sera-t-il permis de répéter sans péril ces audacieuses paroles de saint Thomas d'Aquin : « Tout ce qui est contraire aux principes naturels de la raison est contraire à la divine sagesse? » M. Joseph de Maistre, dans un de ces rapides éclairs qui sillonnent ses ouvrages, manifeste éloquemment cet espoir, quand il parle « de l'affinité naturelle de la religion et de la science, » et qu'il s'écrie : « Tout annonce je ne sais quelle grande unité vers laquelle nous marchons à grands pas. » C'est là sans doute une sublime espérance, et lors même qu'elle ne devrait pas se réaliser, elle restera toujours comme un idéal pour provoquer les efforts du genre humain. A supposer même que la jouissance de cette grande unité à la fois scientifique et religieuse fût réservée à une civilisation plus haute, il faudrait reconnaître que la sévère réforme accomplie par Descartes était indispensable à cette magnifique évolution de la pensée. Le moyen âge aspirait inutilement à ces splendeurs du monde invisible, parce qu'il méconnaissait la véritable méthode; il a eu une merveilleuse vision de ce futur édifice de la science, mais l'édifice qu'il construisait lui-même n'avait pas une base scientifique solidement établie, et tout s'écroula au premier choc. Cette base, Descartes l'a donnée : c'est la pensée, c'est l'esprit, c'est l'âme. L'œuvre de Descartes était incomplète assurément, car l'auteur du *Discours de la Méthode* s'était appliqué surtout à établir certains points essentiels, l'existence de Dieu, l'existence et la spiritualité de l'âme, et le genre humain, une fois en possession de ce qu'il doit aux génies supérieurs, aspire toujour à des conquêtes nouvelles. Sans vouloir enfermer les intelligences dans le système de Descartes, on peut se rappeler que cette philosophie est le commencement nécessaire et la condition des conquêtes durables. Les partisans du moyen âge lui ont reproché sa témérité, les métaphysiciens d'outre-Rhin blâment sa circonspection : eh bien! si le pressentiment de M. Joseph de Maistre vient à se réaliser, si la philosophie religieuse parvient à établir l'affinité naturelle de la raison et de la foi, le système qui aura le plus contribué à ce résultat, ce sera précisément celui qui a arraché l'esprit moderne aux séductions du mysticisme, qui l'a accoutumé à une mâle discipline et lui a ouvert les voies fécondes de sa virilité. La philosophie cartésienne et tout ce qu'elle a produit est peut-être une magnifique préface à cette œuvre de la métaphysique chrétienne, qui a été l'inutile ambition du moyen âge. Dans ces problèmes de haute spéculation religieuse comme dans les questions purement philosophiques, c'est toujours à l'école française qu'il faut revenir.

L'Allemagne a négligé cette méthode, elle a voulu jouir de la vérité avant de l'avoir conquise. Sur ce point, la science germanique, depuis Kant, offre de singuliers rapports avec le moyen âge. En même temps que les philosophes construisaient une sorte de scholastique, les théologiens les plus célèbres, Schleiermacher et ses disciples, rappelaient souvent, avec plus de science et moins de candeur, l'aventureuse audace des mystiques du XIVe siècle. De

là sans doute bien des erreurs, et par suite bien des découragemens. N'importe: c'est là une préoccupation sublime. On avait renoncé à ces nobles études depuis une vingtaine d'années; on y retourne aujourd'hui, et ç'est encore un des heureux symptômes que je prends plaisir à consigner ici. M. Edgar Quinet n'a pas craint de dire : « Quand l'esprit allemand n'est pas dans la nue, il rampe. » Puisque ce sévère jugement est exact, — et les désordres de ces dernières années l'ont prouvé plus qu'il n'était besoin, — puisque l'esprit allemand, s'il ne se nourrit pas de spéculations sublimes, se perd bientôt dans l'athéisme, c'est bon signe de voir les questions théologiques étudiées de nouveau avec ferveur. Je ne parle pas ici des théologiens de profession, je parle surtout des écrivains laïques qui cherchent librement et au nom de la raison à contempler de plus près les mystérieuses vérités du christianisme.

Au premier rang de ce groupe, il faut placer un homme de cœur et d'imagination, demi-philosophe et demi-théologien, M. Maurice Carrière. M. Carrière est un de ces disciples de Hegel qui ont échappé de bonne heure au joug du maître. Il a emprunté au philosophe de Berlin la théorie du développement progressif des siècles; mais ce qu'il y a de fatal dans le tableau tracé par Hegel répugnait à cette âme naturellement religieuse : il croyait à la personnalité de Dieu, à la liberté de l'homme, et le christianisme lui apparaissait comme le programme de la vérité philosophique, programme interprété jusqu'ici d'une manière insuffisante et dont il faut déployer toutes les richesses. M. de Lamartine, dans son ode sur *les Révolutions*, a dit :

> Les siècles page à page épellent l'Évangile;
> Vous n'y lisiez qu'un mot, et vous en lirez mille.

Ces vers pourraient servir d'épigraphe aux ouvrages de M. Carrière. M. Carrière cite quelque part un écrivain allemand, M. Roth, qui s'est exprimé ainsi sur le christianisme : « Nous sommes trop accoutumés à ne considérer l'enseignement du Christ que comme un enseignement religieux; le christianisme est une religion et une philosophie. » C'est aussi là le résumé fidèle de sa pensée et le secret de ses efforts. M. Carrière est dévoué au christianisme, mais il y est dévoué comme un homme qui ne possède pas encore la vérité, comme un esprit généreux et inquiet qui aspire ardemment à des lumières plus vives.

De tous les travaux que M. Carrière avait publiés avant 1848, le plus recommandable est consacré à la grande crise philosophique et religieuse du XVIe siècle; il porte ce titre : *De la Philosophie au temps de la réforme et de ses rapports avec notre siècle*. L'auteur commence par établir que la religion est le plus haut développement des facultés humaines, que tout ce qu'il y a de grand ici-bas est sorti de son sein et tend à y retourner. L'esprit humain, émancipé de la longue et nécessaire tutelle du moyen âge, ne devait plus vivre d'une foi enfantine; il fallait qu'il s'attachât lui-même et librement à Dieu. Situation périlleuse, mais sublime! échappé au joug de l'autorité, il allait être tenté par les puissances mauvaises qui ne travaillent qu'à l'éloigner de Dieu, et la grande lutte morale commençait. Voilà ce qui donne aux

trois derniers siècles une si glorieuse valeur dans l'histoire de l'humanité. Jamais plus grands intérêts n'avaient été en jeu sur le théâtre du monde, et si, d'après le mot d'un ancien, la lutte d'un homme de cœur avec la destinée est le plus noble tableau qui puisse réjouir les dieux, jamais la Providence suprême n'avait assisté sur la terre à un pareil spectacle. Il y a une légende du XVe siècle, la légende de Faust, qui nous donne la figure exacte de l'humanité nouvelle : au milieu des exaltations et des découragemens de la science, l'homme est devenu la proie des séductions diaboliques. Or le plus profond poète du XIXe siècle s'est emparé de cette légende, et il a essayé de donner une solution au drame intérieur qu'elle retrace. « N'est-ce pas là, dit M. Carrière, le symbole de la mission de notre temps? La lutte engagée aux XVe et XVIe siècles, c'est nous qui devons la terminer; c'est nous qui devons trouver enfin ce christianisme viril, et nous y attacher, non plus comme le moyen-âge, avec l'aveugle amour de l'enfant, mais avec la liberté d'une intelligence qui se possède. » C'est avec ces hautes idées que M. Carrière étudie tous les penseurs de la renaissance et de la réforme. Les mystiques allemands qui précèdent Luther, les panthéistes italiens, les philosophes de la nature, sont à ses yeux des groupes d'esprits qui se partagent la grande étude du *cosmos* et marchent sans le savoir à une même conclusion, que notre siècle doit recueillir en l'épurant.

Après avoir étudié sous ce nouvel aspect l'histoire philosophique de la renaissance, M. Carrière s'est tourné vers notre siècle, vers l'Allemagne : il a publié en 1850 un livre intitulé : *Discours et méditations religieuses adressés à la nation allemande par un philosophe allemand.* A l'époque où l'Allemagne s'apprêtait à secouer le joug de la France, le grand patriote Fichte publiait ses *Discours à la nation allemande.* Ce n'est pas le patriotisme aujourd'hui qui est en péril, c'est le sentiment religieux; M. Carrière l'a compris, et il a écrit son livre. Certes, la rénovation morale dont nous rassemblons ici les titres doit inspirer de sérieuses espérances, lorsqu'on voit un ancien disciple de Hegel ouvrir son manifeste par ces nobles paroles : « Je veux parler au peuple de l'esprit du christianisme, afin qu'il sache ce qu'il croit, et que son propre cœur lui soit révélé. L'heure présente est sombre et pleine d'inquiétudes. Nous avons appris par de cruelles expériences ce que peuvent produire les soulèvemens du peuple, quand le peuple n'est pas guidé par une conscience vraiment religieuse, quand son âme n'est pas épurée par le sentiment de Dieu : nous avons vu cette barbarie sans frein, ces convoitises sauvages, ces vengeances, ces assassinats, ces désordres inouïs des actions et des paroles. La religion elle-même n'était-elle pas menacée de disparaître, obscurcie d'un côté par la superstition, étouffée de l'autre par une impiété sauvage? N'était-ce pas déjà une opinion universellement admise qu'un philosophe ne pouvait parler du Sauveur sans prononcer son oraison funèbre et sans le ranger (il s'agit des plus tolérans), sans le ranger auprès des grands morts dans le panthéon de l'histoire? Quant à moi, je sens que rien n'est mort, que rien ne mourra de ce qui a véritablement vécu, et je vois dans les luttes et les convulsions de notre temps les premières douleurs d'un enfantement nouveau, les premiers signes d'une régénération du christianisme. » Voilà de généreuses espérances. L'ouvrage de M. Carrière n'est lui-

même autre chose qu'un consolant symptôme. Ce qu'il prêche ne ressemble guère à une foi positive, et ce titre austère de religion ne saurait convenir à de confuses aspirations de la conscience. Le christianisme de M. Carrière est trop souvent un christianisme symbolique. L'auteur a beau mettre la distance de l'infini entre les plus grands génies, entre les plus glorieux bienfaiteurs du genre humain et celui qu'il n'hésite pas à nommer le Sauveur du monde : on ne sait pas cependant d'une façon précise comment il entend la divinité de Jésus-Christ. Malgré toutes les bonnes intentions de l'auteur, la réforme qu'il nous prêche ne serait-elle autre chose que le christianisme du docteur Strauss?

Je rencontre dès le début une déclaration très expressive. Tout en saluant dans le fils de Marie le fils et l'envoyé du Saint des Saints, M. Carrière craint de reconnaître un dogme nettement arrêté, et de construire un édifice circonscrit où les nobles esprits qu'il aime ne trouveraient pas une libre place. Écoutez-le : « Si le christianisme, comme font aujourd'hui certains custodes de la ville sainte, devait exclure les héros de l'esprit, les héros de la vie allemande, un Goethe, un Schiller, un Fichte, alors, en vérité, pareil au vieux chef germanique Radbot, je m'éloignerais des eaux du baptême, et j'aimerais mieux une place dans l'enfer avec ces nobles âmes qu'un trône dans le paradis des cafards. Si le christianisme, réduit aux préjugés vulgaires, nous présentait toujours le dualisme d'autrefois, — au-delà du monde une Divinité mystérieuse, et sur la terre des hommes qui ont l'espoir de gagner par leurs vertus une existence immortelle, — j'aimerais mieux en rester à la foi des brahmanes, et aspirer dans toutes les manifestations de la nature le souffle de la vie créatrice; j'aimerais mieux, avec les anciens Perses, adorer la lumière, invoquer chaque jour le soleil levant comme un compagnon d'armes dans ma lutte contre le péché et la folie, et attendre le médiateur, le prince de la paix, celui qui doit un jour terrasser le mal et en faire l'esclave du bien. J'aimerais mieux encore me faire initier aux mystères d'Éleusis, car là du moins je trouverais dans Cérès et Bacchus une transfiguration poétique du pain et du vin, puisque le siècle présent ne veut pas comprendre la consécration religieuse par laquelle le pain et le vin sont devenus la chair et le sang du Seigneur! » On comprend que de telles dispositions ne soient pas très favorables à la recherche du vrai christianisme. Cette dernière phrase surtout révèle les tendances hégéliennes que M. Carrière, à son insu, je n'en doute pas, porte dans ses investigations religieuses. Si c'était là l'unique inspiration de M. Carrière, son livre ne mériterait pas d'être discuté. Ce ne serait qu'une reproduction, après cent autres, des théories panthéistiques et des doctrines antichrétiennes de notre âge. L'originalité de M. Carrière, c'est qu'il croit et veut être chrétien. Il revient sans cesse à Jésus-Christ, à sa personne, à sa vie, à ses enseignemens sacrés. Il ne le révère pas, il nous l'a dit lui-même, comme le plus grand des morts qui dorment dans le panthéon de l'histoire, il l'adore comme le Dieu du genre humain. Il ne croit pas à un Christ abstrait, mais à un Christ vivant. Il ne croit pas à une infinité de Christs, comme le docteur Strauss, il croit au Christ historique, à celui qui est venu racheter l'homme, et qui est mort crucifié. Seulement, s'il n'admet qu'un Christ, il proclame plusieurs christianismes très différens les uns des

autres. — Jésus-Christ, dit M. Carrière, a confié une semence divine à la terre; cette semence, divine et infinie comme celui qui nous l'a donnée, doit nécessairement produire des fruits sans nombre. Chaque époque de l'humanité cueille un de ces fruits d'or sur l'arbre miraculeux. Parce que le genre humain, sous l'inspiration du médiateur, a réalisé à une certaine époque une certaine forme de christianisme, ce n'est pas à dire qu'il faille s'y emprisonner à tout jamais. Combien de formes nouvelles qui jailliront à leur tour! Or l'humanité moderne, continue l'ardent rêveur, travaille depuis plus de trois siècles à cette grande œuvre, et l'heure n'est pas loin où s'élèvera, à la place de l'étroite église d'autrefois, l'église universelle!

« Apprenez l'histoire, s'écrie-t-il, et ouvrez l'oreille à ses avertissemens. Voilà bientôt deux mille ans écoulés depuis la venue du Christ, et les mêmes signes qui se manifestèrent alors apparaissent de nouveau sur les flots du temps. Les dernières convulsions de la république romaine se sont reproduites dans les effroyables luttes de la révolution française. Les ombres de Marius, de Sylla, de Catilina, ont reparu dans les sanglantes figures de Danton, de Saint-Just, de Robespierre, et le siècle de César a recommencé avec le siècle de Napoléon. Depuis les Gracques, le monde païen n'a pas connu le repos jusqu'à la révélation du Christ; depuis Luther, le monde moderne n'a pas joui non plus d'une heure de paix; ce ne sont que déchiremens, guerres civiles par l'épée et par l'esprit, et pour que ce monde repose enfin, il faut, non plus, il est vrai, la révélation du Christ, mais l'intelligence et l'accomplissement de sa loi. La discorde est partout dans les doctrines religieuses. Depuis trois siècles, depuis le dernier concile, l'église catholique est plongée dans un sommeil profond; le schisme grec est engourdi ou déchiré par les hérésies; le protestantisme se dissout lui-même et s'écrie : « Tout est consommé! » Dans le domaine des sciences philosophiques, on est arrivé à une conviction, à la conviction de tout ce qui nous manque, à la conviction que le passé est impuissant à satisfaire les besoins de l'humanité. Les négations, si je puis ainsi parler, les négations flegmatiquement enragées de la science allemande ont été jusqu'aux extrêmes limites du nihilisme. Quant à l'idéalisme, voyez-le aussi étroit, aussi impuissant à produire quelque chose de durable que l'était naguère le matérialisme des encyclopédistes français. De là ce bourdonnement, ce tapage d'opinions, de théories et de systèmes qui assourdit l'Europe. Les rêves et les espérances, les croyances généreuses et les effroyables blasphèmes des siècles qu'a déjà traversés le genre humain, les hérésies chrétiennes et le panthéisme des Indiens, le dualisme des Perses et le monothéisme des Hébreux, tout cela reparaît de nouveau. L'idéalisme et le matérialisme sont là, en face l'un de l'autre, et tous demandent au ciel que l'heure du jugement dernier sonne enfin. Ce jugement dernier, ce sera l'étincelle de vie qui, pénétrant tous ces systèmes à la fois, les consumera, les purifiera et les fera tous ressusciter dans une doctrine plus haute, savoir dans la vérité chrétienne. C'est là une anarchie comme il n'y en eut jamais, anarchie si terrible, qu'elle amènera infailliblement une crise. Il y a partout dans le monde une aspiration, un effort immense, et cet effort du genre humain a été si infructueux jusqu'ici, qu'il appelle de toute nécessité le secours du Père universel, le secours de celui qui règne sur la terre comme au ciel. Ce secours a-t-il jamais

été refusé? Dieu a-t-il jamais négligé de gouverner l'histoire, chaque fois que le monde a tendu vers lui ses mains suppliantes, et qu'il lui a crié, par la voix de tous les peuples : « Montre-toi à nous, seigneur Dieu! »

Certes M. Maurice Carrière dépeint ici avec une poignante émotion la détresse de l'Allemagne. Le malheur, c'est qu'il prétend trouver lui-même cette transformation religieuse, et qu'il en cherche les bases dans les capricieux domaines de l'imagination. Les prophètes et les évangélistes de ce nouveau développement du christianisme, aux yeux de M. Carrière, ce sont les poètes, c'est Lessing, c'est Goethe, c'est Schiller. Ceux-là même qui ont été les plus hostiles à la pensée chrétienne se transforment pour lui en des réformateurs. Étrange religion, à coup sûr, que celle dont les livres saints ont été écrits par les plumes fantasques de Rachel de Varnhagen et de Bettina d'Arnim! M. Carrière se trompe, s'il croit servir ainsi la religion, dont il parle d'ailleurs avec une effusion éloquente. Il applique au christianisme les exemples de la société païenne. Il a vu Sophocle et Euripide, comme Aristote et Platon, décomposer à leur insu le polythéisme, et préparer les esprits aux divines clartés de la révélation; il croit aussi que le christianisme sera transfiguré par ces poètes allemands qui ont chanté depuis un siècle les angoisses et les aspirations d'une époque troublée. Dans ce cas, ce ne serait pas une transformation supérieure du christianisme, ce serait une religion toute nouvelle qu'il faudrait attendre. Les poètes que vous invoquez, interprètes fidèles et passionnés de leur temps, ont exprimé tour à tour des sentimens chrétiens et de vagues aspirations panthéistiques. Si vous vous attachez à ce qu'ils ont de chrétien, qu'est-il besoin d'une forme nouvelle? Si c'est le panthéisme de leurs œuvres qui vous séduit, pourquoi parler de christianisme? M. Carrière, qui défend si bien l'esprit du christianisme et les simples croyances de l'humanité contre les subtilités à outrance des écoles de son pays, se doit à lui-même de poser le problème avec netteté, et de se prononcer sans ambages. Toute la dialectique allemande a abouti au panthéisme; si les réformateurs nouveaux ne se proposaient pas d'autre tâche que de mettre le panthéisme en rapport avec la religion du Christ, ils tenteraient une œuvre impossible et rentreraient dans le cercle qu'ils veulent briser. Il ne s'agit pas de traiter avec les hégéliens, il faut rompre avec eux. Lorsque l'illustre Schleiermacher publia en 1799 ses *Discours sur la religion*, il avait affaire à un siècle sans croyances et à une théologie sèchement rationaliste. Son but était de réveiller partout l'idée de Dieu, de montrer ce Dieu partout présent, de nous attacher, si je puis parler ainsi, au sein maternel de l'infinie substance. Il écrivit ses *Discours* enthousiastes, et, entraîné par l'ardeur même de son zèle, il ne craignit pas de se jeter dans le panthéisme. La situation des esprits rendait cette erreur moins funeste : le sentiment religieux était mort, Schleiermacher le réveilla. Combien tout est changé aujourd'hui! Voilà plus de cinquante ans que le panthéisme règne, et il a produit comme conséquence dernière l'athéisme le plus éhonté qui fut jamais. M. Carrière a bien compris qu'il fallait ranimer le sentiment religieux, mais il n'a pas vu qu'il fallait procéder cette fois tout autrement que le mystique auteur des *Discours*. Encore une fois, c'est le panthéisme qu'il faut expulser de la science, le panthéisme généreux des rêveurs comme le panthéisme abject des démagogues. A cette condition seule, la réforme dont

vous parlez jettera des racines profondes, et l'on ne verra plus l'Allemagne tourner éternellement dans le cercle fatal qui va de la religion à l'athéisme.

Ce n'est pas comme M. Maurice Carrière dans des ouvrages dogmatiques, c'est dans des biographies que M. le docteur Strauss poursuit le développement de sa philosophie religieuse. Nous avons raconté ici les diverses transformations de M. Strauss depuis le scandale éclatant de sa *Vie de Jésus*. On sait combien le célèbre hégélien a redoublé d'efforts pour réparer les ruines qu'il a faites. Malgré l'influence funeste exercée par son livre, et bien que son nom représente encore pour la foule les plus violens désordres de l'exégèse allemande, M. Strauss ne ressemble en rien aux athées de la *jeune école hégélienne*. Ces négations flegmatiquement enragées dont parle M. Carrière, ce n'est pas lui qui s'en est rendu coupable. Alors même que sa dialectique menteuse lui défendait de croire à un Dieu personnel, son esprit seul était victime des bouleversemens de la science; son âme restait ouverte à maintes aspirations religieuses. Dans ses *Feuilles pacifiques*, dans ses *Discours* aux paysans de la Souabe, dans sa *Vie de Schubart*, on voyait une intelligence sincère qui se débattait contre ses propres entraves, et qui cherchait ardemment un point fixe au milieu des révolutions de la théologie. Cette âme inquiète avait-elle enfin trouvé le repos? Il s'en faut bien. Après avoir essayé de conserver au moins une vague idée du Christ, il avait paru se résigner simplement à défendre la noblesse morale de l'homme. Les principes de la dialectique hégélienne ne lui permettaient pas de faire respecter par les *humanistes* cette ombre même de christianisme à laquelle sa pensée s'attachait: il se borna dès lors à protéger contre les démagogues la dignité de notre nature, dût-il être obligé pour cela de demander un appui au monde antique et de retourner au paganisme des Hellènes. C'étaient là les conclusions de sa *Vie de Schubart*. Assurément de telles doctrines sont tristes. Ce qui est intéressant chez M. Strauss, c'est l'inquiétude de son âme, c'est la désolation sincère de cette conscience qui, même en repoussant comme un fantôme trompeur la notion d'un Dieu personnel, semble toujours, du fond de sa détresse, invoquer la foi qui lui manque. Le n uvel ouvrage de M. Strauss, la *Vie de Maerklin*, ne contient pas de plus précieuses consolations que la *Vie de Schubart;* mais on peut y étudier plus à nu les souffrances, les efforts, toutes les luttes intérieures de ces malheureuses intelligences emprisonnées dans les liens du sophisme. Le livre de M. Strauss est intitulé : *Christian Maerklin, histoire d'une vie et d'un caractère de ce siècle*. Ce titre est exact; ce n'est pas un personnage isolé, c'est toute une école, tout un groupe, c'est lui-même surtout que M. Strauss a peint avec franchise en traçant le portrait de son ami.

Christian Maerklin, fils d'un prélat protestant du Wurtemberg, avait étudié la théologie pour consacrer sa vie au service de son église. Vicaire, puis diacre, il avait apporté à ses fonctions, avec une âme généreuse et droite, une intelligence nourrie de toutes les subtilités de la science. Hegel s'était emparé de lui avant qu'il se dévouât à la prédication du Christ. Maerklin eut beau déployer tout le zèle, toute la charité évangélique dont son noble cœur était capable; il comprit bientôt qu'il ne pouvait plus se faire illusion à lui-même, et que, chargé d'enseigner le christianisme positif, il méconnaissait ses devoirs ou manquait à sa conscience. En vain s'efforça-t-il encore de se créer une sorte

de terrain neutre d'où il pouvait, sans se manquer à lui-même, tendre les mains aux fidèles; en vain sentait-il son cœur saigner au moment de rompre les liens qui l'attachaient à la communauté chrétienne : sa loyauté l'emporta, et le sacrifice fut accompli : Maerklin sortit des rangs de l'église. Mort à la fleur de l'âge il y a quelques années, Maerklin nous présente au complet, dans l'obscurité de sa vie, toutes les infortunes morales dont le protestantisme allemand est le théâtre. Jamais ces luttes n'ont déchiré une âme plus noble, jamais plus touchante victime n'a mieux exprimé le malheur de tous.

On devine avec quelle sympathie M. Strauss a dû traiter un tel sujet. Il nous raconte la première éducation de Maerklin; il suit le jeune écolier au couvent de Blaubeuren; il nous le montre dans cette austère retraite, au milieu de ses condisciples qui presque tous, plus tard, prirent une part si active à ce travail de dissolution religieuse dont nous avons vu les derniers résultats. C'était le démocrate Zimmermann, l'ardent historien de la guerre des paysans, qui a siégé au parlement de Francfort; c'était le *jeune hégélien* Vischer, auteur d'une *Esthétique* célèbre où les désolantes doctrines de son école sont appliquées avec un talent incontestable et une hardiesse sans vergogne; c'était Gustave Pfizer, que l'imagination a préservé au moins des désordres de la pensée : poète aimable qui a mêlé à la douceur souabe une gravité sereine, critique honnête, résolu, qui le premier a combattu au nom des vraies traditions germaniques les tendances d'Henri Heine et provoqué hardiment les redoutables invectives du railleur; c'était enfin M. le docteur Strauss lui-même. Au milieu de ce groupe d'élite, le jeune Maerklin s'était fait tout d'abord une place distincte par la sérénité de son intelligence et la parfaite droiture de son cœur. Comment ne pas être attristé en voyant ce noble esprit initié de si bonne heure à tous les sophismes d'une dialectique subtile et mensongère? Maerklin était destiné au sacerdoce, et déjà, avant d'avoir vécu, avant d'avoir étudié par lui-même la réalité des choses humaines, il avait parcouru avidement tout le domaine des abstractions sophistiques.

Quand il fut nommé diacre, c'est-à-dire second pasteur de la ville de Calw en 1835, Christian Maerklin ne tarda pas à sentir que son christianisme n'était pas celui qu'il était chargé d'enseigner et de répandre. Cette triste découverte n'eut pas lieu tout à coup. La petite ville de Calw, située dans une fertile vallée sur la lisière de la Forêt-Noire, est une cité industrielle. Il y avait là bien des misères à soulager; Maerklin s'y employa avec un admirable zèle, et l'exercice de la charité entretint longtemps ses illusions. Grave et pur, il se croyait très sincèrement chrétien, quoique le Christ ne fût pour lui qu'une grande et belle âme, mieux inspirée que Socrate et Platon. Le jour où son ami Strauss publia la *Vie de Jésus*, Maerklin n'était pas encore aussi engagé que le célèbre novateur dans les voies de la négation. Ce Christ qui n'était autre chose qu'un personnage mythique aux yeux du docteur Strauss, il le reconnaissait comme un être réel; — et bien que l'union du divin et de l'humain fût pour lui, d'après la théorie hégélienne, un fait éternel, un dogme supérieur et antérieur à Jésus, c'était le Christ cependant qui, par la sainteté de sa vie, avait réalisé cette union et conquis à l'humanité son glorieux patrimoine. C'était là, comme on voit, un christianisme hégélien, un christianisme où

toutes les rêveries panthéistiques de l'Allemagne pouvaient se donner carrière. Or, entre ces deux termes, la contradiction est absolue. Le système de Hegel une fois introduit dans le christianisme, il faut que le christianisme disparaisse. Maerklin ne tarda pas à en faire l'expérience. De vives luttes qu'il eut à soutenir contre les piétistes de Calw l'amenèrent peu à peu à voir plus clairement le fond de son âme; les conséquences des principes auxquels il était attaché se développèrent tout naturellement dans l'ardeur de la discussion, et, descendant la pente glissante sur laquelle il croyait pouvoir s'arrêter, il alla bientôt rejoindre l'auteur de la *Vie de Jésus*. De là à l'athéisme de M. Feuerbach la distance n'est pas longue. Le noble Maerklin se sentit en effet puissamment attiré par cette dialectique pernicieuse aux enseignemens de laquelle son intelligence n'était que trop préparée. Que faire dans une telle situation? M. Strauss décrit ici avec émotion les angoisses de ces jeunes théologiens chargés d'enseigner des dogmes auxquels ils ne croient pas. Ils hésitent à rompre leurs liens; ils n'ont pas le courage de sortir de l'église. Chez quelques-uns, sans doute cette hésitation tient à des motifs terrestres; mais combien il en est aussi qui sont retenus par les plus pures attaches! Maerklin avait une fortune suffisante; il n'avait pas besoin, comme tant d'autres confrères moins heureux, de songer à sa famille, à ses enfans, à la difficulté de se créer une carrière nouvelle : rien de tout cela ne l'eût effrayé; mais quoi! abandonner cette église qu'il aimait, ces pauvres qu'il avait assistés, ces humbles d'esprit qu'il avait réconfortés en leur parlant du Christ! Il ne pouvait s'y résoudre; il le fallut bien cependant. Le voile une fois déchiré, une clarté impitoyable révélait à Maerklin l'anéantissement complet de ce semblant de christianisme qui lui avait longtemps suffi. Il commençait d'ailleurs à être suspect. La droiture de sa conscience ne lui permit plus de prolonger davantage cette situation impossible. Entre le Christ et Hegel, Maerklin avait choisi, — sans bruit, sans scandale, après de secrets et douloureux débats avec lui-même; il ne lui restait plus qu'à déposer son ministère.

Dès que sa résolution fut prise, Maerklin poussa un cri de joie. Il avait obtenu une place de professeur au lycée de Heilbronn; ces fonctions nouvelles lui semblaient un affranchissement. Ce rôle de théologien qu'il ne pouvait plus garder qu'à force de subterfuges et de capitulations subtiles avec sa conscience, il le quittait enfin pour respirer, disait-il, avec les écrivains de la Grèce et de Rome l'air franc de la nature et de la vérité. Expliquer Homère et Sophocle, commenter Virgile et Tacite, quel bonheur pour ce panthéiste occupé depuis tant d'années à mettre d'accord les doutes de son âme et les obligations du sacerdoce! « Combien je me réjouis, écrivait-il, de partir pour Heilbronn! Que ma position sera franche! Me voilà délivré de ces liens qui m'enlaçaient. La théologie et l'église, qu'était-ce pour moi! Une vie entortillée, contraire à la vérité, contraire à la nature. J'aspire avec ardeur à la saine nourriture de l'histoire et des classiques de l'antiquité. Je veux être un païen de toutes les forces de mon cœur. Là au moins, tout est vrai, tout est naturel, tout est grand. » Maerklin se plongea donc avec amour dans l'étude de l'art et de la philosophie grecque. Une seule chose lui restait de son existence ecclésiastique, je veux dire cette charité qu'il avait pratiquée avec un

zèle si pieux et la pureté d'une vie irréprochable. Il écrivait un jour à un ami : « La science doit se transformer pour nous en religion; c'est elle qui doit élever et purifier nos âmes. Oh! quel plaisir j'aurais fait à mes ennemis de Calw, si j'eusse été un homme sans mœurs! Le jour où tous ceux qui partagent nos principes montreront une pure noblesse morale, ce jour-là seulement notre cause sera gagnée. Au contraire, tant que notre foi philosophique ne sera pas devenue une force réelle et féconde en vertus, elle n'aura aucune action à revendiquer sur le monde, et le vieux principe tiendra toujours le timon du navire. » On voit qu'il y a tout un abîme entre Maerklin et les *jeunes hégéliens*. Ce n'étaient pas là de vaines paroles; la vie de l'ancien diacre de Calw était toute consacrée à la pratique du bien, et chaque fois qu'il voyait un des panthéistes de son école se signaler par ses désordres, il en ressentait une affliction amère.

Le professeur de Heilbronn éprouva surtout bien des douleurs de ce genre pendant la tumultueuse période qui suivit les révolutions de 1848. M. Strauss, qui eut tant à souffrir lui-même des démagogues, nous donne sur le rôle de Maerklin à cette époque les détails les plus intéressans. Dès la fin de mars, Maerklin écrivait à un de ses amis : « En toute chose ici-bas, il y a au début une belle et virginale période; puis la débauche commence, et tout est perdu. Que les premières semaines ont été sublimes! A présent le ciel est couvert de ténèbres. Il est difficile, au milieu de tels désordres, de conserver sa foi en la grande idée qui devait être l'âme des mouvemens populaires. Si l'Europe est mûre pour la liberté civile, pour le développement des nationalités et la libre expansion des forces individuelles, c'est ce qu'un avenir prochain nous montrera. En Allemagne, ce grand bouleversement a trouvé le peuple par trop grossier, et, je le prévois, ce sera pour nous la cause de bien des malheurs. N'importe, advienne que pourra! Nous devons nous incliner devant la nécessité du mouvement historique. L'ancien ordre de choses était vermoulu; quiconque pense ne saurait le regretter. Il ne nous reste plus qu'à attendre l'avenir tranquillement, courageusement, toujours prêts à sacrifier notre bonheur et nos préférences personnelles. » Ces stoïques dispositions de Maerklin furent mises bientôt à de rudes épreuves. Candidat au parlement de Francfort, descendu dans l'arène au milieu des passions déchaînées, l'austère païen fut exposé dans sa personne et dans sa réputation aux plus odieuses fureurs de la populace. Heilbronn était le centre de la démagogie du Wurtemberg. M. Strauss nous peint avec une dramatique habileté ces scènes révolutionnaires où triomphaient la violence et l'ineptie. Il y avait là surtout un certain brasseur, — espèce de Robert Blum au petit pied, dit M. Strauss, qui représentait, à côté de Maerklin, la stupidité en face de l'intelligence et la passion brutale en face de la démocratie honnête. — Ce sont surtout les expériences de Maerklin qui offrent de curieuses leçons. Maerklin s'était déclaré sans détour en faveur de la monarchie constitutionnelle; c'était le moment où MM. Hecker et Struve agitaient le pays de Bade, c'était l'heure glorieuse où les corps francs du poète Herwegh venaient d'entrer en campagne; on devine quelles avanies furent infligées au candidat. Quelques semaines après, il écrivait à M. Strauss : « Je pressens que nous devrons traverser encore une révolution sanglante. Si le ciel nous accorde jamais

une existence politique, nous serons obligés de la payer cher. Les princes sont incorrigibles; le peuple est sauvage, il n'a que des instincts confus, et il en est d'autant plus fanatique. Je suis heureux de voir que tu penses comme moi sur tout cela. Tu es un aristocrate, nous le sommes tous. Chose singulière! voilà que ce mot désigne déjà un crime, un attentat à la majesté du peuple. Qu'est-ce donc que cela, être aristocrate? C'est vouloir que le peuple prenne part, selon la mesure de sa capacité, à l'exercice des droits politiques et à la conduite des affaires communes; c'est vouloir que l'influence appartienne à l'intelligence et à l'esprit, et non au nombre, à la masse, au corps de la nation. Voilà du moins notre aristocratie. Mais maintenant il faut que la science politique nous vienne des cabarets : au lieu d'un souverain qui nous maltraitait du moins avec convenance, nous avons des milliers de despotes brutaux qui veulent tout niveler, tout rabaisser à leur taille. » Maerklin assista aux événemens de 1848 et de 1849 avec cette tristesse résignée. Sa santé, naturellement faible, avait éprouvé de rudes échecs au milieu de tant d'émotions. Une rapide maladie l'emporta le 18 octobre 1849, à l'âge de quarante-deux ans et quelques mois.

Telle est cette *Vie de Maerklin*, où M. Strauss a peint en traits expressifs toute une phase de la pensée religieuse de l'Allemagne. Les conclusions répondent bien à la tristesse du récit. « Combien d'hommes, dit l'auteur, exercent par leurs enseignemens et leurs actes une influence profonde, sans que le souvenir de leur nom demeure attaché à ce qu'ils ont fait! Maerklin avait renoncé depuis longtemps à l'idée d'une existence ultérieure; cette existence, il la méritait cependant; c'est pour la lui assurer qu'un ami a écrit ce livre et a placé en quelque sorte sa statue sur son tombeau. » Ainsi, quand la mort a fermé nos paupières, nous ne pouvons prétendre qu'à cette double forme de l'existence : ou bien c'est une existence impersonnelle quand notre influence seule se perpétue et que notre nom périt, ou bien c'est une existence personnelle, quand une main amie a sculpté notre statue et attaché notre nom à nos œuvres. Voilà tout l'avenir que nous promet M. Strauss, et c'est à cela que se réduit notre immortalité! Le dernier mot de Maerklin et de son biographe, c'est l'orgueilleuse résignation de ces hommes qui ne croyaient plus au polythéisme, et que n'avait pas encore éclairés la lumière des idées chrétiennes. Chose étrange! le plus grand mérite de l'école hégélienne, c'est le sentiment qu'elle a eu du progrès continu des sociétés, de la marche incessante de l'esprit humain dans l'histoire, et, après tant de travaux et d'efforts, voilà qu'elle nous ramène au stoïcisme! Cependant il y a ici un phénomène qui me touche : M. Strauss a beau s'enfermer comme son ami dans l'impassible vertu des stoïciens, il lui est impossible de ne pas revenir sans cesse à ces discussions théologiques. La *jeune école hégélienne* a dit un jour par la bouche de M. Arnold Ruge : Le système de Hegel, en définitive, était une théologie; nous l'avons mis en pièces. — Eh bien! malgré la *jeune école hégélienne*, M. Strauss est et demeure un théologien. Les athées plus résolus lui en ont souvent fait le reproche; il poursuit néanmoins sa tâche, il prend plaisir à sonder sa plaie, à examiner son doute; il aime à raconter ses souffrances. Avec quelle tendresse il peint la charité évangélique de Maerklin avec quelle sympathie il expose ses combats intérieurs, surtout ses indéci-

sions et ses angoisses au moment de quitter la communauté chrétienne! En vain s'écrie-t-il avec son héros : Soyons païens de tout notre cœur! il est grave, il est ému, et son intelligence attristée ne peut se détourner de ces sublimes problèmes. Cette disposition nous suffit; nous n'en demandons pas plus pour absoudre le stoïcien. Si tristes que soient les conclusions de ce livre, la *Vie de Maerklin*, comme les *Deux Feuilles pacifiques*, comme les *Discours* théologiques aux paysans du Wurtemberg et la *Vie de Schubart* nous révèlent chez M. Strauss une âme préoccupée des questions vitales de l'homme, une âme généreuse et vaillante, qui est bien loin d'avoir dit son dernier mot.

Ce que je dis là de M. le docteur Strauss, on peut le dire des lettres allemandes en général. Ces problèmes religieux étudiés soit dans l'histoire, soit dans la philosophie, intéressent de nouveau les intelligences; n'est-ce pas un signe manifeste que l'Allemagne est rendue à elle-même? Encore une fois, je ne parle pas des théologiens de profession. Tandis que l'excellent recueil des *Studien und Critiken*, sous la direction de MM. Ullmann et Umbreit, maintient avec un zèle croissant l'école de Schleiermacher, les domaines plus spécialement littéraires et philosophiques s'enrichissent de sérieuses études. C'est un historien littéraire, M. Gelzer, qui écrit une biographie de Luther, remarquable avant tout par le sentiment qui l'anime; c'est M. Frédéric Hurter, qui consacre trois doctes volumes à l'empereur d'Autriche Ferdinand II, et à ses rapports avec la révolution religieuse; c'est M. Heimbürger qui met en lumière, grâce à des documens inédits, les travaux d'un théologien ignoré, Urbanus Rhegius, et peint dans ce bizarre personnage une des plus curieuses figures de la réforme. C'est un diplomate célèbre, M. le chevalier de Bünsen, qui, trouvant dans des manuscrits récemment découverts les renseignemens les plus inattendus sur la vie d'un saint de la primitive église, mêle un grave intérêt dogmatique aux piquantes révélations de l'histoire, et développe son système sur les relations de la raison et de la foi.

En face de ces recherches historiques, citons aussi l'édition complète des mystiques écrits de Baader, publiée par ses disciples avec un zèle tout filial, et un recueil de lettres de Schleiermacher dû aux soins de M. Gass. N'oublions pas de mentionner les leçons enthousiastes qu'un ancien disciple de Hegel, M. Goeschel, vient de faire à Berlin sur *la Divine Comédie*. M. Goeschel ne s'est jamais séparé du christianisme; la philosophie hégélienne, dans les libres interprétations de cet affectueux esprit, était une préparation à l'intelligence des dogmes révélés; on comprendra que le brillant songeur soit plus à son aise aujourd'hui qu'il expose la philosophie du christianisme d'après les *Cantiques* de Dante. Les leçons de M. Goeschel ont été un événement à Berlin, et le roi de Prusse les a honorées de sa présence. Il faut signaler enfin une *Histoire de la philosophie depuis Kant*, par M. Fortlage, histoire savante et bien composée, mais intéressante surtout par les conclusions. M. Fortlage proclame que le vrai, le seul progrès social, est dans la vie religieuse, et il propose, comme un idéal à notre XIXe siècle, cette institution des frères moraves, fondée il y a cent ans par l'enthousiaste comte Zinzendorf. M. Fortlage exprime une idée plus claire et plus pratique lorsqu'il conseille à la philosophie d'emprunter aux frères moraves le sentiment humble et pieux de la dépendance de l'homme, et de mettre fin au panthéisme.

On voit quel a été le travail philosophique et religieux de la pensée allemande pendant ces dernières années. De tels symptômes, si je ne m'abuse, sont la promesse d'une transformation féconde. Il n'y a pas là d'école, à proprement parler; il n'y a pas de grandes constructions métaphysiques: nos voisins sont disposés à traiter avec dédain un mouvement d'idées qui s'annonce avec si peu de fracas; mais ne doit-on pas préférer à une école altière et isolée cette ardeur presque unanime? Il y a des pays où ces deux mots, philosophie et religion, représentent encore deux idées qui se combattent; en Allemagne, on commence à comprendre quels indissolubles liens unissent toutes les sciences et toutes les vérités morales. La philosophie n'avait pas moins souffert que la religion des outrages de *la jeune école hégélienne,* et ce sont des philosophes que nous voyons maintenant relever de leurs mains le christianisme pour y mettre à l'abri leurs croyances insultées. Qu'importe que les réformes de M. Rosenkranz, les systèmes de M. Fichte et de M. Chalybæus, les tentatives religieuses de M. Maurice Carrière, les plaintives confessions et les mélancoliques souvenirs de M. le docteur Strauss offrent encore sur bien des points des lacunes regrettables? C'est l'esprit général qu'il faut voir, c'est cette protestation spontanée contre les désordres de la période qui vient de finir. L'Allemagne avait presque touché le fond de l'abîme; nulle part on n'avait vu de négations plus arrogantes, et, comme dit M. Carrière, plus flegmatiquement enragées. — Si elle renaît enfin de cette chute profonde, si elle restaure par la philosophie ce spiritualisme chrétien que la philosophie avait détruit chez elle, l'Europe entière profitera de ses travaux. Elle n'y réussira toutefois qu'en réglant son enthousiasme avec l'école française; notre Descartes est et restera le maître de la philosophie moderne. Dans la science comme dans la politique, on l'a dit plus d'une fois, l'union de l'Allemagne et de la France offrirait de sérieux avantages. Si l'esprit français apporte à cette alliance la netteté supérieure de son inspiration, l'Allemagne y apportera de quoi satisfaire son légitime orgueil; c'est à elle qu'il faudra demander la ferveur religieuse, le sentiment hardi des choses cachées, la préoccupation constante de l'infini, instincts sublimes, instincts périlleux aussi, qui, égarés par une méthode fatale, l'ont jetée violemment dans le panthéisme et de là dans les plus brutales folies, mais qui, réglés avec force et conduits par une route sûre, sauront lui gagner des trésors. Le mouvement dont j'ai signalé les indices n'est que l'aurore d'une période meilleure; puisse le jour grandir! puissent les semences fructifier au soleil! Il y a trente ans, un philosophe illustre, avec la vive ardeur et l'enthousiasme aventureux de la jeunesse, racontait à la France *comment les dogmes finissent;* aujourd'hui, après tant d'expériences douloureuses et tant d'avertissemens sinistres, il serait temps pour l'Allemagne de montrer au XIXe siècle comment les croyances se relèvent.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

BEAUMARCHAIS

SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS.

X.[1]

BEAUMARCHAIS CRÉANCIER D'UNE RÉPUBLIQUE ET ÉDITEUR DE VOLTAIRE.

I. — DÉBATS DE BEAUMARCHAIS AVEC LES ÉTATS-UNIS.

L'histoire des rapports de Beaumarchais avec les États-Unis ne serait pas complète, si on ne cherchait à éclaircir la dernière question qu'elle soulève. Il s'agit encore d'un procès, mais d'un procès de plusieurs millions, où Beaumarchais rencontre un adversaire plus redoutable que M. de La Blache, que Goëzman, que la Comédie-Française même, car cet adversaire est un gouvernement à la fois juge et partie dans la cause. Aussi la victoire sera-t-elle pour lui plus difficile, il mourra à la peine, et ses héritiers seuls verront le dénouement de cet inextricable débat. Nous touchons à l'époque où l'auteur du *Barbier* va nous ramener, par *le Mariage de Figaro*, en pleine littérature; mais, avant de le suivre sur le théâtre le plus connu de ses succès, il faut nous arrêter encore devant le plaideur et le spéculateur, montrer l'un aux prises avec la ténacité américaine, et l'autre au milieu des difficultés de l'opération de librairie la plus considérable de son temps.

Le traité d'alliance entre la France et les États-Unis avait été signé le 6 février 1778 à Versailles, et peu de temps après Silas Deane,

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 octobre, 1er et 15 novembre 1852, 1er janvier, 1er mars, 1er mai, 1er juin et 15 juillet 1853.

celui des trois commissaires américains qui, arrivé le premier à Paris, avait traité avec Beaumarchais au nom du congrès, fut rappelé à Philadelphie pour rendre compte de sa conduite et défendre les engagemens pris par lui contre les imputations de son collègue Arthur Lee. Ce dernier l'accusait, on s'en souvient, d'avoir, par un concert frauduleux avec Beaumarchais, et contrairement aux intentions du gouvernement français, transformé un don gratuit en une opération commerciale. Cette assertion, dont nous avons déjà démontré la fausseté, offrant l'avantage de dispenser l'Amérique de toute reconnaissance et de tout paiement envers Beaumarchais, le congrès était naturellement assez disposé à l'adopter. Silas Deane, accueilli d'abord aux États-Unis avec des préventions défavorables, eut à soutenir une lutte très vive contre les deux frères d'Arthur Lee, qui exerçaient une assez grande influence dans le congrès. Des débats scandaleux s'élevèrent non-seulement sur les engagemens contractés avec Beaumarchais, mais sur l'emploi des fonds fournis directement aux agens de l'Amérique par la cour de France. Cependant Silas Deane était muni des attestations les plus honorables du gouvernement français : le roi Louis XVI lui avait donné son portrait; M. de Vergennes avait écrit en sa faveur les lettres les plus flatteuses, et l'ancien premier-commis de M. de Vergennes, M. Gérard, qui arrivait en même temps à Philadelphie comme ministre plénipotentiaire de la cour de France, se montrait plein d'estime pour lui. M. Gérard avait reçu mission de n'intervenir qu'avec prudence dans les querelles de personnes; mais, voyant que celle-ci prenait les proportions d'une lutte entre l'influence française et le parti anglais, représenté au sein du congrès par les frères Lee, il prit vivement l'offensive contre ces derniers. « Les relations de M. Arthur Lee, écrit-il à M. de Vergennes, ne sont qu'un tissu absurde de mensonges et de sarcasmes qui ne peuvent que compromettre ceux qui ont le malheur d'être forcés d'avoir quelque correspondance avec lui. Souffrez, monseigneur, que je me félicite au moins de vous avoir débarrassé de ce fardeau (1). » Dans une autre dépêche, M. Gérard écrit au ministre : « Je me suis expliqué graduellement et à l'instant même où cela était indispensable pour empêcher que ce dangereux et méchant homme (Arthur Lee) ne remplaçât M. Franklin (2) et ne fût en même temps chargé de la négociation avec l'Espagne. Je ne puis vous dissimuler, monseigneur,

(1) A la suite de cette querelle, il fut décidé en effet qu'Arthur Lee à son tour serait rappelé.

(2) Arthur Lee travaillait de toutes ses forces à faire aussi rappeler Franklin pour rester seul chargé de représenter les États-Unis à la cour de France; mais le gouvernement français, qui le soupçonnait de liaisons secrètes avec l'Angleterre, et qui se défiait de lui, s'y opposait de son côté et demandait à garder Franklin, qui fut seul maintenu.

que je m'applaudis tous les jours davantage d'avoir pu contribuer à prévenir ce malheur. »

Quant aux accusations dirigées contre Silas Deane, M. Gérard les attribue à l'*esprit d'ostracisme*, « qui, dit-il, a déjà commencé à prévaloir contre les hommes qui ont rendu des services importans, lorsqu'ils ont cessé d'être nécessaires. » Malgré l'appui de M. Gérard, Silas Deane n'obtint en effet qu'une demi-victoire. Il fut déchargé de toute accusation, et on lui alloua pour ses dépenses personnelles 500 livres sterling par an pour le temps qu'avait duré sa mission en France; mais il ne fut fait aucune mention de ses services. On décida qu'il retournerait en Europe régler tous ses comptes, mais sans aucun titre officiel. « C'est l'ostracisme, écrit derechef M. Gérard à M. de Vergennes, c'est l'ostracisme le plus dur et le plus réfléchi. On ne pense pas à répondre aux lettres que vous avez écrites en sa faveur. »

De son côté, Silas Deane écrit à Beaumarchais : « J'ai été traité ici d'une façon à laquelle ni vous, ni mes amis, ni même mes ennemis ne s'attendaient. Cependant je ne doute pas que l'Amérique ne finisse par devenir plus équitable envers vous ainsi qu'envers moi. » Le congrès, en effet, commençait à ne plus avoir autant de confiance dans les rapports d'Arthur Lee. Il était d'ailleurs partagé entre le désir de ne point payer les anciennes fournitures et l'envie d'en recevoir de nouvelles. Or l'agent de Beaumarchais, Francy, déclarait que son patron n'enverrait plus rien, à moins qu'on ne reconnût sa créance pour le passé, et qu'un contrat bien en règle ne le garantît contre toute difficulté pour l'avenir. Le contrat qui devait satisfaire à cette dernière condition avait été passé le 6 avril 1778, entre les membres du comité du commerce et Francy agissant au nom de Beaumarchais. Seulement le congrès, toujours défiant, ordonna que le contrat serait envoyé à Paris et ne serait ratifié qu'après que la députation américaine aurait obtenu du ministre des affaires étrangères une réponse catégorique sur la question de savoir si Beaumarchais était bien réellement créancier du congrès pour les 5 millions de cargaisons déjà expédiées, ou si ces cargaisons, comme n'avait cessé de l'affirmer Arthur Lee, étaient un don gratuit de la part du gouvernement français. Une note fut présentée dans ce sens à M. de Vergennes le 10 septembre 1778, par les trois commissaires Franklin, Arthur Lee, qui n'était pas encore rappelé, et John Adams, qui venait d'être envoyé à Paris pour remplacer Silas Deane. Voici la réponse du ministre; elle est adressée à M. Gérard, représentant de la France aux États-Unis, qui était chargé de la transmettre au congrès.

« Les commissaires du congrès viennent de m'adresser un *office* qui renferme deux objets : le premier concerne l'apurement du compte de M. de Beau-

marchais sous le nom de la maison *Roderigue Hortalez et C*e; le second, la ratification du contrat que le congrès ou plutôt le comité du commerce, sous son nom, a passé avec le sieur Théveneau de Francy, agent du sieur Caron de Beaumarchais. M. Franklin et ses collègues désirent connaître les articles qui leur ont été fournis par le roi et ceux que M. de Beaumarchais leur a fournis pour son compte particulier, et ils m'insinuent que le congrès est dans la persuasion que tout ou au moins une grande partie de ce qui lui a été envoyé est pour le compte de sa majesté. Je leur ai répondu que le *roi ne leur a rien fourni*, qu'il a simplement permis à M. de Beaumarchais de se pourvoir dans ses arsenaux, à la charge de remplacement; qu'au surplus j'interviendrais avec plaisir pour qu'ils ne fussent point pressés pour le remboursement des objets militaires. »

Quant au nouveau contrat passé entre Beaumarchais et le congrès, le ministre ajoutait qu'il n'avait point de conseil à donner sur la ratification de ce traité, n'étant point chargé de répondre des engagemens de la maison Roderigue Hortalez et Ce.

Dans cette réponse de M. de Vergennes, très nette en ce qui touche les droits de Beaumarchais comme créancier du congrès, il y avait deux choses : une réticence commandée par la politique, et qui consistait à passer sous silence la subvention pécuniaire secrètement accordée à Beaumarchais avant la rupture entre la France et l'Angleterre; mais il y avait aussi la vérité, qui perçait dans la dernière phrase du ministre relativement aux objets militaires. Cette phrase prouvait que, si Beaumarchais avait été subventionné, il ne l'avait pas été pour envoyer gratis des fournitures, mais pour les envoyer à crédit, en laissant aux débiteurs une assez grande latitude, spécialement pour les munitions de guerre. Or il est évident que Beaumarchais se conformait aux instructions ministérielles, car depuis deux ans, sauf deux cargaisons de 150,000 francs chacune dont il avait été obligé de s'emparer d'autorité, il n'avait pu obtenir un liard pour 5 millions de fournitures militaires ou autres; et lorsqu'il demandait des à-comptes, on lui répondait par la négation de sa créance, ou on ne lui répondait pas du tout.

En présence de la déclaration formelle du ministre, reproduite et fortifiée dans une note adressée au congrès par M. Gérard, dans laquelle il était dit que le *gouvernement français était complétement étranger aux opérations commerciales de Beaumarchais*, il fallut bien que le congrès s'exécutât enfin et reconnût l'auteur du *Barbier de Séville* comme un créancier réel. C'est alors seulement, en janvier 1779, qu'on lui envoya l'adresse si flatteuse que nous avons citée dans le chapitre précédent. En lisant ces mots : « le *congrès gémit* des contre-temps que vous avez soufferts pour le soutien de ses états, il va prendre les mesures les plus promptes pour l'acquittement de

la dette qu'il a contractée envers vous, » Beaumarchais se crut enfin à la veille de toucher de l'argent ou de recevoir du tabac : c'était encore une illusion. Au lieu de lui donner un à-compte au moins en nature, le congrès, prétextant le mauvais état de ses finances et le *danger de la navigation*, préféra lui envoyer, en octobre 1779, à valoir sur son compte général, 2,544,000 livres de lettres de change à trois ans de date, tirées sur Franklin. Il est certain que le congrès usait largement du droit que lui avait conféré M. de Vergennes, de n'être point *trop pressé* par Beaumarchais, puisque, sur une créance de 5 millions qui datait de trois ans, il envoyait un à-compte en lettres de change à trois ans de distance, lettres de change souscrites par une nation à peine reconnue comme telle, et qui par conséquent ne pouvaient guère passer pour de l'argent comptant.

Malgré les remerciemens si pompeux du congrès, il y avait dans sa conduite une arrière-pensée : il persistait au fond à ne pas prendre au sérieux la créance de Beaumarchais, et il ne désespérait pas de trouver quelque moyen de se débarrasser de lui. On est tout étonné quand on voit deux ans plus tard le ministre des finances, Robert Morris, parler à Franklin d'un biais pour ne pas payer les lettres de change, et Franklin lui démontrer que son plan est impraticable, parce que ces lettres de change sont maintenant en circulation. On n'est pas moins étonné lorsqu'on voit Franklin, — en réponse à une demande que lui adresse le chef du bureau des fonds aux affaires étrangères, M. Durival, pour le règlement des nombreux millions que son pays a reçus de la France et dont nous reparlerons tout à l'heure, — revenir sur une question qui semblait résolue, et trois ans après la déclaration de M. de Vergennes, deux ans après l'envoi de la lettre du congrès et des lettres de change, demander derechef au ministre, le 15 mai 1781, si les fournitures faites par Beaumarchais ne sont pas un don du roi de France. M. Durival lui répond très laconiquement sur ce point : *Quant aux objets fournis et avancés par M. de Beaumarchais, le ministre n'en a point connaissance.*

Cependant Beaumarchais, mécontent de se voir si mal payé par le congrès général, avait essayé de commercer avec les états particuliers de l'Amérique; il n'avait pas été plus heureux : deux cargaisons vendues par lui, l'une à l'état de Virginie, l'autre à l'état de la Caroline du sud, avaient été payées en papier-monnaie, et ce papier, avant qu'il eût pu s'en débarrasser, avait subi une dépréciation énorme (1). Tout cela n'était pas encourageant; aussi, dès 1780, il

(1) « Je suis bien mortifié, écrivait à ce sujet à Francy, en décembre 1779, Jefferson, alors gouverneur de l'état de Virginie, que la malheureuse dépréciation du papier-monnaie ait enveloppé dans la perte commune M. de Beaumarchais, qui a si bien mérité de nous. »

avait de son côté refusé de ratifier le traité conclu en son nom avec le congrès par Francy. Tirant le meilleur parti possible des lettres de change à trois ans de date, il ne spéculait plus avec les corps constitués, et se bornait à attendre que le congrès réglât définitivement son compte général.

En 1781, Silas Deane revint en France pour apurer tous les comptes qu'il avait laissés en suspens; celui de Beaumarchais fut fixé par lui le 6 avril à une somme de 3,600,000 livres, après déduction des à-comptes payés, et en y comprenant les intérêts à partir des premiers envois. Muni de ce titre, Beaumarchais réclama du congrès son remboursement. Pas de réponse pendant deux ans. En 1783, un nouvel agent des États-Unis, M. Barclay, arrive à Paris avec la qualité de consul-général et la mission de réviser les comptes arrêtés par Silas Deane. Beaumarchais refuse de soumettre son compte déjà réglé à un nouveau règlement; M. Barclay lui déclare que le congrès n'entendra et ne paiera rien, à moins que son compte n'ait été de nouveau débattu et examiné. Après un an de résistance, Beaumarchais cède. Le compte est révisé et réduit par M. Barclay; mais le gouvernement américain persiste à ne rien payer, et bientôt un incident qui s'élève à l'insu de Beaumarchais détermine le congrès à ajourner indéfiniment la créance de ce dernier; voici cet incident.

Les États-Unis ayant déjà reçu beaucoup d'argent du gouvernement français et demandant, en 1783, un nouveau prêt de six millions, il fut convenu qu'en leur prêtant ces six millions, on règlerait leur situation vis-à-vis de la France par une récapitulation exacte dans le contrat de toutes les sommes qu'ils avaient déjà reçues, soit à titre de prêt, soit à titre de don. Dans la première classe, à titre de sommes prêtées successivement, on énonça d'abord 18 millions, plus un emprunt de 10 millions en Hollande, garanti par le roi de France et dont il payait les intérêts; enfin les six millions, objet du dernier emprunt. Tout cela constitua une somme de *trente-quatre millions,* que les États-Unis s'engagèrent à rembourser à différentes époques, et qui, par parenthèse, ne furent pas très exactement soldés aux échéances. Enfin la générosité du roi fit entrer dans le contrat une seconde catégorie de sommes, dont il déclarait faire don aux États-Unis. Cette catégorie se composait : 1° de 3 millions *accordés,* disait le contrat, antérieurement au traité d'alliance de février 1778; 2° de 6 millions donnés en 1781. C'était donc 9 millions que le roi de France, indépendamment des sommes prêtées et des sommes énormes dépensées dans la guerre d'Amérique, déclarait abandonner gratuitement. Or, par une étourderie assez bizarre, Franklin, qui avait signé ce contrat le 25 février 1783, ne s'aperçut que trois ans plus tard, en 1786, lorsqu'il était déjà retourné en Amérique, qu'il y

avait une explication à demander sur les 3 millions indiqués comme ayant été *donnés* antérieurement à 1778. Il n'avait reçu du gouvernement que 2 millions, mais il avait reçu en 1777 un million en plus des fermiers généraux, pour lequel million les États-Unis avaient payé un à-compte en tabac de 153,229 livres. « Il est possible, écrit Franklin au banquier des États-Unis à Paris, que ce million fourni ostensiblement par les fermiers généraux ait été en réalité un don de la couronne; mais dans ce cas, comme l'observe M. Thompson, les fermiers généraux nous doivent les deux cargaisons de tabac qu'ils ont reçues à valoir sur cette somme. » Ce qui est assez naïf, c'est que Franklin n'ajoute pas qu'au cas où le million en question ne serait pas celui des fermiers généraux, les États-Unis doivent au contraire, depuis neuf ans, aux fermiers généraux la différence entre un million reçu en 1777 et un à-compte en tabac de 153,229 livres. Il faut dire qu'à cette époque les États-Unis, nation jeune et pauvre, étaient assez habitués à recevoir de toutes mains et plus disposés à accepter qu'à rendre (1). Le banquier des États-Unis, M. Grand, fut donc chargé de s'informer auprès de M. de Vergennes si, parmi les 3 millions que le roi déclarait avoir accordés gratuitement pour les États-Unis, figurait le million des fermiers généraux. Il lui fut répondu par M. Durival, au nom de M. de Vergennes, que le roi était étranger à l'avance faite par les fermiers généraux, mais que la somme en question était *un million délivré par le trésor royal le* 10 *juin* 1776. C'était précisément le million donné secrètement à Beaumarchais. Or quelle avait été la pensée du gouvernement en insérant dans le contrat du 25 février 1783 la mention de ce million à la suite des 8 millions donnés directement aux agens de l'Amérique? Était-ce une simple récapitulation de l'argent déboursé à titre gratuit en faveur des États-Unis, récapitulation faite pour le règlement des comptes du trésor et sans qu'on eût réfléchi aux inconvéniens qu'elle pourrait avoir par rapport à Beaumarchais? ou bien le gouvernement entendait-il par là que celui qui avait reçu ce million en rendrait compte aux États-Unis? Si cette dernière supposition était la vraie, il faudrait bien reconnaître que Beaumarchais, en demandant le paiement intégral de toutes ses cargaisons, sauf à rendre compte de son côté à qui de droit, aurait agi contrairement aux vues du gouvernement qui l'avait subven-

(1) Je lis à ce sujet dans une dépêche de notre chargé d'affaires à Philadelphie, M. de Marbois, à M. de Vergennes, en date du 24 août 1784, les lignes suivantes : « Je ne crois pas M. M... (le ministre des finances des États-Unis) susceptible d'aversion ou d'affection pour aucune puissance; mais j'ai lieu de croire que son avidité peut le rendre capable d'irrégularités très répréhensibles, et qu'à moins qu'il ne soit lié par les instructions du congrès général, il s'embarrassera toujours fort peu de remplir les obligations des États-Unis envers sa majesté. »

tionné; mais ce qui va suivre la réponse de M. Durival nous donne le droit d'affirmer plus que jamais que le gouvernement donateur n'avait point entendu que Beaumarchais serait comptable de ce million envers les États-Unis.

En effet, après avoir lu la lettre de M. Durival, qui indiquait ce million comme donné le 10 juin 1776 sans autre spécification, le banquier des États-Unis, M. Grand, écrit pour avoir communication du reçu et du nom de la personne qui a touché le million. Le chef du bureau des fonds consulte M. de Vergennes et répond par un premier refus. Le banquier insiste de nouveau, alléguant sa propre responsabilité. M. Durival adresse alors au ministre un rapport secret sur cette question *s'il y a lieu de fournir à M. Grand la copie qu'il demande du reçu de M. de Beaumarchais*. Après avoir établi que le reçu porte que M. de Beaumarchais en rendra compte à M. de Vergennes seul, le chef du bureau des fonds conclut ainsi : « *Il pourrait y avoir de l'inconvénient à fournir une arme contre M. de Beaumarchais* en produisant à M. Grand la copie qu'il demande de la reconnaissance du million délivré le 10 juin 1776. » En marge du rapport, il est écrit: *Référé le* 5 *septembre* 1786, et au-dessous, également en marge, se trouve la décision de M. de Vergennes, ainsi conçue : *Il ne peut pas y avoir lieu à donner la copie de la reconnaissance énoncée dans ce rapport.* Conformément à cette décision du ministre, le chef du bureau des fonds répond au banquier des États-Unis par la lettre suivante :

« Versailles, 10 septembre 1786.

« Le ministre persiste, monsieur, dans l'opinion que le reçu dont vous demandez copie n'a rien de commun avec les affaires dont vous êtes chargé, et que cette pièce est inutile dans le nouveau point de vue sous lequel vous l'envisagez. Il vous est bien facile, monsieur, de prouver que la somme en question n'a point été versée dans vos mains, puisque vous n'avez commencé à être chargé des affaires du congrès qu'en janvier 1777, tandis que le reçu dont il s'agit est daté du 10 juin 1776. J'ai l'honneur d'être, etc.

« DURIVAL. »

De ce refus du ministre, le congrès se crut suffisamment autorisé à conclure : 1° que c'était Beaumarchais qui avait reçu ce million, 2° que ce million devait être restitué par lui au congrès, 3° que le congrès ne devait rien payer jusqu'à ce que ce mystère eût été éclairci. Toutes ces conclusions n'étaient pas également justes, car il ne s'agissait plus ici, comme dans la déclaration du ministre, en 1778, d'une réticence commandée par la politique; le gouvernement français ne cachait plus, en 1786, qu'il avait assisté les colonies insurgées avant la rupture avec l'Angleterre, puisqu'il déclarait formellement qu'il avait donné dans ce but 3 millions avant le traité de

1778, et qu'il allait jusqu'à préciser la date du premier million délivré le 10 juin 1776. — S'il refusait de dévoiler aux États-Unis le nom de l'homme à qui avait été avancé ce million, ce n'était donc plus par des considérations de prudence politique, mais par un motif d'équité personnelle à l'égard de Beaumarchais, *pour ne pas fournir aux Américains une arme contre lui,* comme l'énonçait expressément M. Durival dans son rapport au ministre. — Par ce refus de communiquer aux États-Unis le reçu de Beaumarchais, le ministre leur disait, ce semble, implicitement : — J'ai classé ce premier million dans le contrat du 25 février 1783 parmi les millions donnés gratuitement par moi pour votre service; mais comme il n'a pas été donné à vous, comme l'homme à qui je l'ai donné s'est engagé par son reçu à rendre compte de son emploi à moi et non à vous, cet homme ne peut être comptable qu'envers moi. Si je vous demandais le remboursement de ce million, vous auriez le droit de le réclamer de votre côté à celui qui l'a reçu; mais, comme je ne vous demande rien, c'est à moi seul qu'il appartient de décider jusqu'à quel point cette avance gratuite d'un million faite par moi pour vous doit vous profiter, à vous ou à l'homme à qui je l'avais donné, pour concourir à une opération secrète qui vous a été très utile, mais qui jusqu'ici, par votre refus d'acquittement, paraît avoir été plus pénible que fructueuse pour lui.

Cette réticence en faveur de Beaumarchais était ici d'autant mieux justifiée, que cet incident se passait complétement à son insu, qu'il n'avait été appelé à faire valoir ses droits ou ses intérêts ni sur la mention faite dans le contrat du 25 février 1785 du million reçu par lui, contrat secret et qu'il ne connaissait pas, ni sur la demande en communication du reçu fait par le banquier des États-Unis en 1786 et refusée par le ministre.

Tandis que ces explications s'échangeaient entre M. de Vergennes et le banquier des États-Unis, Beaumarchais pressait en vain auprès du congrès la liquidation de son compte, ajournée depuis neuf ans, demandant au moins un arbitrage, proposant comme un de ses arbitres M. de Vergennes lui-même, et acceptant, de la part des Américains, tous les arbitres qu'il leur plairait de choisir, excepté Arthur Lee, son ennemi personnel. En 1787, à bout de patience, il écrivait au président du congrès, en date du 12 juin, une lettre inédite dont j'extrais le passage suivant :

« Que voulez-vous, monsieur, qu'on pense ici du cercle vicieux dans lequel il paraît qu'on s'enveloppe avec moi? Nous ne ferons aucun remboursement à M. de Beaumarchais que ses comptes ne soient réglés par nous, et nous ne règlerons point ses comptes pour n'avoir point de remboursement à lui faire!

— Un peuple devenu puissant et souverain peut bien regarder, dira-t-on, la gratitude comme une vertu de particulier au-dessous de sa politique; mais rien ne dispense un état d'être juste et surtout de payer ses dettes. J'ose espérer, monsieur, que, touché de l'importance de l'affaire et de la force de mes raisons, vous voudrez bien m'honorer d'une réponse officielle sur le parti auquel l'honorable congrès s'arrêtera, soit de me régler promptement et de solder son règlement, comme un souverain équitable, soit de choisir enfin des arbitres en Europe pour juger les points en débat, d'*assurances* et de *commission*, ainsi que M. Barclay eut l'honneur de vous le proposer lui-même en 1785, soit enfin de m'écrire sans détour que les souverains d'Amérique, oubliant mes services passés, me refusent toute justice : alors j'adopterai le parti le plus convenable à mes intérêts méprisés, à mon honneur blessé, sans sortir du profond respect avec lequel je suis, du congrès général et de vous, monsieur le président, le très-humble, etc.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Le congrès trouva cette lettre un peu hardie, et pour apprendre à vivre à son créancier, il confia précisément l'examen de sa créance au seul homme que Beaumarchais eût exclu de cet examen, à Arthur Lee. Le compte fut bientôt réglé : en un tour de main, Arthur Lee constata que le fournisseur, à qui le congrès avait envoyé en 1779 de si belles protestations de reconnaissance et dont la créance avait été réglée, en 1781, à 3,600,000 livres, non-seulement n'avait *rien* à réclamer des États-Unis, mais qu'il devait au contraire aux États-Unis *dix-huit cent mille francs*. Après quatre ans de protestations de la part de Beaumarchais, le congrès confia, en 1793, un nouvel examen de cette créance à l'un des hommes d'état les plus distingués de l'Amérique, M. Alexandre Hamilton, qui, réformant le compte fabuleux d'Arthur Lee, fit repasser Beaumarchais de l'état de débiteur de 1,800,000 fr. à l'état de créancier légitime du congrès, pour une somme de *deux millions deux cent quatre-vingt mille francs*. Il n'y avait, on le voit, que 4 millions de différence entre les calculs d'Arthur Lee et ceux d'Hamilton; mais en même temps Hamilton proposa qu'il fût sursis à tout paiement jusqu'à ce qu'on eût fait de nouvelles tentatives auprès du gouvernement français pour obtenir la communication du mystérieux reçu d'un million, refusée sept ans auparavant, estimant que, si le reçu était signé de Beaumarchais, il y avait lieu à déduire un million sur sa créance. Conformément aux instructions du congrès, le ministre des États-Unis auprès de la république française, Gouverneur Morris, par une lettre en date du 21 juin 1794, demanda cette communication à Buchot, alors ministre des affaires étrangères. Celui-ci, sans égards pour les déclarations officielles et pour les refus de ses prédécesseurs, voulant, dit-il, donner aux États-Unis la satisfaction qui leur avait été refusée par

les ministres de l'*ancien régime*, Buchot livra à un gouvernement étranger un titre contre un particulier qui, en vertu de ce titre même, n'était comptable qu'envers le gouvernement français.

Dès ce moment, la créance de Beaumarchais subit une nouvelle série de difficultés. Le congrès lui dit : — Par un contrat passé entre nous et le gouvernement français le 25 février 1783, le gouvernement déclare qu'il nous abandonne gratuitement neuf millions. Nous n'en avons reçu que huit, c'est vous qui avez reçu le neuvième! Prouvez-nous que ce million, reçu par vous le 10 juin 1776, n'est pas celui qui nous était destiné, sinon nous le retiendrons sur votre créance. — Beaumarchais répond au congrès : « Je demande qu'il me soit donné acte de la déclaration la plus précise que je fais, que jamais je n'ai reçu du roi Louis XVI, de ses ministres, ni de personne au monde, *ni un million, ni même un seul shilling pour vous être offerts en présent;* — que tout l'or que j'ai employé pour vous servir, en ami bien zélé, en loyal négociant, et au seul titre d'un commerce équitable, n'a été rassemblé par moi, tant en France qu'en d'autres états de l'Europe, qu'à titre d'association *d'emprunt ou de circulation;* — que tous mes créanciers, moins patiens envers moi que je n'ai dû l'être envers vous, ne m'ont pas laissé vingt années sans exiger leur compte et leur acquittement, et que s'il *m'en restait quelques-uns à solder, question qui vous est étrangère en qualité de débiteurs,* ce ne serait qu'une obligation de plus pour vous de me mettre en état de le faire en vous acquittant envers moi. Quant au contrat de 1783, dont vous m'apprenez l'existence et que j'ai toujours ignoré, je déclare que ce contrat, où je n'ai pas été appelé ni par vous, ni par les ministres de France, m'est absolument étranger, sous quelque point de vue qu'on l'envisage, par cela seul que je n'y ai point été appelé, ce qui était indispensable, si vous deviez, après douze ans, essayer de vous en faire un titre pour éluder ou éloigner mon paiement, après avoir épuisé tous les autres (1). »

Tel est le débat interminable dans lequel Beaumarchais consuma les dernières années de sa vie. Dans cette période de la lutte, sa destinée était fort assombrie. Il était proscrit, réfugié à Hambourg, il se croyait complétement ruiné en France; il ne voyait pour sa fille unique d'autre ressource d'avenir que cette créance américaine, et il s'y cramponnait avec l'énergie du désespoir. De son grenier à Hambourg, il adressait des volumes au congrès, aux ministres des États-Unis, même au *peuple américain tout entier*. Un de ces mémoires inédits, écrit d'une main lourde et fatiguée, m'a frappé par une péroraison où, à travers la pesanteur de la vieillesse, on retrouve quelque chose

(1) Extrait d'un *mémoire* inédit de Beaumarchais du 10 avril 1795.

de la verve toujours un peu incorrecte, mais colorée, du Beaumarchais d'autrefois.

« Américains (s'écrie le vieillard), je vous ai servis avec un zèle infatigable, je n'en ai reçu dans ma vie qu'amertume pour récompense, et je meurs votre créancier. Souffrez donc qu'en mourant je vous lègue ma fille à doter avec ce que vous me devez. Peut-être qu'après moi, par d'autres injustices dont je ne puis plus me défendre, il ne lui restera rien au monde, et peut-être la Providence a-t-elle voulu lui ménager, par vos retards d'acquittement, une ressource après ma mort contre une infortune complète. Adoptez-la comme une digne enfant de l'état! Sa mère aussi malheureuse et ma veuve, sa mère vous la conduira. Qu'elle soit regardée chez vous comme la fille d'un citoyen! Mais si après ces derniers efforts, si après tout ce qui vient d'être dit, contre toute apparence possible, je pouvais craindre encore que vous rejetiez ma demande; si je pouvais craindre qu'à moi ou à mes héritiers vous refusiez des arbitres, désespéré, ruiné, tant en Europe que par vous, et votre pays étant le seul où je puisse sans honte tendre la main aux habitans, que me resterait-il à faire, sinon à supplier le ciel de me rendre encore un moment de santé qui me permît le voyage d'Amérique? Arrivé au milieu de vous, la tête et le corps affaiblis, hors d'état de soutenir mes droits, faudrait-il donc alors que, mes preuves à la main, je me fisse porter sur une escabelle à l'entrée de vos assemblées nationales, et que, tendant à tous le bonnet de la liberté, dont aucun homme plus que moi n'a contribué à vous orner le chef, je vous criasse : Américains, faites l'aumône à votre ami, dont les services accumulés n'ont eu que cette récompense. *Date obolum Belisario!*

« PIERRE-AUGUSTIN CARON BEAUMARCHAIS.

« D'auprès d'Hambourg, ce 10 avril 1795. »

Le congrès resta sourd aux réclamations de son fournisseur; non-seulement il le laissa mourir sans avoir liquidé sa créance; mais pendant les trente-six ans qui suivirent sa mort, depuis 1799 jusqu'en 1835, tous les gouvernemens qui se succédèrent en France et tous les ambassadeurs de ces gouvernemens auprès des États-Unis appuyèrent en vain la demande des héritiers de Beaumarchais. Il y avait contre cette créance un parti-pris qui se transmettait religieusement d'une génération de législateurs à l'autre. Non-seulement on disait : Nous avons à déduire sur la créance, fixée en 1793, par M. Hamilton, à la somme de 2,400,000 livres, la somme de 1 million donnée *pour nous* à Beaumarchais le 10 juin 1776; mais on ajoutait : Comme les intérêts de ce million, dont on ne nous a pas rendu compte depuis 1776, absorbent l'excédant, nous sommes quittes envers les héritiers de Beaumarchais, et nous ne leur paierons rien. De leur côté, les héritiers de Beaumarchais répondaient au congrès : D'après le compte de notre auteur, vous deviez, en 1793, y compris les intérêts, non pas 2,400,000 livres, comme l'a réglé M. Hamilton, mais plus de 4 millions. Payez-nous au moins la somme fixée par votre propre rappor-

teur. — Quant au million que les États-Unis prétendaient déduire, le gouvernement français, s'appuyant sur les déclarations officielles faites au congrès, en 1778, par M. de Vergennes, intervenait vivement à l'appui des héritiers Beaumarchais, et la première dépêche adressée par le ministre Talleyrand sur cette question, le 28 germinal an XI, à notre ambassadeur auprès des États-Unis, nous dispensera de reproduire toutes les autres dépêches écrites successivement par d'autres ministres, toujours dans le même sens :

« On oppose, écrit Talleyrand, aux héritiers de M. de Beaumarchais un reçu donné par ce dernier le 10 juin 1776 pour 1 million à lui remis par ordre de M. de Vergennes, et l'on prétend imputer cette somme sur les fournitures faites par lui aux États-Unis. Comme le paiement et la destination de ce million tenaient à une mesure de service politique secret ordonnée par le roi et exécutée immédiatement, il ne paraît ni juste ni convenable de la confondre avec des opérations mercantiles, et postérieures en date, d'un particulier avec le congrès. Par conséquent, on ne peut tirer contre M. de Beaumarchais, en sa qualité de créancier personnel des États-Unis pour fournitures à eux faites, aucune induction de la pièce communiquée par l'ex-commissaire des relations extérieures Buchot au ministre américain.

« Je vous invite, citoyen ministre, à soutenir de votre influence les réclamations de la famille Beaumarchais, et à faire valoir les considérations de loyauté et d'honneur national qu'elle invoque. Un citoyen français qui hasardait pour le service des Américains sa fortune tout entière, et dont le zèle et l'activité leur ont été si essentiellement utiles pendant la guerre qui leur a valu leur liberté et leur rang parmi les nations, pourrait sans doute prétendre à quelque faveur : au moins doit-il toujours être écouté lorsqu'il ne demande que bonne foi et justice. Agréez, etc.

« TALLEYRAND. »

En 1816, le gouvernement des États-Unis fit demander par M. Gallatin au duc de Richelieu, alors ministre des affaires étrangères, si le gouvernement français consentirait à déclarer formellement que le million fourni le 10 juin 1776 à Beaumarchais *n'avait rien de commun avec les fournitures faites par ledit Beaumarchais aux États-Unis.* Le duc de Richelieu, se fondant sur la note officielle adressée au congrès par M. Gérard en 1778, n'hésita pas à faire la déclaration demandée. Cela n'était exact qu'*officiellement;* mais il semble que cette déclaration eût dû suffire pour terminer le débat, car enfin, en admettant que Beaumarchais eût tiré tout son argent des coffres de l'état, il y avait certainement quelque chose d'étrange et de peu digne dans l'attitude d'une nation, devenue puissante, qui, après avoir reçu d'un particulier à une époque d'extrême détresse les services les plus signalés, s'obstinait à dire à ce particulier ou à ses héritiers : « Qui vous a donné l'argent avec lequel vous m'avez

secourue si à propos et que vous me réclamez en vain depuis tant d'années? Je crois que vous avez reçu cet argent pour m'en faire cadeau. Votre gouvernement m'a adressé à ce sujet, entre 1778 et 1783, deux déclarations, dont l'une affirme positivement que je dois vous payer toutes vos fournitures, et dont l'autre me porte à penser qu'on a voulu me faire cadeau d'un million sur ces mêmes fournitures. Depuis cette époque, votre gouvernement déclare sans relâche qu'il n'a rien de commun avec vos opérations commerciales, et que je dois vous solder intégralement; mais, comme je soupçonne qu'il y a là-dessous un mystère de cabinet, j'aime mieux admettre que les secours que vous m'avez fournis devaient être gratuits, et que je ne dois les payer ni à votre gouvernement, qui n'en réclame pas le paiement, ni à vous, qui le réclamez avec son adhésion. »

Telle était évidemment la situation faite au gouvernement des États-Unis par la déclaration formelle du duc de Richelieu en 1816. Ce gouvernement n'en persista pas moins à repousser la créance, et malgré l'opinion favorable de plusieurs légistes éminens de l'Amérique, malgré la présence de la fille de Beaumarchais, qui en 1824 vint, accompagnée d'un de ses fils, solliciter en personne le congrès, à chaque reprise du débat il se trouva une majorité inflexible pour écarter la réclamation. En 1835 seulement, lorsque se présenta pour la seconde fois la fameuse affaire des 25 millions, et lorsque les procédés un peu violens du président Jackson nous eurent appris que le gouvernement américain était un créancier moins patient que nous, l'on songea à faire entrer la créance des héritiers Beaumarchais dans les compensations réclamées au nom de la France; mais cette créance fut singulièrement réduite. Depuis trente-six ans, la famille de l'auteur du *Barbier de Séville* réclamait au moins les 2,400,000 francs stipulés dans le rapport de M. Hamilton en 1793; on lui donna à choisir en 1835 entre *huit cent mille francs* ou rien : elle préféra 800,000 fr., et ce long et difficile procès entre Beaumarchais et les États-Unis fut enfin terminé, comme se terminent beaucoup de procès, par une *cote très mal taillée*.

Je me suis attaché à l'exposer avec une entière impartialité. Je pense avoir prouvé que l'accusation dirigée contre Beaumarchais en Amérique d'avoir trompé le gouvernement français en lui faisant croire qu'il envoyait gratis au congrès des fournitures dont il exigeait le paiement est complétement fausse. En admettant même que la chose fût possible, ce qui n'est pas, il est évident, et par les lettres de M. de Vergennes, et par celles de Beaumarchais, et par les explications demandées à diverses reprises au ministre de la part du congrès, que dès le commencement jusqu'à la fin de l'opération le ministre fut constamment au courant des prétentions de Beaumarchais, et que,

s'il les eût désapprouvées, rien ne lui eût été plus facile que de s'y opposer, même sans sortir du mystère que lui commandait la situation avant la rupture avec l'Angleterre, et à plus forte raison après cette rupture. J'ai dû néanmoins rétablir aussi, contrairement à l'opinion très sincère des héritiers de Beaumarchais et aux déclarations des divers ministres depuis 1778, toutes basées sur la première déclaration officielle de M. de Vergennes, j'ai dû rétablir la vérité quant au fait du fameux million, qui fut incontestablement donné par le gouvernement, non pas pour un service politique *secret, étranger aux fournitures américaines,* mais pour ces fournitures mêmes. — Maintenant je dois faire plus. En entreprenant cette étude sur un homme très calomnié, mais qui n'est certainement pas un héros ou un sage, en l'entreprenant surtout comme un moyen de pénétrer plus intimement dans les mœurs et dans l'esprit du XVIIIe siècle, je ne me suis nullement proposé d'être partout et toujours l'avocat de Beaumarchais. Je dirai donc, en sacrifiant à un devoir absolu de sincérité la crainte de froisser peut-être un peu les sentimens si respectables d'une famille qui a bien voulu me confier les papiers de son aïeul, je dirai que j'ai trouvé récemment, en dehors des papiers qui m'étaient confiés, des documens d'une authenticité incontestable qui prouvent non pas que la réclamation de Beaumarchais était mal fondée par rapport aux États-Unis (sous ce point de vue, elle me semble toujours parfaitement légitime), mais que sa créance prise en elle-même était peut-être moins intéressante que je ne le croyais d'abord, et voici pourquoi. Partant de l'idée qu'il n'avait reçu du gouvernement français qu'une subvention d'un million pour une opération des plus périlleuses, il me paraissait souverainement injuste que, cette subvention ayant eu pour résultat de l'entraîner dans une dépense de plus de 5 millions, Beaumarchais, après avoir été payé très mal et à peine de la moitié de ces 5 millions, eût tant de difficultés à vaincre pour obtenir le paiement du reste. J'avais peine à m'expliquer l'attitude de M. de Vergennes, car d'un côté le ministre semblait dire clairement que l'intention du gouvernement était de laisser à Beaumarchais, en même temps que les chances d'insuccès, les chances de bénéfice dans l'entreprise, et d'un autre côté il le soutenait à peine dans ses réclamations. Se contentant de *ne pas fournir d'armes contre lui,* il paraissait garder une sorte de neutralité entre le fournisseur qui sollicitait son paiement et les États-Unis, qui, malgré une première déclaration officielle du ministre, lui demandaient sans cesse, en refusant de payer : Est-il bien vrai que cette créance est sérieuse? Cette tiédeur de M. de Vergennes, comparée au zèle manifesté plus tard en faveur de la créance par tant d'autres ministres qui ne connaissaient pas bien le fond des choses, me semblait inexplicable. De

nouvelles recherches m'ont enfin donné le mot de cette énigme : c'est que M. de Vergennes avait fait à son agent la partie plus belle que je ne pensais. Non-seulement Beaumarchais avait reçu 1 million le 10 juin 1776; mais ce million de l'Espagne, que j'avais d'abord contesté comme douteux pour le moins, parce que je n'en avais trouvé nulle trace dans les papiers de l'auteur du *Barbier de Séville* (1), ce million avait été bien réellement fourni par M. d'Aranda. Toutefois, pour garantir le secret de l'opération, ce million avait fait un petit circuit : l'ambassadeur d'Espagne l'avait versé au trésor public de France; il en avait tiré une reconnaissance du caissier; il avait remis cette reconnaissance à M. de Vergennes, lequel l'avait transmise à Beaumarchais en échange du reçu que je cite textuellement d'après l'original.

« J'ai reçu de son excellence M. le comte de Vergennes la reconnaissance d'un million de livres tournois que M. Duvergier avait donnée à M. l'ambassadeur d'Espagne, avec laquelle reconnaissance je toucherai au trésor royal ladite somme d'un million tournois, de l'emploi de laquelle je rendrai compte à sadite excellence M. le comte de Vergennes.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

« A Versailles, le 11 août 1776. »

Ce million espagnol du 11 août, ajouté au million français du 10 juin, rend déjà la situation de Beaumarchais moins affligeante; mais ce n'est pas tout. J'avais trouvé dans les papiers de l'auteur du *Barbier de Séville* une lettre en date du 18 février 1777, de laquelle il résultait qu'il avait vainement demandé un nouveau secours d'un million, et, partant toujours de l'idée qu'il n'avait reçu qu'un million, je pensais que, ses cargaisons dépassant de beaucoup ce chiffre et les Américains ne lui envoyant rien, il avait dû se trouver fort embarrassé. Il l'était en effet; mais un premier refus ne le décourageait pas, et il revint à la charge, sans doute appuyé par M. de Maurepas, car j'ai constaté que dans cette même année 1777, après une demande infructueuse au mois de février, il reçut de M. de Vergennes, le 31 mai 1777, 400,000 liv., le 16 juin, 200,000 liv., le 3 juillet, 474,496 liv., ce qui fait un total de 1 million 74,496 livres, lequel, ajouté aux deux millions déjà donnés, permet évidemment à Beaumarchais de supporter avec plus de patience les difficultés qu'il éprouve à se faire payer du congrès. Il paraît de plus qu'à la fin de 1777 il avait fait en Amérique un envoi extraordinaire de fusils que le ministère devait lui rembourser à part, car en 1778 il réclame une nouvelle somme de 360,000 livres, et le rapport de M. de Vergennes au roi, en date du

(1) Voyez la livraison du 15 juillet.

8 avril 1778, pour être autorisé à lui délivrer cette nouvelle somme, est motivé ainsi :

« M. le comte de Maurepas ayant autorisé l'année dernière, de l'ordre de votre majesté, le sieur de Beaumarchais à faire un envoi de 15,000 fusils dans l'Amérique septentrionale, avec promesse d'en être remboursé, le sieur de Beaumarchais sollicite pour qu'il lui soit payé une somme de 360,000 livres, valeur desdits fusils, etc. »

Au bas de ce rapport, le roi écrit *bon*; et Beaumarchais touche les 360,000 livres en question. Seulement il paraît qu'on trouvait qu'il avait reçu assez d'argent pour toute cette affaire, et qu'on tenait à ce qu'il *jurât ses grands dieux* de n'en pas demander davantage; c'est ce qu'indique la forme assez bizarre de son dernier reçu des 360,000 livres, qui est rédigé ainsi :

« Je reconnais que sa majesté a bien voulu me rembourser de quinze mille louis que j'avais avancés pour des objets relatifs à son service. Je les reçois avec reconnaissance en cet instant où j'en ai le plus grand besoin; mais ces objets ayant cessé, *je m'engage d'honneur, et sous toutes les formes possibles,* à ne rien réclamer davantage du trésor royal, quelque face que prennent les affaires de mon commerce, assurant humblement sa majesté qu'à moins de nouveaux ordres de sa part, je n'engagerai pas un écu de plus dans mes affaires qui ait aucun rapport avec celles de sa majesté.

« CARON DE BEAUMARCHAIS.

« A Paris, ce 18 avril 1778. »

C'est en effet là le dernier reçu de Beaumarchais qui ait trait aux fournitures américaines. Toutes les sommes que nous venons de mentionner ont été incontestablement données pour concourir à ces fournitures. C'est ce qui résulte du rapport de M. Durival à M. de Vergennes, du 5 septembre 1786, à propos de la demande faite par le banquier des États-Unis. Tous les paiemens faits à Beaumarchais y sont récapitulés sur une feuille à part avec ce titre : *Paiemens ordonnés pour le service de l'Amérique,* mais ce rapport confirme en même temps la thèse générale que nous avons constamment soutenue, car si l'on y trouve la preuve que M. de Vergennes avait donné plus d'argent que nous ne le pensions d'abord, on y trouve aussi la démonstration que c'était au ministre seul, non aux Américains, que Beaumarchais devait rendre compte de l'argent reçu. Il reste également certain que la politique relativement à l'Angleterre suffisait pour faire en 1776 à M. de Vergennes une loi de vouloir que l'opération eût un caractère commercial, non pas *fictif,* mais réel, et que Beaumarchais, en lui donnant ce caractère, suivait les instructions du ministre. Si, dans les années 1777 et 1778, qui furent les années décisives pour les destinées de l'Amérique, les *insurgens* avaient

succombé, Beaumarchais aurait perdu, non-seulement l'argent qu'il avait su, par son habile insistance, se procurer de la France et de l'Espagne pour venir à leur secours, mais encore sa fortune personnelle; car il est incontestable qu'agissant tout à la fois, et dans l'espérance d'un bénéfice plus grand, et aussi (je ne crois pas qu'on puisse équitablement lui refuser ce mérite) sous l'influence d'un désir ardent d'associer son nom au succès de la cause américaine, il avait dépassé de beaucoup les 3 millions qu'il avait reçus. Il n'en est pas moins vrai qu'il avait reçu ces 3 millions, et que M. de Vergennes conservait le droit de lui en demander compte. Ce compte a-t-il été rendu et sous quelle forme? Le ministre aurait-il exigé de Beaumarchais un remboursement partiel ou total dans le cas où ce dernier aurait été payé intégralement par les Américains? Pourquoi dans le contrat de 1783 avec l'Amérique M. de Vergennes mentionnait-il un seul des trois millions donnés à Beaumarchais et ne parlait-il pas des deux autres? Pourquoi, après avoir mentionné ce million, refusait-il aux Américains de communiquer le nom de celui qui l'avait touché? Prit-il en considération que non-seulement Beaumarchais ne pouvait obtenir du congrès le paiement de ce qui restait dû sur ses fournitures, mais qu'il avait fait dans ses expéditions aux États-Unis des pertes considérables, que plusieurs de ses vaisseaux avaient été capturés par les Anglais, et que le seul état de Virginie, par la dépréciation du papier-monnaie, lui avait fait perdre une somme qu'il évaluait à trois millions? Ces pertes furent-elles considérées comme une sorte d'acquittement des trois millions reçus de la France et de l'Espagne? Toutes ces questions sont plus faciles à poser qu'à résoudre. Dans une affaire de ce genre, il y a toujours des points sur lesquels on en est réduit aux probabilités et aux conjectures.

En résumé et pour en finir sur cette mystérieuse opération, qui a fait échanger pendant cinquante ans, entre la France et l'Amérique, plus de cinquante dépêches dont pas une n'est exacte, Beaumarchais, indépendamment de ses réclamations contre les états particuliers de l'Union, réclamait en 1795 du congrès une somme de 4,141,171 liv., y compris les intérêts du compte réglé en 1781 par Silas Deane : après *quarante ans de débats*, ses héritiers ont touché *huit cent mille francs!* Ce qu'il a perdu représente donc au moins la subvention secrète de *trois millions* qu'il avait reçue. Ce résultat est moins inique en lui-même que si la subvention n'existait pas, mais il n'en fait pas plus d'honneur à la reconnaissance et à la générosité du gouvernement américain.

Ce n'est donc point dans ses rapports avec le congrès que Beaumarchais s'est enrichi, il y a perdu au contraire; mais lorsque le subside de la France et de l'Espagne lui eut permis de monter gran-

dement une maison de commerce, il suivit cette veine avec l'ardeur qu'il mettait dans ses procès ou dans ses comédies, et entama un grand nombre de spéculations diverses. Ces tentatives furent en général moins fructueuses qu'elles auraient pu l'être si Beaumarchais n'eût apporté dans sa carrière de spéculateur les qualités et les défauts de l'artiste; il aimait les entreprises difficiles, pourvu qu'elles fussent brillantes ou utiles, et il embrassait trop de choses à la fois. J'ai sous les yeux un tableau général de ses affaires depuis le 1er octobre 1776 jusqu'au 30 septembre 1783, c'est-à-dire pendant les sept années qui représentent plus particulièrement sa carrière commerciale. Ce tableau indique un mouvement de fonds de 21,044,191 livres en dépense et de 21,092,515 en recette; l'excédant de la recette sur la dépense n'est donc que de 48,327 livres. A la vérité, les dépenses portent sur diverses entreprises qui plus tard ne donneront plus que de la recette; mais le chiffre peu élevé de cet excédant de recette obtenu dans un espace de sept ans suffit, ce me semble, pour donner l'idée d'un négociant un peu audacieux, le plus actif d'ailleurs et le plus amusant des négocians. On a vu Beaumarchais jusqu'ici mêlant le commerce à la politique; on ne sera peut-être pas fâché de le considérer un instant à l'état de commerçant pur et simple, courant d'un port à l'autre, achetant ou construisant des vaisseaux, *bridant,* comme il dit, *ses divers capitaines, afin d'en tirer un peu de profit,* et discutant une expédition maritime avec l'aplomb d'un armateur consommé. Parmi les cinq cents lettres qui le représentent sous cet aspect, je n'en citerai qu'une. Il est à Bordeaux surveillant un de ses armemens, et il écrit à son agent Francy, revenu d'Amérique et resté à Paris :

« Bordeaux, ce 19 octobre 1782.

« Maintenant, mon Francy, je sais tout ce qui regarde mon armement; mais je ne saurais rien, si j'étais parti avant d'avoir vu. *La Ménagère* sera parfaitement gérée; Foligné (c'est le nom du capitaine), à quelques lubies près, est un excellent homme : son état-major est charmant, et son équipage a la meilleure volonté! Voilà pour un. *L'Aimable Eugénie,* au lieu d'être de 600 tonneaux de port, est à peine de 500. Son capitaine est un homme indocile, volontaire et peu soigneux. Sans me rien dire, on a mis 32 canons, 160 hommes et tout ce qu'ils entraînent, de façon qu'au retour ce navire, qui fait 9,000 livres de dépenses par mois et m'a coûté au moins 300,000 livres, ne peut donner que de la perte. Ils n'ont pris que 1,000 barils de farine faisant 125 tonneaux, 105 milliers de *poudre au roi* faisant à peine 50 tonneaux, ma cargaison, qui n'en fait pas tant, — et le navire est si fort au comble, qu'ils ont laissé à Nantes du feuillard que j'avais demandé pour *la Ménagère,* et pour lequel ils n'ont pas trouvé de place.

« Pour faire tenir la voile à ce navire, ils ont mis 76 milliers de briques

inutiles en lest, au lieu de prendre du charbon qui se fût bien vendu à Saint-Domingue. En outre ils ont 30 tonneaux de fer en lest, et leur arrimage est si mal fait, qu'il leur a fallu glisser d'ici 25 tonneaux de fer pour que le navire ne retombât pas sur sa quille avec saccade dans les forts temps; mais je remédie autant qu'il est en moi à tous ces maux par la nature des instructions que je donne à Levaigneur et au papa Foligné. Voilà pour deux.

« *L'Alexandre* marche comme un *panier percé*, c'est l'expression de Grégory (autre capitaine); mais il tient en cale beaucoup plus que l'*Eugénie*; il arrive demain de La Rochelle en rivière. Il n'a rien dans ses bois, mais ses agrès, voiles et mâtures sont très endommagés. Il s'est battu six heures (le croiriez-vous?) à la vue de quatre frégates françaises et d'un vaisseau de 64 qui n'ont pas fait le moindre mouvement pour le secourir. Quand il s'en est plaint à Rochefort, on lui a dit qu'il aurait dû faire des signaux. Le capitaine a répondu très bien que le bruit et le feu des canons était le meilleur signal qu'il eût pu faire. Il va rester à Souillac sans monter à Bordeaux, et j'espère qu'il partira avec les deux autres. Il ne marche pas assez pour l'envoyer seul nulle part. Nous ne le neutraliserons point, et je compte sur le fret du roi. Grégory lui-même a la tête assez chaude; il s'entendrait mal avec Baudin (autre capitaine), plus volontaire et despote que lui. Je vais les brider tous, de manière qu'ils obéiront et me donneront un peu de profit, car j'en espère fort peu, vu le dernier prix des denrées d'Europe aux îles, l'abaissement du fret et l'avilissement du prix des denrées des îles en Europe.

« Donc me voilà cloué jusqu'au départ à l'endroit où je ne devais rester que trois semaines. Rien ne se ferait, je le vois, et tout irait encore une fois au diable.

« Comment va votre frêle santé? comment va votre douce et très aimable belle-sœur? Votre projet de voyage dans les pays chauds n'est qu'une de ces idées de malade que la raison réprime. Du repos et du régime, voilà ce qu'il vous faut. Jasez de ma lettre avec ma femme, afin qu'elle soit au courant de tout. J'ai ici tous les états-majors et plus de mouvement qu'il n'en faut pour gaspiller tout mon temps. Je ne sais si je pourrai lui écrire aujourd'hui.

« Dites à Cantini (1) que j'ai reçu sa dernière lettre avec celles qu'elle contenait. Je le prie de m'envoyer un mot tous les courriers, soit que je lui écrive ou non.

« Je puis maintenant tout finir ici sous quinze jours; ainsi voilà le terme à peu près de mon voyage. Bonjour, mon Francy. »

Le jeune Francy aimait le luxe; il s'était enrichi par les intérêts que Beaumarchais lui donnait dans ses opérations, et quoiqu'il fût logé chez son patron, il se permettait d'avoir trois chevaux à lui. Beaumarchais avait aussi un certain penchant pour le faste; mais quelquefois les accusations du docteur Dubourg lui revenaient à l'esprit: il redoutait les envieux, se sentait pris par saccades d'une belle pas-

(1) C'était son caissier, dont il eut plus tard à se plaindre, et qui fut remplacé par le frère aîné de son ami Gudin.

sion pour la simplicité, et il écrivait alors à Francy, tout au travers d'une lettre de commerce, des sorties *ab irato* dans le genre de celle-ci, qui est également datée de Bordeaux :

« Bordeaux, ce 26 octobre 1782.

« ..... Ce que je désapprouve, c'est que vous nourrissiez trois chevaux à Paris dans votre état : ce luxe est une inconséquence et plus qu'une inutilité. Vous faites tous crier après moi, après vous, après nous enfin. Et, dans le temps où je voudrais réformer une partie de mes dépenses, j'ai le chagrin d'entendre dire qu'on jette tout par les fenêtres autour de moi.

« Certes je ne dois compte, pas plus que vous, de ma conduite à personne, cependant il y a ce qu'on appelle décence d'état, et quand on l'enfreint, on a tous les sots, les envieux, les parens, les ennemis, les grands, les petits contre soi. Par cela seul que vous êtes chez moi, je m'afflige qu'on puisse me dire que tout ce qui m'approche est d'un luxe effréné. Que diable avez-vous besoin de ce train? Eh! vivez simplement, et chassez les inutilités. Vous m'exposez à ne plus savoir comment je vis pour mes écuries : je suis volé de toutes parts, et cela naît du désordre, dont ils profitent. Dix chevaux et trois cochers qui s'entendent pour piller! Je vous le demande en grâce, nous sommes tous hors de nos places, mon ami (1). Je vais ordonner qu'on vende deux jumens à moi; j'en ai assez, trop même de cinq, et vous, ne soyez pas la cause que je ne puisse mettre de l'ordre dans mon domestique. Dès qu'il y a confusion, il y a volerie. Ce que je vous mande est juste et raisonnable : je veux vivre désormais dans la plus grande simplicité. Quand vous saurez de quelle hauteur partent les observations critiques qui donnent lieu à mes confidences, vous trouverez que je ne puis trop me précautionner contre la méchanceté, vous ne voudriez pas me faire du mal, et tout cela m'en fait. C'est mon cœur qui vous parle, comme un ami le fait à son ami. »

Malgré les adoucissemens de la forme, ces observations déplurent sans doute à Francy, qui était fier, un peu capricieux en sa qualité de malade, et qui entretenait ses trois chevaux à ses frais; car, dans la lettre qui suit celle que nous venons de citer, Beaumarchais, si guerroyant au dehors, mais qui aimait avant tout la paix dans son intérieur, lui répond amicalement : « Personne ne m'entend ni ne veut m'entendre. Eh bien! faites à votre fantaisie, n'en parlons plus, et portez-vous bien; c'est le principal. »

La santé de ce jeune homme, atteint d'une maladie de poitrine, déclinait de jour en jour. Il était allé passer quelque temps à Dunkerque chez des amis. L'auteur du *Barbier*, au milieu de tous ses travaux, trouve le temps de se transformer pour *son Francy* en médecin, et il lui écrit cette lettre qui me semble empreinte d'un caractère de bonté touchante en raison même des artifices délicats que

(1) Ceci est du Beaumarchais à la fois plein de bon sens et de délicatesse.

Beaumarchais emploie pour décider son jeune ami à suivre un traitement rigoureux.

« Paris, ce 26 août 1783.

« Mon pauvre Francy, vous n'êtes qu'une bête de dire que je vous oublie; mais comme vous êtes une bête malade, je vous pardonne. Si vous vous occupez de votre santé autant que je le fais, vous vous rétablirez assez promptement. Il faut seulement, mon ami, que vous n'ayez nulle pitié de vous-même, et que vous fassiez rigoureusement ce que je vais vous prescrire.

« J'ai eu deux conférences très graves avec M. Seiffert, votre médecin. Il n'a pas approuvé la saignée du pied, quoiqu'il ne vous l'ait pas écrit : il a craint de faire travailler votre esprit, et il a tourné autour du pot sur cet objet; mais moi, avec qui il faut toujours parler net, voici ce que j'ai appris de lui pour résultat de sa théorie et de la belle expérience qu'il vient d'en faire sur Mme de Saint-Alban, qui était à la mort, — par conséquent bien autrement malade que vous, ayant la fièvre, l'extinction de voix, le marasme, crachant ses poumons, enfin désespérée et abandonnée de tout le monde. Écoutez-le raisonner : « L'âcreté de l'humeur qui se jette sur une partie affaiblie par accident, ou faible par nature, forme enfin un ulcère où se porte toute l'acrimonie du sang; mais alors le crachement et tous les accidens provenant de la partie affligée ne sont eux-mêmes qu'un mal local, et tous les remèdes qu'on leur porte pallient, adoucissent ce local, sans détruire le premier vice. Quelques efforts qu'on fasse, si la compassion pour le malade empêche d'aller au fait sur le principe du mal, il ne fait que durer plus long-temps, mais il reste incurable. Je ne connais donc (dit M. Seiffert) qu'un seul moyen, qui est de détourner l'humeur du cours entier qu'elle a pris sur une partie faible, et de la porter à l'extérieur, d'autorité, et même avec violence. En conséquence, notre médecin, sans égard pour tous les galans, parens, complaisans, etc., de notre jolie petite Saint-Alban, vous lui a flanqué deux vésicatoires aux deux bras. Ils ne rendaient pas assez, selon lui, il lui en a flanqué un sur les épaules, et si l'humeur n'eût pas abondamment donné, il allait lui en mettre un sur la poitrine. — *Bourreau!* lui criait-on; il allait son train. Enfin, mon ami, elle a moins toussé, moins craché, elle a dormi. a retrouvé l'appétit, et lorsqu'on s'apprêtait à la pleurer, il a fallu rire avec elle de son emplâtre universel, qui lui a sauvé la vie. Elle a souffert, mais quelle différence de sort! Depuis six semaines, elle se porte au mieux : elle a repris sa chair, ses couleurs, sa voix pour parler et chanter. Voilà ce que j'ai sous les yeux. Seiffert vous condamne donc, et *moi aussi*, à revenir vous faire emplâtrer de vésicatoires, ou bien prenez sur vous de le faire où vous êtes; mais soyez sûr qu'après bien des raisonnemens nous convenons tous qu'il faut s'y soumettre, et que la santé future en dépend. Tout le reste est de la graine d'ignorant. « Je le ferais, dit Seiffert, sur moi-même tout à l'heure, si mon mal de poitrine ne s'était pas terminé. » Eh! vite aux vésicatoires, mon ami! Criez, si cela vous soulage, ou revenez, et nous vous promettons de n'avoir nulle pitié de vos répugnances.

« Je ne puis trop remercier vos amis et les miens de tous les soins qu'ils

prennent de vous; mais si vous manquez tous de résolution pour notre terrible régime, revenez à nous, car il n'y a pas de temps à perdre. Souffrons quelques jours pour sauver l'édifice entier, et n'attendons pas que le danger soit plus pressant : c'est le vœu et l'ardent désir de votre ami.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

La sollicitude de Beaumarchais ne put sauver le jeune Francy, il mourut peu de temps après avoir reçu cette lettre, et son testament, que j'ai sous les yeux, contient un article qui, rapproché du passage déjà cité du testament de Julie, est un titre de plus en faveur de l'homme ainsi jugé par ses amis mourans. Après avoir distribué à sa famille la fortune assez considérable qu'il avait gagnée au service de son patron, Francy termine par ces lignes : « Je nomme, pour exécuter mon testament, M. Caron de Beaumarchais, mon ami; les *obligations que je lui ai ne me permettent de lui faire aucun legs*, bien persuadé qu'il se portera à me rendre ce dernier service. » Il me semble qu'il y a quelque chose de flatteur pour Beaumarchais dans cette manière de motiver l'absence de legs en sa faveur et ce dernier service qu'on attend de lui.

Pour compléter le tableau de la vie de Beaumarchais à cette époque, il faudrait le montrer après la désastreuse bataille navale où le comte de Grasse perdit en 1782 la plus magnifique de nos flottes, s'enflammant d'un beau zèle au milieu de la consternation générale, envoyant dans tous les cafés de Paris des hommes qui crient : *Souscription! souscription!* et qui proposent de remplacer ainsi les vaisseaux perdus, écrivant à toutes les chambres de commerce du royaume, leur adressant à chacune 100 louis et les pressant d'adopter son idée. Bientôt cette idée se répand comme une traînée de poudre : chaque ville, chaque corporation offre un vaisseau, et le désastre éprouvé par notre marine est réparé avec une rapidité merveilleuse. Beaumarchais court lui-même dans toutes nos villes maritimes pour activer et échauffer ce mouvement patriotique. M. de Vergennes lui écrit : « Comme ministre je n'ai pas le droit d'approuver, mais comme citoyen j'applaudis de tout mon cœur au sentiment énergique que vous communiquez à vos compatriotes..... Quelque succès que puisse avoir votre démarche, elle n'en fait pas moins d'honneur à votre zèle, et c'est avec bien de la satisfaction que je vous en fais mon compliment. » L'amiral d'Estaing, qui s'est rendu avec Beaumarchais à Bordeaux, enchanté de la coopération de l'auteur du *Barbier de Séville*, lui écrit de son côté dans son style toujours un peu facétieux : « Lorsque le cerveau de feu Jupiter accoucha de la belligérante Minerve, il lui fallut certainement une accoucheuse comme vous. » Et Beaumarchais, continuant la métaphore, répond à l'amiral : « Votre sage-femme, comme vous m'appelez, n'eût fait

faire à son Jupiter qu'une fausse-couche au lieu d'une Minerve, si, en dévorant tout ce qui n'allait pas au but, elle n'eût mis beaucoup d'onction et d'indulgence pour tout ce qui peut y servir. » A travers ces élans patriotiques, on aurait à montrer Beaumarchais se livrant aux spéculations commerciales les plus diverses : — établissement d'une caisse d'escompte, association avec les frères Périer pour la fondation de la pompe à feu de Chaillot, etc.; — mais cela nous entraînerait trop loin : de toutes ses affaires de commerce qui datent de cette époque, une seule, par son importance littéraire et historique et par les divers incidens qui s'y rattachent, nous semble mériter une attention particulière : c'est à celle-là que nous nous arrêterons.

II. — BEAUMARCHAIS ÉDITEUR DE VOLTAIRE.

Il fallait un homme aussi aventureux que Beaumarchais pour oser entreprendre en 1779 d'imprimer et de publier les *Œuvres Complètes* de Voltaire. Comme opération de librairie, c'était la plus forte qui eût été tentée jusque-là. L'*Encyclopédie* n'a que trente-trois volumes, et il s'agissait ici de produire presque en même temps une édition en soixante-dix volumes in-8° et une édition in-12 à meilleur marché en quatre-vingt-douze volumes. Ce n'est pas précisément le nombre des volumes qui rendait cette opération effrayante pour tout autre que pour l'auteur du *Barbier*. Il y avait une difficulté bien plus grave encore : la moitié à peu près des ouvrages de Voltaire était prohibée en France. Ces ouvrages prohibés n'en circulaient pas moins assez librement; mais de temps en temps le gouvernement se croyait tenu de faire acte de rigorisme : on brûlait des éditions, et ceux-là même qui souvent achetaient et lisaient ces ouvrages avec le plus d'avidité envoyaient pour l'exemple en prison les marchands qui les vendaient. C'est un des caractères essentiels des sociétés qui menacent ruine que ce désaccord choquant entre ce qui est défendu par la loi et ce qui est non-seulement toléré, mais approuvé et recherché par les mœurs.

Une édition complète des ouvrages de Voltaire ne pouvait donc s'imprimer en France, mais elle avait besoin de pouvoir y pénétrer avec quelque sécurité; un coup de rigueur eût été mortel à une entreprise aussi vaste. D'un autre côté, vu l'importance et le fracas de l'opération, comment espérer qu'elle ne soulèverait pas beaucoup de clameurs et que le gouvernement, même dans l'hypothèse où il serait favorable, n'aurait pas la main forcée? C'était une chance que nul libraire n'osait courir. Panckoucke, qui avait acheté des héritiers de Voltaire ses manuscrits inédits, et qui se proposait d'abord de faire cette édition générale, trouva l'entreprise trop dan-

gereuse et vint l'offrir à Beaumarchais. Si j'en crois le manuscrit inédit de Gudin, l'impératrice Catherine de Russie aurait fait proposer à Panckouke d'imprimer à Saint-Pétersbourg même la collection des œuvres de Voltaire :

« Beaumarchais, dit Gudin, jaloux de l'honneur de son pays, ne fut pas plus tôt informé des démarches que faisaient les agens de l'impératrice, qu'il courut à Versailles remontrer au comte de Maurepas quelle honte ce serait pour la France de laisser imprimer chez les Russes les ouvrages de l'homme qui avait le plus illustré la littérature française. Ce ministre en fut vivement frappé; mais, placé entre les deux grands corps du clergé et du parlement, il appréhendait leur opposition et les clameurs de ces esprits timides qui, *trop semblables aux oiseaux de la nuit* (c'est toujours Gudin qui parle), *s'effarouchent à l'éclat du jour*. Après quelques momens de silence et de réflexion, M. de Maurepas dit à Beaumarchais : « Je ne connais qu'un seul homme qui osât courir les chances d'une telle entreprise. — Et qui, monsieur le comte? — Vous. — Oui, sans doute, monsieur le comte, je l'oserais; mais quand j'aurai exposé tous mes capitaux, le clergé se pourvoira au parlement, l'édition sera arrêtée, l'éditeur et les imprimeurs flétris, la honte de la France complétée, et rendue plus ostensible. » M. de Maurepas promit la protection du roi pour une entreprise qui aurait l'assentiment de tous les bons esprits et qui intéressait la gloire de son règne. »

Je ne suis pas bien sûr que M. de Maurepas se soit exprimé ainsi, et il me paraît que Gudin lui prête un peu son philosophique langage; mais ce qui est certain, c'est que le vieux ministre, aussi voltairien que Voltaire, accorda à l'opération son patronage secret, et que jusqu'à la fin elle se poursuivit, comme on le verra, avec la complicité permanente du directeur général des postes (1).

Ce serait nous écarter trop de notre sujet que de discuter ici la question tant de fois rebattue de l'influence des ouvrages de Voltaire; nous sommes de ceux qui pensent que les *vérités vraies*, en religion,

(1) M. de Maurepas n'avait pas toujours été favorable à Voltaire. A l'époque de son premier ministère sous Louis XV, quand le ministre et le poète étaient jeunes tous deux, il y avait eu entre eux non pas une hostilité de principes, attendu qu'ils n'étaient pas plus austères l'un que l'autre, mais une querelle à l'occasion de la candidature de Voltaire à l'Académie en remplacement du cardinal de Fleury. Louis XV, jugeant que l'éloge du cardinal ne convenait pas précisément à Voltaire, s'était opposé à sa candidature, et le poète insistant auprès de M. de Maurepas, ce dernier, dans la vivacité du débat, lui aurait dit : « Je vous écraserai. » Ce mot fut reproduit dans la notice de Condorcet sur Voltaire, ajoutée à l'édition de Beaumarchais après la mort de M. de Maurepas; mais Beaumarchais, tout en permettant à Condorcet de reproduire ce mot très connu, crut devoir, par reconnaissance pour la protection que M. de Maurepas avait accordée à son édition, y ajouter une note de son chef, dans laquelle il déclare que M. de Maurepas, consulté par lui, a toujours nié le mot que Voltaire lui attribuait, et qu'il se flattait au contraire d'être pour beaucoup dans la permission accordée à Voltaire de revenir à Paris à la fin de sa vie.

en morale ou en politique, ont assez de force pour résister par elles-mêmes aux assauts de l'esprit de licence et d'erreur. Cette lutte éternelle entre la vérité et l'erreur est non-seulement la loi du monde moral, mais en quelque sorte le creuset où la vérité s'éprouve, et d'où elle se dégage épurée et rajeunie. Ce n'est donc pas la vérité qui a péri sous les coups de Voltaire. Toute la partie de ses ouvrages où il n'a été que l'écho des travers et des vices de son temps est déjà à peu près morte et enterrée; il n'en est pas moins vrai que ceux qui le maudissent de nos jours comme une personnification de Satan reproduisent chaque matin, surtout quand ils croient en avoir besoin pour eux-mêmes, un assez bon nombre d'idées justes qu'il a contribué plus que personne à mettre en circulation. La collection de ses œuvres ressemble à cette statue dont il est question dans la *Vision de Babouc,* qui était composée « de tous les métaux, des terres et des pierres les plus précieuses et les plus viles. » Aussi le temps a-t-il rongé et détruit une partie de la statue. Il n'est pas aujourd'hui beaucoup de personnes qui, à moins d'y être forcées, lisent les quatre-vingt-douze volumes de l'édition de Beaumarchais. Quant à lui, il se crut obligé de recueillir avec une dévotion scrupuleuse tout ce qui, durant plus de soixante-cinq ans, était sorti de la plume intarissable de Voltaire. Pour donner plus de solennité à cette opération, qui était alors un événement, il fonda, sous le titre pompeux de *Société philosophique, littéraire et typographique,* une société qui se composait de *lui tout seul* (« la société, *qui est moi,* » dit-il dans une de ses lettres intimes), et en même temps, pour n'effaroucher la jalousie de personne, il s'intitula modestement *correspondant général* de cette société idéale. Il acheta *cent soixante mille francs* au libraire Panckouke des manuscrits inédits qui ne contenaient guère qu'un morceau véritablement intéressant, les fragmens de la *Vie de Voltaire* écrits par lui-même. Il dépêcha un agent en Angleterre pour faire l'acquisition, moyennant 150,000 livres, des caractères d'imprimerie les plus estimés de l'époque, ceux de Baskerville; il en expédia un autre en Hollande pour y étudier la fabrication du papier; il acheta trois papeteries dans les Vosges, et enfin il s'occupa de chercher hors de France et sur la frontière quelque terrain neutre où il pût fonder avec sécurité un vaste établissement de typographie.

Le margrave de Bade possédait à Kehl un vieux fort, aujourd'hui démoli, dont il ne tirait aucun parti; Beaumarchais lui demanda l'autorisation de s'établir dans ce fort, en payant, bien entendu, et d'y réunir beaucoup d'ouvriers qui dépenseraient dans son margraviat tout l'argent qu'ils gagneraient à imprimer Voltaire. La proposition était séduisante; mais il se présentait des difficultés. Beaumarchais, homme de précaution, demandait que le prince s'engageât par écrit,

en cas de procès, à permettre que la société eût recours contre lui sur les biens qu'il possédait en Alsace; le margrave s'y refusa, et Beaumarchais renonça à sa prétention. Le margrave, à son tour, exigeait de Beaumarchais une petite concession qui n'était rien moins que le droit de supprimer tout ce qui, dans les ouvrages de Voltaire, serait par trop offensant pour la religion et les mœurs, promettant d'ailleurs de n'user de ce droit qu'avec une extrême modération. Gudin prétend malignement que ce qui inquiétait surtout le margrave, c'était de passer pour complice des insolences de l'auteur de *Candide* à l'égard de l'illustre famille de Thunder-ten-Tronck en particulier et des petits princes de la Germanie en général. Quoi qu'il en soit, après bien des débats, Beaumarchais envoie son ultimatum au margrave sous la forme d'une *lettre ostensible* que son agent de Kehl est chargé de communiquer à son altesse. Cette lettre me semble assez curieuse par son effronterie. Pour apprécier l'originalité des passages un peu impertinens qu'elle contient, il faut se figurer l'agent de Beaumarchais lisant avec un grand sérieux ce document *officiel* au margrave de Bade :

« Paris, ce 25 février 1780.

« La requête, monsieur, que vous nous avez envoyée, comme étant présentée en notre nom à son altesse monseigneur le margrave de Bade, a été lue et approuvée par toute la société.

« Les objections dont vous nous avez rendu compte sont de deux sortes. La première, qui regarde les biens de S. A. en Alsace, nous paraît absolument levée par votre réponse, que nous approuvons tous. La deuxième, qui regarde la mutilation des œuvres de l'homme célèbre, n'est pas en notre pouvoir, quand elle serait dans notre volonté. Vous auriez pu vous rappeler qu'une des conditions de la vente qu'on nous a faite de ces manuscrits est que nous ne nous donnerons aucune liberté sur les ouvrages du grand homme. C'est lui tout entier que l'Europe attend, et si nous lui ôtions les cheveux noirs, ou blancs, selon l'opinion de chaque moraliste, il resterait chauve, et nous ruinés.

« La France, Genève, la Suisse, la Hollande, fourmillent des œuvres qu'on voudrait que nous retranchassions de cette édition. Il faudrait peut-être en effet qu'on s'y obstinât, si nous les imprimions séparément, comme on les donne partout; mais s'il se trouve dans soixante volumes d'œuvres complètes quelques passages ou même quelques morceaux entiers qui, en faisant le charme des uns, choquent l'austérité des autres, il est impossible à des éditeurs d'œuvres complètes de les en distraire.

« Je n'entends pas bien quel principe porterait un gouvernement à une telle rigueur. S'il détruisait par là ce qui lui déplaît, et si l'autorité de chaque administration avait une influence universelle, il y aurait une conséquence rigoureuse dans ces sortes de prohibitions; mais, comme en parcourant le monde, on change de mœurs, de goûts et d'opinions avec les derniers chevaux de chaque frontière, l'homme qui écrit pour tous, ou la compagnie qui

promet un célèbre auteur complet, ne peuvent se soumettre à aucune de ces restrictions particulières.

« Montaigne, qui s'imprime partout avec privilége, s'est bien donné d'autres libertés. Son chapitre de *la Boiteuse*, celui où il a inséré un vers portant un gros mot bien obscène et mis exprès par lui, pour être à son tour, dit-il, un livre de boudoir, n'ont jamais été retranchés de ses œuvres; l'éditeur qui voudrait aujourd'hui les soustraire serait déshonoré comme un sot, et personne n'achèterait son édition. Il doit en être ainsi de tous les grands hommes. Vous avez fort bien dit que toutes ces défenses, portant sur les blasphèmes et les écrits contre les mœurs, ont une latitude trop étendue pour qu'on s'y oblige sans spécification; cela ouvre trop de voies à la persécution. M. de Voltaire, le premier homme de notre siècle, avait ses opinions à lui. Il les exprimait avec toute la liberté philosophique et le goût exquis dont il a toujours été le modèle. Quel blasphème peut-il se trouver dans tout cela? Il a dit son sentiment sur tous les gouvernemens, sur toutes les sectes, et son grand système étant la tolérance universelle, on ne peut rien ôter à ce grand homme, qu'on n'affaiblisse tout son ensemble. Les contes de La Fontaine, avec des estampes, ont été imprimés à Paris avec *privilége du roi*, parce qu'il y a longtemps qu'on sent qu'il est absurde de défendre ce qui est dans les mains de tout le monde et ce qui fait les délices des gens de goût.

« La société pense donc que, quelque bien qui résultât pour elle de l'emplacement de Kehl, son premier bien est la sécurité dans ses travaux, et qu'elle doit préférer le prince assez philosophe pour attirer dans ses états le plus magnifique établissement de littérature, dont tout l'avantage est pour son pays, à l'administration assez rigoureuse pour balancer de si grands avantages par des considérations classiques ou de controverse. Nous pourrions être arrêtés au milieu d'une dépense de plusieurs millions, parce qu'un philosophe a badiné légèrement sur ce qu'on appelle *Cantique des Cantiques*, morceau par lui-même si étrange qu'on n'a jamais osé le faire lire à des yeux pudibonds et le faire entendre à des oreilles un peu chastes! Que deviendrait la philosophie? que deviendraient nos fortunes? Et combien les Anglais, les Hollandais, les Suisses, les Genevois et même les contrefacteurs français riraient de nous, en profitant de nos dépouilles, d'avoir été nous établir dans des états où l'on nous fait de si dures conditions, pendant qu'on nous offre, à quelques pas plus loin, toute la liberté dont on est bien sûr qu'une société formée sur d'aussi nobles principes n'abusera jamais!

« Remerciez donc, monsieur, toutes les personnes qui vous ont montré de la bienveillance; rendez grâce à son altesse, de la part de la société, pour la bonne volonté qu'elle a daigné vous témoigner; mais cet établissement est trop considérable pour que des obstacles de la nature de ceux qu'on nous oppose nous permettent de le fonder dans des états où on leur donne autant d'importance.

« Vous avez offert de n'imprimer les œuvres d'aucun auteur vivant, *benè sit;* de ne vous jamais prévaloir sur les terres du prince en Alsace, *benè sit;* de ne pas ajouter un mot aux œuvres du grand homme qui puisse choquer les opinions ou les mœurs très austères de notre siècle timoré, *benè sit;* mais nous ne châtrerons point notre auteur, de crainte que tous les lecteurs de

l'Europe qui le désirent tout entier ne disent à leur tour, en le voyant ainsi mutilé : *Ah! che schiagura d'aver lo senza*..... Et quels sots pédans étaient ses tristes éditeurs!

« Nous vous saluons tous, et moi qui me rends l'organe de la *Société philosophique*, je suis avec tous les sentimens que vous me connaissez, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Le margrave de Bade, voyant qu'il fallait absolument choisir entre des scrupules de moralité et les avantages de sa location de Kehl, apprenant d'ailleurs qu'un autre prince allemand, celui de Neuwied, paraissait disposé à s'arranger avec Beaumarchais, se résigna à faire capituler la morale et à laisser imprimer Voltaire sans mutilation. La vérité m'oblige à ajouter un fait qui n'est pas connu : c'est que Beaumarchais, assez semblable en cela à son patron Voltaire, tout en ne cédant rien aux scrupules moraux d'un petit prince allemand, ne manquait pas de complaisance quand la question de vertu n'était pas en jeu. Ainsi le même homme qui refusait d'abandonner au margrave de Bade la paraphrase du *Cantique des Cantiques* consentait, pour plaire à Catherine II, à cartonner la correspondance de l'impératrice avec Voltaire, qui par conséquent a subi des suppressions, et à s'imposer pour cela un supplément de dépenses dont je le vois solliciter en vain le remboursement dans une lettre au prince de Nassau, en date du 6 octobre 1790 :

« Je vous avais prié, mon prince, de savoir de sa majesté l'impératrice si elle avait donné quelque ordre au sujet du dédommagement équitable que l'on m'a garanti en son nom, lorsque j'ai promis à MM. de Montmorin et Grimm de mettre des cartons à tous les exemplaires de toutes les éditions de Voltaire aux endroits où sa majesté a paru le désirer. Je vous avais donné une lettre où ces détails étaient bien exprimés, où je marquais comme un fait avéré que nous avions été obligés de réimprimer 412,000 pages pour mettre toutes nos éditions dans l'état où elle les voulait; que cette dépense, jointe au remuage et travaux de reliure de cette immense collection, nous avait coûté plus de 15,000 livres. Depuis plus de deux ans, on ne m'a pas répondu un mot à ce sujet. »

Surveiller la fabrication, l'impression et la publication de ces 162 volumes (pour les deux éditions) tirés à 15,000 exemplaires, les introduire en fraude, à la vérité avec la connivence du pouvoir, mais sous le coup d'un danger permanent de prohibition, c'était une entreprise singulièrement laborieuse pour un homme déjà écrasé par tant d'autres occupations. Beaumarchais semble quelquefois plier sous le fardeau. « Me voilà, s'écrie-t-il, *obligé d'épeler sur la papeterie, l'imprimerie et la librairie.* » Cependant il apprend assez vite ce nouveau métier, et ce n'est pas une des parties les moins intéres-

santes de sa correspondance que celle où il discute de Paris avec son agent de Kehl tous les détails de cette immense opération. Cet agent, nommé Le Tellier, était un jeune homme très intelligent, qui avait beaucoup contribué à monter la tête à Beaumarchais et à le décider à entreprendre cette édition en se faisant fort de le débarrasser des soucis de l'exécution matérielle, mais il avait l'esprit un peu chimérique : il voulait rattacher à l'édition de Voltaire toutes sortes d'entreprises; il était de plus très susceptible et très impérieux avec ses subordonnés. Beaumarchais le dirige, le contient, l'adoucit, et se montre, dans l'abandon de ces lettres intimes, non-seulement plein de raison et souvent très spirituel, mais plein de douceur, de bonté, dominé en tout par un sentiment de loyauté commerciale dont il est impossible de ne pas être frappé.

« Paris, ce 10 mars 1780.

« Quand je vous écris, mon cher, c'est absolument comme si je vous parlais. Mon style est teint de la couleur de mon esprit, et vous devez me répondre comme lorsque nous conversons. Je ne vous ai point fait de reproches de négligence, mais peut-être de trop embrasser, et c'est la crainte de mal étreindre qui me ramène sans cesse à ces réflexions. . . . . .

« Tout ce que nous entreprenons se charge de vues pénibles, et nous ne marchons pas assez simplement pour aller au but dans les temps donnés. Comment voulez-vous, par exemple, que nous promettions pour les premiers mois de 1782 une édition qui n'a encore ni feu ni lieu en mars 1780, dont les moulins à papier sont à faire, les caractères à fondre, les presses à monter et l'établissement à former ?

« Voilà déjà un an de perdu, à peine nous reconnaissons-nous. Votre échantillon de papier numéro 3 est si médiocre, que c'est se moquer d'en vendre les exemplaires à 6 francs le volume. En se passant ainsi la médiocrité sur tous les points, à mesure que les obstacles se présentent, vous n'offrirez qu'une édition très inférieure au public mécontent, et j'avoue que cette frayeur qui me saisit au milieu des promesses que je fais à tout le monde et de l'espoir d'une belle chose qui m'avait échauffé le cœur, cette frayeur du médiocre, dis-je, empoisonne ma vie. Voilà du papier plus qu'inférieur pour l'in-8°; voilà des caractères qui, non lissés sur ce maigre papier, n'auront aucune grâce, et les libraires, offensés de notre éloignement à nous servir d'eux, vont nous accabler de sarcasmes et de reproches publics. J'avoue que je ne les soutiendrais pas... Je ne sais pas ainsi m'arranger avec moi-même et me contenter de moins à mesure que je vois la difficulté de donner plus. Ce n'est pas là ce que j'ai cru, et le comble du ridicule serait, je l'avoue, d'avoir embrassé une branche honorable, si elle était belle, pour être rangé dans la classe des vils imposteurs et spéculateurs en éditions, tels que je vois traiter et traite moi-même tous ceux qui trompent le public en cette partie. Si vous m'avez entraîné par ma confiance en vos lumières et ressources en ce genre de travaux, ne me laissez pas du moins tomber au-dessous de mes engagemens envers le public : vous auriez empoisonné une carrière qui n'avait nul

besoin de livres pour être honorable, et je serais désolé que le seul fruit de l'amitié que vous m'avez inspirée devînt aussi amer pour moi. . . . . .

« Échauffé par les facilités que vous m'avez montrées à faire une belle chose, honorable aux lettres et à moi-même, je me suis laissé engager sans connaître rien aux détails qui pouvaient accélérer, ou retarder, ou même anéantir le succès que vous vous promettiez. Tout le monde s'accorde à dire que vous n'aurez pas fini dans quatre ans, et quand je prends la parole pour combattre cette opinion, on rit et on dit : *Vous verrez, vous verrez.*

« Faire attendre est un mal, mais faire attendre pour donner du médiocre est cent fois pis. Je crains que vous ne vous flattiez, et ces mélanges de papiers médiocres me paraissent du plus mauvais augure.

« Je vous montre mon anxiété, parce qu'au milieu des occupations les plus graves et les plus tyranniques pour mon temps, cette affaire ajoute au mal qui m'enveloppe. Son exécution me paraît pénible, au point que je tremble pour les prédictions fâcheuses qu'on nous fait de toutes parts. Vous vous flattez que vos papiers s'embelliront en les manipulant, et moi, je vois que nous allons montrer la corde, dès le prospectus, en donnant pour modèle votre numéro 3 à 6 francs le volume.

« Après vous avoir dit tout ce que je crains, je reviens à l'encouragement. Ne vous passez rien sur la médiocrité, car c'est là où l'on vous attend; et sans tourner autour de petites espérances incertaines, prenez un parti net sur chaque chose, de façon que vous sachiez absolument à quoi vous en tenir, car la médiocrité est un mal auquel je ne consentirai jamais. . . . . »

Plusieurs lettres portent particulièrement sur le caractère intraitable de ce Le Tellier; les ouvriers qu'il emploie le nomment le *tyran de Kehl,* ils sont souvent mécontens et reviennent en France; de toutes parts, on se plaint de lui, et Beaumarchais s'évertue à lui enseigner comment on doit conduire les hommes.

« Paris, ce 21 mai 1781.

« ..... Les gens de Kehl, lui écrit-il, me paraissent bien enflammés contre vous. Il n'en faut pas plus quelquefois pour traverser la meilleure entreprise. Je crois que vous avez toujours rigoureusement raison; mais, de l'optique où je vous regarde, il me semble que la raideur de vos argumens et la fierté de votre maintien éloignent souvent de vous ceux qu'un peu plus de douceur vous conserverait. — Quelque opinion que j'aie de votre zèle et de vos talens, comme vous ne pouvez tout faire, l'art de vous conserver des adjoints pour aider à la besogne me paraît souvent vous manquer. Figurez-vous que je n'ai pas reçu une seule lettre, depuis que vous vous mêlez du Voltaire, qui ne m'apporte un reproche sur vous, soit qu'elle vienne de Paris, ou de Londres, ou des Deux-Ponts, ou de Kehl! Enfin, de quelque endroit que ce soit, je suis perpétuellement attaqué. Il est impossible de n'en pas conclure qu'avec la meilleure intention du monde vous vous isolez par je ne sais quoi de dédaigneux qui offense les hommes ordinaires, lesquels jugent toujours de l'homme par l'écorce. Vous me direz que ce n'est pas votre faute si vous êtes aussi mal entouré; mais je vous répondrai que la masse du

peuple et des ouvriers est la même partout, que partout on fait des établissemens avec des instrumens qui ne valent pas mieux que ceux que vous employez, et qu'en général tous les reproches qu'on fait de vous ont pour principe un air de supériorité dédaigneuse qui désoblige tout le monde. Cette inflexible hauteur est ce qui vient de perdre M. Necker (1). Un homme a beau avoir les plus grands talens : dès qu'il vend sa supériorité trop cher à ceux qui lui sont subordonnés, il s'en fait autant d'ennemis, et tout va au diable sans qu'il y ait de la faute de personne..... Ce que vous devez conclure de tout ceci, c'est que, modéré, conciliant et circonspect, je puis au moins vous servir d'exemple sur la manière dont on traite avec les hommes, et qu'il serait fort à désirer que chacun pût dire de vous ce que je suis déterminé à vous mettre toujours dans le cas de dire de votre serviteur et ami

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Il fallut trois ans à Beaumarchais pour organiser une entreprise montée sur un plan aussi vaste. Indépendamment des difficultés matérielles, il était nécessaire de faire un triage entre les nombreux ouvrages imprimés ou manuscrits attribués à Voltaire et dont plusieurs n'étaient pas de lui, d'élaguer ou de fondre ensemble les morceaux faisant double emploi (2), de recueillir la correspondance de l'auteur et de faire un choix parmi ses lettres (3). Cette direction littéraire de l'entreprise, comprenant à la fois la révision des manuscrits et des épreuves, la rédaction des commentaires et des notes, fut confiée à Condorcet, qui, au dire de La Harpe, s'en acquitta assez mal; il semble en effet que les commentaires de Condorcet ne sont pas merveilleux. Quant à Beaumarchais, il n'intervint dans cette partie du travail qu'avec une modestie et une réserve qu'on n'attendrait pas d'un éditeur-propriétaire et écrivain lui-même, pouvant avoir pour son compte des prétentions littéraires et se lais-

(1) Ce ministre venait d'être éloigné des affaires une première fois.

(2) Dans la préface du premier volume de l'édition de Kehl, les éditeurs déclarent qu'ils ont supprimé un *très petit nombre* de morceaux, restés, disent-ils, trop imparfaits pour que le respect dû à la mémoire de Voltaire permît de les publier. Il est certain qu'ils n'ont guère abusé de cette permission. En imprimant par exemple sous la rubrique de *philosophie* plusieurs rapsodies sans sel et sans goût, où le vieillard de Ferney, tombé dans une sorte de radotage païen, travestit et insulte de la manière la plus grossière le Christ et les martyrs, Beaumarchais n'a pas fait de tort au christianisme, mais il a grandement nui à Voltaire.

(3) Les lettres de Voltaire entraînèrent Beaumarchais plus loin qu'il ne pensait. Il avait d'abord le projet de faire entrer toute l'édition en soixante volumes in-8°; c'était le chiffre qu'il avait annoncé. La *Correspondance* exigea dix volumes de plus. Quelques souscripteurs s'en plaignirent; mais en général ce supplément fut bien accueilli. L'on peut affirmer aujourd'hui que dans cette volumineuse collection, la *Correspondance* est une des parties qui ont le moins vieilli et qui se lisent avec le plus d'intérêt autant à cause du talent charmant de Voltaire dans le genre épistolaire qu'à cause des renseignemens curieux que ces lettres nous fournissent sur l'homme lui-même et sur son siècle.

ser induire à parler souvent de lui à propos de Voltaire. Les notes de Beaumarchais sont très rares dans cette édition de Kehl; elles ne portent en général que sur des faits, mais elles sont parfois assez originales (1).

C'est seulement en 1783 (quoique le prospectus datât de 1780) que les premiers volumes de l'édition de Voltaire commencèrent à paraître. — Beaumarchais ne négligeait rien pour affriander les souscripteurs; non content de faire tout le bruit possible dans les gazettes étrangères (2), il inventa un procédé souvent imité depuis sous diverses formes : il offrit des primes en médailles et en loterie. Un fonds de 200,000 francs fut consacré par lui à former quatre cents lots en argent en faveur des quatre mille premiers souscripteurs, et quoique ce chiffre de souscripteurs n'ait jamais été atteint, la loterie annoncée fut exactement tirée aux époques fixées. Les deux éditions ne purent être terminées qu'en sept ans. Cette lenteur s'explique et par les nombreuses tribulations personnelles que Beaumarchais eut à subir durant cette période et par divers obstacles inhérens à l'opération elle-même. Il avait compté sur la protection du premier ministre, auprès duquel il jouissait d'une faveur marquée; mais M. de Maurepas mourut en novembre 1781, et l'éditeur de Voltaire perdit en lui un appui contre les attaques du clergé et du parlement. Le premier de ces deux corps se plaignit plusieurs fois au roi de la tolérance que témoignait le ministère en faveur des ouvrages d'un adversaire de l'église; le second ne poussa pas, je crois, le zèle jusqu'à une poursuite en forme. On fit cependant circuler une brochure très violente, intitulée *Dénonciation au Parlement de la Souscription pour les Œuvres de Voltaire*, avec cette épigraphe : *ululate et clamate*. Beaumarchais répondit à cette brochure dans les journaux étrangers en plaisantant sur l'épigraphe, et il n'en continua pas moins sa publication. La vérité est qu'à cette époque il ne se trouvait plus dans les âmes des gouvernans assez de convictions en aucun genre pour les pousser à une attaque sérieuse et suivie contre une entreprise dans laquelle Beaumarchais avait l'opinion pour complice. L'éditeur de

(1) C'est ainsi par exemple qu'en publiant les lettres de Voltaire où ce dernier s'occupe de lui sans le connaître, et le défend contre les odieuses rumeurs qui circulaient à l'époque de son procès contre Goëzman, Beaumarchais ne peut résister au désir de dire son mot à ce sujet. Voltaire écrivait à M. d'Argental : « Un homme vif, passionné, impétueux comme Beaumarchais, peut donner un soufflet à sa femme et même deux soufflets à ses deux femmes, mais il ne les empoisonne pas. » L'éditeur ajoute en note : « Je certifie que ce Beaumarchais-là, battu quelquefois par des femmes comme la plupart de ceux qui les ont bien aimées, n'a jamais eu le tort honteux de lever la main sur aucune. (*Note du correspondant général de la Société littéraire-typographique.*) »

(2) L'édition, étant légalement interdite, ne pouvait être annoncée dans les journaux français.

Voltaire eut seulement à combattre des tracasseries accidentelles, et il ne cessa de trouver des auxiliaires au sein du pouvoir lui-même. Il avait perdu M. de Maurepas, mais il avait conquis M. de Calonne et surtout le frère du ministre, l'abbé de Calonne, auquel il donnait de très bons dîners, et qui en revanche lui prêtait main-forte pour faciliter l'introduction et la circulation du *Voltaire*.

« J'ai l'honneur de vous adresser, monsieur l'abbé, lui écrit Beaumarchais en septembre 1786, une nouvelle lettre que nous recevons de Kehl, avec la copie d'une lettre de M. le garde des sceaux aux fermiers généraux, et celle d'une lettre des fermiers à leur directeur de Strasbourg, lequel, étant en ce moment à Paris, *peut prendre les ordres ou arrangemens nécessaires à l'introduction du Voltaire*. Sitôt que vous aurez quelque chose à m'apprendre à cet égard, ne me le laissez pas ignorer; j'ai la *preuve en main que c'est d'accord avec les ministres du roi* que j'ai commencé cette grande et ruineuse entreprise (1), qui me tient plus de deux millions en dehors, avec le risque affreux de les perdre. Il s'agissait alors de l'honneur de la nation et de l'émulation de plusieurs arts qui nous mettaient dans la dépendance de l'étranger. Aujourd'hui c'est une persécution qui n'a pas d'exemple, quoiqu'on m'eût bien promis qu'il n'y en aurait jamais. Vous connaissez ma tendre et vive reconnaissance.

« BEAUMARCHAIS. »

La persécution ne fut ni bien durable, ni bien sévère, à en juger par la lettre suivante, qui, en nous donnant la date exacte de la publication du dernier volume des *Œuvres complètes* de Voltaire, constate en même temps la connivence du gouvernement durant toute l'opération. Elle est adressée par Beaumarchais au directeur général des postes, M. d'Ogny :

« Paris, le 1er septembre 1790.

« Monsieur,

« Je ne pourrai plus vous offrir que de stériles remercîmens pour tous les bons offices que vous nous avez rendus dans les temps les plus difficiles. Ce volume de la *Vie de Voltaire*, que j'ai l'honneur de vous adresser, est le complément de notre ouvrage.

« Mais, monsieur, je n'oublierai jamais que, sans votre obligeante assistance, nous serions restés en chemin, et que, morts à la peine, nous n'aurions pu donner à l'Europe impatiente la collection des œuvres du grand homme. Cette audacieuse entreprise me coûte plus d'un million de perte en capitaux et intérêts; mais grâce à vous, monsieur, j'ai tenu mes paroles données, et c'est une consolation pour moi. Quelques accessoires arriérés occupent encore nos presses. Tout ce qui en sortira vous sera présenté, monsieur, comme un léger tribut de ma reconnaissance.

« Je vous salue, vous honore et vous aime,

« BEAUMARCHAIS. »

(1) En quoi consistait cette preuve? Je ne l'ai pas retrouvée dans les papiers de Beaumarchais.

Cette lettre et plusieurs autres prouvent aussi que de toutes les spéculations de Beaumarchais, l'édition de Voltaire fut une des plus malheureuses. Comptant sur un succès d'enthousiasme, il avait tiré à 15,000 exemplaires, et il eut à peine 2,000 souscripteurs. Soit que l'édition antérieure à la sienne, celle de Genève, par Cramer, bien que très incomplète, lui eût nui, soit que la lenteur de l'opération eût refroidi le public, soit que le fanatisme pour Voltaire fût déjà un peu tombé, soit enfin que l'état d'agitation dans lequel entra bientôt la France rendît les lecteurs moins disposés à une acquisition aussi coûteuse, toujours est-il que Beaumarchais se trouva en perte des frais énormes qu'il avait faits, et qu'après la dissolution de son établissement de Kehl, où il imprima encore une édition de Rousseau et quelques autres ouvrages, il lui resta pour tout bénéfice de son métier d'éditeur des masses de papier imprimé qu'il dut entasser dans sa maison du faubourg Saint-Antoine, et qui lui attirèrent plus tard des visites peu amicales du peuple souverain, persuadé que l'auteur du *Barbier de Séville* accaparait du blé ou des fusils, et tout étonné de ne trouver que des alimens ou des armes d'une nature purement spirituelle.

Le désagrément d'une spéculation manquée se reflète dans la correspondance de Beaumarchais au sujet de l'édition de Voltaire : il n'est pas toujours de bonne humeur, et comme c'est à lui que s'adressent de tous les points de la France des souscripteurs souvent peu polis ou injustes dans leurs réclamations, il entretient avec eux une correspondance *commerciale* qui parfois ne laisse pas d'être piquante. Voici, par exemple, un libraire de Versailles, M. Blaizot, qui lui transmet un billet écrit par un de ses cliens et ainsi conçu :

« Plusieurs personnes ont quinze nouveaux volumes de la suite de Voltaire, et on m'assure même que cette édition est complétée par Beaumarchais. Si cela est vrai, je vous prie, monsieur Blaizot, de me procurer la suite de ma souscription, l'argent est tout prêt. « H... »

Beaumarchais, qui était sans doute mal disposé en ce moment, trouve le billet de M. H. incivil, et répond par le billet suivant :

« Monsieur Blaizot, dites à H... qu'il aura ses quinze volumes quand la cessation des proscriptions permettra qu'on les livre à tout le monde. Si j'ai donné à quelques Français la préférence dangereuse de leur faire arriver de Kehl ces quinze volumes avant le temps, c'est qu'ils l'ont demandée d'un ton qui convenait à Beaumarchais. Je ne connais pas H..., mais à son style je juge que H... est l'initiale de *Huron*.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Ailleurs, ce sont des négocians de Bordeaux qui se souviennent

très tard qu'ils ont souscrit à la première livraison du *Voltaire*, et qui la réclament impérieusement. Réponse de Beaumarchais :

« MM. Betman et Desclaux, négocians à Bordeaux, sont de drôles de souscripteurs : c'est en avril 1791 qu'ils se réveillent en sursaut pour demander la première livraison des œuvres du grand homme, souscrites il y a douze ans, commencées il y a plus de sept ans, et achevées il y a plus de deux ans. Si cet ouvrage eût été relié en sucre ou en café, il y a longtemps que l'œuvre entière serait enlevée; n'importe, elle leur est due. . . . . »

Plus loin, c'est M. Laustin, qui se dit *président des traites foraines à Rethel-Mazarin en Champagne*, et qui traite Beaumarchais du haut en bas en lui demandant toutes sortes d'explications, bien qu'il ne soit qu'un souscripteur de troisième main. Réponse de l'éditeur de Voltaire :

« Paris, ce 4 août 1789.

« Il n'y a peut-être que vous, monsieur le président, qui ne sachiez pas ce que nous avons appris à l'Europe entière, il y a près d'un an, par la voie des gazettes étrangères, les françaises nous étant alors fermées : savoir que toutes les éditions du *Voltaire* sont achevées et en pleine livraison au dernier volume près, contenant sa vie et la table des matières qui sera distribuée à part.

« Il n'y a peut-être que vous, monsieur, qui ignoriez aussi que les deux loteries gratuites composant ensemble un présent de 200,000 francs fait par nous à nos souscripteurs ont été tirées publiquement à leurs époques, il y a plus de trois ans; que pour l'édition in-8°, tous les numéros portant un 4 à l'unité, et pour la deuxième édition in-12 tous ceux portant un 6 ont gagné des lots constatés en argent ou en exemplaires et qui sont payés à mesure qu'on se présente pour les recevoir.

« Il n'y a peut-être que vous enfin qui ne sachiez pas même qu'il reste à livrer aux souscripteurs de l'in-12 vingt-quatre volumes et non pas treize. On peut bien ignorer ces choses à Rethel-Mazarin en Champagne, quand on n'y lit pas les papiers publics; mais ce qu'on doit savoir en tout pays, monsieur, c'est qu'avant de donner des leçons d'équité aux autres, on ferait bien d'examiner si l'on n'a pas besoin soi-même de quelques leçons de prudence, de discrétion et de politesse, car ce n'est pas assez d'être président des traites foraines à Rethel-Mazarin en Champagne, il faut être honnête avant tout : c'est une chose convenue.

« Mais puisque, malgré vos *judicieux* mécontentemens, vous voulez bien me faire encore la grâce de vous dire mon serviteur avec les *sentimens les plus parfaits*, permettez-moi, pour n'être point en demeure avec vous, de vous assurer que je suis avec la reconnaissance la plus exquise de vos leçons,

« Monsieur le *président des traites foraines*, etc., votre très humble, etc.,

« CARON DE BEAUMARCHAIS,

« *Soldat citoyen de la garde bourgeoise de Paris.* »

Tel est le genre de conversation que Beaumarchais entretient avec

les souscripteurs impolis. « Jugez, monsieur, écrit-il à un autre, quelle figure fait une sortie comme la vôtre à travers une affaire aussi ruineuse que compliquée, et dont tous les engagemens ont été remplis avec une fidélité scrupuleuse. » Nous devons sans doute à quelque vivacité analogue de Beaumarchais éditeur, réclamant un quatrain inédit de Voltaire, ce billet assez bien tourné d'un littérateur du temps, Cailhava. Ce billet n'est pas daté, mais il s'applique évidemment à l'édition de Voltaire :

« Ma foi, mon confrère en Thalie, je vous l'ai déjà dit et je vous le répète, vous êtes un homme universel. Quand vous faites des drames, ils sont attendrissans; quand vous faites des comédies, elles sont plaisantes. Êtes-vous musicien? vous enchantez; plaideur? vous gagnez tous vos procès; armateur? vous battez les ennemis, vous vous enrichissez, vous discutez vos droits avec les souverains; amant? *vous êtes toujours le même;* enfin devenez-vous éditeur? vous l'êtes; oh! mais vous l'êtes comme tous les éditeurs ensemble, témoin la fin de votre billet. Je vous envoie le quatrain objet du traité, et suis, mon confrère en Thalie, votre très humble, etc.,

« CAILHAVA. »

Beaumarchais était bien en effet un homme universel, car c'est au milieu des tracas de sa vie d'agent politique, d'armateur, d'éditeur, de spéculateur en tous genres, c'est en suffisant à toutes les obligations qu'entraîne l'existence la plus répandue, qu'il trouvait encore le temps de consacrer une partie de ses soirées à légitimer le titre un peu suranné de *confrère en Thalie* que lui donne Cailhava. « Ce qui le caractérisait particulièrement, dit Gudin, c'est la faculté de changer d'occupation inopinément et de porter une attention aussi forte, aussi entière sur le nouvel objet qui survenait que celle qu'il avait eue pour l'objet qu'il quittait. » Beaumarchais appelait cela *fermer le tiroir d'une affaire.* Essayons de l'imiter en ce point; *fermons ici le tiroir* de l'édition de Voltaire et des spéculations en général, pour ouvrir celui des relations de société et des affaires de théâtre, à propos de cette comédie que tout le monde connaît, et qui est à elle seule un des grands événemens du XVIIIe siècle.

LOUIS DE LOMÉNIE.

BOLINGBROKE

SA VIE ET SON TEMPS.

DEUXIÈME PARTIE. [1]

VIII.

Voici donc Saint-John enfin ministre. L'histoire commence véritablement pour lui, et nous allons le mieux connaître. Jusqu'ici nous n'avons vu qu'à peine sa figure apparaître sur la scène, on sait de lui peu de chose encore, et nous avons prolongé un récit qui ressemblait peu à une biographie; mais peut-être la sienne, sans ce récit, eût-elle été moins bien comprise, et fallait-il montrer avec un peu de détail dans quel monde il devait se mouvoir, pour donner de la clarté et de l'intérêt au drame où il figurera désormais en principal acteur.

On raconte qu'il prétendait à quelque ressemblance avec Alcibiade, et des écrivains ministériels, le servant selon son goût, ont essayé par occasion de faire de Harley un Périclès. Le parallèle était encore plus hasardé, et Saint-John n'y aurait pas souscrit. Lui-même, peut-on se le figurer, quand il buvait avec Swift et Prior, semblable au jeune homme *couronné de violettes* qui vient avec tant de grâce et de passion troubler le banquet de Socrate, et la fameuse Gumley représente-t-elle à l'imagination l'éloquente Diotime? Swift a raison de dire que de ses deux modèles, Alcibiade et Pétrone, c'est

(1) Voyez la livraison du 1er août.

au second que Saint-John aimait encore le mieux ressembler. C'est dans les *Mémoires de Grammont* qu'il faudrait chercher des caractères et des exemples propres à nous donner une juste idée de ce côté de notre personnage; on ne sait plus même aujourd'hui comment redire dans une histoire ce qu'expriment parfois avec une vivacité naïve les mémoires du XVIIe siècle. Bornons-nous à quelques citations, sans oser y comprendre des vers qu'on lit dans Swift et qui caractérisent les goûts de celui que Swift appelle lui-même un *roué achevé, a thorough rake.* « Quand milord Bolingbroke fut fait secrétaire d'état, dit Voltaire, les filles de Londres qui faisaient alors la bonne compagnie se disaient l'une à l'autre : « Betty, Bolingbroke est ministre. Huit mille guinées de rente, tout pour nous! » Dans ses lettres diplomatiques à Matthew Prior, Bolingbroke lui-même parle d'un agent secret de la France, *le gros abbé Gautier,* qui lui avait promis son portrait : « Assure-le bien, ajoute-t-il, que je le placerai parmi les Jenny et les Molly, et que je le préférerai à elles toutes. » Mais c'en est assez sur une partie de son histoire que l'histoire doit oublier. Ce n'est pas que ses goûts ardens et frivoles, ce n'est pas que quelques souvenirs des temps et des idées de Hamilton et de Saint-Évremond n'aient pu influer sur sa politique comme sur sa philosophie. Ce que les Anglais recherchaient tant alors, l'esprit, *wit,* était regardé comme incompatible avec le puritanisme, et une certaine licence d'imagination et de pensée était requise pour n'être pas un sot, quand on était du bel air, suivît-on le parti de la haute église. La littérature, peu sévère jusque-là, commençait à peine à s'épurer; mais elle était très goûtée et ne déparait ni un courtisan ni un homme d'état. Harley savait bien le grec, et Saint-John, à défaut de grec, se piquait d'être bon latiniste. Tous deux s'entourèrent de poètes et d'écrivains, et leur demandèrent plus que de les divertir et de les louer : ils leur demandèrent de les servir, se laissant conseiller par eux en même temps que par eux ils se faisaient défendre. Saint-John surtout eut fort à cœur de faire coopérer la presse et le gouvernement, et il entendit à merveille l'art d'employer l'une à l'avantage de l'autre.

Dans les pays libres, les affaires, en même temps qu'elles se font sur leur véritable terrain, dans les conseils, les assemblées, les camps, les congrès, sont comme répétées sur un autre théâtre, celui que la presse dresse devant le public. La pièce se joue deux fois, ou plutôt il y a la réalité et puis la représentation; mais celle-ci à son tour réagit sur celle-là par les idées et les passions qu'elle donne au public, et elle devient quelquefois ainsi la première des affaires de l'état. Saint-John ne l'ignorait pas plus que Harley. Le mouvement d'opinion qui avait facilité leur retour au pouvoir était l'ouvrage

de la chaire et de la presse beaucoup plus que de la tribune. Quoique justement confiant dans sa puissance oratoire, Saint-John ne négligea donc pas d'autres secours. Il arma sa politique de pamphlets et de journaux, et nul ministère peut-être n'avait encore été plus discuté et mieux défendu. Rien qu'en analysant les innombrables publications qui parurent de la fin de 1710 à l'avénement de George Ier, on retrouverait toute la série des événemens, toute la suite des affaires, et ce morceau d'histoire littéraire serait un fragment tout fait de l'histoire du gouvernement; ce serait le drame écrit, doublure du drame joué.

Au commencement du XVIIe siècle, la liberté de la presse existait effectivement en Angleterre, non pas cette liberté complète, légalement garantie, que nous y voyons régner aujourd'hui et qui étonne encore ceux-là même qui s'y croient les plus accoutumés, mais une liberté de fait, suffisante pour la discussion des affaires publiques. Depuis 1693, toute nécessité d'une autorisation préalable pour imprimer, toute censure avait cessé d'exister. Les juges s'obstinaient bien à prétendre qu'une critique dirigée contre le ministère l'était contre le gouvernement, conséquemment contre la reine, et constituait un libelle dans le sens de la loi, et c'étaient les juges qui en décidaient, non les jurés, réduits au droit de constater le fait de publication ou l'exactitude des extraits; mais cette jurisprudence redoutable était rarement appliquée, parce que les poursuites étaient peu fréquentes, les formes de l'instruction criminelle et l'absence d'un ministère public ayant de tout temps rendu difficiles en Angleterre certaines oppressions par la voie judiciaire. Ce qui était bien plus à craindre, c'est l'intervention des chambres de parlement. Elles s'arrogeaient le droit non-seulement, ce qui se fût compris, de condamner et de punir les écrivains qui attaquaient leurs priviléges ou l'honneur de leurs membres, mais de flétrir et d'expulser ceux de ces membres qui avaient abusé de la presse, de déclarer séditieuses les publications qui leur semblaient telles, d'ordonner qu'elles fussent brûlées, et d'en mettre les auteurs à la disposition du pouvoir royal. Mais enfin ces coups d'autorité ne revenaient que de loin en loin. D'ailleurs, au temps passé, un fait général dont nous n'avons plus l'idée était singulièrement favorable à la liberté réelle : c'était l'imperfection de la police. Rien n'était plus facile alors, et particulièrement à Londres, que de dissimuler le nom d'un auteur et souvent d'un imprimeur. Les écrits politiques étaient pour la plupart anonymes ou pseudonymes, et la découverte de leur véritable origine n'était point facile à la justice. Tous les partis ayant besoin, chacun à leur tour, de la protection du secret, respectaient le voile dont se couvraient leurs adversaires. D'autres moyens de dissimula-

tion propres à rendre vaine l'action judiciaire étaient communément employés. On ne désignait point par leurs noms ceux que l'on attaquait; les blancs, les initiales, les trois étoiles, les noms altérés ou contrefaits, les sobriquets épigrammatiques, les fictions, qui transportaient dans un cadre imaginaire les personnages et les actes du monde réel, toutes les ressources de l'allégorie satirique, toutes les rubriques de l'art des Aristophanes, servaient à garantir la licence et l'impunité. Les journaux proprement dits, les gazettes, se livraient à peine à la discussion politique; mais des pamphlets sérieux et quelquefois d'un vrai mérite paraissaient en grand nombre. On commençait à créer des recueils périodiques; enfin des multitudes de pièces détachées en prose et en vers, familières, mordantes, bouffonnes, injurieuses, cyniques, se vendaient sur la voie publique, et du nom de la rue où elles étaient imprimées on les appelait des *Grub-streets*. On menaça plus d'une fois ces sortes de publications de mesures répressives ou fiscales; mais ce ne fut qu'au mois d'avril 1712 qu'un acte qui frappa d'une taxe d'un *penny* par demi-feuille tous les journaux et pamphlets vint restreindre les publications à bon marché, quoiqu'il ne les supprimât pas. On peut donc dire que la liberté politique de la presse existait de fait sous la reine Anne, sauf une seule restriction importante et qui paraît étrange aujourd'hui, quoique en droit elle subsiste encore : il était défendu de rendre compte des débats des deux chambres, et la défense était observée.

Les Anglais appellent encore le temps de la reine Anne leur âge d'Auguste. Nous serions assez de l'avis de lord Brougham, qui place un peu plus tôt leur véritable âge d'Auguste, *true Augustan age*. Cependant, à quelque époque que ce nom soit donné, il paraît bien ambitieux quand on pense à Horace et à Virgile, et qu'il faut les comparer à Pope, à Prior, à Gay, à Congrève; mais on devient plus tolérant au souvenir des prosateurs excellens qui ont alors fixé la forme de la langue anglaise, Shaftesbury, Swift, Addison, Bolingbroke. Quel que soit au reste leur mérite, la plupart, sortant du paisible monde des lettres, consacrèrent leur plume à la politique. On pourrait presque dire que les plus éminens se firent journalistes; c'est du moins en relisant leurs œuvres qu'on verrait retracée avec le plus de relief et de vérité l'orageuse administration de Harley et de Saint-John. Ce serait un tableau littéraire et politique très intéressant à reproduire dans son ensemble; nous ne pouvons ici que l'esquisser légèrement.

Lord Somers était souvent intervenu, sans se nommer, dans les controverses des vingt dernières années, et les ouvrages qu'on lui attribue se reconnaissent à la droiture de sens et à la fermeté d'esprit. Il écrit du ton de l'homme d'état; mais les infirmités précédaient pour lui la vieillesse, et il allait peu à peu se retirer de la

scène. Parmi les écrivains qui se partageaient l'attention publique, nous distinguerons De Foe, Steele, Addison et Swift.

On connaît De Foe par *Robinson Crusoe,* comme Swift par *Gulliver;* en France du moins, on ne sait guère que cela. Ni l'un ni l'autre en 1710 n'avait acquis encore son principal titre à la renommée littéraire, et cependant le premier était déjà en possession d'une célébrité que le second allait atteindre bientôt et dépasser. De Foe est l'auteur de nombreux récits où, comme dans *Robinson*, la fiction est merveilleusement revêtue des apparences de la réalité : son talent, c'est le naturel; mais De Foe est aussi un écrivain politique, et c'est comme tel qu'il a publié plus des neuf dixièmes des deux cent dix ouvrages qu'on met sur son compte. Né presbytérien, fils d'un boucher de Londres, élevé dans le petit commerce de cette ville, malheureux et ruiné par les divers trafics qu'il avait essayés, soldat volontaire dans l'armée de Monmouth, whig bourgeois, libéral de boutique, il commença à écrire à vingt ans contre Jacques II. La révolution le transporta de joie; mais il resta obscur et misérable avec tous ses pamphlets, feuilles légères, vers de circonstance, jusqu'au jour où il publia son *Véritable Anglais* (*True born Englishman,* 1701), dont on vendit quatre-vingt mille exemplaires. C'était une défense de Guillaume III, qui en fut touché, voulut voir l'auteur, le prit en gré, et lui fit espérer sa protection. De Foe redoubla d'ardeur et de fécondité. Il écrivit sur toutes les questions, sur tous les événemens, et il écrivit avec force, avec clarté, avec bon sens, d'un style bien anglais, mais peu élégant, peu élevé, et qui n'est pas toujours correct. Il n'affecte ni la délicatesse ni la profondeur; il n'a ni grande politique ni grande littérature, mais une verve intarissable, de la logique, de la franchise et du courage. Dévoué au roi et aux principes de la révolution, il les défend avec opiniâtreté, et il y croit assez pour ne pas soupçonner aisément que l'esprit de l'un et de l'autre cesse d'animer le pouvoir, ce qui fait qu'il se méprend parfois, et défend le gouvernement en lui prêtant ses opinions, parce que le gouvernement devrait les avoir. La grande et irritante question de la conformité occasionnelle le passionna plus qu'aucune autre. Dissident lui-même et chrétien fidèle, il la traite en vingt écrits du point de vue de la tolérance, et la *haute volée* ecclésiastique n'a pas d'ennemi plus acharné. Un de ses pamphlets, *le Moyen le plus court pour en finir avec les dissidens* (1703), émut vivement le public. C'était une exposition des doctrines d'absolutisme ecclésiastique d'après Sacheverell et ses patrons, où, poussant avec ironie leurs principes à l'extrême, il trompa d'abord ses lecteurs, et même un peu l'université d'Oxford. Cependant, comme tout le monde n'était pas dupe, on rechercha l'auteur, car l'ouvrage était anonyme, et quand on découvrit

son nom, il y eut clameur contre lui. La chambre des communes ordonna que l'ouvrage fût brûlé, et De Foe, activement poursuivi par les soins de lord Nottingham, fut saisi, traduit aux assises d'Old Bailey, condamné au pilori et à la prison pour le temps qu'il plairait à la reine (1703). Il composa une hymne au pilori, ode ou satire piquante, fière, indignée. Enfermé à Newgate, il ne cessa pas d'occuper le public. C'est là qu'il conçut l'idée de *la Revue,* recueil périodique qu'il composait à lui seul et qui parut pendant neuf ans, sans que l'auteur interrompît pour cela le cours de ses publications détachées. La seconde année de sa détention, il reçut un message de Harley; celui-ci, qui avait remplacé lord Nottingham, demandait au prisonnier ce qu'il pouvait faire pour lui. Comme on sait, il ne pratiquait pas pour son compte l'intolérance religieuse, et laissant son parti poursuivre les dissidens en masse, il les protégeait en détail. Le ministère d'ailleurs était modéré. La reine cependant ne se laissa pas d'abord attendrir : elle refusa à De Foe sa grâce en envoyant un secours à sa femme; mais Godolphin s'étant joint à Harley, tous deux obtinrent la liberté de l'écrivain vers la fin de 1704. Celui-ci fut même, quelque temps après, employé par le gouvernement. Il ne cessa pas d'imprimer; seulement ses obligations nouvelles commencèrent à mettre un peu de gêne dans sa polémique. Fidèle à sa reconnaissance pour la reine dont il voulait ignorer les préjugés, pour Harley dont il palliait les torts, il continua de soutenir les mêmes principes, de combattre les mêmes ennemis, en ayant soin d'épargner le gouvernement. Il ne déserta ni la cause de la tolérance, ni celle de la révolution, ni la gloire de Marlborough; mais, avec des principes whigs, il ne s'enrôla pas dans le parti whig, et grâce à quelques distinctions, à quelques réticences, il écrivit à sa mode et fit la guerre pour son compte. Son talent se soutint sans s'élever. Il y a beaucoup de remplissage dans ses œuvres, une facilité remarquable, de la fécondité sans éclat, de la chaleur sans éloquence, rien de supérieur, rien d'exquis, mais une certaine égalité d'intelligence, de raisonnement et d'entrain, qui se retrouve en toutes circonstances et sur tous les sujets. Au moment de la formation du second ministère de Harley, le rédacteur de *la Revue* se trouvait engagé dans la lutte la plus vive contre la haute église. Le procès de Sacheverell avait exalté les passions; la multitude insultait ses adversaires. De Foe, menacé de toutes les manières, avait fait tête à l'orage et dénoncé comme un complot factieux les desseins des tories. Or, l'artisan du complot était son protecteur, peut-être son corrupteur, Harley. L'embarras dut être grand pour De Foe. En attaquant ce qu'il n'aimait pas, l'église, le torisme, les Stuarts, les catholiques, il était habitué à avoir pour soi le gouvernement, et même comme on disait alors, la cour. Il aimait cette posi-

tion, et le moment de la quitter n'était pas celui où il voyait le gouvernement et la cour représentés par l'homme qui l'avait tiré de prison. Après tout, le pouvoir n'est jamais tout à fait une faction; il a des intérêts permanens, identiques à ceux de l'état, et le prudent Harley en particulier ne demandait pas mieux que de se poser en arbitre entre son parti et ses adversaires. Cette tactique allait à l'esprit et sans doute aux intérêts de notre écrivain. On le devina, car il parut avec un grand succès un pamphlet, intitulé *Fautes des deux parts,* qu'on attribua d'abord à Harley, puis à De Foe. Il n'était ni de l'un ni de l'autre; mais il pouvait à tous deux leur servir de programme. De Foe, avant de se prononcer sur la politique, chercha un terrain neutre. Les fonds avaient baissé; le monde financier était pour le ministère whig. Soutenir le crédit public est toujours œuvre de bon citoyen. De Foe écrivit pour dissiper les alarmes qui le déprimaient, et trouva moyen de seconder ainsi les nouveaux ministres sans dire aucun mal de leurs prédécesseurs. Deux écrits qu'il donna sur ce sujet étaient faits avec assez d'intelligence pour qu'on les ait crus de Harley lui-même, et qu'ils aient été imprimés sous son nom. Ainsi commença la nouvelle phase de la vie de De Foe comme pamphlétaire. Nous le verrons suivre avec sa verve accoutumée le cours de cette incohérente polémique, se ménager, se compromettre, attaquer dans ses doctrines le parti des ministres, en exceptant les ministres, s'obstiner à ne voir qu'un côté de la politique de Harley, tory pour les whigs, whig pour les tories, et sans abandonner ses opinions ni même ses passions, déserter ou combattre ceux qui les partagent, pour aider ou justifier leurs adversaires. On n'oserait affirmer que l'intérêt privé, la lassitude d'une position précaire, la crainte de nouveaux dangers personnels n'aient été pour rien dans un manége si compliqué; pourquoi n'y pas voir aussi un besoin de bon citoyen, d'honnête bourgeois qui répugne à donner tort au gouvernement de la révolution, et cède à la séduction naturelle d'un certain rôle d'impartialité? On aime aisément à signaler toutes les fautes, à éviter tous les excès, et on finit par encourir toutes les inimitiés. De Foe eut dans la presse le sort de Harley dans le gouvernement. C'est dire qu'il ne fut jamais le journaliste de Bolingbroke.

Avec *la Revue,* deux recueils périodiques se partageaient l'attention générale; *l'Observateur,* par Tutchin, écrit en dialogues, où ne manque pas l'injure personnelle, et *le Babillard* (*the Tattler*), par Richard Steele, plus modéré, mais dont l'esprit est le même. Tous deux étaient inspirés par la politique whig, et Steele avait la fidélité et la violence d'un homme de parti. Sous le ministère de Godolphin, il avait été choisi pour diriger *la Gazette de la cour,* le journal officiel du temps, et on l'avait en même temps pourvu d'une place de

commissaire du timbre. A la chute de ses patrons, il renonça à *la Gazette* et garda sa place; il donna tous ses soins au *Tattler*, fondé depuis un an, et qui paraissait tous les deux jours. Ce recueil, premier essai d'un genre nouveau, eut le plus grand succès, et il est resté dans la littérature anglaise. J'ignore si on le lit, mais on le cite encore. C'est bien plutôt un journal de mœurs qu'un pamphlet politique, une de ces sortes d'ouvrages que Johnson place entre la comédie et les caractères, entre Molière et La Bruyère. La politique ne s'y rencontre guère que par voie d'allusion et plutôt sous la forme de la satire générale. Steele commença le *Tattler* sous le nom d'Isaac Bickerstaff, pseudonyme déjà mis à la mode par Swift dans ses *Prédictions pour l'année* 1708, et qui devint tout à fait populaire. Des portraits crayonnés avec gaieté, avec malice, de l'esprit, non du plus fin, non du moins piquant, un style de bonne qualité, une certaine fermeté de manière qui n'évite pas toujours la lourdeur, caractérisent Steele et son œuvre. Il la soutint avec beaucoup de fécondité, quelquefois aidé par Swift lui-même, plus souvent par l'habile écrivain dont l'amitié illustre sa vie. Addison enrichit le *Tattler* de plusieurs articles remarquables, et se découvrit ainsi le talent dont il devait laisser un impérissable monument. Addison n'avait encore rien publié d'éminent, et cependant la dignité et la modération de son caractère, la solidité de ses principes, la supériorité de sa conversation l'avaient, du rang littéraire le plus modeste, élevé à une position respectée et placé fort au-dessus de ses égaux. C'était un whig décidé et sage; il avait rempli en Irlande les fonctions de principal secrétaire auprès de lord Wharton, il avait quitté les affaires avec son parti, et dans les prochaines élections si fort disputées, il fut sans conteste envoyé à ce parlement où il ne parlait pas. Il imposait à Swift, qui le ménageait. Il soutenait et contenait Steele, dont il estimait la constance et l'énergie. Addison est plus qu'un journaliste. *Le Spectateur*, qu'il fonda quand *le Babillard* eut cessé de paraître, durera autant que la langue anglaise. Il écrivit rarement sur la politique; mais, quand il le fit, on reconnut la main d'un maître : c'est du moins l'avis de Johnson, qui détestait ses principes. Sous la direction d'Addison, Steele se jeta bientôt dans la mêlée, en vrai soldat. Il est hardi, il est âcre, sa main est pesante et n'est pas toujours adroite. Supérieur à De Foe pour la culture intellectuelle, pour l'élévation des habitudes de l'esprit, il ne l'égale pas peut-être pour le naturel et le raisonnement; mais son talent est plus littéraire et n'est pas moins passionné. Sa haine était puissante et elle appelait la haine; celle d'une majorité appuyée d'une cour et d'un clergé ne lui fit pas défaut, et elle le poursuivit à outrance. Au temps où nous sommes cependant, il conservait encore une certaine retenue. C'était

la condition tacite à laquelle, par la médiation d'Addison et de Swift, il avait gardé sa place. Mais attendons-nous à le voir bientôt briser son dernier lien avec le gouvernement.

Tandis que le *Tattler* en effet se maintenait encore sur la réserve, Arthur Maynwering publiait *le Mélange* (*the Medley*), recueil auquel contribua Steele, et plus tard Oldmixon et Ridpath. L'esprit d'opposition s'y montra dans une polémique plus ouverte, et le gouvernement, comme on le voit, avait besoin d'être défendu. Il avait bien pour gazette le *Post-Boy* (*le Postillon*), auquel répondait le *Flying Post* (*le Courrier*), mais on y trouvait plus de faits que d'idées. *La Répétition* (*the Rehearsal*), fondée par Charles Leslie, n'était qu'un recueil de dialogues injurieux, dans le genre de *l'Observateur*, et plaidait violemment la cause de l'intolérance religieuse. C'eût été un défenseur compromettant pour un ministère, et d'ailleurs ce journal ne s'était pas soutenu. On songea donc à en créer un nouveau, et le 3 août 1710 l'*Examiner* parut. C'est Saint-John qui en eut la pensée. On assure que c'est la première fois qu'un journal de discussion politique se publia sous les auspices du gouvernement, et les libertés que celui-ci prit dès son début contribuèrent à la liberté de tous. La discussion devint plus franche, plus directe; beaucoup de détours et de ménagemens en usage furent abandonnés. Saint-John, qui contribua à la rédaction des premiers numéros, plaça tout de suite l'*Examiner* sur un pied de vive polémique. Une lettre à l'éditeur, où il attaque rudement la duchesse de Marlborough pour avoir travaillé contre la formation du ministère, provoqua les réponses d'Addison et de lord Cowper. Ce dernier écrivit à Isaac Bickerstaff, le rédacteur du *Tattler*, une lettre que nous pouvons lire encore, et il est curieux de voir comment, sous le masque de l'anonyme, un chancelier sortant de charge et un secrétaire d'état en exercice dirigent l'un contre l'autre l'arme de la presse. Saint-John abandonna bientôt la plume aux rédacteurs ordinaires, Matthew Prior, le poète, secrétaire d'ambassade à Ryswick, et le docteur Atterbury, théologien absolutiste, prédicateur habile, destiné à l'épiscopat. Tous deux étaient dans l'intimité de Saint-John, mais il est douteux que l'*Examiner* eût produit une sensation durable, si un combattant beaucoup plus redoutable n'en eût fait son instrument de guerre.

Jonathan Swift avait alors quarante-trois ans. D'une famille anglaise, il était né en Irlande, où il tenait le modeste vicariat de Larascore, dans le diocèse de Meath. Sa réputation n'était pas encore très étendue, quoique ses talens fussent fort appréciés des connaisseurs. Le fameux *Conte du Tonneau*, qu'il n'avoua jamais, avait paru sans nom d'auteur. Une sorte de plaisanterie sérieuse, le mélange d'ironie, de critique et de fantaisie qui plaît tant aux Anglais, la vivacité

des traits, la vigueur et la rapidité du style avaient recommandé à tous les bons juges cette singulière production si profondément empreinte du goût national. Comme Rabelais, l'auteur attaque, avec une liberté qui tourne à la bouffonnerie et effleure le cynisme, toutes les querelles théologiques, même toutes les dissidences religieuses; ses traits à travers les sectes atteignent les croyances, et Voltaire a pu le prendre pour un des siens. Le vrai paraît être que Swift, grand partisan de l'épiscopat, entendait conclure en faveur d'une foi légale, d'une église établie, liée étroitement à l'état, qui lui emprunte et lui prête de la puissance. Cette pensée ne fut pas clairement aperçue; la liberté du ton parut de la licence et scandalisa les âmes scrupuleuses, notamment la reine Anne, qui, malgré tant de sympathies politiques, ne voulut jamais faire de Swift un évêque, et se laissa longtemps prier pour lui donner un bon bénéfice.

Or Swift arrivait d'Irlande chargé de suivre à Londres quelques réclamations du clergé de ce pays, lorsque le ministère de Harley se forma. Jusque-là, sa politique avait été assez incertaine. Élevé parmi les whigs, lié avec Somers, à qui le *Conte du Tonneau* est dédié, avec Halifax, surtout avec Addison, il s'était, dans ses divers voyages à Londres, montré disposé à leur confier l'avenir de sa fortune. Il avait dans leur commerce conçu des espérances qui ne s'étaient pas réalisées. Leur gouverneur en Irlande, lord Wharton, l'avait mal accueilli. A Londres, lord Godolphin, encore ministre, le reçut avec sa froideur accoutumée, et Swift dévoua Godolphin et Wharton aux dieux infernaux, c'est-à-dire à la vengeance dont le talent dispose. Ulcéré et vain, il alla trouver le nouveau ministre et se présenta comme une victime de la dernière administration. Harley était accueillant et le plus grand prometteur du monde. Il recherchait les gens de lettres, non moins que Saint-John, leur pair en même temps que leur patron. Le cabinet annonçait pour l'église une politique qui allait à Swift, fort ecclésiastique s'il n'était fort chrétien. Swift prit son parti et se donna aux tories.

Il est aisé de savoir comment. Nous avons les éphémérides de cette partie de sa vie dans le *Journal à Stella*. On sait que cet homme singulier nourrissait un sentiment indéfinissable, et sur la nature duquel les doctes disputent encore, pour une jeune personne, Hester Johnson, qu'il avait emmenée avec une de ses compagnes en Irlande, et elles habitaient son presbytère en son absence seulement. Par parenthèse, il contracta également, en séjournant à Londres, un goût non moins énigmatique pour Esther Vanhomrigh, qui se prit de passion pour son génie. Partagé entre ces deux femmes, il les rendit toutes deux assez malheureuses. Pendant un temps, elles s'ignorèrent l'une l'autre; mais enfin il épousa la première, et la seconde en

mourut, suivie bientôt de sa rivale au tombeau. C'est bien le roman le plus étrange, si rien devait étonner de la part des hommes qui prennent leur imagination pour leur sensibilité. Quoi qu'il en soit, il nommait poétiquement l'une Stella, l'autre Vanessa, et pendant deux années il raconta les moindres incidens de sa vie de Londres à Stella, dans une correspondance presque quotidienne où il n'économisait pas les détails, sans compter deux relations par lui rédigées, l'une de la formation du cabinet de 1710, l'autre de son administration et de sa fin, plus un jugement sur sa conduite, sans compter de nombreux écrits où tantôt il expose, tantôt il discute, tantôt il se moque. On pourrait chercher la chronique secrète du gouvernement de 1710 à 1714 dans le *Journal à Stella,* qui n'offre pas cependant un intérêt continu; on y trouve bien du bavardage et d'innombrables petits faits de la vie usuelle qu'une excessive personnalité pouvait seule redire à une excessive affection. Les révélations curieuses, les anecdotes instructives, les traits de mœurs et de caractères sont assez clair-semés dans ces singuliers mémoires, et la lecture n'en est pas constamment amusante : c'est pourtant un précieux document historique.

Là, nous apprendrons que dès ses premiers numéros l'*Examiner* prit contre le parti du ministère tombé une vigoureuse offensive. La vivacité provocante de la rédaction fit du bruit, elle dépassait la mesure ordinaire de l'apologie officielle; mais, dans l'état des esprits, elle réussit. Cependant alors, pas plus qu'aujourd'hui, un ministre ne pouvait se faire journaliste. Après deux mois d'expérience, il fallut chercher un principal rédacteur. Swift commençait à se faire distinguer de Harley. Quoiqu'il vécût encore dans l'intimité des écrivains whigs, d'Addison, de Steele, de Rowe, il voyait sans cesse le ministre; il s'était lié intimement avec Érasme Lewis, son secrétaire. Déjà depuis deux mois, il avait publié deux satires, — deux vengeances : c'étaient un portrait du comte de Wharton, sanglant spécimen de la hardiesse injurieuse de son talent; puis une pièce de vers énigmatique, *la Verge de Sid Hamet,* c'est-à-dire la baguette de Sidney Godolphin, baguette magique dont il vantait ironiquement les miracles. Les premiers pas étaient donc faits. Le 31 octobre et le 1er novembre, Swift dînait avec Addison, et le 2 parut le quatorzième numéro de l'*Examiner;* l'article était de Swift. Il y exposait en termes encore modérés la situation et les chances du ministère, et commençait sa polémique contre le parti de la guerre, *multis utile bellum* (Lucain). C'était un jeudi; il était invité à dîner pour le lendemain chez Harley, qui l'engagea encore pour le dimanche. Dans l'intervalle, le samedi, il dîna encore avec Addison et Steele à Kensington; mais il fut invité pour le 11 chez Saint-John. Les attentions de ce nouveau protecteur le charmèrent : « Ne voilà-t-il pas qui est bizarre?

dit-il dans son journal; le père est un homme de plaisir qui court le mail (1), fréquente le café de Saint-James et les *maisons à chocolat*, et le jeune fils est principal secrétaire d'état; il m'a dit que M. Harley ne pouvait rien garder avec moi, tant j'avais l'art de le captiver. J'ai bien vu que c'était un compliment; je le lui ai dit, et c'était vrai. Pourtant c'est un peu fort de voir ces grands hommes me traiter comme un de leurs maîtres, et vos pantins en Irlande me regardaient à peine! » C'est que Swift était devenu le rédacteur en chef de l'*Examiner*, et il continua pendant sept ou huit mois à l'écrire presque tout entier. Ce recueil hebdomadaire prit dans ses mains une véritable importance. Un style excellent y relevait une forte discussion. On y trouvait avant lui plus de l'esprit que les Anglais appellent *wit;* on y trouva sous lui plus de l'esprit que les Anglais appellent *humour*. C'est la différence des traits piquans aux idées originales. Le docteur fit une franche guerre à ceux qui avaient été un peu ses amis, à Steele surtout qu'il finit par accabler; le seul qu'il ménagea, Addison, répondit par quelques feuilles d'un *Examiner whig* que le docteur Jonhson proclame supérieur, mais qui ne parut que cinq fois. « Swift se félicita, dit Johnson, de voir mourir celui qu'il n'aurait pu tuer. » Mais Addison se plaisait peu dans le combat, et l'irascible Jonathan resta à peu près maître du champ de bataille. « Le présent ministère a une difficile tâche, écrivait-il à Stella (20 novembre, v. s.), et il a besoin de moi. Autant que j'en puis juger, ils ont en vue le véritable intérêt du public; ainsi je suis content de les seconder de tout mon pouvoir. » Ce pouvoir était réel. Son talent véhément et sarcastique, qui se permettait tout, animé par une vanité colère, se déploya avec une licence et un succès qui le rendirent indispensable à sa cause et au cabinet. Tantôt grave, tantôt comique, mais prenant fort au sérieux son rôle et son influence, il devint le commensal habituel et le confident des ministres directeurs, et il se crut leur directeur à son tour. Il est probable que sa conversation originale leur fut aussi agréable que sa plume leur était utile; il dînait chez eux deux ou trois fois par semaine, mais surtout le samedi en petit comité chez Harley, avec Saint-John, Harcourt et lord Rivers : il les soignait, il les défendait, il les amusait; mais, indépendant d'esprit, il se tenait pour fier et pour exigeant; il leur parlait parfois avec rudesse et les querellait sur de petites choses, quand surtout elles touchaient à sa dignité ou à ses manies. Il est un des exemples les plus remarquables du caractère et de la position de l'homme de lettres dans les états libres, lorsqu'il se jette dans la politique, en restant exclusivement

(1) C'était l'emplacement d'un ancien jeu de mail, *Mall*, et une promenade qui longe le parc de Saint-James.

écrivain. Il devient très important aux yeux de son parti, plus encore auprès du gouvernement qu'il sert; mais cette importance, il en abuse, parce qu'il l'exagère; il la défend, parce qu'on la conteste; il obtient des ménagemens, même des caresses, sans être toujours considéré de ceux qui le flattent; il régente plus qu'il n'influe, gourmande sans persuader, sert en grondant, pense dominer en causant, agir en écrivant, se plaint de n'être pas assez écouté, et menace incessamment d'abandonner ceux qui se perdraient, dit-il, s'il ne les sauvait tous les jours.

« Le docteur n'est pas seulement notre favori, disait le garde du grand sceau Harcourt, il est notre gouverneur. » Il était surtout le lien entre les deux principaux ministres, et dès lors ce lien n'était pas inutile. On voit dans ses lettres que Swift aimait au fond le chancelier de l'échiquier plus que le secrétaire d'état; l'un avait plus de douceur et de liant dans le commerce, l'autre plus de verve et de piquant; là plus d'égalité, ici plus de vivacité; l'un blessa quelquefois Swift en lui offrant trop naïvement de l'argent et trop facilement des espérances qu'il ne réalisait jamais; l'autre, à la fois plus grand seigneur et plus homme de lettres, ne le contrariait qu'en le forçant à boire trop de vin de champagne, et en l'obligeant à des séances de table au-dessus de sa santé et de sa condition. Swift, qui trouvait Harley un peu trop whig et Saint-John un peu trop tory, les tempérait l'un par l'autre et leur faisait à tous deux du bien. Il finit par soupçonner que l'un avait plus de sagesse et l'autre plus de génie, puis il s'aperçut que leur différence de nature tournait à l'incompatibilité d'humeurs, et il désespéra enfin de les unir et de les sauver; mais dans les premiers mois il ne trouvait que profit et plaisir dans leur commerce. On ne pouvait se passer de lui. Il devait à ses rapports avec le gouvernement de vivre dans une société charmante. « Les ministres, écrivait-il, sont de bons et braves enfans pleins de cœur; je les traite comme des chiens, parce que je m'attends à en être traité de même. Ils ne m'appellent que Jonathan, et j'ai dit que je croyais qu'ils me laisseraient Jonathan comme ils m'avaient trouvé, n'ayant jamais vu un ministre faire quelque chose pour ceux dont il fait les compagnons de ses plaisirs; mais je m'en moque.» « Le diable soit du secrétaire (d'état) ! dit-il une autre fois : quand je suis venu le voir ce matin (31 octobre 1711), il avait du monde; mais il m'a dit de venir dîner chez Prior aujourd'hui, et que nous ferions toutes nos affaires dans l'après-dîner. A deux heures, Prior me prévient par un mot qu'il a un autre engagement. Le secrétaire et moi, nous allons dîner chez le brigadier Britton; nous restons à table jusqu'à huit heures, nous devenons gais; adieu les affaires. Nous nous quittons sans fixer un moment pour nous retrouver. C'est le défaut de tous les

ministres actuels : ils me tourmentent à mort pour avoir mon assistance, font reposer là-dessus tout le poids de leurs affaires, et puis ils laissent échapper toutes les occasions. »

IX.

La situation des choses n'était pourtant pas des plus simples. Il fallait satisfaire et contenir à la fois tout un parti. « Harley, disait Swift, est comme un isthme entre les whigs et les tories violens. » En écrasant de puissans adversaires, on devait éviter de s'en faire de nouveaux; défendre la monarchie de 1688, ménager ses ennemis, maintenir la maison de Hanovre en s'appuyant sur des jacobites; exciter et contenter la passion de la paix, en poussant la guerre avec une vigueur suffisante; essayer enfin d'anéantir les amis de Marlborough, sans attaquer Marlborough, et de lui laisser son commandement en annulant son influence. Et toute cette tâche si compliquée devait être menée à bien par un ministère dont le chef apparent était un homme d'un esprit étroit, de formes rudes, sans pénétration, sans dextérité, car tel était Rochester. Mais Harley avait éminemment tout ce qui lui manquait, et cependant on doute que Harley eût réussi, même pour un temps, si Bolingbroke n'avait été ministre des affaires étrangères.

Saint-John, tombé du pouvoir, disait avec une certaine ingénuité : « J'ai bien peur que nous ne soyons arrivés à la cour (au ministère) avec les dispositions qui animent tous les partis, que le principal ressort de nos actions n'ait été le désir d'avoir dans nos mains le gouvernement de l'état, que nos principales vues n'aient eu pour objet la conservation de ce pouvoir, de grands emplois pour nous, de grands moyens de récompenser ceux qui avaient servi à notre élévation et de frapper ceux qui s'y étaient opposés; » mais il ajoute : « Il est vrai cependant qu'à ces considérations d'intérêt privé et d'intérêt de parti, il s'en mêlait d'autres qui avaient pour objet le bien public, ou du moins ce que nous regardions comme le bien public. »

Nous dirons, d'après lui, comment on pourrait concevoir la politique générale dont il devint le principal instrument.

Celle de Guillaume III avait été une politique personnelle. Elle subordonnait le roi d'Angleterre au stathouder des Provinces-Unies, ou plutôt la grande pensée d'une nouvelle union d'états réformés, Angleterre, Hollande, Écosse, Irlande, union dont il aurait été le fondateur et le chef, d'une sorte de république protestante, rivale de la monarchie absolue et catholique de Louis XIV, dominait cet ambitieux esprit, et les forces, les partis, les institutions de son nouveau royaume, n'étaient pour lui que des moyens plus ou moins efficaces

et pliables dans ses mains pour réaliser ses grands desseins. Cette politique personnelle était guerrière. Les opinions et les passions des whigs s'y étaient accommodées, et le mouvement imprimé aux affaires par l'extension de la dette et la circulation des effets publics, par cette sorte d'activité commerciale que la guerre développe, avait rattaché à ce système tout ce qui spécule dans les grandes villes, tout le monde financier, *moneyed interest*, lié dès longtemps aux opinions des whigs. Tel n'était pas le monde foncier, l'intérêt territorial, *landed interest*, c'est-à-dire le fond permanent de la nationalité anglaise. Par leurs idées, leurs goûts et leurs calculs, les propriétaires des champs, surtout la classe moyenne des provinces, ne cherchaient ni les nouveautés, ni les aventures. Une politique conservatrice et pacifique était leur politique naturelle. Ils avaient pu accidentellement, par entraînement ou par nécessité, consentir à la révolution, acquiescer à la guerre; mais pousser l'une ou l'autre à outrance n'était pas de leur goût. Une réaction contraire s'était dès longtemps manifestée parmi eux. Or là était, aux yeux de Saint-John, l'intérêt continu et général de la société, le véritable esprit anglais, fidèle aux traditions de la monarchie et de l'église. C'est dans ce milieu qu'il fallait replacer le gouvernement, c'est sur ce point d'appui qu'il fallait le poser. Suivre ou plutôt conduire le mouvement qui ramenait ainsi l'Angleterre à elle-même, telle devait être la politique du cabinet de 1710; et si dans cette direction il se rencontrait, chose inévitable, avec le parti des rois exilés, si, comme on devait s'y attendre, les intérêts et les principes jacobites servaient cette politique ainsi qu'ils en étaient servis, il ne fallait pas repousser cette sorte d'auxiliaires, il ne fallait ni s'effrayer, ni se formaliser puérilement de leur secours. Tout au contraire, le moyen devait être accepté en faveur du but; le mouvement donné devait être suivi à tous risques; rien ne devait être exclu de ce qui pouvait rasseoir sur ses véritables bases le gouvernement national.

C'est quelques années plus tard que Saint-John donnait de sa conduite une explication systématique qui ressemble à ce qu'on vient de lire. Au moment de l'action, il pouvait bien appeler en aide à ses combinaisons de parti et d'ambition quelques idées générales, c'est un besoin de tous les temps pour les esprits distingués : on aime à trouver la maxime de ses actions; mais il est probable que les circonstances, les engagemens parlementaires, l'état de la cour, les caractères, les goûts, les antipathies, les doutes qui planaient encore sur la succession au trône, la possibilité d'une contre-révolution entrevue ou cherchée, l'intérêt de la défense, le besoin du succès, le désir d'une revanche, mille causes particulières enfin contribuèrent encore plus puissamment à déterminer et le langage et la marche du

cabinet, dont Rochester, Harley et Saint-John pouvaient, à divers titres, être regardés comme les chefs.

Tous les yeux étaient fixés sur les élections. Elles furent moins défavorables aux whigs qu'on ne devait s'y attendre. Les deux partis revinrent en force à peu près égale. C'était, dit-on, le vœu secret de Harley. Il n'aimait pas les majorités qu'il faut suivre sans regarder derrière soi. La servitude des partis compromet ceux qui la subissent, et il cherchait à s'y soustraire en les opposant les uns aux autres. Plus habile à les jouer qu'à les maîtriser, il aurait voulu contenir les animosités des vainqueurs, et surtout contre Marlborough. Du moins désirait-il rester étranger à tout ce qui serait tenté contre lui. « Pour ce qui regarde le grand homme, écrivait Saint-John, sa position future dépendra de lui-même. Les choses avaient été portées si loin, que nous ne reviendrons jamais à un pareil esclavage. Il faut qu'il abandonne ceux qui l'ont fait agir jusqu'à présent. Il est sage sans doute, et j'ose dire que c'est en dépit de son propre jugement qu'il s'est laissé entraîner dans les mesures violentes de cette faction; mais je ne répondrais pas qu'il ne se laissât entraîner encore. » En lui annonçant la formation du ministère, la reine avait prévenu le général en chef qu'il ne devait pas compter sur les remerciemens accoutumés du parlement. Du premier coup d'œil, l'homme d'état avait jugé sa situation. Dans une lettre très remarquable qu'il écrit à la duchesse, il annonce une patience à toute épreuve tant qu'il pourra servir, et il compte sur ses services pour prévenir ou grandir sa retraite. « Je sais bien, dit-il, qu'il faudra souffrir deux ou trois mois. » Contrarié même dans son commandement, il se résigna, ne voulant pas être accusé de quitter son armée par dépit politique et de préférer le pouvoir à la gloire. Fort du cordial appui du prince Eugène et de la confiance des Hollandais, il espérait encore s'imposer au nom de la grande alliance et du droit de la victoire. A son retour en Angleterre, il dissimula tout ressentiment; il évita les hommages du public, reçut les ministres avec courtoisie, et quand on le sondait pour l'attirer aux tories, qu'on essayait de le placer entre une rupture avec les whigs et le danger d'une accusation parlementaire, il répondait avec un calme impénétrable qu'il n'était d'aucun parti et ne servait que la reine et l'état. Anne entendit de lui le même langage. Dans une audience qu'il eut d'elle le 17 janvier 1711, il lui porta une lettre où la duchesse exprimait sa douleur d'être séparée de sa maîtresse. Il essaya d'obtenir que le moment où elle quitterait la cour fût ajourné. La reine ne répondit qu'en demandant qu'elle lui renvoyât la clé d'or. Lady Marlborough la lui renvoya le lendemain avec sa démission de tous ses emplois, hors le gouvernement du parc de Windsor qu'elle avait pour un certain nombre d'années. La du-

chesse de Somerset lui succéda comme maîtresse de la garde-robe (*groom of the stole*), et la garde de la cassette privée fut confiée à la fidèle Abigaïl.

Docile aux passions de son parti, Saint-John mit sous les yeux de la chambre l'état des affaires d'Espagne et les mesures ordonnées par la reine pour y relever l'honneur de ses armes. Après une campagne assez brillante, Stanhope avait été surpris par Vendôme à Brihuega et forcé de capituler avec son corps d'armée. La victoire de Villaviciosa, remportée deux jours après sur les troupes impériales, était venue réveiller le souvenir de la bataille d'Almanza, gagnée sur lord Galway par le maréchal de Berwick. Galway ou plutôt le comte de Ruvigny, Français réfugié, et Stanhope étaient whigs. On eut l'idée de s'enquérir du système de guerre suivi en Espagne; on trouva qu'il avait été prescrit ou accepté par le dernier ministère, et comme il n'avait pas réussi, le parlement décida, contre l'autorité de Marlborough, que ce système était mauvais, remercia publiquement le comte de Peterborough, qui l'avait combattu, et blâma lord Galway, qui l'avait proposé, lord Sunderland, qui l'avait approuvé.

La réaction marchait à grands pas sous les auspices d'un parti vindicatif. Déjà le ministère ne la contentait plus. Harley surtout était accusé de faiblesse ou d'arrière-pensée. Dans la majorité parlementaire, ces propriétaires de campagne, *squires*, hobereaux, gentillâtres, qui ont de l'indépendance et de la probité, mais nul discernement, nulle modération, et qui, s'ils tiennent aux conditions de la tranquillité publique, comprennent peu celles de la grandeur de l'état, toléraient impatiemment les ménagemens du cabinet pour lord Marlborough. Celui-ci, dont la souplesse égalait l'orgueil, renouvelait ses professions de désintéressement, désavouant tout, consentant à tout, fatiguant les whigs par son impartialité affectée, et parmi ses ennemis désarmant les sages, tandis qu'il enhardissait les violens. La reine avait grande envie d'être avec les derniers. Quand il lui disait qu'il était sans ambition, elle regrettait, disait-elle, de ne pouvoir le mettre à la porte en lui riant au nez. Les réunions parlementaires songeaient à chercher dans la gestion du général quelque motif d'accusation; mais les ministres, peu sûrs encore de la paix, ne croyaient prudent ni pour l'Angleterre ni pour eux de disgracier un chef toujours victorieux. Un gouvernement sensé ne se sépare pas volontiers d'une pareille gloire. On craignait au contraire que Marlborough dégoûté ne quittât son commandement, et Saint-John, qui avait avec lui de bons rapports, cherchait dans de secrets pourparlers les moyens de le séparer des whigs. Swift lui-même, si prompt à ressentir toutes les animosités de parti, ne croyait pas le moment venu d'éclater contre Marlborough. Dans l'*Examiner*, dont

il ne s'avouait pas l'auteur, il relevait bien en toute occasion ce que coûtaient à l'état et les triomphes et le triomphateur. Il opposait le compte de la reconnaissance romaine envers un général vainqueur au compte de l'ingratitude britannique, et il calculait que les frais de la première s'élevaient à 994 livres sterling, tandis qu'à la fin de 1710 Marlborough avait coûté à la seconde la modeste somme de 540,000. Dans le numéro 28, du 8 février 1711 v. s., il donna comme traduite du latin une prétendue lettre à Crassus après la conquête de la Mésopotamie, satire sanglante où chaque mot déchire celui dont elle proclame l'habileté et la gloire. Cependant Swift nous raconte que lord Rivers se plaignait devant lui que l'*Examiner* traitât trop poliment Marlborough, et il épuisait son éloquence pour persuader aux extrêmes tories d'être plus modérés ou plus patiens. Saint-John, qui les caressait beaucoup, ne pouvait non plus en cela se résoudre à leur complaire; mais leur mécontentement ne retombait pas sur lui : c'est Harley qu'ils accusaient, et la reine même, qui ne voyait guère dans la politique que les questions de personnes, commençait à se défier d'un zèle qui n'épousait pas ses antipathies. Avec l'autorité du ministère, celle de Harley aurait fini peut-être par s'ébranler, si un incident imprévu n'était venu la raffermir.

Un Français du pays des Cévennes, l'abbé de la Bourlie, frère du comte de Guiscard, lieutenant-général, avait compromis son nom et son état dans tous les dérèglemens de jeunesse qui commencent la vie des aventuriers. On disait même qu'il avait enlevé des religieuses, extorqué de l'argent par la torture, empoisonné une maîtresse qui le gênait, mérité enfin d'être pendu en effigie dans la capitale du Rouergue. Puis, reprenant son épée de gentilhomme, il s'était jeté parmi les révoltés du haut Languedoc, les appelant à la liberté civile et religieuse par des harangues imitées du Catilina de Salluste; c'est du moins ce qu'on lit dans ses mémoires. Cette entreprise ayant échoué, il s'était fait, sous le nom de marquis Antoine de Guiscard, accueillir à la cour de Savoie, encourager par le prince Eugène, et vers 1706 il était venu en Angleterre. Là il s'était adressé à Saint-John, alors secrétaire de la guerre, qui aimait les Français et ne haïssait pas les aventuriers, quand ils étaient hommes de plaisir. Une sorte d'intimité s'établit entre eux, et la vertu n'en fut pas le lien. Guiscard avait des besoins et des projets. Il pressa les ministres, et on lui donna à commander des régimens de protestans réfugiés qui formaient un corps de débarquement réuni à Torbay pour tenter une expédition sur notre littoral. Au moment de partir, on reconnut un peu tard que ses plans ne reposaient sur rien de sérieux, et comme lord Galway, qui guerroyait en Espagne, demandait du renfort, une partie du corps expéditionnaire fut dirigée sur le Portugal. A la ba-

taille d'Almanza (25 avril 1707,) Guiscard commandait un régiment de dragons qui fut taillé en pièces; puis il revint en Angleterre sans emploi et sans solde. Il commençait à être estimé ce qu'il valait. Il sollicitait une pension; c'était sous le précédent ministère, et, peu recommandé par sa liaison avec Saint-John, sa demande était restée sans effet. Quand il vit au pouvoir son ancien ami, il conçut plus d'espérance; mais tous deux s'étaient, dit-on, récemment querellés pour une femme. Faiblement appuyé, Guiscard obtint cependant une pension de 500 livres sterling, réduite aussitôt à 400, et mal assurée faute d'affectation sur aucun fonds déterminé. Dans son mécontentement, il songea à faire sa paix avec la France, ce qui n'était guère possible qu'en trahissant l'Angleterre. Il adressa à Paris des lettres dirigées par le Portugal qui revinrent dans les mains du gouvernement. On n'a jamais bien su ce qu'elles contenaient, probablement des avis en l'air et de fausses révélations. On le fit surveiller, entourer par des gens qui, en jouant avec lui, en buvant avec lui, pénétrèrent dans sa confidence. On sut qu'il avait voulu faire passer une lettre dans la correspondance commerciale d'un marchand de la Cité. Elle fut saisie; elle contenait des preuves de trahison flagrante, et le lendemain d'un jour où il avait été reçu par la reine pour lui demander l'augmentation et le paiement exact de sa pension, il fut, en vertu d'un mandat signé, selon l'usage, par le secrétaire d'état, qui n'était autre que Saint-John lui-même, arrêté dans le parc de Saint-James sous prévention de haute trahison. Les messagers de la reine le conduisirent à Cockpit (1), donnant les signes d'un violent désespoir (19 mars 1711). Dans la chambre où il fut retenu, il trouva moyen de se saisir d'un canif sans être vu de ses gardiens. Conduit bientôt devant un comité du conseil privé où siégeaient les principaux ministres, il montra d'abord une assurance effrontée; mais lorsqu'il vit qu'on lui représentait sa lettre, il demanda à parler en particulier au secrétaire d'état qui l'interrogeait. Saint-John lui répondit que cela était impossible; que, prévenu d'un crime, il devait s'expliquer devant tout le monde. Comme il s'obstinait, on sonna pour le faire emmener. « Voilà qui est dur, dit-il. Quoi! pas un mot! » Saint-John était assez loin de lui et hors de sa portée. Guiscard s'approcha de la table, et, se précipitant sur Harley, il s'écria : « Alors voilà pour toi. » Et il le frappa avec une grande force de deux coups de canif. La lame se brisa contre les os de la poitrine. Cependant Harley tomba. « Le misérable l'a tué! » s'écria Saint-John, et il tira son épée. Le duc de Newcastle en fit autant, et tous deux se jetèrent sur le meurtrier. Les gardes accoururent et le frappèrent à leur tour

(1) Près de White-Hall; c'était l'office du conseil privé.

pour s'emparer de lui, car il se débattait vigoureusement. Enfin on parvint à le dompter. Il poussait des cris de fureur et disait au duc d'Ormond, toujours en français : « Mylord, que ne m'expédiez-vous tout de suite? — Ce n'est pas l'affaire des honnêtes gens, lui répondit Ormond dans la même langue; c'est l'affaire d'un autre. »

Guiscard était grièvement atteint, il languit quelques jours, et après avoir plusieurs fois vu les ministres, à qui il ne dit rien que de vague et d'obscur, il mourut, mais, à ce qu'on prétendit, d'une blessure reçue par derrière dans sa lutte contre les officiers de police. Une loi fut rendue pour les exempter de toute poursuite, et l'on eut soin de bien établir que ce n'était pas le coup d'épée de Saint-John qui l'avait tué. Le mystère de toute cette aventure occupa beaucoup le vulgaire, qui croit toujours avec peine aux crimes fortuits et extravagans, et l'on essaya de découvrir quelque manœuvre de gouvernement dans les complots désespérés et le brusque attentat d'un forcené qui manquait de sens. Cependant ce qui domina dans le monde, ce fut un vif intérêt pour Harley. Au premier moment de sa blessure, qui pouvait être mortelle, il avait montré beaucoup de calme et de générosité. On reconnut bientôt qu'elle n'était pas dangereuse; mais il s'en était fallu de bien peu que le cœur ne fût percé. Harley resta malade quelque temps; toute la ville s'occupa de lui; on dit même qu'il prolongea les soins que son état réclamait, pour ajouter à l'effet de l'événement. Après sa guérison, il fut complimenté par les deux chambres, qui prirent cette occasion de recommander à la reine de se préserver des attentats des papistes, précaution très opportune après le crime d'un abbé défroqué, camisard d'occasion, mécréant par principe, renégat de toutes les croyances.

Le chancelier de l'échiquier n'était pas tout à fait rétabli, lorsqu'un second événement vint élever sa fortune au niveau de sa popularité, renouvelée par un péril récent. Rochester mourut à l'improviste (mai 1711). Délivré d'un chef inhabile et importun, Harley fut nommé lord trésorier et promu à la pairie avec le titre de comte d'Oxford et Mortimer. Le duc de Buckingham, cher à la haute église, malgré son libertinage d'esprit, fut président du conseil, et l'on donna peu après la charge de lord du sceau privé, vacante par la mort du modéré duc de Newcastle, à Robinson, évêque de Bristol, nomination singulière, qui devait, disait-on, rattacher à jamais le clergé au chef du cabinet. L'exemple ne s'est pas reproduit : il n'est pas d'usage que les évêques soient ministres. « Il est impossible, écrivait dans les premiers momens le secrétaire d'état à lord Raby, qui avait remplacé lord Townshend à La Haye, il est impossible de vous exprimer la fermeté et la magnanimité que M. Harley a montrées dans cette étrange circonstance. Moi qui l'ai toujours admiré,

jamais je ne l'ai admiré autant; un coup si soudain, une blessure si aiguë, la confusion qui s'ensuivit, ne purent changer sa contenance ni altérer sa voix. Vous serez étonné si je vous dis que les whigs de la chambre des communes, dans une occasion faite pour exciter l'indignation de tout homme qui prétend aux sentimens ordinaires d'humanité, ont eu l'air indifférent. Et quand l'affaire est venue à la chambre des lords, ils ont quitté leurs siéges, et ne pouvant pendre M. Harley, ils ont résolu de ne montrer aucun ressentiment contre Guiscard pour l'avoir poignardé. » C'est cependant de ce moment que les nuances qui distinguaient les deux ministres devinrent des ombrages, et les ombrages des ressentimens. Au moment de cette blessure, Harley était en perte d'influence. Or cette blessure, elle pouvait être destinée à Saint-John, ses amis du moins affectaient de le dire. Pourquoi avait-elle profité à la fortune de Harley? On avait parlé un moment d'une triple promotion à la pairie, dans laquelle tous deux auraient été compris avec Harcourt. Pourquoi une seule avait-elle eu lieu? En restant à la chambre des communes, Saint-John, plus mécontent qu'affaibli, plus maître de son action, demeurait seul en contact journalier avec le gros du parti : il était le ministre parlementaire; mais Harley attirait à lui cette sorte de suprématie attachée au gouvernement des finances et à la distribution des faveurs et des emplois. Or Saint-John était jaloux : c'est un trait constant de son caractère. « M. Harley depuis son rétablissement, écrivit-il au comte d'Orrery, n'a pas du tout paru au conseil, ni à la trésorerie, et très rarement à la chambre des communes. Nous qui passons pour être de son intimité, nous avons peu d'occasion de le voir et aucune de causer librement avec lui. Comme il est l'unique canal par lequel passe le bon plaisir de la reine, tout reste et tout doit rester dans une stagnation complète, jusqu'à ce qu'il lui plaise de se montrer et de rendre aux eaux leur courant. » Oxford aurait pu répondre que, s'il se réservait tous les priviléges de sa place, Saint-John cherchait à lui dérober tantôt le mérite de ses actes, tantôt la réalité de la direction. Par exemple, il avait soutenu ou insinué, contre les aveux de Guiscard mourant, que le coup de canif lui était destiné; n'était-ce pas pour s'attirer une popularité à laquelle il n'avait aucun droit? Quant au pouvoir effectif, que devait penser le lord trésorier, lorsque le 4 juin, trois jours après avoir prêté serment en sa nouvelle qualité, il avait la surprise de recevoir la demande de 28,000 livres sterling pour envoi d'armes et de marchandises au Canada? Cette dépense se rattachait à une expédition projetée sur cette partie du nord de l'Amérique, et Oxford a écrit que sa résistance à faire les fonds demandés irrita vivement Saint-John, qui lui apporta pour la vaincre un ordre exprès de la reine.

Il céda, mais, à l'en croire, il y avait là quelque opération illicite dans laquelle on a prétendu que mistress Masham était intéressée. L'expédition avait été concertée avec elle et conseillée à la reine par Saint-John, pour donner un commandement au brigadier Hill, frère de la favorite. Le secrétaire d'état s'était occupé avec un zèle tout particulier de ce projet, qu'il regardait comme son œuvre et qui eut l'issue la plus malheureuse (octobre 1711). Le revers fut très sensible au cabinet dont c'était la première entreprise, et qui, affrontant les reproches qu'il adressait aux précédens ministres, l'avait ordonnée, sans l'aveu du parlement. Saint-John, d'abord très mortifié, s'en consola dans l'intérêt de la paix. Quant à la spéculation qui lui est reprochée, on n'en sait rien que l'affirmation d'Oxford, qui impute au chancelier Harcourt d'avoir dit qu'un gouvernement ne vaudrait pas la peine d'être servi, s'il ne permettait de tels profits à ses serviteurs.

Comme Saint-John ne négligeait aucun moyen de se créer une clientèle propre et même un parti, il forma vers ce temps un club choisi, qui, sous l'apparence d'une réunion inspirée par le goût de l'esprit et des lettres, pouvait devenir une coterie dévouée. Les clubs étaient déjà fort à la mode. Le *Beefsteak-Club*, qui existe encore, avait été fondé en l'honneur du vin et de la bonne chère. *Kit-cat-Club*, quoiqu'il portât le nom d'un pâtissier célèbre par ses pâtés de mouton, était devenu, depuis 1699 que lord Somers l'avait fondé avec Prior et Congrève, une association politique animée de l'esprit des whigs. Le club du Cellier (*the Cellar*) appartenait à la même opinion. Bolingbroke se moque quelque part *des beaux esprits du Kit-cat et des sages du Cellar*. On parlait avec scandale d'une société mystérieuse qui, sous le nom odieusement équivoque de *Club de la tête de veau* (*Calve's head Club*), passait pour célébrer d'une manière peu monarchique le jour de la décapitation de Charles Ier. Enfin un véritable club politique, ou plutôt une réunion parlementaire où siégeait un tiers de la chambre des communes, s'était formé sous le nom de *Club d'octobre*, pour représenter et soutenir les principes les plus purs de la haute église. Dans cette société d'ultra-tories, qui se réunissait à la taverne de la Cloche, près de Westminster, abondaient ces *squires* si souvent décrits dans les romans anglais, ces gentilshommes de campagne (*country gentlemen*), grands amateurs de la bière nouvelle brassée *en octobre*, défenseurs de l'intérêt territorial, des doctrines de loyauté et presque d'absolutisme, sectateurs intolérans de l'orthodoxie anglicane. Là le ministère trouvait un appui, un aiguillon, un embarras. La prudence de lord Oxford y était souvent taxée de lâcheté ou de perfidie, et Saint-John, accueilli comme un jeune homme qui n'aurait demandé qu'à bien faire, allait

y dîner quelquefois avec William Bromley, et s'y ménageait une faveur bienveillante qui ne fit que s'accroître avec le temps. Son ardeur convenait au tempérament de l'assemblée. Les tavernes principales étaient chacune le lieu de réunion habituelle de quelque société particulière formée par une communauté d'opinion ou de goût. Londres était en outre rempli, à cette époque, de maisons à café et à chocolat (*coffee houses, chocolate houses*), très fréquentées du monde politique et littéraire. Ces cafés, qu'on imita bientôt sur le continent, étaient des lieux de conversation et de jeu, où les hommes connus, influens, vivaient pour ainsi dire en public. On y donnait les nouvelles, on y discutait les questions, on y écrivait des lettres et des articles; les orateurs et les auteurs s'y rencontraient avec les journalistes et les critiques. Là se traitaient des affaires de toutes sortes. Voltaire, qui, seize ans après, visita ces établissemens, en a décrit un semblable dans sa comédie de *l'Écossaise*, et tels furent les antécédens des clubs si nombreux qui aujourd'hui sont à Londres une des conditions de la vie sociale.

Le club que fonda Saint-John était plus choisi (juin 1711). Il devait éviter *l'extravagance du Kit-cat, l'ivrognerie du Beefsteak*, et prendre le titre de club des frères (*Brothers' Club*). C'est le nom que les membres se donnèrent entre eux, et leurs femmes mêmes, parmi lesquelles il y avait des duchesses, furent quelquefois appelées *sœurs*. La réunion, très recherchée, très élégante, au moins pour l'esprit, n'était que de douze en commençant, et ne devait jamais beaucoup s'étendre. « Elle a pour but, dit Swift, la conversation et l'amitié, et l'on n'y admettra que des hommes d'esprit et d'influence. » C'est là qu'auprès des ducs d'Ormond et de Shrewsbury, de Masham à cause de sa femme, et de Hill à cause de sa sœur, siégeaient, avec Swift et Prior, Arbuthnot, l'ami de Pope et le médecin de la reine, et sir William Wyndham, l'ami de Saint-John et son émule pour la grâce des manières, le goût du plaisir et le talent de la parole. Cette société intime, qui se réunissait tous les jeudis, qui faisait le fonds du salon de Saint-John et de celui de mistress Masham, ne fut pas sans action sur les affaires, et servit pendant un temps à tenir unis autour d'un centre commun des hommes qui auraient pu se partager entre les deux chefs du cabinet. Oxford y fut, dès l'origine, représenté par son fils, lord Harley; mais l'esprit de Saint-John y dominait. Toutefois, à côté de la politique, il y avait dans cette réunion, au moins pour certains membres, quelque arrière-pensée d'une fondation qui aurait pu ressembler à l'Académie française, et c'est de là que sortit le *Scriblerus' Club*, que Swift, Pope, Gay, Arbuthnot, ont rendu célèbre dans l'histoire de la littérature de leur pays.

Une rupture était impossible entre les ministres tant que la ques-

tion de la guerre ou de la paix n'était pas résolue. Il y avait entre eux un secret qui les unissait plus que ne les divisaient leurs caractères, c'était leur participation commune aux menées d'une diplomatie occulte qui sera bientôt expliquée. L'un ne pouvait éclater contre l'autre, qu'il ne sût à quoi s'en tenir sur le succès de leur périlleuse entreprise, et, sans mutuelle confiance, ils marchaient avec un accord apparent qui ne trompait pas la malveillance clairvoyante de l'opposition, mais qui suffisait pour rendre vains tous ses efforts. Swift, qui avait la confiance de tous deux, s'appliquait à éclaircir les malentendus, à prévenir les dissidences. Tous deux se disputaient sa conversation et son amitié. C'était à qui, lorsqu'on allait à Windsor, le mènerait avec lui, et il trouvait ces voyages charmans, quoiqu'il y constatât d'ordinaire que la reine ne le connaissait pas, et que leur protection avait peu avancé ses affaires auprès d'elle. Il se lia dans ce temps davantage avec Saint-John, qui, plus inquiet et plus irritable, avait besoin de paroles calmantes et de sages conseils. Oxford comptait sur le temps pour tout arranger. Il ne s'alarmait pas aisément, et lorsque Swift cherchait à éveiller sa sollicitude pour quelque affaire, même pour les siennes, il lui fermait la bouche avec ces paroles françaises : « Laissez faire à don Antoine. » Saint-John, quoiqu'il contînt ses impressions propres, ne dissimulait pas qu'il eût autrement conduit les choses, s'il avait été le maître; mais il ne l'était point : la reine ne le trouvait point assez animé contre les Marlborough. Mistress Masham n'avait de vraies conférences politiques qu'avec Oxford, au point qu'on se croyait obligé, pour détourner la médisance, de faire remarquer qu'elle n'était pas jolie. Saint-John cherchait à s'assurer de plus en plus le zèle de ceux que négligeait son chef. Il emmenait Swift à la campagne de Buckleberry, terre en Berkshire, qu'il tenait de sa femme, et s'y faisait admirer du docteur pour son aisance avec les gens de province et sa transformation en propriétaire rural. Swift prenait goût à voir se développer devant lui cette nature riche et flexible d'un gentilhomme propre à tout, et on lit, à quelques pages de distance, dans son journal, les lignes suivantes : « Lord Radnor et moi, nous nous promenions dans le mail ce soir, et M. le secrétaire nous rencontra, fit un tour ou deux, puis il s'échappa, et nous avons cru tous les deux que c'était pour aller ramasser quelque femme. » — « Je suis allé de bonne heure aujourd'hui chez le secrétaire, mais il était sorti pour faire ses dévotions et recevoir le sacrement. Bien des roués en font autant. Ce n'est point affaire de piété, mais de fonctions, pour se conformer à l'acte du parlement. » — « Je regarde Saint-John comme le plus grand jeune homme que j'aie connu. Esprit, capacité, beauté, promptitude à saisir, beaucoup d'instruction et un goût excellent; le meilleur orateur

de la chambre des communes, une conversation admirable, un bon naturel, de bonnes manières; généreux et méprisant l'argent. Son unique défaut est de prendre avec ses amis un ton plaintif, comme s'il était accablé du fardeau des affaires, ce qui a certain air d'affectation, et il tâche trop de mêler l'élégant gentilhomme et l'homme de plaisir avec l'homme d'affaires. Que peut-il y avoir en lui de vérité et de sincérité? Je ne sais. Il n'a que trente-deux ans, et il a été plus d'un an secrétaire d'état. »

Nous accorderons à Swift que, par le talent de l'orateur et la sagacité du diplomate, Saint-John était à la hauteur de ses fonctions. Ce n'est pas l'habileté qui manquait à sa politique, c'est plutôt sa politique qui aurait compromis son habileté. Rien pour les affaires ne vaut un bon jugement dans une âme honnête. Il y avait dans la conduite d'un ministre, tory par calcul et par goût plus que par principes, homme de parti par ses passions plus que par ses doctrines, obligé par position de défendre un établissement révolutionnaire en s'aidant des ennemis de la révolution, engagé d'honneur à la cause de la succession protestante, sans la résolution de rompre à jamais avec la succession opposée, appelé à faire la guerre en désirant la paix, à rechercher la paix sans faiblir devant l'ennemi, sans trahir des alliés, condamné à se garder de la majorité qui le soutenait, du général qui servait sa diplomatie, du chef même du ministère qui l'avait adoptée; il y avait, dis-je, dans une telle situation une fausseté et une complication qui défiait toute la dextérité du plus adroit, toute la prudence du plus sage, tout le courage du plus intrépide.

X.

Cependant il avait eu le mérite et le bonheur de s'attacher, dans toute cette confusion, à une idée simple, celle de la paix. Il croyait sincèrement que la paix était un grand bien, et que la paix était possible. Consciencieux sur ce point, lui qui ne l'était guère dans le reste, il se soutint par là, et crut que ce seul succès répondrait à tout. Si l'on ne juge ni ses motifs, ni ses moyens, on reconnaîtra que là était toute la moralité et toute la puissance de sa politique.

Dès l'année 1706, la France avait désiré la paix. Elle avait essayé de plusieurs médiateurs. Encore saignante du coup reçu à Ramillies, elle offrait des conditions modestes, l'abandon pour le duc d'Anjou des royaumes d'Espagne et des Indes, ou de toutes possessions en Italie, la concession à la Hollande d'une frontière protégée par cette ligne de places fortes qu'on appelait la Barrière; mais l'Angleterre et la Hollande suspectaient ou calomniaient la sincérité de

la France. Ses offres ou plutôt ses demandes furent repoussées. « Le succès de leurs armes, dit Torcy, les avait aveuglés au point de rejeter la paix que Louis XIV demandait aux conditions même les plus dures. »

Lorsqu'on négocie les armes à la main, on ne renonce pas en traitant à combattre ses ennemis, à leur nuire du moins et à les diviser si l'on peut. On est donc toujours exposé au reproche de mauvaise foi, surtout si l'adversaire est fier et jaloux. Lorsqu'en 1709 Louis XIV demanda à traiter, qu'il envoya presqu'à tout risque Torcy, son ministre, à La Haye, il était réduit à la dernière extrémité; une paix glorieuse, trop glorieuse pour la grande alliance, semblait facile. Le vieux roi consentait à abandonner son petit-fils, à traiter sans lui, il ne refusait que de lui faire la guerre. On voulut l'y réduire. C'était un affront gratuit, qui révolta tout ce qu'il y avait de grand dans son âme. Il résista noblement, et, pour la première fois de sa vie, il en appela aux sentimens de son peuple. Ce beau mouvement devait avoir sa récompense. Le grand-pensionnaire Heinsius, tout rempli de l'esprit de Guillaume III, son maître et son ami; Marlborough, avide de gloire, de richesse et de puissance; Townshend, whig hardi et décidé, qui négociait en homme de parti peut-être plus qu'en homme d'état, avaient découragé, trompé le plénipotentiaire français pour humilier son maître. Ils haïssaient assez Louis XIV pour le soupçonner de perfidie contre l'évidence. Ils avaient assez éprouvé la fortune pour compter sur elle et s'assurer qu'ils en pouvaient abuser. Ces passions du patriotisme leur permettaient de céder à des passions moins désintéressées, et de s'obstiner dans une guerre qui faisait leur puissance et le désespoir de leurs adversaires. Il arrive souvent que, par entêtement d'amour-propre ou par routine de l'esprit, on persiste dans la politique où l'on est engagé sans regarder si l'on est suivi et si elle n'a pas cessé d'être conforme à l'intérêt de ceux mêmes dont elle a d'abord servi la fortune.

Tout en faisant d'énergiques efforts pour se défendre, Louis XIV ne s'arrêta pas dans la voie des concessions. Il les poussait jusqu'aux dernières limites, vers la fin de 1709, lorsque Townshend, voulant fixer aux négociations une limite qu'on ne pût franchir, prit sur lui de conclure avec les états-généraux le fameux traité de la Barrière. La Grande-Bretagne et la Hollande y prenaient sous leur commune et mutuelle garantie la succession protestante dans la maison de Hanovre et le maintien dans les Pays-Bas d'une ligne de forteresses qui cessaient ainsi de pouvoir être l'objet d'aucune transaction. Ce traité, qui créait un nouvel obstacle à la paix, devint en Angleterre l'objet des critiques de la presse, et une preuve souvent invoquée qu'il y avait un parti de la guerre pour la guerre. Ce parti ne put

cependant empêcher de s'ouvrir les conférences de Gertruydenberg. De La Haye, où tout leur était rapporté, Marlborough et Eugène, toujours unis dans la diplomatie comme dans les batailles, maintinrent inexorablement les conditions odieuses que Louis XIV ne pouvait accepter, et rendirent vaines toutes négociations, nourrissant peut-être l'espoir insolent d'aller dicter la paix dans les murs de Paris; mais la Providence réservait cette humiliation à un autre orgueil que celui de Louis XIV.

Cependant la cause de la paix avait plus gagné par les événemens de Londres que par toutes les négociations du continent. Un jour du mois de janvier 1711, le marquis de Torcy apprit que l'abbé Gautier, venant d'Angleterre, descendrait sous peu de jours à la maison de l'Oratoire de la rue Saint-Honoré, et dès le soir de son arrivée, le ministre le vit entrer dans son cabinet, à Versailles. « Voulez-vous la paix? » fut le premier mot du nouveau-venu. « Interroger alors un ministre de sa majesté s'il souhaitait la paix, dit humblement Torcy dans ses mémoires, c'était demander à un malade attaqué d'une longue et dangereuse maladie, s'il en veut guérir. » L'abbé Gautier, ancien aumônier de l'ambassade de France à Londres, y était resté depuis la guerre, disant la messe chez le ministre d'Autriche, étudiant le pays, écrivant quelquefois au gouvernement français. Il avait des relations avec le comte de Jersey, mari d'une femme catholique, parent de Saint-John, ami des nouveaux ministres. Ceux-ci l'avaient vu en grand secret, et c'est de leur part qu'il venait annoncer à Torcy que le cabinet de la Grande-Bretagne voulait la paix. Sans instruction écrite, il ne demandait à rapporter qu'une lettre de compliment pour lord Jersey. Il obtint à peu près ce qu'il voulut, partit, revint et repartit avec un mémoire dressé par ordre du roi, contenant des bases de négociations pour la paix générale.

C'était précisément l'époque de la mort de l'empereur Joseph Ier, qui laissait ses états autrichiens à son frère Charles, déjà candidat à la couronne d'Espagne, maintenant candidat à l'empire. Quelques mois après, l'archiduc était empereur, et l'Europe était exposée, s'il triomphait dans la Péninsule, à voir réunir sous le sceptre d'un seul homme plus d'états qu'elle n'avait craint d'en voir partagés entre les deux branches de la maison de Bourbon. L'équilibre des puissances et du monde était donc menacé d'un autre côté, et la guerre avait une raison de moins. En faisant connaître au parlement l'intention de la reine de continuer son appui à la maison d'Autriche, les ministres exprimèrent l'espérance de *terminer heureusement la guerre par une sûre et honorable paix*, et ils laissèrent entrevoir la pensée que la mort de l'empereur supprimait le grand obstacle à l'avénement de Philippe V comme roi de l'Espagne et des Indes. Les deux chambres

parurent s'associer à leurs espérances, et ils transmirent à La Haye les propositions encore secrètes du roi de France. Le successeur de Townshend, lord Raby, parut d'abord surpris et défiant. Il croyait, comme les Hollandais, que Louis XIV ne voulait qu'amuser et diviser les alliés. Saint-John lui répondit de manière à lui faire sentir que l'affaire était sérieuse, l'engageant à venir prendre langue à Londres, et l'assurant que la reine ne tarderait pas à lui donner la pairie. Les yeux du diplomate s'ouvrirent, et, devenu bientôt comte de Strafford, il comprit de mieux en mieux la politique de Saint-John; il distingua son rôle confidentiel de son rôle officiel, reconnut qu'il était là pour lutter contre Heinsius et Marlborough, et que ses adversaires n'étaient pas les ennemis. Sur la réponse des Hollandais, on résolut de demander au cabinet de Versailles de nouveaux éclaircissemens. On ne se contenta pas cette fois de dépêcher l'abbé Gautier. On envoya, sous un nom supposé, le fidèle Prior, qui passa plusieurs fois le détroit, et dont les voyages ne purent rester aussi secrets que les négociations dont il était chargé. Pour détourner l'attention du public, Swift imagina d'imprimer une relation supposée du voyage de Prior à Paris. Ce récit était donné comme la traduction d'une lettre d'un habitant de Boulogne, que Prior aurait pris pour valet de chambre secrétaire, en passant dans cette ville, où Torcy serait venu l'attendre sous le nom de M. de La Bastide. Ce serviteur, Du Beaudrier en son nom, les avait ensuite accompagnés à Paris et à Versailles. Dans cette relation, semée de détails assez bien trouvés pour la rendre vraisemblable, où même Louis XIV et Mme de Maintenon jouent leur personnage, quelques bribes de conversations saisies au vol par le curieux secrétaire donnent à croire que l'agent anglais s'est montré exigeant, impérieux, que la France a un vif besoin et un désir sincère de la paix, et qu'enfin les affaires de la Grande-Bretagne sont admirablement bien faites. Ce récit, dont la fiction trompa tout le monde, fut enlevé par la crédulité publique, et Swift raconte que, le jour même où l'ouvrage parut, Prior, chez qui il dînait, lui dit en le lui montrant d'un air chagrin : « Voilà bien notre liberté anglaise! » Le docteur fit semblant de lire quelques pages, témoigna son approbation, et dit qu'il était jaloux du coquin qui avait eu cette idée, et que, si elle lui était venue en tête, il aurait certainement écrit tout cela. La brochure est spirituelle, et à quelques bévues près, inévitables quand on imagine un pays étranger, elle était assez propre à faire l'illusion de la réalité.

De son côté, Daniel De Foe, tout en repoussant la qualité de ministériel, tout en défendant avec fidélité la mémoire de son maître Guillaume III et le traité de partage dans le passé, écrivait pour la paix et ne manquait pas de raisons pour expliquer comment, depuis

l'avénement de l'archiduc à l'empire, la question espagnole avait changé de face. Ainsi les esprits étaient préparés à tolérer les négociations et à les deviner sans les connaître. Entamées à l'insu des alliés, révélées seulement aux Hollandais par une demi-confidence, propres à devenir les préliminaires d'une paix séparée, elles ne pouvaient être avouées par le cabinet, et elles restèrent clandestines plutôt qu'ignorées. Prior n'était venu chercher en France que des explications et des réponses. Il n'avait aucun pouvoir pour traiter. Louis XIV jugea utile de transporter la négociation à Londres, et l'on y vit arriver le 18 août un Français, député de Rouen au conseil de commerce, et qui se nommait Mesnager, plénipotentiaire occulte, accompagné de l'abbé Gautier et, dit-on, de l'abbé Dubois, qui aurait ainsi préludé à sa future politique de l'alliance anglaise. On eut grand besoin de cacher leur voyage, et ils entrèrent aussitôt en pourparlers. Les conférences se tenaient en maison tierce; elles n'étaient point officielles. Lord Oxford, le duc de Shrewsbury et les deux secrétaires d'état Dartmouth et Saint-John y assistaient. Prior servait souvent d'intermédiaire. Quand on fut d'accord sur les points principaux, il fallut conclure. Les ministres anglais étaient sans pouvoirs. Saint-John écrivit en hâte à la reine, qui envoya de Windsor un ordre non contre-signé par un ministre, non scellé du grand sceau, et en vertu de cet acte informe les deux secrétaires d'état signèrent les bases préliminaires d'un traité éventuel. Tout cela était irrégulier et hasardeux. Contrairement aux traités, on négociait en dehors et à l'insu des alliés. Contrairement aux lois, on négociait avec un gouvernement qui donnait asile aux Stuarts. On se mettait à la discrétion de Louis XIV, avec lequel on entrait en connivence secrète; car si l'on soutenait que lui seul était engagé, Mesnager déclarait que la France ne l'était par ces préliminaires que dans le cas de la conclusion d'une paix générale. Elle demeurait donc maîtresse, si elle divulguait ces transactions, de porter le trouble et la division dans la grande alliance. Saint-John seul avait tout bravé pour atteindre son but. Oxford lui-même s'était ménagé, et Shrewsbury, prévoyant et scrupuleux, n'avait pas caché ses hésitations et sa réserve. On ne pouvait cependant prolonger le mystère. Il fallut donner communication des préliminaires convenus au comte Gallas, ministre de l'empire, qui les fit insérer dans un journal. La reine lui interdit de paraître à la cour; mais les nouvelles conventions, ainsi rendues publiques, ne satisfirent pas l'opinion. On y voyait bien que Louis XIV reconnaissait la succession protestante, qu'il garantissait que les deux couronnes de France et d'Espagne ne seraient jamais réunies sur la même tête, qu'il promettait la démolition des ouvrages militaires et maritimes de Dunkerque; mais tout se bornait en faveur des

alliés à une assurance générale de leur donner satisfaction. Aucune puissance allemande, la Hollande elle-même, ne trouvait ses intérêts expressément garantis. Le gouvernement s'occupa donc de refroidir, d'indisposer même la nation anglaise contre ses alliés, pour qu'elle fermât l'oreille à leurs plaintes. La presse ministérielle eut fort à faire. C'est alors que Swift composa, sous les yeux du secrétaire d'état, son pamphlet intitulé : *La Conduite des alliés et du dernier ministère* (27 novembre 1711). C'est un de ses meilleurs écrits politiques, et il agit fortement sur l'opinion. Il s'en vendit en peu de temps dix-sept mille exemplaires. Les suites ruineuses d'une longue guerre, la duperie funeste d'en supporter les frais et les dangers pour d'égoïstes alliés, sont des sujets qu'on rend aisément populaires. Arbuthnot, inspiré par Swift, les traita sous une forme comique, avec beaucoup de verve et de succès, dans son *Histoire de John Bull.* C'est une parodie où la ligue entre l'Angleterre et la Hollande contre les Bourbons est travestie en un procès intenté par *Bull* (taureau) et *Frog* (grenouille), pour disputer l'héritage de lord *Strutt* (lord glorieux) à Louis et Philippe *Baboon* (babouins), et cette plaisanterie, fort accommodée au goût national, conclut à cette moralité : « La chicane est un fossé sans fond. »

XI.

Cependant le ministère si bien défendu ne se sentait pas encore vainqueur.

En ouvrant le parlement (6 décembre 1711), la reine fut obligée de faire des déclarations de fidélité à tous ses engagemens, et ne put que lancer un trait contre ceux *qui prenaient plaisir à la guerre.* On avait de grandes inquiétudes sur l'adresse des lords. Dans cette chambre dominait Marlborough. Il n'avait pas caché à la reine sa désapprobation, mais sans l'ébranler le moins du monde. A lui, à ses partisans, s'unissaient dans cette question quelques anciens amis de la haute église qui ne trouvaient pas qu'on eût préparé à l'Angleterre une paix digne de ses victoires. A leur tête figurait lord Nottingham, esprit inconséquent et disparate, fervent ennemi des dissidens, mais que son zèle religieux attachait à la maison de Hanovre, et qui, en vrai protestant, tenait les Bourbons pour ennemis. Il se formait un nouveau parti que les ministres appelaient le parti des capricieux, *whimsicals,* et qu'on désigna sous le nom de tories hanovriens. Cette défection se manifestait toutes les fois qu'elle trouvait compromis les intérêts de la princesse Sophie et de son fils l'électeur. Elle s'appuyait à la cour sur le duc et la duchesse de Somerset. Le duc était grand-écuyer. Après avoir, par suite d'une

querelle avec Godolphin, contribué à la formation du ministère, il avait désapprouvé toutes ses mesures. On lui savait les opinions d'un whig modéré. Son crédit était grand au palais, parce que sa femme était l'amie de la reine. Quoiqu'il cessât depuis longtemps d'assister au conseil, il y voulut reparaître dans l'été de 1711 à Windsor; mais Saint-John refusa d'y siéger avec lui, et le duc fut obligé d'aller à une course de chevaux. On comprend qu'il n'en était pas devenu plus ami du cabinet. On le prétendait réconcilié avec Godolphin. Comme lui, toute la défection s'entendait avec l'opposition, et lord Wharton disait : « C'est pourtant *Dismal* (le sinistre, surnom de Nottingham dont la figure était sombre), c'est *Dismal* qui au bout du compte sauvera l'Angleterre. » Nottingham, en effet, proposa de représenter à la reine, par un amendement à l'adresse des lords, qu'aucune paix ne serait honorable et sûre, si l'Espagne et les Indes étaient laissées à des princes de la maison de Bourbon; l'amendement fut adopté. En recevant l'adresse, la reine répondit qu'elle serait bien fâchée que l'on pût penser qu'elle ne fît pas son possible pour reprendre l'Espagne et les Indes à la maison de Bourbon. Le mensonge était flagrant, car en acceptant les préliminaires signés par la France, on avait, au moins tacitement, renoncé à lui imposer cette condition. La chambre des communes, où dominait Saint-John, et qui entrait d'elle-même dans l'esprit des négociations, rejeta le même amendement à 232 voix contre 106.

Peu après, la nouvelle coalition se manifesta par une mesure qui ne fut pas à l'honneur des whigs. Jaloux de montrer qu'il n'avait point abandonné sa foi et de se conserver la faveur de l'église, lord Nottingham reprit le bill contre la conformité occasionnelle, en le mitigeant dans le fond et dans les termes, et, pour le récompenser sans doute de son opposition nouvelle, les whigs, sacrifiant les principes, ne firent aucune résistance. Lord Oxford demeura sourd aux réclamations plaintives de ses anciens coreligionnaires, et le bill, à travers les sarcasmes et les récriminations de Daniel De Foe, fut, par l'accord calculé des deux chambres, inscrit au nombre des lois de l'état. Il n'en devait être effacé que la cinquième année du prochain règne (1719).

Un nouvelle adresse sur la paix, où le concert avec la Hollande et les alliés était expressément recommandé, passa sur une motion de lord Nottingham. Les agens de l'électeur de Hanovre, qui se croyait trahi, excitaient la défiance de la nation. Les états-généraux ajournaient par tous moyens l'ouverture des conférences. Marlborough, s'il retournait sur le continent, pouvait, par quelque opération hardie, par quelque succès décisif, changer l'aspect des affaires, et bouleverser les négociations. Une malencontreuse victoire rendait impos-

sibles ou nulles toutes les concessions faites ou promises à la France. On hésitait pourtant à attaquer un général dont la popularité altérée n'était pas détruite. Retranché au sein de la chambre des lords, il s'y croyait inviolable. Le ministère, entamé par Nottingham près de la haute église, à la cour par Somerset, se sentait ébranlé. Une rupture avait éclaté entre la duchesse de Somerset et mistress Masham, et la reine n'avait pas abandonné sa grande-maîtresse. En vain Swift multipliait-il les écrits en prose et en vers, et s'épuisait-il en moqueries sur les cheveux rouges de la duchesse. Les feuilles à deux sous, connues sous le nom de papiers de *Grub-street*, renaissaient incessamment sous la plume du caustique docteur; mais, si elles divertissaient le public, elles ne le convertissaient pas. Les épigrammes et les pointes contre *Dismal*, qui n'était whig que parce qu'il était *not-in-game* (parce qu'il n'était pas de la partie), contre *Carrots* (*les carottes*), qui sont *in summer set* (plantées en été), contre *Avaro, Harpy, Hocus, le général Crassus* et tous les surnoms de Marlborough, amusaient plus l'écrivain qu'elles ne servaient la cause. La situation devenait inquiétante. « Les ministres, dit Swift, ont jadis tant prêché à la reine le danger de se laisser gouverner comme elle faisait sous l'ancien ministère, qu'aujourd'hui elle ne suit que trop leurs maximes à cet égard; elle est jalouse de ceux qui l'ont délivrée du joug. » Saint-John était en froid avec elle, il croyait lui avoir déplu en faisant attaquer les Somerset. Il ne se trouvait pas suffisamment soutenu. Le faible Dartmouth commençait à dire que la reine pouvait bien avoir son parti pris et donné parole aux whigs. Des amis conseillaient aux ministres d'offrir leur démission. Aux avertissemens, aux présages, lord Oxford répondait : « Tout ira bien; » mais on l'accusait d'imprévoyance : il n'avait pas assez pris soin de prévenir les scissions, de garder ou de regagner les amitiés chancelantes. Que faisait-il de tout ce *patronage* (la distribution des emplois et des faveurs), dont il ne laissait aucune part à ses collègues? Il s'était occupé de sa santé, altérée pendant assez longtemps, surtout du mariage projeté de son fils avec l'héritière des ducs de Newcastle, et Saint-John lui a reproché plus tard de n'avoir eu d'autre rêve que de faire entrer ce duché vacant dans sa famille. On se plaignait de la négligence de lord Oxford; mais au fond il hésitait peut-être, il se ménageait du moins. S'il n'eût été au pouvoir, il aurait certainement marché avec les tories hanovriens. C'était là sa véritable opinion. Le jour de l'amendement de lord Nottingham, il n'avait pas même paru à la chambre. Le *Journal* de Swift *à Stella*, dans un extrait de quelque étendue, décrira au vrai cette situation :

« 8 décembre 1711 (v. s.). — J'ai vu ce matin le secrétaire (Saint-John) et nous avons causé à fond des affaires. Il espérait qu'aujourd'hui, lorsque le

rapport sur l'amendement serait fait, la chambre des lords contredirait son comité, et qu'ainsi l'affaire aurait bonne issue, sauf un petit accroc à la réputation du lord trésorier. J'ai dîné avec le docteur Cockburn, et il est venu après dîner un membre écossais qui nous a dit que l'amendement avait passé contre la cour à la chambre des lords, à près de 2 voix contre 1. Je suis immédiatement allé chez Mme Masham, et, rencontrant le docteur Arbuthnot, le médecin favori de la reine, nous sommes entrés ensemble. Elle ne faisait que d'arriver, ayant assisté au dîner de la reine, et pour prendre le sien. Elle n'avait rien entendu dire de notre échec. Il paraît que le lord trésorier a poussé la négligence jusqu'à rester avec la reine pendant que la question se décidait à la chambre. J'ai dit aussitôt à Mme Masham qu'ou bien elle et le lord trésorier s'étaient réunis à la reine pour nous trahir, ou que tous deux ils étaient trahis par elle. Elle m'a protesté solennellement que la première supposition était fausse, et je l'ai cru, mais elle m'a donné quelques indices du changement de la reine; car hier, quand la reine sortait de la chambre, où elle était venue entendre le débat, le duc de Shrewsbury, lord chambellan, lui a demandé si c'était lui ou le grand-chambellan Lindsay (1) qui devait la conduire à sa sortie. « — Aucun de vous deux, » a-t-elle répondu brièvement, et elle a donné la main au duc de Somerset, qui était plus violent que personne dans la chambre pour la clause contre la paix. Elle m'a cité encore un ou deux exemples du même genre, qui me donnent la conviction que la reine est de mauvaise foi ou du moins fort incertaine. M. Masham nous a priés de rester, parce que le lord trésorier devait venir, et nous avons pris la résolution de tomber sur lui, à propos de sa négligence à s'assurer la majorité. Il est arrivé, et s'est montré de bonne humeur, suivant son usage; mais j'ai trouvé que sa contenance était fort abattue. Je me suis moqué de lui et lui ai demandé sa baguette; il me l'a donnée, et je lui ai dit que, s'il voulait me la laisser une semaine, je remettrais tout en ordre. Il m'a demandé comment. « — Je chasserais immédiatement lord Marlborough, ai-je dit, ses « deux filles, le duc et la duchesse de Somerset, et lord Cholmondley, » et j'ai ajouté qu'il n'avait pas, je crois, un ami qui ne fût de mon opinion. Arbuthnot lui a demandé comment il en était venu à n'avoir pas de majorité assurée; il n'a rien pu répondre, si ce n'est qu'il ne pouvait empêcher les gens de mentir et de manquer de parole. Pauvre réponse pour un grand ministre. Puis il a laissé échapper ce mot de l'Écriture : « Les cœurs des rois « sont impénétrables. » Je lui ai dit alors que c'était précisément ce que je craignais, et que j'apprenais de lui la plus mauvaise nouvelle qu'il me pût donner. J'ai cependant voulu savoir en quoi il plaçait sa confiance. Il a hésité un peu, puis il m'a dit de n'avoir pas peur, et que tout irait bien. Nous voulions lui faire manger quelque chose sur place, mais il a voulu rentrer, il était six heures passées; il m'a emmené avec lui, et nous avons trouvé chez lui son fils et M. le secrétaire (Saint-John). Il a fait faire à son fils une liste de tous ceux de la chambre des communes qui ont des places et qui cependant ont voté contre la cour, comme s'ils devaient être destitués; mais j'ai grand doute qu'il soit capable d'en venir à bout. Le lord garde du sceau

(1) On sait que les titres de grand-chambellan et de lord chambellan désignent des offices différens. Le premier est héréditaire, le second est politique.

est arrivé au bout d'une heure, et ils sont allés à leurs affaires. Je suis sorti et retourné chez Mme Masham; mais elle avait du monde, et je n'ai pas voulu rester.

« Voilà une longue gazette, et d'un jour qui peut produire de grands changemens et exposer l'Angleterre à sa ruine. Les whigs sont tout triomphans. Ils prédisaient l'événement, mais nous pensions que c'était une vanterie. Bien plus, ils annoncent que le parlement sera dissous avant Noël, et cela pourrait bien être. Tout est l'ouvrage de votre d..... duchesse de Somerset. Je les ai avertis il y a neuf mois, et cent fois depuis. Le secrétaire s'en est toujours méfié. J'ai dit au lord trésorier que j'aurais sur lui un avantage, car il y perdrait sa tête, et je ne serais que pendu; ainsi mon corps serait tout entier dans son tombeau.

« Le 9. — J'étais ce matin avec le secrétaire : nous sommes tous les deux d'avis que la reine est de mauvaise foi. Je lui ai dit ce que j'avais appris, et il l'a confirmé par d'autres circonstances. Je suis ensuite allé chez mon ami Lewis, qui avait envoyé chez moi. Il ne parle que de se retirer dans son bien du pays de Galles; il m'a donné ses raisons de croire que tout est arrangé entre la reine et les whigs; il entend dire que lord Somers sera trésorier, et croit que, plutôt que de renvoyer la duchesse de Somerset, elle dissoudra le parlement, et en aura un whig; il suffira de manœuvrer les élections. Les affaires sont maintenant dans la crise, et un jour ou deux en décideront. Je l'ai prié de demander au lord trésorier, aussitôt qu'il croira le changement résolu, de m'envoyer à l'étranger comme secrétaire de légation, ici ou là, quelque part où je puisse rester jusqu'à ce que les nouveaux ministres me révoquent, et alors je serai malade cinq ou six mois, jusqu'à ce que la bourrasque soit passée. J'espère qu'il me l'accordera, car je ne me soucierais pas de rester à la discrétion de mes ennemis tout le temps que leur colère sera encore fraîche. J'ai dîné aujourd'hui avec le secrétaire. Il affecte la gaieté, et semble espérer que tout marchera comme il faut. Je l'ai pris à part après le dîner, je lui ai rappelé comment je l'avais servi, que je n'avais pas réclamé de récompense, mais que je croyais pouvoir lui demander sûreté pour ma personne, et je lui ai dit alors mon désir d'être envoyé à l'étranger avant le changement. Il m'a embrassé et m'a juré qu'il prendrait soin de moi autant que de lui-même, etc.; mais il m'a dit d'avoir bon courage, car, dans deux ou trois jours, la sagesse de mylord trésorier apparaîtrait plus grande que jamais; il avait à dessein souffert tout ce qui est arrivé, et pris ses mesures pour faire tourner le tout à notre avantage. J'ai répondu : « Dieu le veuille! » Mais je n'en ai pas cru une syllabe, et autant que j'en puis juger, la partie est perdue...

« 11 décembre. — Je suis allé entre deux et trois voir Mme Masham. Tandis que j'étais là, elle a passé dans sa chambre à coucher pour essayer un jupon. Le lord trésorier est venu pour la voir, et me trouvant dans la première pièce, il s'est mis à se moquer de moi et m'a dit : « Vous auriez mieux fait de me tenir compagnie qu'à un pauvre garçon comme Lewis, qui n'a pas l'âme d'un poulet ni le cœur d'une mouche. » Il est entré alors chez Mme Masham, et en revenant, il lui a demandé de me permettre de le suivre pour aller dîner chez lui. Il m'a demandé à moi si je n'avais pas peur d'être vu avec lui. Je lui ai répondu que de ma vie le lord trésorier n'avait eu de valeur

pour moi, et qu'ainsi j'aurais toujours la même estime pour M. Harley ou pour lord Oxford. Il semblait parler avec confiance, comme s'il s'était assuré que tout dût tourner à notre avantage. Je n'ai pu m'empêcher de lui faire entendre qu'il n'était pas sûr de la reine, et que ces coquins affamés de lords n'auraient jamais osé voter contre la cour, si lord Somerset ne leur avait garanti que cela ferait plaisir à la reine. Il est convenu que c'était vrai, et que Somerset avait tenu ce langage.

« 13. — J'ai vu ce matin le secrétaire. Il a nécessairement la prétention de parler comme si tout devait aller bien. « Le croirez-vous, m'a-t-il dit, si tout ce monde-là est renvoyé? — Oui, ai-je répondu, si je vois expulsés le duc et la duchesse de Somerset. » Il m'a juré de renoncer à sa place, s'ils ne l'étaient pas...

« 15. — Je suis allé aux informations à la secrétairerie d'état pour savoir de M. Lewis comment allaient les affaires. J'ai trouvé là M. Prior, qui m'a dit qu'il croyait tout perdu, etc., et son opinion est que le ministère entier quittera la semaine prochaine. Lewis pense qu'il ne partira pas avant le printemps, époque de la fin de la session. Tous deux désespèrent tout à fait... A quatre heures, je suis allé chez Masham. Il est venu et m'a glissé à l'oreille qu'il tenait de bonne source que tout irait bien, et je les ai trouvés tous les deux fort satisfaits. La compagnie est allée à l'Opéra, et ils m'ont demandé de venir souper. Je suis venu à dix heures; le lord trésorier était là, et il est resté avec nous jusqu'après minuit, et il était plus content que je ne l'ai vu depuis dix jours. Mme Masham m'a dit qu'il avait été fort abattu il y a quelques jours, et il n'a pu effectivement me le dissimuler. Arbuthnot espère fort que la reine ne nous a pas trahis, mais qu'elle a été seulement effrayée et flattée; mais je ne puis être de cette opinion...

« 16. — J'ai pris courage aujourd'hui, et je suis allé à la cour avec une contenance de satisfaction. Il y avait grande foule, les deux partis étant venus pour s'observer l'un l'autre. J'ai évité le salut de lord Halifax jusqu'à ce qu'il m'y ait forcé; mais nous ne nous sommes point parlé. Je n'ai pu faire moins de quatre-vingts saluts, dont vingt environ peuvent avoir été pour des whigs. Le duc de Somerset est parti pour Petworth, et j'apprends que la duchesse est partie aussi, ce qui me donne une grande joie. Le prince Eugène, qui était attendu ici il y a quelques jours, ne viendra pas du tout, nous dit-on maintenant. Les whigs avaient le projet d'aller au-devant de lui avec quarante mille cavaliers...

« 17.... — Nous sommes encore en suspens, et je crois qu'il nous reste peu d'espérance. La duchesse de Somerset n'est pas allée à Petworth; mais seulement le duc, ce qui est un pauvre sacrifice. Je crois que la reine a le dessein arrêté de changer son ministère.

« 18 ..... — On a imprimé en *grub street* (en parodie populaire) un discours de lord Nottingham, et il a été assez oison pour s'en plaindre à la chambre des lords, qui a fait saisir l'imprimeur en conséquence. J'ai entendu dire à la cour que Walpole, un grand membre whig, a dit que *moi et mon absurde club* nous avions écrit cela à une de nos réunions, et que c'était moi qui le paierais. Il apprendra qu'il a menti, et je lui ferai connaître par une main tierce mon opinion sur son compte. Il doit être secrétaire d'état, si le ministère change; mais il a eu dernièrement un fait de corruption prouvé contre

lui au parlement, du temps qu'il était secrétaire de la guerre. Il est un des principaux orateurs whigs. »

Cette situation est exprimée avec beaucoup de force dans ce fragment de lettre de Saint-John à lord Strafford :

« 15 décembre 1711. — Vous avez raison, nous sommes les plus mauvais hommes politiques et les meilleurs hommes de parti qu'il y ait sous le soleil. Ceux qui s'opposent aux mesures de la reine savent aussi bien que nous, qui les soutenons, que la guerre est devenue impraticable, que le but auquel ils prétendent viser est chimérique, et qu'ils ruinent leur pays en poursuivant ce plan vain et fastueux qui nous a éblouis tant d'années; mais ils en courent le risque, et ils sacrifieraient bien davantage, si plus grand sacrifice est possible, pour regagner un pouvoir que rien que la détresse nationale ne peut ramener ou du moins assurer dans leurs mains. La vraie, la réelle, la naturelle force de la Bretagne appartient à d'autres. Leur puissance à eux est fondée sur une force accidentelle que la nécessité publique a créée, et qu'entretiennent les avantages gagnés par des gens adroits condamnés à n'en plus recueillir de pareils, si la guerre finit. Maintenant que j'ai la plume à la main, je ne puis m'empêcher de vous dire que, dans ma sincère conviction, c'est ici la plus grave conjoncture où prince se soit vu, depuis le temps où l'aïeul de votre excellence fut attaqué par la faction qui commença par lui la tragédie qu'elle ne devait pas finir, même en frappant son maître. Ce roi scella l'ordre de sa propre exécution, lorsqu'il livra son serviteur, et votre maîtresse n'a aucun moyen de se garantir elle-même que de déployer son pouvoir pour protéger les ministres qui l'ont délivrée d'un esclavage domestique, et qui vont l'affranchir d'une oppression étrangère. Je ne vous tromperai jamais, mon cher lord; je ne le voudrais pas, fût-ce de la plus pardonnable, de la plus agréable manière, en vous célant des dangers réels et en vous donnant de fausses espérances. Vous pouvez donc vous fier à moi, quand je vous dis que je crois tout en sûreté et la reine décidée. La seule difficulté qui la tourmente, c'est, outre un peu de lenteur naturelle, l'habitude qu'elle a prise de la duchesse de Somerset, et la crainte de ne pas trouver quelqu'un qui lui plaise pour remplir une place si rapprochée de sa personne. »

Ceux qui ont vécu dans l'intérieur du gouvernement jugeront de la vérité de ces divers tableaux. Craintes, soupçons, découragemens, forfanterie, crédulité, défiance, ressentimens, pronostics, précautions, enfin faussetés ou exagérations de toute sorte, tel est le monde politique. La situation était critique et le pas difficile à franchir; mais le mal n'était pas si avancé que se le faisait l'imagination inquiète du docteur, et tout n'était pas non plus si bien prévu ni si sagement préparé que le lui promettait le confiant ministre. Swift eut encore à subir des confidences désespérantes de lord Dartmouth, de Lewis, à qui Oxford disait toujours : *Bah! bah! tout ira bien;* mais il reprit courage, quand Abigaïl Masham lui annonça qu'il y aurait une promotion de pairs dans laquelle son mari serait compris; on lui donna

même un moment l'espoir que les Somerset quitteraient la cour, ce qui ne se trouva vrai que du duc. Le 30, le docteur alla au palais pour les visites de nouvelle année. « J'étais dans la chambre à coucher, causant avec lord Rochester, lorsqu'il se trouva face à face avec lady Burlington, qui lui demanda qui j'étais, et lady Sunderland, et elles se mirent à chuchoter à mon sujet. Je priai lord Rochester de dire à lady Sunderland que je la soupçonnais de n'avoir pas plus d'amour pour moi que je n'en avais pour elle; mais il ne voulut pas se charger du message. La duchesse de Shrewsbury vint à moi en courant, et elle étendit son éventail pour nous cacher à la compagnie, et nous nous communiquâmes notre joie du changement des affaires; mais nous soupirâmes en pensant que la famille Somerset n'était pas dehors... Le duc de Marlborough était là; mais presque personne n'a fait attention à lui. »

En effet, le jour même, en conseil, la reine avait destitué le duc de Marlborough de tous ses emplois. Il avait été plus facile d'obtenir d'elle ce coup d'autorité que la disgrâce de lady Somerset. Elle le détestait, et, toute politique à part, elle était pour le ministère qui la délivrait des importuns. On avait longtemps hésité à frapper si haut; on avait résisté aux murmures des impatiens. Nous avons dit ce qu'étaient les membres du *Club d'octobre*, la fleur du torisme, les *ultra* du parti; intolérans, vindicatifs, persécuteurs, ils appuyaient le ministère en se défiant de lui, en se plaignant de sa mollesse, en réclamant des destitutions, en gourmandant surtout la suspecte modération de lord Oxford. Saint-John leur allait mieux, et Swift avait été souvent employé à leur faire entendre raison. A des gens qui ne voyaient jamais chez leurs adversaires que rébellion, trahison, concussion, il suffisait de lâcher la bride. Dès ses débuts, le parlement avait été sur le point de s'attaquer à la mémoire de Guillaume III. Il fut question de rechercher et de reprendre toutes les libéralités qu'il avait accordées. La haine ne s'était pas même arrêtée devant la réputation d'intégrité de lord Godolphin.

Naturellement les partisans de la paix n'avaient à la bouche que le mot d'économie. L'excès des dépenses sous le dernier trésorier fut un thème exploité même par Saint-John, qui, en provoquant un examen financier, savait bien qu'il servait les haines des chercheurs de malversations. A son discours vif et menaçant, Walpole avait répondu avec force, avec indignation, mais sans pouvoir empêcher la formation d'un hostile comité d'enquête. Les rapports de ce comité furent remplis de ces conclusions vagues et sévères qui, en matière de deniers publics, ont un effet certain sur l'opinion. Rien ne porta plus de préjudice aux whigs. Godolphin, sans être directement accusé, fut laissé sous le coup d'une inculpation générale de profusion et de

désordre. La vérification de ses comptes lui avait été favorable, on n'en parla pas; mais on insista sur trois irrégularités relevées dans la gestion de Marlborough, moins bien défendu que Godolphin par sa réputation. Il établit, dans une lettre rendue publique, que les gratifications qu'il avait prélevées sur les fonds destinés à l'approvisionnement des troupes ou à la solde des auxiliaires étaient accordées à ses devanciers ou autorisées par la reine. C'est alors que, sans même attendre la décision parlementaire, cette princesse en son conseil déclara qu'une information étant commencée contre lui, elle jugeait à propos de lui retirer tous ses emplois. Pour soutenir un coup si hardi, il fallait briser la majorité de la chambre haute; on créa douze nouveaux pairs. Je ne sais si cet exercice inusité de la prérogative s'est jamais renouvelé, et la chambre ainsi frappée ne se soumit qu'en murmurant. La mesure ne fut approuvée de personne. On ne la défendit qu'à raison de la nécessité absolue, et comme pour en donner une preuve, on fit voter la chambre par manière d'essai sur un ajournement qui passa juste à douze voix de majorité. En apprenant ce résultat, Saint-John dit insolemment dans une des salles de Westminster : « Si les douze ne suffisent pas, on leur en donnera une autre douzaine. » Cependant il a grand soin, dans son mémoire apologétique, de présenter cette mesure, *que la nécessité ne saurait qu'à peine excuser*, comme un expédient tout personnel dont lord Oxford avait eu besoin pour remédier à son discrédit dans la chambre des pairs.

XII.

A la nouvelle de la disgrâce de Marlborough, tout s'émut sur le continent : les alliés se sentirent abandonnés; le prince Eugène accourut en Angleterre pour défendre les intérêts de l'Allemagne et ceux de son compagnon d'armes. L'inaltérable union de ces deux capitaines, cette union qui nous fut si fatale, est un fait bien rare dans l'histoire des hommes de guerre. Eugène fut reçu avec de grands honneurs, mais espionné avec grande vigilance, et la reine lui accorda une audience en présence de Saint-John, à qui, prétextant sa santé, elle le renvoya pour la conversation. Tous les conseils d'Eugène furent éludés; fêté par les whigs, ménagé par les tories, insulté par les jacobites, il partit sans avoir pu se faire écouter. On prétendit même, dans le monde ministériel, et l'on insinua à la reine qu'il avait avec Marlborough comploté un coup de main pour s'emparer du gouvernement, et la presse répandit cette absurde imputation, par voie d'allusion, dans le public. On cita de lui, avec plus de vérité, quelques mots heureux. La reine lui disait qu'il était le plus

grand homme qui commandât les armées. « Si cela est, répondit-il, c'est à votre majesté que je le dois. » On lui montrait un libelle contre Marlborough, où il était dit que ce général avait peut-être une fois eu du bonheur. « C'est le plus grand éloge qu'on puisse faire de lui, observa le prince, puisqu'il a réussi toujours. »

Le déchaînement n'en était pas moindre contre Marlborough. L'envie profitait de ses vices contre sa gloire; ses amis, ses lieutenans, étaient chassés de leurs emplois, ses deux filles quittaient la cour; quant à lui, il fut censuré par la chambre des communes pour perceptions illégales; l'orateur porta cette résolution à la reine, qui ordonna au procureur-général de poursuivre la répétition des sommes indûment perçues. La vengeance s'étendit jusqu'à Robert Walpole, secrétaire de la guerre pendant les campagnes de 1708 et de 1709. Sous un prétexte de malversation, il fut envoyé à la Tour, expulsé du parlement, et comme le bourg de Lyme-Regis le réélut, son élection fut cassée. Quoi que l'histoire ait dit de la cupidité de Marlborough, il ne paraît pas qu'il eût rien fait de plus que profiter d'abus consacrés ou tolérés par les mœurs administratives de l'époque, et quant à Walpole, sa condamnation a communément été regardée comme une vengeance de parti. Il avait fait donner sur une fourniture de fourrage cinq cents livres à trois personnes, dont l'une était Robert Mann, son agent, le père du correspondant de son fils Horace. Cette pratique assurément peu louable était commune, et rien n'indique que celui qui passe pour avoir acheté tant de monde se soit jamais vendu.

Après Marlborough, après Walpole, le nom qui venait des premiers dans la haine du *Club d'octobre* était celui de Townshend. Le traité de la Barrière, regardé comme un obstacle à la paix, fut blâmé par délibération de la chambre, et lord Townshend déclaré, pour l'avoir signé sans autorisation, ennemi de la reine et du royaume. Cependant on paraissait encore agir en commun avec la Hollande. Le duc d'Ormond, nommé capitaine-général en remplacement de Marlborough, était allé prendre le commandement de l'armée de Flandre, et du consentement des états-généraux, inquiets et malveillans, les conférences d'Utrecht s'étaient ouvertes au milieu de janvier 1712. On y devait traiter de la paix générale. Saint-John avait donc atteint son but. L'effort avait été laborieux, les moyens dangereux et violens; mais enfin le parti de la guerre avait perdu beaucoup de terrain, et c'est à l'active volonté, à l'infatigable application du secrétaire d'état qu'en revenait tout l'honneur. Ses dépêches sont encore citées comme de bons modèles de correspondance diplomatique.

Les représentans de l'Angleterre, de la France et de la Hollande parurent seuls à Utrecht. Ceux de la première étaient l'évêque de Bristol, lord du sceau privé, et le comte de Strafford. Ceux de la se-

conde, le maréchal d'Uxelles, l'abbé de Polignac et Mesnager, commencèrent par faire leurs propositions. Elles parurent insuffisantes, et cependant ils les présentaient comme les conditions auxquelles la reine Anne serait reconnue. La maladresse, pour ne pas dire plus, était insigne. Elle embarrassa les négociations, blessa l'Angleterre, compromit son gouvernement. On répandit qu'un accord secret entre les deux cours avait pu seul encourager une si insolente prétention. Sur la motion de lord Halifax, la chambre des pairs fit une adresse très vive, et le ministère fut obligé de ne point contredire *la juste indignation* qu'elle éprouvait pour l'honneur de la reine. Celle-ci ne put se dispenser d'en faire ses remercîmens. Ce début avait glacé le courage des plénipotentiaires. Il fallut que le secrétaire d'état le réchauffât du sien. Ce fut souvent son rôle dans tout le cours de cette affaire. En la commençant, il savait que l'intrépidité et l'opiniâtreté étaient les conditions du succès. Sans cesse obligé de ranimer l'énergie de lord Oxford ou de se passer de lui, il marcha résolument jusqu'au terme, bravant le danger, surmontant les obstacles, et les scrupules comme des obstacles. Il reconnut bientôt qu'en satisfaisant aux convenances diplomatiques par son concert apparent avec les alliés, il devait ouvrir ou plutôt continuer avec la France une négociation séparée. Tandis qu'à Utrecht des difficultés s'élevaient, qui arrêtaient même les envoyés anglais, Saint-John s'en expliquait avec Torcy, tantôt l'engageant à céder, tantôt lui promettant de tout aplanir, imputant tous les retards aux efforts de la faction expirante de la guerre, se faisant fort de la réduire ou de la jouer. Ainsi, pendant qu'on négociait sans conclure en Hollande, Londres et Paris traitaient par correspondance, et les plénipotentiaires français ne produisaient à Utrecht aucun plan qui n'eût été préalablement communiqué à l'Angleterre. La duplicité de cette conduite allait être singulièrement aggravée par les hostilités qui reprenaient au printemps. Il était difficile et périlleux de s'entendre en se faisant la guerre, genre de débat qu'on ne peut soutenir par argumens communiqués. Le prince Eugène, à la tête des troupes allemandes et hollandaises, s'apprêtait à rentrer en campagne, et le duc d'Ormond ne pouvait se dispenser de l'y suivre avec l'armée anglaise et les auxiliaires à sa solde. Les traités obligeaient tous les contractans à une active coopération. Qu'arriverait-il cependant de la négociation, si la fortune des armes venait à changer la position respective des parties belligérantes, et surtout empirer la condition de la France? Comment l'Angleterre retirerait-elle les concessions déjà promises, ou y amènerait-elle ses alliés? Le parti de la paix était condamné à craindre la victoire.

Un jour, à la chambre des communes, un membre du nom de Hampden se récria sur la mollesse avec laquelle la guerre était con-

duite : « Elle est aussi vaine que les négociations, dit-il; nous sommes amusés au dedans par les ministres, joués au dehors par les ennemis. » Saint-John ne put se contenir, et il avoua avec émotion qu'il se sentait blessé par des insinuations qui portaient jusqu'à sa majesté. Pour de moindres offenses, des membres avaient été envoyés à la Tour; mais il espérait, si l'orateur avait cherché cet honneur, que la chambre serait d'un autre avis. Saint-John dut être éloquent sur ce thème, et nous n'avons de son discours que ces paroles de procès-verbal, auxquelles sir Richard Onslow fit une réponse célèbre. Il qualifia cet emploi du nom de la reine de violation des priviléges du parlement (22 mai 1712).

Il n'était que trop vrai cependant que la reine était personnellement engagée dans le double jeu auquel se condamnait son gouvernement. L'Angleterre ne faisait plus la guerre qu'en apparence. Ce fut la reine elle-même qui, sans avoir prévenu Saint-John (il le raconte ainsi), proposa en conseil de donner au duc d'Ormond l'ordre de rester inactif les armes à la main. Au premier moment, le secrétaire d'état, inquiet, voulut hasarder un doute; mais elle fit un certain mouvement d'éventail qu'il connaissait pour le signe d'une résolution prise, et il se soumit. Les instructions générales données au duc lui prescrivaient de poursuivre la guerre avec vigueur, et l'instruction particulière que Saint-John écrivit, par le commandement de la reine, lui interdit d'entreprendre aucun siége ou de risquer aucune bataille sans une expresse autorisation. Le même jour, cette résolution, secrète pour les alliés, était communiquée à la France, et par elle à Villars, qui commandait son armée. Ormond était un homme léger, mais brave, et qui prétendait au caractère chevaleresque. Son gouvernement le mettait, il faut en convenir, dans une situation peu digne de sa loyauté. Pressé d'agir par Eugène, qui voulait attaquer Le Quesnoy, Ormond refusa sous divers prétextes. Villars, qui avait les mêmes instructions, croyant à une suspension d'armes de fait, se gardait négligemment. Eugène apercevait des occasions favorables; il les voulait saisir, et il en était toujours empêché par les objections ou les lenteurs du général anglais. Les alliés soupçonnaient qu'ils étaient trahis. Ormond colorait comme il pouvait sa conduite. Il avoue dans ses lettres à Saint-John qu'il est souvent bien embarrassé, et que ce jeu ne pourra durer longtemps. Il parvint ainsi à entraver quelques opérations importantes; mais il ne put refuser aux alliés des détachemens d'auxiliaires. Villars se plaignit; Ormond s'excusa, alléguant la fausseté de sa position et promettant de ne s'associer comme partie principale à aucune offensive. C'était déjà trop pour le prince Eugène et pour les états-généraux, et quand leurs plaintes furent portées à Utrecht, l'évêque de Bristol,

sans donner là-dessus aucune explication, déclara que la reine d'Angleterre, lasse de voir la Hollande n'entrer de concert avec elle dans aucun plan de pacification, se croyait en droit de prendre séparément ses mesures et libre de tout engagement (2 juin 1712).

Pendant ce temps, on avait eu connaissance à Londres des instructions données au duc d'Ormond. Halifax à la chambre des lords, Pulteney à celle des communes, crièrent à la trahison. « J'espère, dit Saint-John, n'être jamais taxé de trahison pour avoir agi dans le plus grand intérêt de la Grande-Bretagne. Je me glorifie de ma faible part dans cette négociation, et à quelque censure que je puisse m'exposer pour cette cause, la pure satisfaction d'avoir agi dans cette vue serait une récompense et une consolation suffisante pour tout le reste de ma vie. » L'esprit pacifique avait fait d'assez grands progrès pour que ce mot de paix fût une réponse à tout, et un vote de confiance dans les deux chambres vint donner au gouvernement tout pouvoir d'aller de l'avant. La première chose à faire était maintenant d'arriver à une suspension d'armes que Saint-John n'aurait osé consentir, si quelques points fondamentaux n'avaient été préalablement réglés. Le premier de ces points était la renonciation du roi d'Espagne à la couronne de France pour lui et ses descendans, car on ne songeait plus à le détrôner. La question, même ainsi réduite, était d'une grande difficulté. « L'aîné de la race est l'héritier nécessaire de la royauté, disait Torcy, c'est la loi de la monarchie, et nous sommes persuadés en France que Dieu seul peut l'abolir. » — « Nous voulons bien croire, répondait en français Saint-John, que vous êtes persuadés en France que Dieu peut seul abolir la loi sur laquelle le droit de votre succession est fondé; mais vous nous permettrez d'être persuadés dans la Grande-Bretagne qu'un prince peut se départir de son droit par une cession volontaire, et que celui en faveur de qui cette renonciation se fait peut être justement soutenu dans ses prétentions par les puissances qui deviennent les garantes du traité. » Cette renonciation, péremptoirement exigée, avait enfin été obtenue de Philippe V, et cette épineuse question semblait à peu près aussi bien réglée qu'elle peut l'être là où l'on ne consulte pas ceux qui ont seuls caractère pour la régler définitivement, c'est-à-dire les peuples.

C'est de ce moment que la reine s'était déclarée affranchie de toute obligation envers ses alliés. Elle n'avait plus pour conclure l'armistice qu'à obtenir une garantie des engagemens pris avec elle. Elle l'obtint par la promesse d'ouvrir à ses troupes les portes de Dunkerque, et, une fois maîtresse de ce point, elle vint en personne communiquer au parlement les conditions générales auxquelles elle espérait la paix (6 juin 1712). C'était le fruit des efforts persévérans

de son ministre; il n'avait pas été moins actif à se préparer une majorité qui osât braver le mécontentement public, car les fonds baissèrent, chose étrange, à l'annonce d'une paix. Il est vrai que bien des espérances populaires étaient déçues, et l'orgueil national mal satisfait. L'adresse de remerciemens n'en fut pas moins aux communes votée par acclamation, et, malgré l'opposition de Godolphin et de Cowper, les pairs ne purent résister à l'exemple. Seulement une protestation très forte contre le rejet d'un amendement de Cowper ne fut rayée du registre qu'à la majorité de 90 voix contre 64. Ce fut là le vote décisif. Le 31 juin, la reine prorogea le parlement par un discours habilement fait, où elle l'engageait au-delà des termes des adresses qu'il avait votées. On crut reconnaître dans ce discours la touche de Saint-John, et l'on observa que tant qu'il fut ministre, les harangues royales, auxquelles il employait la plume même de Swift à défaut de la sienne, furent remarquables par une rédaction supérieure.

L'impulsion était donnée, et désormais irrésistible. Quelle que fût la paix, elle serait accueillie, et l'on souscrirait aux stipulations jugées inacceptables peu de mois auparavant. Dès lors on marcha d'un pas rapide au dénoûment. Une suspension d'armes fut consentie entre la France et l'Angleterre; le duc d'Ormond signifia aux confédérés qu'il cessait toute coopération, et le brigadier Hill entra dans Dunkerque. Le prince Eugène, qui avait pris Le Quesnoy, tenait la campagne; mais Villars gagnait sur le comte d'Albemarle la bataille de Denain, et Saint-John était créé pair, baron Saint-John de Lidyard-Tregoze dans le Wiltshire, et vicomte Bolingbroke. C'est le nom qui a passé à la postérité. Par ces titres, il réunissait les honneurs des deux branches de sa famille, l'une royaliste, l'autre parlementaire au temps de Charles Ier, et sa prétention était de concilier ces deux esprits dans sa personne et dans sa conduite. Comme il n'avait pas d'enfans, il fut décrété que ses honneurs seraient reversibles à son décès sur la tête de son père, qui vivait encore, et sur celle des enfans de son père.

Ce père, sir Henry Saint-John, était un personnage original, d'une réputation équivoque, et qui dans sa jeunesse avait eu besoin de lettres d'abolition pour avoir tué dans un souper un des convives. Quand son fils fut nommé vicomte : « Ah ! lui dit-il, Harry, j'ai toujours dit que vous seriez pendu ; mais à présent je crois que vous serez décapité. » Cette pairie, à laquelle se joignit la lieutenance du comté d'Essex, semblait cependant élever selon ses vœux la fortune de Saint-John; mais à son ancien dévouement pour le comte d'Oxford avait succédé la défiance, puis le mépris, puis l'aversion. Il le trouvait incapable, irrésolu et inactif, si ce n'est pour l'intrigue, et d'une

fausseté qui rendait avec lui les rapports insupportables. Il se croyait envié de son supérieur officiel, — et persuadé qu'à lui seul était dû le succès de leur commune administration, puisqu'il était le véritable auteur de la paix, il songeait à lui disputer le premier rang. Du sein de l'assemblée, où son éloquence était sans rivale, il se jugeait déjà aussi puissant et certainement plus redoutable qu'un premier ministre cantonné dans l'autre chambre, où ne prévalait pas son esprit. « Il siérait mal à l'amitié que je professe pour vous, écrivait-il le 23 juillet à lord Strafford, de ne pas vous confier naturellement ce qui se passe dans mon cœur, et de ne pas vous avouer ce que je n'avouerais à nul autre : c'est que ma promotion a été pour moi une mortification. Dans la chambre des communes, je puis dire que j'étais à la tête des affaires, et j'aurais continué à m'y maintenir avec ou sans la cour. Il n'y avait donc rien qui pût flatter mon ambition à me faire sortir de là, si l'on ne me donnait le titre qui a été pendant beaucoup d'années dans ma famille, et qui n'a fait retour à la couronne qu'il y a un an, par la mort du dernier aîné de ma maison... Me créer pair n'était pas une faveur, quand on a été forcé d'en créer tant d'autres pour avoir la majorité, et comme *Elle* a eu besoin de mes services dans la chambre des communes pendant la session, elle ne pouvait moins faire que de me créer vicomte. Sans cela, j'aurais été précédé par des gens que je n'étais pas né pour suivre... Je vous avoue que de ma vie je n'ai été aussi indigné, et le seul motif qui m'ait empêché de me porter à des extrémités est ce qui aurait dû engager quelqu'un à en mieux user avec moi. Je savais que la moindre rupture entre moi et le lord trésorier donnerait du courage à nos ennemis communs. » Ici perce le regret de n'avoir pas au moins obtenu un titre égal à celui d'Oxford, d'autant que Powlet Saint-John était mort au mois d'octobre précédent comte de Bolingbroke. On semblait donc avoir eu l'intention de mettre entre le trésorier et le secrétaire d'état une inégalité que la reine marqua davantage encore en donnant au premier seul l'ordre de la Jarretière. On peut dire que de cette époque, il y eut rupture entre les deux chefs du même parti, les deux membres du même cabinet, et telle fut leur mutuelle inimitié, qu'ils y sacrifièrent désormais l'un et l'autre non-seulement le bien de l'état, mais le succès de leurs propres opérations, et jusqu'à l'intérêt de leur fortune et de leur sûreté. Cette division fut la ruine de leur parti, qui n'a pas mis moins de soixante ans à s'en relever.

Il fallait cependant conclure la paix générale; elle n'existait encore qu'en projet. L'Angleterre en avait posé les bases, et par la suspension d'armes, elle avait de son chef pris le rôle de médiatrice. Le procédé n'était ni courtois ni loyal. Abandonner en pleine guerre ses alliés, c'était porter à la fois le trouble dans les négociations et dans

les opérations de la campagne. Les pièces de l'échiquier étaient déplacées. On avait vu, par ce revirement subit, Ormond se concerter avec Villars et gêner ou desservir Eugène; on avait vu les auxiliaires à la solde des Anglais les déserter pour suivre le drapeau de la coalition. La médiation dont l'Angleterre s'emparait de vive force n'était acceptée de personne, et les conditions annoncées semblaient peu propres à la rendre désirable. La France devait reconnaître formellement la succession protestante dans la maison de Hanovre et forcer le prétendant à quitter son territoire. Philippe V était accepté pour roi des Espagnes et des Indes moyennant renonciation solennelle de sa part à tous droits à la couronne de France, et de la part des ducs de Berry et d'Orléans à tous droits à la couronne d'Espagne. L'Angleterre garderait Gibraltar et le Port-Mahon. Dunkerque devait être démoli. Un traité de commerce serait conclu. La Hollande aurait les frontières et les agrandissemens convenables. Le duc de Savoie prendrait la Sicile, et ses états deviendraient un royaume. Les Pays-Bas, Naples, la Sardaigne, une partie de la Toscane et de la Lombardie, passeraient à l'empereur. Des accroissemens de territoire étaient indiqués pour les électeurs de Bavière et de Cologne. En soi, ces conditions étaient assez équitables : de la part de l'Angleterre, elles pouvaient passer pour modérées. Jamais, je crois, en de telles circonstances Guillaume III n'eût consenti à laisser un Bourbon à Madrid. Après Oudenarde et Malplaquet, on pouvait croire que l'ascendant de Marlborough, et certainement une victoire de plus, eût réduit la France à de bien autres sacrifices. L'orgueil britannique avait pu espérer et Louis XIV redouter bien davantage. Il sortait de la lutte vaincu, médiocrement affaibli, point humilié. C'était peu pour la haine trop implacable d'une nation rivale, trop légitime d'une nation protestante, contre un roi conquérant et persécuteur. Cependant la paix ainsi faite était encore avantageuse, et une politique très généreuse pouvait s'en contenter; mais l'électeur de Hanovre professait qu'il ne se séparerait pas de l'empereur, mais l'empereur se disait lésé dans le partage, mais la probité des Hollandais déclarait qu'elle n'accepterait pas un traité refusé de leurs alliés. N'importe, toute résistance venait trop tard. Le cabinet anglais ne pouvait plus s'arrêter; la trêve allait expirer. Il ne restait plus qu'à en finir séparément avec la France, l'Espagne et la Savoie, et Bolingbroke partit pour Paris.

CHARLES DE RÉMUSAT.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

SYLVIE

SOUVENIRS DU VALOIS.

I. — NUIT PERDUE.

Je sortais d'un théâtre où tous les soirs je paraissais aux avant-scènes en grande tenue de soupirant. Quelquefois tout était plein, quelquefois tout était vide. Peu m'importait d'arrêter mes regards sur un parterre peuplé seulement d'une trentaine d'amateurs forcés, sur des loges garnies de bonnets ou de toilettes surannées, — ou bien de faire partie d'une salle animée et frémissante couronnée à tous ses étages de toilettes fleuries, de bijoux étincelans et de visages radieux. Indifférent au spectacle de la salle, celui du théâtre ne m'arrêtait guère, — excepté lorsqu'à la seconde ou à la troisième scène d'un maussade chef-d'œuvre d'alors, une apparition bien connue illuminait l'espace vide, rendant la vie d'un souffle et d'un mot à ces vaines figures qui m'entouraient.

Je me sentais vivre en elle, et elle vivait pour moi seul. Son sourire me remplissait d'une béatitude infinie; la vibration de sa voix si douce et cependant fortement timbrée me faisait tressaillir de joie et d'amour. Elle avait pour moi toutes les perfections, elle répondait à tous mes enthousiasmes, à tous mes caprices, — belle comme le jour aux feux de la rampe qui l'éclairait d'en bas, pâle comme la nuit, quand la rampe baissée la laissait éclairée d'en haut sous les rayons du lustre et la montrait plus naturelle, brillant dans l'ombre de sa seule beauté, comme les Heures divines qui se découpent, avec une étoile au front, sur les fonds bruns des fresques d'Herculanum!

Depuis un an, je n'avais pas encore songé à m'informer de ce qu'elle pouvait être d'ailleurs; je craignais de troubler le miroir magique qui me renvoyait son image, — et tout au plus avais-je prêté l'oreille à quelques propos concernant non plus l'actrice, mais la femme. Je m'en informais aussi peu que des bruits qui ont pu courir sur la princesse d'Élide ou sur la reine de Trébizonde, — un de mes oncles qui avait vécu dans les avant-dernières années du XVIIIe siècle, comme il fallait y vivre pour le bien connaître, m'ayant prévenu de bonne heure que les actrices n'étaient pas des femmes, et que la nature avait oublié de leur faire un cœur. Il parlait de celles de ce temps-là sans doute; mais il m'avait raconté tant d'histoires de ses illusions, de ses déceptions, et montré tant de portraits sur ivoire, médaillons charmans qu'il utilisait depuis à parer des tabatières, tant de billets jaunis, tant de faveurs fanées, en m'en faisant l'histoire et le compte définitif, que je m'étais habitué à penser mal de toutes sans tenir compte de l'ordre des temps.

Nous vivions alors dans une époque étrange, comme celles qui d'ordinaire succèdent aux révolutions ou aux abaissemens des grands règnes. Ce n'était plus la galanterie héroïque comme sous la fronde, le vice élégant et paré comme sous la régence, le scepticisme et les folles orgies du directoire; c'était un mélange d'activité, d'hésitation et de paresse, d'utopies brillantes, d'aspirations philosophiques ou religieuses, d'enthousiasmes vagues, mêlés de certains instincts de renaissance; d'ennuis des discordes passées, d'espoirs incertains, — quelque chose comme l'époque de Pérégrinus et d'Apulée. L'homme matériel aspirait au bouquet de roses qui devait le régénérer par les mains de la belle Isis; la déesse éternellement jeune et pure nous apparaissait dans les nuits, et nous faisait honte de nos heures de jour perdues. L'ambition n'était cependant pas de notre âge, et l'avide curée qui se faisait alors des positions et des honneurs nous éloignait des sphères d'activité possibles. Il ne nous restait pour asile que cette tour d'ivoire des poètes, où nous montions toujours plus haut pour nous isoler de la foule. A ces points élevés où nous guidaient nos maîtres, nous respirions enfin l'air pur des solitudes, nous buvions l'oubli dans la coupe d'or des légendes, nous étions ivres de poésie et d'amour. Amour, hélas! des formes vagues, des teintes roses et bleues, des fantômes métaphysiques! Vue de près, la femme réelle révoltait notre ingénuité; il fallait qu'elle nous apparût reine ou déesse, et surtout n'en pas approcher.

Quelques-uns d'entre nous néanmoins prisaient peu ces paradoxes platoniques, et à travers nos rêves renouvelés d'Alexandrie agitaient parfois la torche des dieux souterrains, qui éclaire l'ombre un instant de ses traînées d'étincelles. — C'est ainsi que, sortant du théâtre avec

l'amère tristesse que laisse un songe évanoui, j'allais volontiers me joindre à la société d'un cercle où l'on soupait en grand nombre, et où toute mélancolie cédait devant la verve intarissable de quelques esprits éclatans, vifs, orageux, sublimes parfois, — tels qu'il s'en est trouvé toujours dans les époques de rénovation ou de décadence, et dont les discussions se haussaient à ce point, que les plus timides d'entre nous allaient voir parfois aux fenêtres si les Huns, les Turcomans ou les Cosaques n'arrivaient pas enfin pour couper court à ces argumens de rhéteurs et de sophistes.

« Buvons, aimons, c'est la sagesse ! » Telle était la seule opinion des plus jeunes. Un de ceux-là me dit : « Voici bien longtemps que je te rencontre dans le même théâtre, et chaque fois que j'y vais. Pour *laquelle* y viens-tu ? »

Pour laquelle?... Il ne me semblait pas que l'on pût aller là pour une *autre*. Cependant j'avouai un nom. — « Eh bien ! dit mon ami avec indulgence, tu vois là-bas l'homme heureux qui vient de la reconduire, et qui, fidèle aux lois de notre cercle, n'ira la retrouver peut-être qu'après la nuit. »

Sans trop d'émotion, je tournai les yeux vers le personnage indiqué. C'était un jeune homme correctement vêtu, d'une figure pâle et nerveuse, ayant des manières convenables et des yeux empreints de mélancolie et de douceur. Il jetait de l'or sur une table de whist et le perdait avec indifférence. — Que m'importe, dis-je, lui ou tout autre? Il fallait qu'il y en eût un, et celui-là me paraît digne d'avoir été choisi. — Et toi? — Moi? C'est une image que je poursuis, rien de plus.

En sortant, je passai par la salle de lecture, et machinalement je regardai un journal. C'était, je crois, pour y voir le cours de la Bourse. Dans les débris de mon opulence se trouvait une somme assez forte en titres étrangers. Le bruit avait couru que, négligés longtemps, ils allaient être reconnus. — C'est ce qui venait d'avoir lieu à la suite d'un changement de ministère. Les fonds se trouvaient déjà cotés très haut; je redevenais riche.

Une seule pensée résulta de ce changement de situation, celle que la femme aimée si longtemps était à moi si je voulais. — Je touchais du doigt mon idéal. N'était-ce pas une illusion encore, une faute d'impression railleuse? Mais les autres feuilles parlaient de même. — La somme gagnée se dressa devant moi comme la statue d'or de Moloch. « Que dirait maintenant, pensai-je, le jeune homme de tout à l'heure, si j'allais prendre sa place près de la femme qu'il a laissée seule?.. » Je frémis de cette pensée, et mon orgueil se révolta.

Non! ce n'est pas ainsi, ce n'est pas à mon âge que l'on tue l'amour avec de l'or : je ne serai pas un corrupteur. D'ailleurs ceci

est une idée d'un autre temps. Qui me dit aussi que cette femme soit vénale? — Mon regard parcourait vaguement le journal que je tenais encore, et j'y lus ces deux lignes : « *Fête du Bouquet provincial.* — Demain, les archers de Senlis doivent rendre le bouquet à ceux de Loisy. » Ces mots, fort simples, réveillèrent en moi toute une nouvelle série d'impressions : c'était un souvenir de la province depuis longtemps oubliée, un écho lointain des fêtes naïves de la jeunesse. — Le cor et le tambour résonnaient au loin dans les hameaux et dans les bois; les jeunes filles tressaient des guirlandes et assortissaient, en chantant, des bouquets ornés de rubans. — Un lourd chariot, traîné par des bœufs, recevait ces présens sur son passage, et nous, enfans de ces contrées, nous formions le cortége avec nos arcs et nos flèches, nous décorant du titre de chevaliers, — sans savoir alors que nous ne faisions que répéter d'âge en âge une fête druidique survivant aux monarchies et aux religions nouvelles.

II. — ADRIENNE.

Je regagnai mon lit et je ne pus y trouver le repos. Plongé dans une demi-somnolence, toute ma jeunesse repassait en mes souvenirs. Cet état, où l'esprit résiste encore aux bizarres combinaisons du songe, permet souvent de voir se presser en quelques minutes les tableaux les plus saillans d'une longue période de la vie.

Je me représentais un château du temps de Henri IV avec ses toits pointus couverts d'ardoises et sa face rougeâtre aux encoignures dentelées de pierres jaunies, une grande place verte encadrée d'ormes et de tilleuls, dont le soleil couchant perçait le feuillage de ses traits enflammés. Des jeunes filles dansaient en rond sur la pelouse en chantant de vieux airs transmis par leurs mères, et d'un français si naturellement pur, que l'on se sentait bien exister dans ce vieux pays du Valois, où, pendant plus de mille ans, a battu le cœur de la France.

J'étais le seul garçon dans cette ronde, où j'avais amené ma compagne toute jeune encore, Sylvie, une petite fille du hameau voisin, si vive et si fraîche, avec ses yeux noirs, son profil régulier et sa peau légèrement hâlée!... Je n'aimais qu'elle, je ne voyais qu'elle, — jusque-là! A peine avais-je remarqué, dans la ronde où nous dansions, une blonde, grande et belle, qu'on appelait Adrienne. Tout d'un coup, suivant les règles de la danse, Adrienne se trouva placée seule avec moi au milieu du cercle. Nos tailles étaient pareilles. On nous dit de nous embrasser, et la danse et le chœur tournaient plus vivement que jamais. En lui donnant ce baiser, je ne pus m'empêcher de lui presser la main. Les longs anneaux roulés de ses cheveux d'or effleuraient mes joues. De ce moment, un trouble inconnu s'empara de moi. — La belle

devait chanter pour avoir le droit de rentrer dans la danse. On s'assit autour d'elle, et aussitôt, d'une voix fraîche et pénétrante, légèrement voilée, comme celles des filles de ce pays brumeux, elle chanta une de ces anciennes romances pleines de mélancolie et d'amour, qui racontent toujours les malheurs d'une princesse enfermée dans sa tour par la volonté d'un père qui la punit d'avoir aimé. La mélodie se terminait à chaque stance par ces trilles chevrotans que font valoir si bien les voix jeunes, quand elles imitent par un frisson modulé la voix tremblante des aïeules.

A mesure qu'elle chantait, l'ombre descendait des grands arbres, et le clair de lune naissant tombait sur elle seule, isolée de notre cercle attentif. — Elle se tut, et personne n'osa rompre le silence. La pelouse était couverte de faibles vapeurs condensées, qui déroulaient leurs blancs flocons sur les pointes des herbes. Nous pensions être en paradis. — Je me levai enfin, courant au parterre du château, où se trouvaient des lauriers, plantés dans de grands vases de faïence peints en camaïeu. Je rapportai deux branches, qui furent tressées en couronne et nouées d'un ruban. Je posai sur la tête d'Adrienne cet ornement, dont les feuilles lustrées éclataient sur ses cheveux blonds aux rayons pâles de la lune. Elle ressemblait à la Béatrice de Dante qui sourit au poète errant sur la lisière des saintes demeures.

Adrienne se leva. Développant sa taille élancée, elle nous fit un salut gracieux, et rentra en courant dans le château. — C'était, nous dit-on, la petite-fille de l'un des descendans d'une famille alliée aux anciens rois de France; le sang des Valois coulait dans ses veines. Pour ce jour de fête, on lui avait permis de se mêler à nos jeux; nous ne devions plus la revoir, car le lendemain elle repartait pour un couvent où elle était pensionnaire.

Quand je revins près de Sylvie, je m'aperçus qu'elle pleurait. La couronne donnée par mes mains à la belle chanteuse était le sujet de ses larmes. Je lui offris d'en aller cueillir une autre, mais elle dit qu'elle n'y tenait nullement, ne la méritant pas. Je voulus en vain me défendre, elle ne me dit plus un seul mot pendant que je la reconduisais chez ses parens.

Rappelé moi-même à Paris pour y reprendre mes études, j'emportai cette double image d'une amitié tendre tristement rompue,— puis d'un amour impossible et vague, source de pensées douloureuses que la philosophie de collége était impuissante à calmer.

La figure d'Adrienne resta seule triomphante,—mirage de la gloire et de la beauté, adoucissant ou partageant les heures des sévères études. Aux vacances de l'année suivante, j'appris que cette belle à peine entrevue était consacrée par sa famille à la vie religieuse.

III. — RÉSOLUTION.

Tout m'était expliqué par ce souvenir à demi rêvé. Cet amour vague et sans espoir, conçu pour une femme de théâtre, qui tous les soirs me prenait à l'heure du spectacle, pour ne me quitter qu'à l'heure du sommeil, avait son germe dans le souvenir d'Adrienne, fleur de la nuit éclose à la pâle clarté de la lune, fantôme rose et blond glissant sur l'herbe verte à demi baignée de blanches vapeurs. — La ressemblance d'une figure oubliée depuis des années se dessinait désormais avec une netteté singulière; c'était un crayon estompé par le temps qui se faisait peinture, comme ces vieux croquis de maîtres admirés dans un musée, dont on retrouve ailleurs l'original éblouissant.

Aimer une religieuse sous la forme d'une actrice!... et si c'était la même! — Il y a de quoi devenir fou! C'est un entraînement fatal où l'inconnu vous attire comme le feu follet fuyant sur les joncs d'une eau morte... Reprenons pied sur le réel.

Et Sylvie que j'aimais tant, pourquoi l'ai-je oubliée depuis trois ans?... C'était une bien jolie fille, et la plus belle de Loisy!

Elle existe, elle, bonne et pure de cœur sans doute. Je revois sa fenêtre où le pampre s'enlace au rosier, la cage de fauvettes suspendue à gauche; j'entends le bruit de ses fuseaux sonores et sa chanson favorite :

La belle était assise
Près du ruisseau coulant...

Elle m'attend encore... Qui l'aurait épousée? elle est si pauvre!

Dans son village et dans ceux qui l'entourent, de bons paysans en blouse, aux mains rudes, à la face amaigrie, au teint hâlé! Elle m'aimait seul, moi le petit Parisien, quand j'allais voir près de Loisy mon pauvre oncle, mort aujourd'hui. Depuis trois ans, je dissipe en seigneur le bien modeste qu'il m'a laissé et qui pouvait suffire à ma vie. Avec Sylvie, je l'aurais conservé. Le hasard m'en rend une partie. Il est temps encore.

A cette heure, que fait-elle? Elle dort... Non, elle ne dort pas; c'est aujourd'hui la fête de l'arc, la seule de l'année où l'on danse toute la nuit. — Elle est à la fête...

Quelle heure est-il?

Je n'avais pas de montre.

Au milieu de toutes les splendeurs de bric-à-brac qu'il était d'usage de réunir à cette époque pour restaurer dans sa couleur locale un appartement d'autrefois, brillait d'un éclat rafraîchi une de ces pendules d'écaille de la renaissance, dont le dôme doré surmonté

de la figure du Temps est supporté par des cariatides du style Médicis, reposant à leur tour sur des chevaux à demi cabrés. La Diane historique, accoudée sur son cerf, est en bas-relief sous le cadran, où s'étalent sur un fond niellé les chiffres émaillés des heures. Le mouvement, excellent sans doute, n'avait pas été remonté depuis deux siècles. — Ce n'était pas pour savoir l'heure que j'avais acheté cette pendule en Touraine.

Je descendis chez le concierge. Son coucou marquait une heure du matin. — En quatre heures, me dis-je, je puis arriver au bal de Loisy. Il y avait encore sur la place du Palais-Royal cinq ou six fiacres stationnant pour les habitués des cercles et des maisons de jeu : — A Loisy! dis-je au plus apparent. — Où cela est-il? — Près de Senlis, à huit lieues. — Je vais vous conduire à la poste, dit le cocher, moins préoccupé que moi.

Quelle triste route, la nuit, que cette route de Flandres, qui ne devient belle qu'en atteignant la zone des forêts! Toujours ces deux files d'arbres monotones qui grimacent des formes vagues; au-delà, des carrés de verdure et de terres remuées, bornés à gauche par les collines bleuâtres de Montmorency, d'Écouen, de Luzarches. Voici Gonesse, le bourg vulgaire plein des souvenirs de la ligue et de la fronde...

Plus loin que Louvres est un chemin bordé de pommiers dont j'ai vu bien des fois les fleurs éclater dans la nuit comme des étoiles de la terre : c'était le plus court pour gagner les hameaux. — Pendant que la voiture monte les côtes, recomposons les souvenirs du temps où j'y venais si souvent.

IV. — UN VOYAGE A CYTHÈRE.

Quelques années s'étaient écoulées : l'époque où j'avais rencontré Adrienne devant le château n'était plus déjà qu'un souvenir d'enfance. Je me retrouvai à Loisy au moment de la fête patronale. J'allai de nouveau me joindre aux chevaliers de l'arc, prenant place dans la compagnie dont j'avais fait partie déjà. Des jeunes gens appartenant aux vieilles familles qui possèdent encore là plusieurs de ces châteaux perdus dans les forêts, qui ont plus souffert du temps que des révolutions, avaient organisé la fête. De Chantilly, de Compiègne et de Senlis accouraient de joyeuses cavalcades qui prenaient place dans le cortége rustique des compagnies de l'arc. Après la longue promenade à travers les villages et les bourgs, après la messe à l'église, les luttes d'adresse et la distribution des prix, les vainqueurs avaient été conviés à un repas qui se donnait dans une île ombragée de peupliers et de tilleuls, au milieu de l'un des étangs alimentés par la

Nonette et la Thève. Des barques pavoisées nous conduisirent à l'île, — dont le choix avait été déterminé par l'existence d'un temple ovale à colonnes qui devait servir de salle pour le festin. — Là comme à Ermenonville, le pays est semé de ces édifices légers de la fin du XVIIIe siècle, où des millionnaires philosophes se sont inspirés dans leurs plans du goût dominant d'alors. Je crois bien que ce temple avait dû être primitivement dédié à Uranie. Trois colonnes avaient succombé emportant dans leur chute une partie de l'architrave; mais on avait déblayé l'intérieur de la salle, suspendu des guirlandes entre les colonnes, on avait rajeuni cette ruine moderne, — qui appartenait au paganisme de Boufflers ou de Chaulieu plutôt qu'à celui d'Horace.

La traversée du lac avait été imaginée peut-être pour rappeler le *Voyage à Cythère* de Vatteau. Nos costumes modernes dérangeaient seuls l'illusion. L'immense bouquet de la fête, enlevé du char qui le portait, avait été placé sur une grande barque; le cortége des jeunes filles vêtues de blanc qui l'accompagnent selon l'usage avait pris place sur les bancs, et cette gracieuse *théorie* renouvelée des jours antiques se reflétait dans les eaux calmes de l'étang qui la séparait du bord de l'île si vermeil aux rayons du soir avec ses halliers d'épine, sa colonnade et ses clairs feuillages. Toutes les barques abordèrent en peu de temps. La corbeille portée en cérémonie occupa le centre de la table, et chacun prit place, les plus favorisés auprès des jeunes filles : il suffisait pour cela d'être connu de leurs parens. Ce fut la cause qui fit que je me retrouvai près de Sylvie. Son frère m'avait déjà rejoint dans la fête, il me fit la guerre de n'avoir pas depuis longtemps rendu visite à sa famille. Je m'excusai sur mes études, qui me retenaient à Paris, et l'assurai que j'étais venu dans cette intention. « Non, c'est moi qu'il a oubliée, dit Sylvie. Nous sommes des gens de village, et Paris est si au-dessus ! » Je voulus l'embrasser pour lui fermer la bouche; mais elle me boudait encore, et il fallut que son frère intervînt pour qu'elle m'offrît sa joue d'un air indifférent. Je n'eus aucune joie de ce baiser dont bien d'autres obtenaient la faveur, car dans ce pays patriarcal où l'on salue tout homme qui passe, un baiser n'est autre chose qu'une politesse entre bonnes gens.

Une surprise avait été arrangée par les ordonnateurs de la fête. A la fin du repas, on vit s'envoler du fond de la vaste corbeille un cygne sauvage, jusque-là captif sous les fleurs, qui de ses fortes ailes, soulevant des lacis de guirlandes et de couronnes, finit par les disperser de tous côtés. Pendant qu'il s'élançait joyeux vers les dernières lueurs du soleil, nous rattrapions au hasard les couronnes, dont chacun parait aussitôt le front de sa voisine. J'eus le bonheur de saisir une des plus belles, et Sylvie souriante se laissa embrasser

cette fois plus tendrement que l'autre. Je compris que j'effaçais ainsi le souvenir d'un autre temps. Je l'admirai cette fois sans partage, elle était devenue si belle! Ce n'était plus cette petite fille de village que j'avais dédaignée pour une plus grande et plus faite aux grâces du monde. Tout en elle avait gagné : le charme de ses yeux noirs, si séduisans dès son enfance, était devenu irrésistible; sous l'orbite arquée de ses sourcils, son sourire, éclairant tout à coup des traits réguliers et placides, avait quelque chose d'athénien. J'admirais cette physionomie digne de l'art antique au milieu des minois chiffonnés de ses compagnes. Ses mains délicatement allongées, ses bras qui avaient blanchi en s'arrondissant, sa taille dégagée, la faisaient tout autre que je ne l'avais vue. Je ne pus m'empêcher de lui dire combien je la trouvais différente d'elle-même, espérant couvrir ainsi mon ancienne et rapide infidélité.

Tout me favorisait d'ailleurs, l'amitié de son frère, l'impression charmante de cette fête, l'heure du soir et le lieu même où, par une fantaisie pleine de goût, on avait reproduit une image des galantes solennités d'autrefois. Tant que nous pouvions, nous échappions à la danse pour causer de nos souvenirs d'enfance et pour admirer en rêvant à deux les reflets du ciel sur les ombrages et sur les eaux. Il fallut que le frère de Sylvie nous arrachât à cette contemplation en disant qu'il était temps de retourner au village assez éloigné qu'habitaient ses parens.

V. — LE VILLAGE.

C'était à Loisy, dans l'ancienne maison du garde. Je les conduisis jusque-là, puis je retournai à Montagny, où je demeurais chez mon oncle. En quittant le chemin pour traverser un petit bois qui sépare Loisy de Saint-S...., je ne tardai pas à m'engager dans une *sente* profonde qui longe la forêt d'Ermenonville; je m'attendais ensuite à rencontrer les murs d'un couvent qu'il fallait suivre pendant un quart de lieue. La lune se cachait de temps à autre sous les nuages, éclairant à peine les roches de grès sombre et les bruyères qui se multipliaient sous mes pas. A droite et à gauche, des lisières de forêts sans routes tracées, et toujours devant moi ces roches druidiques de la contrée qui gardent le souvenir des fils d'Armen exterminés par les Romains! Du haut de ces entassemens sublimes, je voyais les étangs lointains se découper comme des miroirs sur la plaine brumeuse, sans pouvoir distinguer celui même où s'était passé la fête.

L'air était tiède et embaumé; je résolus de ne pas aller plus loin et d'attendre le matin, en me couchant sur des touffes de bruyères.

— En me réveillant, je reconnus peu à peu les points voisins du lieu où je m'étais égaré dans la nuit. A ma gauche, je vis se dessiner la longue ligne des murs du couvent de Saint-S...., puis de l'autre côté de la vallée, la butte aux Gens-d'Armes, avec les ruines ébréchées de l'antique résidence carlovingienne. Près de là, au-dessus des touffes de bois, les hautes masures de l'abbaye de Thiers découpaient sur l'horizon leurs pans de muraille percés de trèfles et d'ogives. Au-delà, le manoir gothique de Pontarmé, entouré d'eau comme autrefois, refléta bientôt les premiers feux du jour, tandis qu'on voyait se dresser au midi le haut donjon de la Tournelle et les quatre tours de Bertrand-Fosse sur les premiers coteaux de Montméliant.

Cette nuit m'avait été douce, et je ne songeais qu'à Sylvie; cependant l'aspect du couvent me donna un instant l'idée que c'était celui peut-être qu'habitait Adrienne. Le tintement de la cloche du matin était encore dans mon oreille et m'avait sans doute réveillé. J'eus un instant l'idée de jeter un coup d'œil par-dessus les murs en gravissant la plus haute pointe des rochers; mais en y réfléchissant, je m'en gardai comme d'une profanation. Le jour en grandissant chassa de ma pensée ce vain souvenir et n'y laissa plus que les traits rosés de Sylvie. « Allons la réveiller, » me dis-je, et je repris le chemin de Loisy.

Voici le village au bout de la sente qui côtoie la forêt : vingt chaumières dont la vigne et les roses grimpantes festonnent les murs. Des fileuses matinales, coiffées de mouchoirs rouges, travaillent réunies devant une ferme. Sylvie n'est point avec elles. C'est presque une demoiselle depuis qu'elle exécute de fines dentelles, tandis que ses parens sont restés de bons villageois. — Je suis monté à sa chambre sans étonner personne; déjà levée depuis longtemps, elle agitait les fuseaux de sa dentelle, qui claquaient avec un doux bruit sur le carreau vert que soutenaient ses genoux. « Vous voilà, paresseux, dit-elle avec son sourire divin, je suis sûre que vous sortez seulement de votre lit! » Je lui racontai ma nuit passée sans sommeil, mes courses égarées à travers les bois et les roches. Elle voulut bien me plaindre un instant. « Si vous n'êtes pas fatigué, je vais vous faire courir encore. Nous irons voir ma grand'tante à Othys. » J'avais à peine répondu, qu'elle se leva joyeusement, arrangea ses cheveux devant un miroir et se coiffa d'un chapeau de paille rustique. L'innocence et la joie éclataient dans ses yeux. Nous partîmes en suivant les bords de la Thève à travers les prés semés de marguerites et de boutons d'or, puis le long des bois de Saint-Laurent, franchissant parfois les ruisseaux et les halliers pour abréger la route. Les merles sifflaient dans les arbres, et les mésanges s'échappaient joyeusement des buissons frôlés par notre marche.

Parfois nous rencontrions sous nos pas les pervenches si chères à Rousseau, ouvrant leurs corolles bleues parmi ces longs rameaux de feuilles accouplées, lianes modestes qui arrêtaient les pieds furtifs de ma compagne. Indifférente aux souvenirs du philosophe genevois, elle cherchait çà et là les fraises parfumées, et moi, je lui parlais de *la Nouvelle Héloïse,* dont je récitais par cœur quelques passages. «Est-ce que c'est joli? dit-elle. — C'est sublime. — Est-ce mieux qu'Auguste Lafontaine? — C'est plus tendre. — Oh! bien, dit-elle, il faut que je lise cela. Je dirai à mon frère de me l'apporter la première fois qu'il ira à Senlis. » Et je continuais à réciter des fragmens de l'*Héloïse* pendant que Sylvie cueillait des fraises.

VI. — OTHYS.

Au sortir du bois, nous rencontrâmes de grandes touffes de digitale pourprée; elle en fit un énorme bouquet en me disant : « C'est pour ma tante; elle sera si heureuse d'avoir ces belles fleurs dans sa chambre. » Nous n'avions plus qu'un bout de plaine à traverser pour gagner Othys. Le clocher du village pointait sur les coteaux bleuâtres qui vont de Montméliant à Dammartin. La Thève bruissait de nouveau parmi les grès et les cailloux, s'amincissant au voisinage de sa source, où elle se repose dans les prés, formant un petit lac au milieu des glaïeuls et des iris. Bientôt nous gagnâmes les premières maisons. La tante de Sylvie habitait une petite chaumière bâtie en pierres de grès inégales que revêtaient des treillages de houblon et de vigne-vierge; elle vivait seule de quelques carrés de terre que les gens du village cultivaient pour elle depuis la mort de son mari. Sa nièce arrivant, c'était le feu dans la maison. « Bonjour, la tante! Voici vos enfans! dit Sylvie; nous avons bien faim! » Elle l'embrassa tendrement, lui mit dans les bras la botte de fleurs, puis songea enfin à me présenter, en disant : « C'est mon amoureux! »

J'embrassai à mon tour la tante, qui dit : « Il est gentil... C'est donc un blond!... — Il a de jolis cheveux fins, dit Sylvie. — Cela ne dure pas, dit la tante; mais vous avez du temps devant vous, et toi qui es brune, cela t'assortit bien. — Il faut le faire déjeuner, la tante, dit Sylvie, » et elle alla cherchant dans les armoires, dans la huche, trouvant du lait, du pain bis, du sucre, étalant sans trop de soin sur la table les assiettes et les plats de faïence émaillés de larges fleurs et de coqs au vif plumage. Une jatte en porcelaine de Creil, pleine de lait, où nageaient les fraises, devint le centre du service, et après avoir dépouillé le jardin de quelques poignées de cerises et de groseilles, elle disposa deux vases de fleurs aux deux bouts de la nappe. Mais la tante avait dit ces belles paroles : « Tout cela, ce n'est que

du dessert. Il faut me laisser faire à présent. » Et elle avait décroché la poêle et jeté un fagot dans la haute cheminée. « Je ne veux pas que tu touches à cela ! dit-elle à Sylvie, qui voulait l'aider; abîmer tes jolis doigts qui font de la dentelle plus belle qu'à Chantilly ! tu m'en as donné, et je m'y connais. — Ah ! oui, la tante !... Dites donc, si vous en avez, des morceaux de l'ancienne, cela me fera des modèles. — Eh bien ! va voir là-haut, dit la tante ; il y en a peut-être dans ma commode. — Donnez-moi les clés, reprit Sylvie. — Bah ! dit la tante, les tiroirs sont ouverts. — Ce n'est pas vrai, il y en a un qui est toujours fermé. » Et pendant que la bonne femme nettoyait la poêle après l'avoir passée au feu, Sylvie dénouait des pendans de sa ceinture une petite clé d'un acier ouvragé qu'elle me fit voir avec triomphe.

Je la suivis, montant rapidement l'escalier de bois qui conduisait à la chambre. — O jeunesse, ô vieillesse saintes ! — qui donc eût songé à ternir la pureté d'un premier amour dans ce sanctuaire des souvenirs fidèles? Le portrait d'un jeune homme du bon vieux temps souriait avec ses yeux noirs et sa bouche rose, dans un ovale, au cadre doré suspendu à la tête du lit rustique. Il portait l'uniforme des gardes-chasse de la maison de Condé; son attitude à demi martiale, sa figure rose et bienveillante, son front pur sous ses cheveux poudrés, relevaient ce pastel, médiocre peut-être, des grâces de la jeunesse et de la simplicité. Quelque artiste modeste invité aux chasses princières s'était appliqué à le pourtraire de son mieux, ainsi que sa jeune épouse, qu'on voyait dans un autre médaillon, attrayante, maligne, élancée dans son corsage ouvert à échelle de rubans, agaçant de sa mine retroussée un oiseau posé sur son doigt. C'était pourtant la même bonne vieille qui cuisinait en ce moment, courbée sur le feu de l'âtre. Cela me fit penser aux fées des Funambules qui cachent, sous leur masque ridé, un visage attrayant, qu'elles révèlent au dénoûment, lorsqu'apparaît le temple de l'Amour et son soleil tournant qui rayonne de feux magiques. « O bonne tante, m'écriai-je, que vous étiez jolie ! — Et moi donc ? » dit Sylvie, qui était parvenue à ouvrir le fameux tiroir. Elle y avait trouvé une grande robe en taffetas flambé, qui criait du froissement de ses plis. « Je veux essayer si cela m'ira, dit-elle. Ah ! je vais avoir l'air d'une vieille fée ! »

« La fée des légendes éternellement jeune !..... » dis-je en moi-même. — Et déjà Sylvie avait dégrafé sa robe d'indienne et la laissait tomber à ses pieds. La robe étoffée de la vieille tante s'ajusta parfaitement sur la taille mince de Sylvie, qui me dit de l'agrafer. « Oh ! les manches plates, que c'est ridicule ! » dit-elle. Et cependant les sabots garnis de dentelles découvraient admirablement ses bras nus, la gorge s'encadrait dans le pur corsage aux tulles jaunis, aux

rubans passés, qui n'avait serré que bien peu les charmes évanouis de la tante. « Mais finissez-en ! Vous ne savez donc pas agrafer une robe ? » me disait Sylvie. Elle avait l'air de l'accordée de village de Greuze. « Il faudrait de la poudre, dis-je. — Nous allons en trouver. » Elle fureta de nouveau dans les tiroirs. O que de richesses ! que cela sentait bon, comme cela brillait, comme cela chatoyait de vives couleurs et de modeste clinquant : deux éventails de nacre un peu cassés, des boîtes de pâte à sujets chinois, un collier d'ambre et mille fanfreluches, parmi lesquelles éclataient deux petits souliers de droguet blanc avec des boucles incrustées de diamans d'Irlande ! « Oh ! je veux les mettre, dit Sylvie, si je trouve les bas brodés ! »

Un instant après, nous déroulions des bas de soie rose tendre à coins verts; mais la voix de la tante, accompagnée du frémissement de la poêle, nous rappela soudain à la réalité. « Descendez vite ! » dit Sylvie; et quoi que je pusse dire, elle ne me permit pas de l'aider à se chausser. Cependant la tante venait de verser dans un plat le contenu de la poêle, une tranche de lard frite avec des œufs. La voix de Sylvie me rappela bientôt. « Habillez-vous vite ! » dit-elle, et entièrement vêtue elle-même, elle me montra les habits de noces du garde-chasse réunis sur la commode. En un instant, je me transformai en marié de l'autre siècle. Sylvie m'attendait sur l'escalier, et nous descendîmes tous deux en nous tenant par la main. La tante poussa un cri en se retournant. « O mes enfans ! » dit-elle, et elle se mit à pleurer, puis sourit à travers ses larmes. — C'était l'image de sa jeunesse, — cruelle et charmante apparition ! Nous nous assîmes auprès d'elle, attendris et presque graves; puis la gaieté nous revint bientôt, car, le premier moment passé, la bonne vieille ne songea plus qu'à se rappeler les fêtes pompeuses de sa noce. Elle retrouva même dans sa mémoire les chants alternés, d'usage alors, qui se répondaient d'un bout à l'autre de la table nuptiale et le naïf épithalame qui accompagnait les mariés rentrant après la danse. Nous répétions ces strophes si simplement rhythmées, avec les hiatus et les assonnances du temps, amoureuses et fleuries comme le cantique de l'Ecclésiaste; — nous étions l'époux et l'épouse pour tout un beau matin d'été.

VII. — CHAALYS.

Il est quatre heures du matin ; la route plonge dans un pli de terrain; elle remonte. La voiture va passer à Orry, puis à La Chapelle. A gauche, il y a une route qui longe le bois d'Hallatte. C'est par là qu'un soir le frère de Sylvie m'a conduit dans sa carriole à une solennité du pays. C'était, je crois, le soir de la Saint-Barthélemy.

A travers les bois, par des routes peu frayées, son petit cheval volait comme au sabbat. Nous rattrapâmes le pavé à Mont-Lévêque, et quelques minutes plus tard nous nous arrêtions à la maison du garde, à l'ancienne abbaye de Chaâlys. — Chaâlys, encore un souvenir!

Cette vieille retraite des empereurs n'offre plus à l'admiration que les ruines de son cloître aux arcades byzantines, dont la dernière rangée se découpe encore sur les étangs, — reste oublié des fondations pieuses comprises parmi ces domaines qu'on appelait autrefois les métairies de Charlemagne. La religion, dans ce pays isolé du mouvement des routes et des villes, a conservé des traces particulières du long séjour qu'y ont fait les cardinaux de la maison d'Este à l'époque des Médicis : ses attributs et ses usages ont encore quelque chose de galant et de poétique, et l'on respire un parfum de la renaissance sous les arcs des chapelles à fines nervures, décorées par les artistes de l'Italie. Les figures des saints et des anges se profilent en rose sur les voûtes peintes d'un bleu tendre, avec des airs d'allégorie païenne qui font songer aux sentimentalités de Pétrarque et au mysticisme fabuleux de Francesco Colonna.

Nous étions des intrus, le frère de Sylvie et moi, dans la fête particulière qui avait lieu cette nuit-là. Une personne de très illustre naissance, qui possédait alors ce domaine, avait eu l'idée d'inviter quelques familles du pays à une sorte de représentation allégorique où devaient figurer quelques pensionnaires d'un couvent voisin. Ce n'était pas une réminiscence des tragédies de Saint-Cyr, cela remontait aux premiers essais lyriques importés en France du temps des Valois. Ce que je vis jouer était comme un mystère des anciens temps. Les costumes, composés de longues robes, n'étaient variés que par les couleurs de l'azur, de l'hyacinthe ou de l'aurore. La scène se passait entre les anges, sur les débris du monde détruit. Chaque voix chantait une des splendeurs de ce globe éteint, et l'ange de la mort définissait les causes de sa destruction. Un esprit montait de l'abîme, tenant en main l'épée flamboyante, et convoquait les autres à venir admirer la gloire du Christ, vainqueur des enfers. Cet esprit, c'était Adrienne transfigurée par son costume, comme elle l'était déjà par sa vocation. Le nimbe de carton doré qui ceignait sa tête angélique nous paraissait bien naturellement un cercle de lumière; sa voix avait gagné en force et en étendue, et les fioritures infinies du chant italien brodaient de leurs gazouillemens d'oiseau les phrases sévères d'un récitatif pompeux.

En me retraçant ces détails, j'en suis à me demander s'ils sont réels, ou bien si je les ai rêvés. Le frère de Sylvie était un peu gris ce soir-là. Nous nous étions arrêtés quelques instans dans la maison du garde, — où, ce qui m'a frappé beaucoup, il y avait un cygne éployé

sur la porte, puis au dedans de hautes armoires en noyer sculpté, une grande horloge dans sa gaîne, et des trophées d'arcs et de flèches d'honneur au-dessus d'une carte de tir rouge et verte. Un nain bizarre, coiffé d'un bonnet chinois, tenant d'une main une bouteille, et de l'autre une bague, semblait inviter les tireurs à viser juste. Ce nain, je le crois bien, était en tôle découpée. Mais l'apparition d'Adrienne est-elle aussi vraie que ces détails et que l'existence incontestable de l'abbaye de Chaâlys? Pourtant c'est bien le fils du garde qui nous avait introduits dans la salle où avait lieu la représentation; nous étions près de la porte, derrière une nombreuse compagnie assise et gravement émue. C'était le jour de la Saint-Barthélemy, — singulièrement lié aux souvenirs des Médicis, dont les armes accolées à celles de la maison d'Este décoraient ces vieilles murailles... Ce souvenir est une obsession peut-être! — Heureusement voici la voiture qui s'arrête sur la route du Plessys; j'échappe au monde des rêveries, et je n'ai plus qu'un quart d'heure de marche pour gagner Loisy par des routes bien peu frayées.

VIII. — LE BAL DE LOISY.

Je suis entré au bal de Loisy à cette heure mélancolique et douce encore où les lumières pâlissent et tremblent aux approches du jour. Les tilleuls, assombris par en bas, prenaient à leurs cimes une teinte bleuâtre. La flûte champêtre ne luttait plus si vivement avec les trilles du rossignol. Tout le monde était pâle, et dans les groupes dégarnis j'eus peine à rencontrer des figures connues. Enfin j'aperçus la grande Lise, une amie de Sylvie. Elle m'embrassa. « Il y a longtemps qu'on ne t'a vu, Parisien! dit-elle. — Oh! oui, longtemps. — Et tu arrives à cette heure-ci? — Par la poste. — Et pas trop vite! — Je voulais voir Sylvie; est-elle encore au bal? — Elle ne sort jamais qu'au matin, elle aime tant à danser. »

En un instant, j'étais à ses côtés. Sa figure était fatiguée; cependant son œil noir brillait toujours du sourire athénien d'autrefois. Un jeune homme se tenait près d'elle. Elle lui fit signe qu'elle renonçait à la contredanse suivante. Il se retira en saluant.

Le jour commençait à se faire. Nous sortîmes du bal, nous tenant par la main. Les fleurs de la chevelure de Sylvie se penchaient dans ses cheveux dénoués; le bouquet de son corsage s'effeuillait aussi sur les dentelles fripées, savant ouvrage de sa main. Je lui offris de l'accompagner chez elle. Il faisait grand jour, mais le temps était sombre. La Thève bruissait à notre gauche, laissant à ses coudes des remous d'eau stagnante où s'épanouissaient les nénuphars jaunes et blancs, où éclatait comme des pâquerettes la frêle broderie des

étoiles d'eau. Les plaines étaient couvertes de javelles et de meules de foin, dont l'odeur me portait à la tête sans m'enivrer, comme faisait autrefois la fraîche senteur des bois et des halliers d'épines fleuries.

Nous n'eûmes pas l'idée de les traverser de nouveau. — Sylvie, lui dis-je, vous ne m'aimez plus! — Elle soupira. — Mon ami, me dit-elle, il faut se faire une raison; les choses ne vont pas comme nous voulons dans la vie. Vous m'avez parlé autrefois de *la Nouvelle Héloïse*, je l'ai lue, et j'ai frémi en tombant d'abord sur cette phrase : « Toute jeune fille qui lira ce livre est perdue. » Cependant j'ai passé outre, me fiant sur ma raison. Vous souvenez-vous du jour où nous avons revêtu les habits de noces de la tante?... Les gravures du livre présentaient aussi les amoureux sous de vieux costumes du temps passé, de sorte que pour moi vous étiez Saint-Preux, et je me retrouvais dans Julie. Ah! que n'êtes-vous revenu alors! Mais vous étiez, disait-on, en Italie. Vous en avez vu là de bien plus jolies que moi! — Aucune, Sylvie, qui ait votre regard et les traits purs de votre visage. Vous êtes une nymphe antique qui vous ignorez. D'ailleurs les bois de cette contrée sont aussi beaux que ceux de la campagne romaine. Il y a là-bas des masses de granit non moins sublimes, et une cascade qui tombe du haut des rochers comme celle de Terni. Je n'ai rien vu là-bas que je puisse regretter ici. — Et à Paris? dit-elle. — A Paris.... »

Je secouai la tête sans répondre.

Tout à coup je pensai à l'image vaine qui m'avait égaré si longtemps.

— Sylvie, dis-je, arrêtons-nous ici, le voulez-vous?

Je me jetai à ses pieds; je confessai en pleurant à chaudes larmes mes irrésolutions, mes caprices; j'évoquai le spectre funeste qui traversait ma vie.

— Sauvez-moi! ajoutai-je, je reviens à vous pour toujours.

Elle tourna vers moi ses regards attendris...

En ce moment, notre entretien fut interrompu par de violens éclats de rire. C'était le frère de Sylvie qui nous rejoignait avec cette bonne gaieté rustique, suite obligée d'une nuit de fête, que des rafraîchissemens nombreux avaient développée outre mesure. Il appelait le galant du bal, perdu au loin dans les buissons d'épine, et qui ne tarda pas à nous rejoindre. Ce garçon n'était guère plus solide sur ses pieds que son compagnon, il paraissait plus embarrassé encore de la présence d'un Parisien que de celle de Sylvie. Sa figure candide, sa déférence mêlée d'embarras, m'empêchaient de lui en vouloir d'avoir été le danseur pour lequel on était resté si tard à la fête. Je le jugeais peu dangereux.

— Il faut rentrer à la maison, dit Sylvie à son frère. A tantôt! me dit-elle en me tendant la joue.

L'amoureux ne s'offensa pas.

IX. — ERMENONVILLE.

Je n'avais nulle envie de dormir. J'allai à Montagny pour revoir la maison de mon oncle. Une grande tristesse me gagna dès que j'en entrevis la façade jaune et les contrevents verts. Tout semblait dans le même état qu'autrefois; seulement il fallut aller chez le fermier pour avoir la clé de la porte. Une fois les volets ouverts, je revis avec attendrissement les vieux meubles conservés dans le même état et qu'on frottait de temps en temps, la haute armoire de noyer, deux tableaux flamands qu'on disait l'ouvrage d'un ancien peintre, notre aïeul; de grandes estampes d'après Boucher, et toute une série encadrée de gravures de l'*Émile* et de *la Nouvelle Héloïse*, par Moreau; sur la table, un chien empaillé que j'avais connu vivant, ancien compagnon de mes courses dans les bois, le dernier carlin peut-être, car il appartenait à cette race perdue.

— Quant au perroquet, me dit le fermier, il vit toujours; je l'ai retiré chez moi.

Le jardin présentait un magnifique tableau de végétation sauvage. J'y reconnus, dans un angle, un jardin d'enfant que j'avais tracé jadis. J'entrai tout frémissant dans le cabinet, où se voyait encore la petite bibliothèque pleine de livres choisis, vieux amis de celui qui n'était plus, et sur le bureau quelques débris antiques trouvés dans son jardin, des vases, des médailles romaines, collection locale qui le rendait heureux.

— Allons voir le perroquet, dis-je au fermier. — Le perroquet demandait à déjeuner comme en ses plus beaux jours, et me regarda de cet œil rond, bordé d'une peau chargée de rides, qui fait penser au regard expérimenté des vieillards.

Plein des idées tristes de ce retour tardif en des lieux si aimés, je sentis le besoin de revoir Sylvie, seule figure vivante et jeune encore qui me rattachât à ce pays. Je repris la route de Loisy. C'était au milieu du jour; tout le monde dormait fatigué de la fête. Il me vint à l'idée de me distraire par une promenade à Ermenonville, distant d'une lieue par le chemin de la forêt. Il faisait un beau temps d'été. Je pris plaisir d'abord à la fraîcheur de cette route qui semble l'allée d'un parc. Les grands chênes d'un vert uniforme n'étaient variés que par les troncs blancs des bouleaux au feuillage frissonnant. Les oiseaux se taisaient, et j'entendais seulement le bruit que fait le pivert en frappant les arbres pour y creuser son nid. Un instant, je risquai

de me perdre, car les poteaux dont les palettes annoncent diverses routes n'offrent plus, par endroits, que des caractères effacés. Enfin, laissant le *Désert* à gauche, j'arrivai au rond-point de la danse, où subsiste encore le banc des vieillards. Tous les souvenirs de l'antiquité philosophique, ressuscités par l'ancien possesseur du domaine, me revenaient en foule devant cette réalisation pittoresque de l'*Anacharsis* et de l'*Émile*.

Lorsque je vis briller les eaux du lac à travers les branches des saules et des coudriers, je reconnus tout à fait un lieu où mon oncle, dans ses promenades, m'avait conduit bien des fois : c'est le *Temple de la philosophie*, que son fondateur n'a pas eu le bonheur de terminer. Il a la forme du temple de la Sibylle Tiburtine, et, debout encore, sous l'abri d'un bouquet de pins, il étale tous ces grands noms de la pensée qui commencent par Montaigne et Descartes, et qui s'arrêtent à Rousseau. Cet édifice inachevé n'est déjà plus qu'une ruine, le lierre le festonne avec grâce, la ronce envahit les marches disjointes. Là, tout enfant, j'ai vu des fêtes où les jeunes filles vêtues de blanc venaient recevoir des prix d'étude et de sagesse. Où sont les buissons de roses qui entouraient la colline? L'églantier et le frambroisier en cachent les derniers plants, qui retournent à l'état sauvage. — Quant aux lauriers, les a-t-on coupés, comme le dit la chanson des jeunes filles qui ne veulent plus aller au bois? Non, ces arbustes de la douce Italie ont péri sous notre ciel brumeux. Heureusement le troëne de Virgile fleurit encore, comme pour appuyer la parole du maître inscrite au-dessus de la porte : *Rerum cognoscere causas!* — Oui, ce temple tombe comme tant d'autres, les hommes oublieux ou fatigués se détourneront de ses abords, la nature indifférente reprendra le terrain que l'art lui disputait; mais la soif de connaître restera éternelle, mobile de toute force et de toute activité!

Voici les peupliers de l'île, et la tombe de Rousseau, vide de ses cendres. O sage! tu nous avais donné le lait des forts, et nous étions trop faibles pour qu'il pût nous profiter. Nous avons oublié tes leçons que savaient nos pères, et nous avons perdu le sens de ta parole, dernier écho des sagesses antiques. Pourtant ne désespérons pas, et comme tu fis à ton suprême instant, tournons nos yeux vers le soleil!

J'ai revu le château, les eaux paisibles qui le bordent, la cascade qui gémit dans les roches, et cette chaussée réunissant les deux parties du village, dont quatre colombiers marquent les angles, la pelouse qui s'étend au-delà comme une savane, dominée par des côteaux ombreux; la tour de Gabrielle se reflète de loin sur les eaux d'un lac factice étoilé de fleurs éphémères; l'écume bouillonne, l'insecte bruït.... Il faut échapper à l'air perfide qui s'exhale en gagnant les grès poudreux du désert et les landes où la bruyère rose relève le

vert des fougères. Que tout cela est solitaire et triste! le regard enchanté de Sylvie, ses courses folles, ses cris joyeux, donnaient autrefois tant de charme aux lieux que je viens de parcourir! C'était encore un enfant sauvage, ses pieds étaient nus, sa peau hâlée, malgré son chapeau de paille, dont le large ruban flottait pêle-mêle avec ses tresses de cheveux noirs. Nous allions boire du lait à la ferme suisse, et l'on me disait : « Qu'elle est jolie, ton amoureuse, petit Parisien! » Oh! ce n'est pas alors qu'un paysan aurait dansé avec elle! Elle ne dansait qu'avec moi, une fois par an, à la fête de l'arc.

X. — LE GRAND FRISÉ.

J'ai repris le chemin de Loisy; tout le monde était réveillé. Sylvie avait une toilette de demoiselle, presque dans le goût de la ville. Elle me fit monter à sa chambre avec toute l'ingénuité d'autrefois. Son œil étincelait toujours dans un sourire plein de charme, mais l'arc prononcé de ses sourcils lui donnait par instans un air sérieux. La chambre était décorée avec simplicité, pourtant les meubles étaient modernes, une glace à bordure dorée avait remplacé l'antique trumeau, où se voyait un berger d'idylle offrant un nid à une bergère bleue et rose. Le lit à colonnes chastement drapé de vieille perse à ramage était remplacé par une couchette de noyer garnie du rideau à flèche; à la fenêtre, dans la cage où jadis étaient les fauvettes, il y avait des canaris. J'étais pressé de sortir de cette chambre où je ne trouvais rien du passé. « Vous ne travaillerez pas à votre dentelle aujourd'hui?... dis-je à Sylvie. — Oh! je ne fais plus de dentelle, on n'en demande plus dans le pays; même à Chantilly, la fabrique est fermée. — Que faites-vous donc? » Elle alla chercher dans un coin de la chambre un instrument en fer qui ressemblait à une longue pince. « Qu'est-ce que c'est que cela? — C'est ce qu'on appelle la mécanique; c'est pour maintenir la peau des gants afin de les coudre. — Ah! vous êtes gantière, Sylvie? — Oui, nous travaillons ici pour Dammartin, cela donne beaucoup dans ce moment; mais je ne fais rien aujourd'hui; allons où vous voudrez. » Je tournais les yeux vers la route d'Othys : elle secoua la tête; je compris que la vieille tante n'existait plus. Sylvie appela un petit garçon et lui fit seller un âne. « Je suis encore fatiguée d'hier, dit-elle, mais la promenade me fera du bien; allons à Chaâlis. » Et nous voilà traversant la forêt, suivis du petit garçon armé d'une branche. Bientôt Sylvie voulut s'arrêter, et je l'embrassai en l'engageant à s'asseoir. La conversation entre nous ne pouvait plus être bien intime. Il fallut lui raconter ma vie à Paris, mes voyages... « Comment peut-on aller si loin? dit-elle. — Je m'en étonne en vous revoyant. — Oh! cela se dit! — Et

convenez que vous étiez moins jolie autrefois. — Je n'en sais rien. — Vous souvenez-vous du temps où nous étions enfans! et vous la plus grande? — Et vous le plus sage! — Oh! Sylvie! — On nous mettait sur l'âne chacun dans un panier. — Et nous ne nous disions pas *vous*... Te rappelles-tu que tu m'apprenais à pêcher des écrevisses sous les ponts de la Thève et de la Nonette? — Et toi, te souviens-tu de ton frère de lait qui t'a un jour retiré *de l'ieau*. — Le *grand frisé!* c'est lui qui m'avait dit qu'on pouvait la passer... *l'ieau!* »

Je me hâtai de changer la conversation. Ce souvenir m'avait vivement rappelé l'époque où je venais dans le pays, vêtu d'un petit habit à l'anglaise qui faisait rire les paysans. Sylvie seule me trouvait bien mis; mais je n'osais lui rappeler cette opinion d'un temps si ancien. Je ne sais pourquoi ma pensée se porta sur les habits de noces que nous avions revêtus chez la vieille tante à Othys. Je demandai ce qu'ils étaient devenus. « Ah! la bonne tante, dit Sylvie, elle m'avait prêté sa robe pour aller danser au carnaval à Dammartin, il y a de cela deux ans. L'année d'après, elle est morte, la pauvre tante! »

Elle soupirait et pleurait si bien, que je ne pus lui demander par quelle circonstance elle était allée à un bal masqué; mais, grâce à ses talens d'ouvrière, je comprenais assez que Sylvie n'était plus une paysanne. Ses parens seuls étaient restés dans leur condition, et elle vivait au milieu d'eux comme une fée industrieuse, répandant l'abondance autour d'elle.

XI. — RETOUR.

La vue se découvrait au sortir du bois. Nous étions arrivés au bord des étangs de Chaâlys. Les galeries du cloître, la chapelle aux ogives élancées, la tour féodale et le petit château qui abrita les amours de Henri IV et de Gabrielle se teignaient des rougeurs du soir sur le vert sombre de la forêt. — C'est un paysage de Walter Scott, n'est-ce pas? disait Sylvie. — Et qui vous a parlé de Walter Scott? lui dis-je. Vous avez donc bien lu depuis trois ans! Moi, je tâche d'oublier les livres, et ce qui me charme, c'est de revoir avec vous cette vieille abbaye, où, tout petits enfans, nous nous cachions dans les ruines. Vous souvenez-vous, Sylvie, de la peur que vous aviez quand le gardien nous racontait l'histoire des moines rouges? — Oh! ne m'en parlez pas. — Alors chantez-moi la chanson de la belle fille enlevée au jardin de son père, sous le rosier blanc. — On ne chante plus cela. — Seriez-vous devenue musicienne? — Un peu. — Sylvie, Sylvie, je suis sûr que vous chantez des airs d'opéra! — Pourquoi vous plaindre? — Parce que j'aimais les vieux airs, et que vous ne saurez plus les chanter.

Sylvie modula quelques sons d'un grand air d'opéra moderne.... Elle *phrasait!*

Nous avions tourné les étangs voisins. Voici la verte pelouse, entourée de tilleuls et d'ormeaux, où nous avons dansé souvent! J'eus l'amour-propre de définir les vieux murs carlovingiens et de déchiffrer les armoiries de la maison d'Este. — Et vous! comme vous avez lu plus que moi! dit Sylvie. Vous êtes donc un savant?

J'étais piqué de son ton de reproche. J'avais jusque-là cherché l'endroit convenable pour renouveler le moment d'expansion du matin; mais que lui dire avec l'accompagnement d'un âne et d'un petit garçon très éveillé qui prenait plaisir à se rapprocher toujours pour entendre parler un Parisien? Alors j'eus le malheur de raconter l'apparition de Chaâlys, restée dans mes souvenirs. Je menai Sylvie dans la salle même du château où j'avais entendu chanter Adrienne. — Oh! que je vous entende! lui dis-je; que votre voix chérie résonne sous ces voûtes et en chasse l'esprit qui me tourmente, fût-il divin ou bien fatal! — Elle répéta les paroles et le chant après moi :

Anges, descendez promptement
Au fond du purgatoire!...

— C'est bien triste! me dit-elle.

— C'est sublime... Je crois que c'est du Porpora, avec des vers traduits au XVIe siècle.

— Je ne sais pas, répondit Sylvie.

Nous sommes revenus par la vallée, en suivant le chemin de Charlepont, que les paysans, peu étymologistes de leur nature, s'obstinent à appeler *Châllepont*. Sylvie, fatiguée de l'âne, s'appuyait sur mon bras. La route était déserte; j'essayai de parler des choses que j'avais dans le cœur, mais, je ne sais pourquoi, je ne trouvais que des expressions vulgaires, ou bien tout à coup quelque phrase pompeuse de roman, — que Sylvie pouvait avoir lue. Je m'arrêtais alors avec un goût tout classique, et elle s'étonnait parfois de ces effusions interrompues. Arrivés aux murs de Saint-S..., il fallait prendre garde à notre marche. On traverse des prairies humides où serpentent les ruisseaux. — Qu'est devenue la religieuse? dis-je tout à coup.

— Ah! vous êtes terrible avec votre religieuse... Eh bien!... eh bien! cela a mal tourné.

Sylvie ne voulut pas m'en dire un mot de plus.

Les femmes sentent-elles vraiment que telle ou telle parole passe sur les lèvres sans sortir du cœur? On ne le croirait pas, à les voir si facilement abusées, à se rendre compte des choix qu'elles font le plus souvent : il y a des hommes qui jouent si bien la comédie de l'amour! Je n'ai jamais pu m'y faire, quoique sachant que certaines

acceptent sciemment d'être trompées. D'ailleurs un amour qui remonte à l'enfance est quelque chose de sacré... Sylvie, que j'avais vue grandir, était pour moi comme une sœur. Je ne pouvais tenter une séduction... Une tout autre idée vint traverser mon esprit. — A cette heure-ci, me dis-je, je serais au théâtre... Qu'est-ce qu'Aurélie (c'était le nom de l'actrice) doit donc jouer ce soir? Évidemment le rôle de la princesse dans le drame nouveau. Oh! le troisième acte, qu'elle y est touchante!... Et dans la scène d'amour du second! avec ce jeune premier tout ridé...

— Vous êtes dans vos réflexions? dit Sylvie, et elle se mit à chanter :

A Dammartin l'y a trois belles filles :
L'y en a z'une plus belle que le jour...

— Ah! méchante! m'écriai-je, vous voyez bien que vous en savez encore des vieilles chansons.

— Si vous veniez plus souvent ici, j'en retrouverais, dit-elle, mais il faut songer au solide. Vous avez vos affaires de Paris, j'ai mon travail; ne rentrons pas trop tard : il faut que demain je sois levée avec le soleil.

XII. — LE PÈRE DODU.

J'allais répondre, j'allais tomber à ses pieds, j'allais offrir la maison de mon oncle, qu'il m'était possible encore de racheter, car nous étions plusieurs héritiers, et cette petite propriété était restée indivise; mais en ce moment nous arrivions à Loisy. On nous attendait pour souper. La soupe à l'oignon répandait au loin son parfum patriarcal. Il y avait des voisins invités pour ce lendemain de fête. Je reconnus tout de suite un vieux bûcheron, le père Dodu, qui racontait jadis aux veillées des histoires si comiques ou si terribles. Tour à tour berger, messager, garde-chasse, pêcheur, braconnier même, le père Dodu fabriquait à ses momens perdus des coucous et des tourne-broches. Pendant longtemps, il s'était consacré à promener les Anglais dans Ermenonville, en les conduisant aux lieux de méditation de Rousseau et en leur racontant ses derniers momens. C'était lui qui avait été le petit garçon que le philosophe employait à classer ses herbes, et à qui il donna l'ordre de cueillir les ciguës dont il exprima le suc dans sa tasse de café au lait. L'aubergiste de *la Croix d'Or* lui contestait ce détail; de là des haines prolongées. On avait longtemps reproché au père Dodu la possession de quelques secrets bien innocens, comme de guérir les vaches avec un verset dit à rebours et le signe de croix figuré du pied gauche, mais il avait

de bonne heure renoncé à ces superstitions, — grâce au souvenir, disait-il, des conversations de Jean-Jacques.

— Te voilà! petit Parisien, me dit le père Dodu. Tu viens pour débaucher nos filles? — Moi, père Dodu? — Tu les emmènes dans les bois pendant que le loup n'y est pas? — Père Dodu, c'est vous qui êtes le loup. — Je l'ai été tant que j'ai trouvé des brebis; à présent je ne rencontre plus que des chèvres, et qu'elles savent bien se défendre! Mais vous autres, vous êtes des malins à Paris. Jean-Jacques avait bien raison de dire : « L'homme se corrompt dans l'air empoisonné des villes. » — Père Dodu, vous savez trop bien que l'homme se corrompt partout.

Le père Dodu se mit à entonner un air à boire; on voulut en vain l'arrêter à un certain couplet scabreux que tout le monde savait par cœur. Sylvie ne voulut pas chanter, malgré nos prières, disant qu'on ne chantait plus à table. J'avais remarqué déjà que l'amoureux de la veille était assis à sa gauche. Il y avait je ne sais quoi dans sa figure ronde, dans ses cheveux ébouriffés, qui ne m'était pas inconnu. Il se leva et vint derrière ma chaise en disant : « Tu ne me reconnais donc pas, Parisien? » Une bonne femme, qui venait de rentrer au dessert après nous avoir servis, me dit à l'oreille : « Vous ne reconnaissez pas votre frère de lait? » Sans cet avertissement, j'allais être ridicule. « Ah! c'est toi, *grand frisé!* dis-je, c'est toi, le même qui m'a retiré de *l'ieau!* » Sylvie riait aux éclats de cette reconnaissance. « Sans compter, disait ce garçon en m'embrassant, que tu avais une belle montre en argent, et qu'en revenant tu étais bien plus inquiet de ta montre que de toi-même, parce qu'elle ne marchait plus; tu disais : « La *bête* est *nayée,* ça ne fait plus tic-tac; qu'est-ce que mon oncle va dire?... »

— Une bête dans une montre! dit le père Dodu, voilà ce qu'on leur fait croire à Paris, aux enfans!

Sylvie avait sommeil, je jugeai que j'étais perdu dans son esprit. Elle remonta à sa chambre, et pendant que je l'embrassais, elle me dit : « A demain, venez nous voir! »

Le père Dodu était resté à table avec Sylvain et mon frère de lait; nous causâmes longtemps autour d'un flacon de *ratafiat* de Louvres. « Les hommes sont égaux, dit le père Dodu entre deux couplets, je bois avec un pâtissier comme je ferais avec un prince. — Où est le pâtissier? dis-je. — Regarde à côté de toi! un jeune homme qui a l'ambition de s'établir. »

Mon frère de lait parut embarrassé. J'avais tout compris. — C'est une fatalité qui m'était réservée d'avoir un frère de lait dans un pays illustré par Rousseau, — qui voulait supprimer les nourrices! — Le père Dodu m'apprit qu'il était fort question du mariage de Sylvie

avec le *grand frisé*, qui voulait aller former un établissement de pâtisserie à Dammartin. Je n'en demandai pas plus. La voiture de Nanteuil-le-Haudoin me ramena le lendemain à Paris.

XIII. — AURÉLIE.

A Paris! — La voiture met cinq heures. Je n'étais pressé que d'arriver pour le soir. Vers huit heures, j'étais assis dans ma stalle accoutumée; Aurélie répandit son inspiration et son charme sur des vers faiblement inspirés de Schiller, que l'on devait à un talent de l'époque. Dans la scène du jardin, elle devint sublime. Pendant le quatrième acte, où elle ne paraissait pas, j'allai acheter un bouquet chez Mme Prévost. J'y insérai une lettre fort tendre signée : *Un inconnu*. Je me dis : Voilà quelque chose de fixé pour l'avenir, — et le lendemain j'étais sur la route d'Allemagne.

Qu'allais-je y faire? Essayer de remettre de l'ordre dans mes sentimens. — Si j'écrivais un roman, jamais je ne pourrais faire accepter l'histoire d'un cœur épris de deux amours simultanés. Sylvie m'échappait par ma faute; mais la revoir un jour avait suffi pour relever mon âme : je la plaçais désormais comme une statue souriante dans le temple de la Sagesse. Son regard m'avait arrêté au bord de l'abîme. — Je repoussais avec plus de force encore l'idée d'aller me présenter à Aurélie, pour lutter un instant avec tant d'amoureux vulgaires qui brillaient un instant près d'elle et retombaient brisés. — Nous verrons quelque jour, me dis-je, si cette femme a un cœur.

Un jour, je lus dans un journal qu'Aurélie était malade. Je lui écrivis des montagnes de Salzbourg. La lettre était si empreinte de mysticisme germanique, que je n'en devais pas attendre un grand succès, mais aussi je ne demandais pas de réponse. Je comptais un peu sur le hasard et sur — l'*inconnu*.

Des mois se passent. A travers mes courses et mes loisirs; j'avais entrepris de fixer dans une action poétique les amours du peintre Colonna pour la belle Laura, que ses parens firent religieuse, et qu'il aima jusqu'à la mort. Quelque chose dans ce sujet se rapportait à mes préoccupations constantes. Le dernier vers du drame écrit, je ne ne songeai plus qu'à revenir en France.

Que dire maintenant qui ne soit l'histoire de tant d'autres? J'ai passé par tous les cercles de ces lieux d'épreuves qu'on appelle théâtres. « J'ai mangé du tambour et bu de la cymbale, » comme dit la phrase dénuée de sens apparent des initiés d'Éleusis. — Elle signifie sans doute qu'il faut au besoin passer les bornes du non sens et de l'absurdité : la raison pour moi, c'était de conquérir et de fixer mon idéal.

Aurélie avait accepté le rôle principal dans le drame que je rapportais d'Allemagne. Je n'oublierai jamais le jour où elle me permit de lui lire la pièce. Les scènes d'amour étaient préparées à son intention. Je crois bien que je les dis avec âme, mais surtout avec enthousiasme. Dans la conversation qui suivit, je me révélai comme l'*inconnu* des deux lettres. Elle me dit : — Vous êtes bien fou; mais revenez me voir... Je n'ai jamais pu trouver quelqu'un qui sût m'aimer.

O femme! tu cherches l'amour... Et moi, donc?

Les jours suivans, j'écrivis les lettres les plus tendres, les plus belles que sans doute elle eût jamais reçues. J'en recevais d'elle qui étaient pleines de raison. Un instant elle fut touchée, m'appela près d'elle, et m'avoua qu'il lui était difficile de rompre un attachement plus ancien. — Si c'est bien *pour moi* que vous m'aimez, dit-elle, vous comprendrez que je ne puis être qu'à un seul.

Deux mois plus tard, je reçus une lettre pleine d'effusion. Je courus chez elle. — Quelqu'un me donna dans l'intervalle un détail précieux. Le beau jeune homme que j'avais rencontré une nuit au cercle venait de prendre un engagement dans les spahis.

L'été suivant, il y avait des courses à Chantilly. La troupe du théâtre où jouait Aurélie donnait là une représentation. Une fois dans le pays, la troupe était pour trois jours aux ordres du régisseur. — Je m'étais fait l'ami de ce brave homme, ancien Dorante des comédies de Marivaux, longtemps jeune premier de drame, et dont le dernier succès avait été le rôle d'amoureux dans la pièce imitée de Schiller, où mon binocle me l'avait montré si ridé. De près, il paraissait plus jeune, et, resté maigre, il produisait encore de l'effet dans les provinces. Il avait du feu. J'accompagnais la troupe en qualité de *seigneur poète;* je persuadai au régisseur d'aller donner des représentations à Senlis et à Dammartin. Il penchait d'abord pour Compiègne; mais Aurélie fut de mon avis. Le lendemain, pendant que l'on allait traiter avec les propriétaires des salles et les autorités, je louai des chevaux, et nous prîmes la route des étangs de Commelle pour aller déjeuner au château de la reine Blanche. Aurélie, en amazone, avec ses cheveux blonds flottans, traversait la forêt comme une reine d'autrefois, et les paysans s'arrêtaient éblouis. — Mme de F... était la seule qu'ils eussent vue si imposante et si gracieuse dans ses saluts. — Après le déjeuner, nous descendîmes dans des villages rappelant ceux de la Suisse, où l'eau de la Nonette fait mouvoir des scieries. Ces aspects chers à mes souvenirs l'intéressaient sans l'arrêter. J'avais projeté de conduire Aurélie au château, près d'Orry, sur la même place verte où pour la première fois j'avais vu Adrienne. — Nulle émotion ne parut en elle. Alors je lui racontai tout; je lui

dis la source de cet amour entrevu dans les nuits, rêvé plus tard, réalisé en elle. Elle m'écoutait sérieusement et me dit : — Vous ne m'aimez pas! Vous attendez que je vous dise : La comédienne est la même que la religieuse; vous cherchez un drame, voilà tout, et le dénoûment vous échappe. Allez, je ne vous crois plus!

Cette parole fut un éclair. Ces enthousiasmes bizarres que j'avais ressentis si longtemps, ces rêves, ces pleurs, ces désespoirs et ces tendresses,... ce n'était donc pas l'amour? Mais où donc est-il?

Aurélie joua le soir à Senlis. Je crus m'apercevoir qu'elle avait un faible pour le régisseur, — le jeune premier ridé. Cet homme était d'un caractère excellent et lui avait rendu des services.

Aurélie m'a dit un jour : — Celui qui m'aime, le voilà!

XIV. — DERNIER FEUILLET.

Telles sont les chimères qui charment et égarent au matin de la vie. J'ai essayé de les fixer sans beaucoup d'ordre, mais bien des cœurs me comprendront. Les illusions tombent l'une après l'autre, comme les écorces d'un fruit, et le fruit, c'est l'expérience. Sa saveur est amère; elle a pourtant quelque chose d'âcre qui fortifie, — qu'on me pardonne ce style vieilli. Rousseau dit que le spectacle de la nature console de tout. Je cherche parfois à retrouver mes bosquets de Clarens perdus au nord de Paris, dans les brumes. Tout cela est bien changé!

Ermenonville! pays où fleurissait encore l'idylle antique, — traduite une seconde fois d'après Gessner! tu as perdu ta seule étoile, qui chatoyait pour moi d'un double éclat. Tour à tour bleue et rose comme l'astre trompeur d'Aldebaran, c'était Adrienne ou Sylvie, — c'étaient les deux moitiés d'un seul amour. L'une était l'idéal sublime, l'autre la douce réalité. Que me font maintenant tes ombrages et tes lacs, et même ton désert? Othys, Montagny, Loisy, pauvres hameaux voisins, Chaâlys, — que l'on restaure, — vous n'avez rien gardé de tout ce passé! Quelquefois j'ai besoin de revoir ces lieux de solitude et de rêverie. J'y relève tristement en moi-même les traces fugitives d'une époque où le naturel était affecté; je souris parfois en lisant sur le flanc des granits certains vers de Roucher, qui m'avaient paru sublimes, — ou des maximes de bienfaisance au-dessus d'une fontaine ou d'une grotte consacrée à Pan. Les étangs, creusés à si grands frais, étalent en vain leur eau morte que le cygne dédaigne. Il n'est plus, le temps où les chasses de Condé passaient avec leurs amazones fières, où les cors se répondaient de loin, multipliés par les échos!... Pour se rendre à Ermenonville, on ne trouve

plus aujourd'hui de route directe. Quelquefois j'y vais par Creil et Senlis, d'autres fois par Dammartin.

A Dammartin, l'on n'arrive jamais que le soir. Je vais coucher alors à *l'Image Saint-Jean*. On me donne d'ordinaire une chambre assez propre tendue en vieille tapisserie avec un trumeau au-dessus de la glace. Cette chambre est un dernier retour vers le bric-à-brac, auquel j'ai depuis longtemps renoncé. On y dort chaudement sous l'édredon, qui est d'usage dans ce pays. Le matin, quand j'ouvre la fenêtre, encadrée de vigne et de roses, je découvre avec ravissement un horizon vert de dix lieues, où les peupliers s'alignent comme des armées. Quelques villages s'abritent çà et là sous leurs clochers aigus, construits, comme on dit là, en pointes d'ossemens. On distingue d'abord Othys, — puis Ève, puis Ver; on distinguerait Ermenonville à travers le bois, s'il avait un clocher, — mais dans ce lieu philosophique on a bien négligé l'église. Après avoir rempli mes poumons de l'air si pur qu'on respire sur ces plateaux, je descends gaiement et je vais faire un tour chez le pâtissier. « Te voilà, grand frisé! — Te voilà, petit Parisien! » Nous nous donnons les coups de poings amicaux de l'enfance, puis je gravis un certain escalier où les joyeux cris de deux enfans accueillent ma venue. Le sourire athénien de Sylvie illumine ses traits charmés. Je me dis : « Là était le bonheur peut-être; cependant... »

Je l'appelle quelquefois Lolotte, et elle me trouve un peu de ressemblance avec Werther, moins les pistolets, qui ne sont plus de mode. Pendant que le *grand frisé* s'occupe du déjeuner, nous allons promener les enfans dans les allées de tilleuls qui ceignent les débris des vieilles tours de brique du château. Tandis que ces petits s'exercent, au tir des compagnons de l'arc, à ficher dans la paille les flèches paternelles, nous lisons quelques poésies ou quelques pages de ces livres si courts qu'on ne fait plus guère.

J'oubliais de dire que le jour où la troupe dont faisait partie Aurélie a donné une représentation à Dammartin, j'ai conduit Sylvie au spectacle, et je lui ai demandé si elle ne trouvait pas que l'actrice ressemblait à une personne qu'elle avait connue déjà. — A qui donc? — Vous souvenez-vous d'Adrienne?

Elle partit d'un grand éclat de rire en disant : « Quelle idée! » Puis, comme se le reprochant, elle reprit en soupirant : « Pauvre Adrienne! elle est morte au couvent de Saint-S..., vers 1832. »

GÉRARD DE NERVAL.

DU

MOUVEMENT INTELLECTUEL

PARMI LES POPULATIONS OUVRIÈRES.

LES OUVRIERS DU MIDI DANS LES CÉVENNES

ET L'INDUSTRIE DE LA SOIE.[1]

On pourra bientôt se rendre en un jour, à travers la France entière, des froides régions que baigne la Mer du Nord aux tièdes rivages de la Méditerranée. On aura quitté la veille des champs où croissent le pommier et le houblon à côté du chêne druidique, et on se trouvera le lendemain au milieu des grenadiers, des oliviers et des ravissans arbustes du jardin des Hespérides. L'aspect des populations n'aura pas moins changé que l'aspect de la nature. Entre les hommes du midi et ceux du nord de la France, il existe des différences essentielles et de visibles contrastes à côté de traits communs qu'expliquent les progrès généraux de la civilisation et le mouvement si rapide de la nation française vers l'unité. Ces variétés sont beaucoup plus frappantes dans les couches inférieures de la population, condamnées à l'isolement de la vie locale, que dans les rangs élevés, où les relations embrassent une plus grande sphère et où le degré d'instruction est à peu près le même en tous lieux. C'est au sein des classes ouvrières que se conservent le plus fidèlement l'esprit du sol et le caractère traditionnel des races. L'existence matérielle, la vie

(1) Voyez les livraisons des 1er juin, 1er septembre, 15 octobre 1851, — 15 février, 1er août 1852, — 15 janvier 1853.

morale, le mouvement intellectuel, tout diffère dans ces classes de province à province. Ainsi l'Alsace et le Forez ne nous ont pas offert des spectacles pareils à ceux de la Flandre ou de la Normandie. Le tableau du midi de la France est empreint de couleurs encore plus singulières et plus inattendues. Ici règnent, puissantes et respectées, des influences absolument inconnues dans le reste du pays. De plus, tandis que les classes ouvrières du nord sont associées à un mouvement industriel déjà ancien et qui se continue, celles du midi dépendent presque partout de fabrications nouvellement acclimatées, ou dont l'essor est récent. Aussi le caractère originel de ces dernières populations n'a-t-il pu être que faiblement entamé encore par les usages que tend à propager la vie manufacturière.

On ne connaît d'ailleurs que fort imparfaitement l'état industriel de nos provinces méridionales, soit parce qu'elles sont éloignées de la capitale et que les moyens de communication y sont assez rares et souvent difficiles, soit parce que le régime du travail s'y présente dans des conditions auxquelles on n'est pas accoutumé. Au lieu d'avoir, comme la Flandre, pour l'écoulement de ses produits des canaux rayonnant en tous sens, la vieille Gaule narbonnaise ne possède que le canal des Deux-Mers, monument admirable sans contredit, mais débouché commercial insuffisant. En fait de chemins de fer, hormis le réseau du Gard, si hardiment conçu, et le tronçon des Bouches-du-Rhône, on en est encore à des projets dont l'exécution est à peine commencée. Bien que quatre ou cinq villes jouissent, sous le ciel brillant du midi, d'une notoriété industrielle plus ou moins éclatante, on n'y aperçoit point d'agglomérations de fabriques comparables à celles de la Flandre ou de l'Alsace. La dissémination des forces manufacturières est, au contraire, un des traits saillans du tableau.

C'est au milieu de ces conditions, souvent défavorables, que l'industrie a cependant étendu son domaine. Ses moyens se sont développés surtout depuis que la conquête de l'Algérie est venue donner une importance nouvelle au bassin de la Méditerranée. On a vu éclater parfois dans les fabriques méridionales cette initiative hardie, cet esprit d'entreprise infatigable qui élargit les horizons et marque les grandes destinées. A côté de ces progrès de la production matérielle, il y a là aussi tous les signes d'un curieux mouvement intellectuel et moral. La diversité qu'on observe dans le domaine du travail se retrouve dans les mœurs et dans les tendances des populations. Les différences de religion, d'idiomes, concourent, avec la dissémination de l'activité industrielle, pour créer une foule de petits centres distincts ayant chacun sa vie propre et sa physionomie originale. Une première difficulté dans l'étude des populations ouvrières du midi,

c'est le classement, l'ordre à établir parmi tant d'intérêts et de questions qui se rattachent à de récens progrès. Heureusement notre division est tracée par la nature même du pays que nous avons à parcourir. Le Rhône scinde en deux portions inégales nos provinces du sud. — Les contrées de la rive gauche, pressées entre les Alpes et le fleuve impétueux qui semble couler sans toucher ses rives, sont le siége d'industries spéciales, dont quelques-unes n'existent nulle part ailleurs, du moins dans de telles proportions, et dont d'autres unissent, d'une façon singulière, le travail agricole au travail purement industriel. Là, le caractère provençal présente à l'observation sa vivacité pétulante et sa proverbiale naïveté. — Les provinces de la rive droite du Rhône sont comprises entre les montagnes de l'Aveyron et du Limousin et la muraille pyrénéenne, entre les rivages de la Méditerranée et les côtes de la Gascogne. Ces régions renferment des fabrications extrêmement diverses, et pourtant on éprouve d'abord quelque peine à en apprécier la richesse industrielle. De belles cultures y frappent seules les regards; on y voit des districts immenses, toute la riche vallée de la Garonne, par exemple, qui sont exclusivement agricoles. C'est dans le Languedoc, dans le bas Languedoc principalement, qu'au milieu des vignes luxuriantes, des oliviers et des mûriers de l'Hérault et du Gard, on rencontre enfin l'industrie manufacturière. Quelques cités plus ou moins actives, les villages et les hameaux des montagnes, sont les siéges préférés du travail industriel, qui se réfugie parfois aussi au fond de vallées solitaires et sur les bords de torrens inconnus. Pour continuer parmi les populations méridionales les recherches commencées dans la France de l'est et du nord, nous nous placerons d'abord sur la rive droite du Rhône. Les industries de Nîmes, des Monts-Garrigues et des Cévennes nous occuperont successivement dans cette première étude.

I. — NIMES, LES GARRIGUES ET LES CÉVENNES. — INDUSTRIES LOCALES.

La chaîne des Cévennes, qui compte à peu près 400 kilomètres de longueur et traverse huit ou dix départemens, s'en va toucher aux Vosges du côté du nord et se relie par le sud au gigantesque rideau des Pyrénées. Elle se divise en quelques larges massifs d'une hauteur fort inégale, ayant chacun son nom particulier. La partie de ces montagnes située dans le nord du département du Gard et dans le sud du département de l'Ardèche porte le nom de *Cévennes propres;* là même commence un autre réseau, celui des Monts-Garrigues, qui, après s'être inclinés vers Nîmes, débordent sur les départemens de l'Aveyron et de l'Hérault. Cette région, où la nature a multiplié les sites pittoresques, où des collines et des vallons d'une

fertilité inouie sont dominés par des plateaux d'une attristante aridité, est le siége du premier groupe d'ouvriers languedociens. La masse de la population y est employée soit à des travaux exclusivement manufacturiers, soit à la production et aux premières préparations de la soie. Nîmes sur la lisière du sud, Alais et Viviers vers le nord, Le Vigan au centre, Ganges du côté de l'ouest, et vingt autres localités moins importantes, disséminées çà et là, y partagent leur activité entre ces deux branches du travail industriel.

Nîmes, qui, entre toutes les autres villes de ce district, représente avec un éclat incomparable la production manufacturière, est bâtie sur le revers de sept collines conservant le nom général de Garrigues, et dont les sommets la dominent au nord-ouest, tandis que la vallée du Vistre s'étend à perte de vue à l'est et au midi. Cette ville en renferme pour ainsi dire trois entre ses murailles. La vieille cité romaine, dont les magnifiques vestiges rappellent tant de grandeurs évanouies, excite dans l'âme une admiration mêlée de tristesse. La ville industrielle, qui avait déjà un rang distingué dans la fabrication française aux xve et xvie siècles (1), un moment abattue par la révocation de l'édit de Nantes, reprend bientôt un remarquable essor; mais sa prospérité s'éteint de nouveau sous la terreur, reparaît avec le consulat et l'empire, fléchit en 1815, se relève ensuite pendant la restauration, et jette son plus grand éclat de 1834 à 1847. Quant à la troisième section de la cité, que nous appellerons, à défaut d'un autre mot, la ville aristocratique, elle renferme, avec quelques représentans de l'ancienne noblesse, cette partie de la bourgeoisie adonnée aux professions libérales, qui tient à rester complétement en dehors de l'industrie.

Sur une population de 53,000 âmes, le travail industriel fait vivre à Nîmes environ 25,000 individus, sans parler des familles qu'il occupe dans les campagnes. La fabrique met en œuvre toutes les matières textiles, sauf le lin et le chanvre; la soie, la laine et le coton, purs ou mélangés, entrent dans ses châles brochés ou imprimés, dans ses tapis, ses articles de bonneterie, ses foulards, fichus et cravates.

L'industrie des châles, qui reste encore à l'heure qu'il est la plus importante des productions nîmoises, décline cependant depuis plusieurs années, par suite de circonstances diverses. Au moment où elle souffrait déjà de difficultés intérieures inhérentes à la mobilité des goûts publics ou provenant de la rivalité de quelques autres cités françaises, elle s'est vu ravir à peu près complétement ses dé-

(1) Au xvie siècle, Nîmes avait obtenu des lettres-patentes et statuts royaux qui lui accordaient, comme à Paris, Tours et Lyon, *le privilége d'exercer le commerce, art et fabrique du drap d'or, d'argent, de soie et autres étoffes mélangées.*

bouchés extérieurs. Les fabricans de Vienne en Autriche, ceux de Paisley et de Glasgow dans le royaume-uni, qui ont l'avantage soit d'acheter les laines à plus bas prix, soit de posséder de plus puissans moyens de fabrication et de plus grandes ressources commerciales, lui ont enlevé les riches marchés de l'Amérique du Nord, et ceux de la Hollande et de la Belgique. Ni le goût et la fécondité artistiques de nos fabricans et de nos dessinateurs, ni les expédiens de fabrication toujours nuisibles d'ailleurs à la qualité des marchandises, ni l'expérience des ouvriers, dont quelques-uns, du reste, avaient été embauchés par la concurrence étrangère, ne purent triompher du malaise qui suivit ce grand échec. Les deux tiers au moins des tisseurs de châles travaillant à leur domicile furent contraints de vendre leurs métiers et de s'enrôler au service d'autres fabrications.

La belle industrie des tapis récemment installée à Nîmes, où elle jouit d'une merveilleuse prospérité, put heureusement recueillir un grand nombre de ces travailleurs dépossédés de leur besogne habituelle. Embrassant tous les genres, la tapisserie de cette ville a rapidement conquis la faveur du commerce, qui étale assez souvent ses articles sous les noms les plus anciennement connus (1). Elle semble appelée à une fortune croissante, si, en élargissant ses moyens de production, elle parvient, par l'abaissement de ses prix, à propager l'usage des tapis, encore extrêmement restreint dans nos habitudes domestiques. Les ouvriers qu'elle emploie, et qui travaillent tantôt chez eux et tantôt en atelier, se trouvent dans des conditions économiques des plus favorables.

La troisième branche de l'industrie nîmoise, la bonneterie, a su combiner l'ancien métier à mailles avec la mécanique Jacquart, de manière à créer des genres nouveaux imitant la dentelle avec des dessins chinés, qui ont procuré au travail un utile aliment. On a ainsi remplacé une fabrication jadis florissante, celle des bas de soie aujourd'hui tout à fait déchue. Ce qui faisait la fortune de cet article, outre l'usage universel et quotidien du bas de soie parmi les classes aisées, c'était l'exportation dans les deux Amériques; mais les fabricans nîmois, quoique placés dans un pays qui produit les plus belles soies du monde, quoique trouvant dans les Cévennes

(1) Nîmes confectionne les moquettes de toutes qualités, les étoffes de luxe pour meubles et tentures, les tapis écossais, jaspés ou sergés, les tapis vêloutés et à chenilles, qui permettent l'emploi des fils de toutes couleurs, à la différence des moquettes, et présentent un tissu plus fini et des dessins mieux modelés. Ces derniers tapis cherchent à reproduire l'aspect des ouvrages des Gobelins, sans prétendre, bien entendu, à les égaler. Tandis qu'un ouvrier fabrique à Nîmes 2 mètres de tapis par jour, aux Gobelins on en fait quelques centimètres seulement, et les pièces coûtant aux Gobelins 25 ou 30,000 francs descendent à 1,000 francs dans le département du Gard.

la main-d'œuvre à bon marché, ont eu le malheur, faute d'efforts persévérans, de se laisser encore ici supplanter par l'Angleterre. La ganterie de soie, que la mode avait jadis délaissée et qu'elle semble vouloir reprendre, s'est mieux entendue à améliorer sa fabrication. D'installation beaucoup plus récente à Nîmes que la confection des bas, cette industrie forme, soit dans la ville même, soit dans les montagnes voisines, un élément de travail assez notable (1). Les ouvriers bonnetiers de Nîmes, quelquefois réunis en atelier, travaillent le plus souvent chez eux en famille; leur besogne monotone est plus ennuyeuse que fatigante, aussi est-elle une des moins rétribuées du pays.

Les tissus en soie pure ou mélangée, derniers restes de la vieille fabrication locale, considérablement modifiée depuis le XVIe siècle, ne comprennent plus aujourd'hui que des foulards et fichus imprimés, des cravates en gros de Naples ou en taffetas noir, quelques rares étoffes pour robes, et enfin un genre spécial de tissus unis, à carreaux, ou lamés en or, en argent, en cuivre. Ces tissus, qui sont destinés à l'Algérie et à la côte d'Afrique, méritent, à cause de leur destination, une mention spéciale; ils se fabriquaient à Nîmes, mais en très-petite quantité, sous le nom de mouchoirs du Levant, même avant la conquête de l'Algérie. Remarquablement améliorés depuis quelques années, ils éclipsent tout à fait les produits similaires, autrefois célèbres, de Tunis et de Tripoli. Il y a là de riches écharpes rayées et mêlées de fils d'or ou d'argent, des turbans de 5 ou 6 mètres de long, des robes communes à couleurs bizarrement mêlées et qu'on noue tout simplement sur la hanche (2). En dehors de ses relations avec les Arabes, Nîmes ne conserve plus guère qu'en Espagne et en Italie quelques débris de ce commerce extérieur, jadis si profitable à ses fabricans de châles et à ses fabricans de bas : l'intérieur forme le principal marché de ses produits. Toulouse, Bordeaux et Bayonne, dans le midi de la France, sont des centres d'importantes affaires qui

(1) On peut évaluer la production annuelle à 90,000 douzaines de gants de soie et 35,000 de gants de filet, etc.

(2) Quelquefois on met du cuivre dans certains tissus communs. Quand on a commencé à employer ce métal, les consommateurs africains l'ont pris pour de l'or et ont été dupes de leur erreur. Aujourd'hui ces fraudes criminelles ne sont plus possibles, et les prix sont fixés en raison de la matière; mais le commerce des tissus en Algérie, de quelque lieu que soient tirés ces articles, est encore exposé à des pratiques frauduleuses, provenant surtout de l'initiative des Juifs arabes, par les mains desquels passe tout le négoce local. Ces marchands, qui ont dans les cités et les bourgades de l'Afrique des boutiques où s'entassent pêle-mêle les objets les plus disparates, où le client n'entre jamais et achète par la fenêtre, viennent en France deux fois par année pour leurs approvisionnemens. Le plus grand nombre est sans cesse à la piste de nouveaux moyens de tromperie que doit repousser la loyauté comme l'intérêt de nos fabricans.

contribuent puissamment à entretenir le mouvement de ses métiers.

Dans les autres cités manufacturières du groupe des Cévennes et des Garrigues, les ouvriers de l'industrie textile ne pratiquent que la bonneterie, à l'exception de la petite ville de Sommières, où se confectionnent ces étoffes grossières appelées *limousines*, destinées aux manteaux des rouliers. Les bonnetiers du Vigan, dans le Gard, et de Ganges, dans l'Hérault, qui ont considérablement accru leurs opérations depuis quelques années, sont renommés pour le bon marché de leurs produits. Au besoin cependant, on y sait attaquer aussi les articles de luxe, surtout à Ganges, où les broderies et les dessins à jour s'exécutent avec une finesse merveilleuse.

Sur un des points de la même contrée, les ouvriers des grandes usines d'Alais et ceux des houillères de la Grand'Combe accomplissent une tâche d'un ordre tout différent. Le chemin de fer qui conduit chez eux, et qui n'a qu'une seule voie, part de Nîmes et monte d'abord pendant 10 kilomètres à travers un pays aride et triste; mais ensuite, à mesure qu'on descend vers le village de Ners, où se réunissent les deux torrens qui portent le nom de Gardon, le *Gardon d'Alais* et le *Gardon d'Anduze*, la campagne prend un aspect de plus en plus frais et vivant. Des mûriers alignés symétriquement dans les champs charment les yeux par l'éclat de leur feuillage. La ville d'Alais est assise entre des coteaux chargés d'arbres jusqu'au faîte, au sein d'un vallon qui ressemble à une corbeille de verdure. — Une ligne de quais magnifiques, dont la base, durant l'été, est à peine baignée par des eaux rares et inoffensives, garantit la cité contre les débordemens périodiques et terribles du Gardon. Singulière circonstance! au milieu de ces collines boisées, l'industrie manque d'eau pour entretenir des moteurs hydrauliques. Dans les hauts-fourneaux et les forges d'Alais, on n'a pour ressource qu'un réservoir alimenté par une pompe aboutissant au Gardon, et tous les appareils sont exclusivement mus par la vapeur. Établies dans un site enchanteur, dont les aspects doux et calmes sembleraient mieux convenir aux loisirs champêtres qu'aux travaux d'une bruyante industrie, ces usines possèdent l'avantage trop rare en France d'avoir à peu de distance le minerai et la houille. L'extraction du minerai est une besogne facile dont se chargent volontiers les ouvriers de la localité. Les travailleurs employés autour des brasiers intérieurs ont une tâche beaucoup plus rude, que les enfans de ces molles vallées abandonnent à des ouvriers étrangers, pour la plupart Belges ou Piémontais. L'industrie métallurgique, avec les sept ou huit cents individus qu'elle emploie, n'en occasionne pas moins un mouvement d'affaires dont profite toute la population du pays. Il faut en dire autant, à plus forte raison, des mines de la Grand'Combe, situées à 13 kilomètres d'Alais. Ces mines

emploient environ trois mille individus, dont le travail ressemble à celui des charbonniers de la Loire (1).

C'est pour le transport des minéraux et des métaux qu'ont été construits les chemins de fer du Gard; mais ces voies de communication rendent en même temps d'immenses services à une industrie bien plus importante pour ces contrées que la métallurgie : je veux parler de la seconde branche de travail du groupe des Cévennes, — la production de la soie. Agricole dans son principe, parce qu'elle exige la culture du mûrier, dont les feuilles sont le seul aliment des vers à soie, l'industrie séricicole donne lieu, pour l'*éducation* même de ces précieux insectes, à un travail d'un genre spécial, qui devient tout à fait manufacturier aussitôt que l'*éducation* est finie.

On sait que les vers à soie, dont il a été compté jusqu'à trente familles, vivent à peine cinquante jours, et que, durant cette courte existence, ils passent rapidement à travers les plus merveilleuses métamorphoses. L'insecte sort d'un œuf extrêmement petit, dont il brise la coquille quand vient la douce température du printemps. L'éclosion des œufs, qu'on a soin d'exposer à un même degré de chaleur, afin d'obtenir des résultats simultanés, n'a guère lieu que le matin, de trois à neuf heures. Le ver se développe très rapidement, mais avec une organisation fort imparfaite, sans artères, sans veines, privé du sens de la vue, réclamant des soins constans et minutieux de la part des mains qui l'élèvent, et n'ayant d'autre instinct que celui de reconnaître la feuille du mûrier et de distinguer les feuilles desséchées des feuilles nouvellement cueillies. Il change plusieurs fois de peau et de museau; ces renouvellemens périodiques, marqués par des signes singuliers et qu'on appelle *mues*, sont autant de crises très souvent mortelles. Les phénomènes se succèdent avec une rapidité croissante à mesure qu'approche le moment où l'appareil soyeux que le ver recèle dans ses flancs va distiller la matière gommeuse qu'il contient. La formation du cocon, qu'il est possible d'observer pendant un certain temps, jusqu'à ce que le rideau s'épaississe au point de cacher entièrement la chenille, prend à peu près quatre jours, qui sont pour l'insecte quatre jours d'un travail presque continu. Renversé sur le flanc, le ver déroule un fil d'une longueur de 800 à 1500 mètres, dont une partie seulement, les deux tiers environ, sont plus tard susceptibles d'être dévidés. Si l'existence de la chenille s'arrêtait au milieu de sa couche soyeuse, l'espèce serait

(1) La Grand'Combe avait fourni le premier exemple des fusions entre compagnies diverses, fusions qui viennent d'être assujetties par un décret à l'autorisation du gouvernement. Ces alliances peuvent sans doute avoir leurs dangers; cependant, il est juste de le dire, elles ont donné le signal d'une très utile réforme dans l'exploitation des houillères en France.

anéantie, car le ver, sous sa première forme, est incapable de laisser une lignée. C'est le papillon, s'échappant de la chrysalide mystérieuse au bout d'une quinzaine de jours, vers l'heure où le soleil se lève, qui est chargé de la conservation de la race ; mais on ne laisse arriver qu'un petit nombre de vers à cette métamorphose, qui briserait le fil de soie, et on étouffe les chrysalides au moyen d'une forte chaleur. De même que tous les papillons nocturnes à la classe desquels ils appartiennent, les papillons issus du ver à soie ne sont pourvus d'aucun organe destiné à la nutrition, et par conséquent ils ne sauraient vivre longtemps. Aussitôt que la femelle a déposé ses œufs, dont le nombre varie de trois cents à sept cents, et qui écloront à leur tour l'année suivante, la génération éclose se dessèche et dépérit en deux ou trois jours.

De notables progrès ont été accomplis, depuis une vingtaine d'années, dans l'*éducation* des vers à soie, soit pour la disposition même du local destiné à l'éclosion des œufs, c'est-à-dire des magnaneries, soit pour la nourriture et l'hygiène des chenilles. Dans la pratique ordinaire livrée à l'esprit de routine, on néglige trop souvent les précautions qui sont le mieux indiquées par la science : aussi la déperdition est-elle considérable. Un habile et soigneux éducateur d'Alais nous donnait naguère, sur les lieux mêmes, les chiffres suivans, comme résultant de ses longues observations : une once de graines ou d'œufs de vers à soie produit, en moyenne, 40 kilog. de cocons et 3 kilog. de soie, tandis qu'on aurait dû obtenir 100 kilog. de cocons et 7 kilog. 1/2 de soie. Dans les magnaneries mal soignées, le déchet est bien plus grand ; on y voit régner plus cruellement les maladies qui déciment les insectes, et dont la plus terrible, connue sous le nom de *muscardine*, a causé récemment tant de dommages à nos *éducateurs*. Ces périls attachés à l'*éducation* des vers, cette incertitude des récoltes, rendent très aléatoire le sort des ouvriers employés à la production de la soie, aussi bien pour la partie agricole que pour la partie manufacturière.

La première opération véritablement industrielle consiste à enlever les fils soyeux enroulés autour de la chrysalide (1). A son état naturel, la soie n'est pas, comme le coton ou la laine, composée d'une multitude de filamens plus ou moins longs. Elle est produite à l'état de fil par le ver lui-même ; mais pour dévider ces fils, dont la ténuité est extrême, il faut recourir à l'industrie appelée improprement *filature de la soie*, et aujourd'hui pratiquée en grand dans des ateliers mécaniques. On ne pourrait pas tirer la soie d'un cocon pris isolé-

(1) La chrysalide, qui, dans certaines contrées, sert à la nourriture des animaux et même quelquefois, en Chine, à celle des hommes, n'est employée chez nous que comme engrais, après avoir été mélangée avec diverses matières.

ment, il faut au moins joindre deux fils ensemble. Les femmes qui sont généralement chargées de ce travail délicat en saisissent le plus souvent trois, quatre ou même davantage, jusqu'à dix ou douze, suivant la grosseur qu'on veut obtenir. Les cocons sont plongés dans des bassines remplies d'eau chaude, où on les bat quelques instans avec un petit balai de bruyère, pour décoller les filamens et les enrouler ensuite sur des dévidoirs. Cette tâche n'est pas très rude; mais comme, avec les procédés suivis jusqu'à une époque récente où d'heureux essais ont été faits pour la conservation des cocons, le plus beau fil était celui qu'on laissait le moins longtemps sur les chrysalides, on a pris l'habitude de pousser le dévidage avec la plus grande activité, et de prolonger la durée du travail quotidien jusqu'à quinze et seize heures. La saison de la filature n'occupe ainsi que trois ou quatre mois; les nouveaux procédés permettront d'en étendre la durée, et de resserrer la tâche quotidienne des fileuses dans des limites plus rationnelles.

Au sortir de la filature, la soie n'est pas encore en état d'être livrée aux fabrications qui l'emploient; elle doit passer dans des ateliers d'un autre genre appelés *ouvraisons* ou *moulinages*, où les fils sont *bobinés*, tordus et mis en écheveaux. La difficulté principale de cette opération consiste à éviter la rupture des fils et à les rattacher adroitement quand ils viennent à se briser. A la différence des filatures de soie, les moulinages demeurent en activité toute l'année. Bien qu'on n'y ait pas les mêmes motifs que dans les premiers établissemens pour précipiter l'ouvrage, le travail effectif y est aussi long. Pour s'écarter ainsi du terme légal de douze heures, on allègue la nécessité de lutter contre la concurrence extérieure. A nos yeux, les producteurs de soie devraient demander les moyens d'amoindrir le prix de revient de cette riche matière à la bonne organisation des magnaneries, à la simplification des procédés de la filature et du moulinage, qui, même après les notables améliorations réalisées depuis quarante années, sont loin des perfectionnemens de nos autres industries textiles (1).

L'*éducation* des vers à soie et la *filature* occupent dans le Gard, dans les arrondissemens d'Uzès, du Vigan, et principalement dans celui d'Alais, un nombre de bras plus considérable qu'en aucun autre district du midi de la France. Les *ouvraisons* sont au contraire plus multipliées dans l'Ardèche, aux environs de Viviers (2). Partout dans

(1) Le système de moulinage adopté par les Anglais est plus simple que le nôtre, et il en résulte que les fils moulinés coûtent moins cher en Angleterre qu'en France.

(2) Après le Gard, placé en première ligne sur l'échelle de nos départemens sérifères, viennent la Drôme, l'Ardèche, Vaucluse, l'Hérault, l'Isère, etc. Aucun pays ne produit de meilleures soies que la France, mais elles reviennent à un prix plus élevé qu'en beaucoup d'autres lieux. Notre production ne suffit pas d'ailleurs aux besoins de nos fabriques; nous tirons le supplément qui nous est nécessaire de la Sardaigne principalement, et puis des autres états de l'Italie, de la Suisse, de l'Espagne, de la Turquie, etc.

les Cévennes et dans les Garrigues, la population est tenue en haleine jour et nuit, durant l'été, autour des débiles insectes de qui dépend sa propre existence. La production de la soie prête du reste des couleurs singulières à la vie morale des travailleurs qu'elle occupe, comme on en jugera par le tableau de cette vie même, comparée à celle des ouvriers de fabrique.

II. — MOEURS ET CARACTÈRE DES OUVRIERS CÉVENOLS.

On connaît le mouvement industriel dont les centres principaux sont situés dans les Cévennes et les Monts-Garrigues; tous les ouvriers de cette région de la France vivent dans une bien plus fréquente communication que ceux du nord avec la nature extérieure. Grâce au climat, ils prennent une plus large part de grand air et de soleil; cependant il se produit dans la région des Cévennes une différence essentielle, sous ce rapport, entre ceux qui manient des métiers dans les villes, soit à leur domicile, soit en atelier, et ceux que le genre de leur travail ou leur demeure isolée dans la campagne associe, en une certaine mesure, à la destinée des cultivateurs. Les variétés de caractères qui découlent de la diversité des situations matérielles sont fidèlement représentées, — d'un côté, par les ouvriers de Nîmes, — de l'autre, par les travailleurs occupés à la production de la soie.

Les premiers toutefois n'ont pas plus que les autres de goût pour une existence murée dans leur maison; ils y échappent le plus qu'ils peuvent. On les voit, durant la semaine, prendre leurs repas en plein vent, et le soir après le travail se promener quelque temps dans la ville pour jouir d'un ciel presque toujours sans nuages. Leur penchant se manifeste bien plus encore le dimanche, alors que tous les métiers ont cessé de battre. La population laborieuse émigre ce jour-là pour s'en aller sur les collines qui dominent la cité, et où un assez grand nombre de familles ont un pied à terre, une sorte de petite maison de campagne qu'on appelle *mazet*. Rarement prises en location, ces modestes villas sont en général un patrimoine héréditaire. Comme le terrain rocailleux des Garrigues, sauf en quelques rares cantons où la vigne vient assez bien, n'a presque aucune valeur, la possession d'un *mazet* ne représente pas un capital de plus de 150 à 400 fr. Les ouvriers qui n'en possèdent point se réunissent à des parens ou à des voisins plus favorisés de la fortune. Ces chalets languedociens n'étant jamais à plus d'un ou deux kilomètres de la cité, on peut y porter aisément les plus jeunes enfans, et on ne laisse personne derrière soi. Chaque domaine se compose de quelques mètres de terre et d'un pavillon étroit bâti à une des extrémités de l'enclos; une table et quelques siéges grossiers forment à peu près tout l'ameublement de ces cases, qui n'ont pas besoin de cheminées. A force de peines, on

est parvenu à faire pousser sur un sol ingrat quelques oliviers ou mûriers, quelques ceps de vigne, quelques fleurs dont un soleil ardent a bientôt desséché la tige. Disposés en amphithéâtre au-dessus de la ville, les *mazets* prêtent un aspect animé à des lieux naturellement nus et tristes. Une fois arrivés, les hommes prennent quelque soin de leur jardin; puis on s'assied, on se couche sous l'ombre rare de grêles arbustes, ou bien on va sur la route la plus voisine jouer à un jeu qui est une véritable passion dans ce pays, le jeu de boules. On vous dit avec fierté qu'il faut venir à Nîmes, venir sur les Garrigues, pour rencontrer les premiers joueurs de boules du monde entier. Il y a là des renommées dont l'horizon est borné sans doute, dont le souvenir doit vite s'effacer, mais qui n'en flattent pas moins l'orgueil de ceux qui les possèdent. Les femmes s'occupent pendant ce temps de soins intérieurs dans la petite maison où la famille doit dîner; puis, quand s'élève la brise rafraîchissante du soir, on redescend vers la ville en chantant. Rien, au premier coup d'œil, ne révèle le charme de ces excursions sur des collines brûlantes; bientôt pourtant on s'aperçoit que dans ces asiles solitaires les ouvriers se sentent plus chez eux qu'à la ville, qu'ils s'y épanouissent avec plus de liberté. Durant la semaine, le *mazet* est une espérance pour les familles qui l'aperçoivent de loin sur le coteau, et le dimanche venu, il leur offre un moyen de diversion à la vie quotidienne. N'est-ce rien, en effet, que de savoir où diriger ses pas? Si les Garrigues manquent de frais ombrages, on y jouit d'une belle perspective : on a la ville à ses pieds, et les regards peuvent se promener au loin sur le tapis verdoyant des plaines du Vistre.

Des distractions d'un genre différent exercent encore un puissant empire sur la population nîmoise, je veux parler de ces spectacles à ciel ouvert qui se donnent dans les arènes des Antonins, et qui se composent de luttes d'hommes ou de courses de taureaux. L'antique amphithéâtre où se rassemble la foule prête une incroyable grandeur à des scènes assez vulgaires. Un autre goût plus calme, celui du chant, n'est pas ici moins général; il est favorisé par des dispositions naturelles très communes dans ces contrées, où s'annonce déjà l'Italie. Les ouvriers nîmois, qui aiment à former des chœurs, ont eu de tout temps des sociétés chantantes. Toutes les chansons familières à la population laborieuse sont composées dans ce patois languedocien dont les dialectes, quoique émanés d'une même source primitive, sont extrêmement nombreux et varient d'une ville à l'autre. A Nîmes, par exemple, le patois a le caractère, les désinences, les articles et les diminutifs de la langue italienne, tandis qu'à Montpellier, dans le département voisin, il penche vers l'espagnol. Une grande partie des chansons nîmoises ont été composées par des ouvriers; celles même

qui paraissent venir d'hommes appartenant à une classe plus instruite ne vivent guère que dans les souvenirs populaires. Précieux élémens pour l'étude du caractère local, ces rapsodies sont très difficiles à réunir, parce que les individus qui les savent par cœur sont incapables de les écrire. L'amour en forme le sujet le plus commun, et on y rencontre souvent la véritable inspiration poétique. Ce qui distingue les compositions de ce genre, c'est la tendresse, mais la tendresse liée à la mélancolie et à la passion. Quelques morceaux littéralement traduits donneront une idée de ces épanchemens de la pensée populaire. Un amant s'adresse ainsi à sa maîtresse :

« Je t'aime... — comme le rossignol des champs — aime à chanter sur la mousse — en voyant le soleil couchant. — Je t'aime comme une paquerette — aime le gazon velouté; — comme une rose épanouie, — quand le vent la fait balancer. — Je voudrais être la chansonnette — qui te fait chanter tout le jour, — et la tourterelle blanchette — qui te fait soupirer d'amour. — Je voudrais, quand tu pleures en silence, — te consoler en cachette; — je voudrais emporter ta souffrance — et tes larmes dans un baiser. »

Une autre chanson, intitulée *la Fileuse,* représente une jeune fille qui a quitté ses montagnes pour venir travailler à la ville, filant assise sur un banc de pierre au moment où le soleil *regardait sournoisement* (*espinchounava*) à travers le brouillard du matin :

« Et tout en filant elle chantait, — et tout en chantant elle disait : — Que tu es heureuse, hirondelle!... — Si comme toi j'avais des ailes, — je sais bien où je volerais. »

Et la fileuse laisse voler son imagination au-delà des montagnes qui s'élèvent à l'horizon lointain, vers une chaumière *bien vieille dont les murs sont couverts de lierre, et où les petits lézards gris vont durant l'hiver boire le soleil* (*van beouré lou sourel*) :

« C'est là que j'irais voir — le narcisse au bord du fossé, — et puis pour me mirer, — l'eau limpide comme un verre... — C'est là qu'au temps de la moisson, — Joseph, vers la fin d'un jour, — me parla de son amour; — moi j'étais toute troublée... — Alors je trouvai la vie — belle comme un jour de mai; — le soleil brillait davantage, — la rose était plus jolie... — Le bonheur ne dure guère, — le mien fut bientôt fini... »

La jeune fille raconte qu'elle vit mourir sa mère et partir son amant, enlevé pour le service militaire :

« Et moi, loin de mon pays, — je laisse envoler ma pensée — vers mon amant à l'armée, — vers ma mère au paradis. »

Après l'amour, la plaisanterie nous semble être pour les chansonniers du bas Languedoc la source la plus féconde où ils vont puiser. Les chansons dans le genre plaisant emploient fréquemment, il est

vrai, des traits assez vulgaires; il y règne toutefois une gaieté franche qui charme par son abandon. Il faut aussi faire une part aux chants de circonstance, aux chants politiques; malheureusement ces derniers forment par leur ton violent un triste contraste avec les autres compositions patoises. On s'y adresse dans un vil langage à des passions brutales, à des ressentimens qu'on peut qualifier de féroces. En 1815, par exemple, les boulevarts de la cité nîmoise retentissaient, chaque soir, de chansons abominables qui étaient de véritables appels au meurtre, appels trop bien écoutés. A la même époque, l'empereur Napoléon fut en butte à de stupides invectives dans les chansons du jour, qui le comparaient au diable ou l'accusaient d'avoir voulu faire mourir toute la nation. En 1830, nouveau flux de chansons patoises dirigées alors contre les Bourbons détrônés; on se borna même parfois à retourner purement et simplement contre eux les attaques dirigées en 1815 contre l'empereur. Le roi Louis-Philippe n'échappa pas non plus, en 1848, à ces grossières invectives qui n'épargnent aucun drapeau. Quoique la tendance à prodiguer ainsi l'injure aux pouvoirs renversés soit trop générale, les chants politiques se distinguent ici par un caractère de passion particulier aux populations méridionales de la France. Des chansons aussi irritantes devaient nuire aux anciens chants du pays et en dénaturer les allures traditionnelles. Dans les momens de crise, les modulations douces et régulières cèdèrent la place à de véritables vociférations. Après la révolution de février, des fragmens politiques en langue française firent invasion parmi les ouvriers nîmois, et alors le soir, dans les rues, on hurlait plutôt qu'on ne chantait.

L'ancienne inspiration indigène éprouve encore, même aujourd'hui, quelque peine à retrouver son empire sur les habitudes publiques (1); elle convient cependant mieux qu'aucune autre aux mœurs d'un pays où le vice de l'ivrognerie, qui fait dégénérer les chants en clameurs, est à peu près inconnu. A Nîmes, le vin est à bas prix, et comme nul n'en est privé dans la vie ordinaire, il est fort rare qu'on mette son plaisir à en abuser. Un grand manufacturier du Languedoc, qui occupe environ 1,500 individus, nous disait qu'en quinze ans il n'avait pas vu plus de trois ou quatre exemples d'ivresse. Quand l'ivrognerie apparaît à l'état d'habitude, on peut être sûr que des ouvriers étrangers à ces régions sont venus suppléer, dans quel-

(1) Outre les chansons, le patois du bas Languedoc, bien que moins riche en littérature que celui du haut Languedoc, si heureusement ravivé de nos jours par le poète Jasmin, possède cependant une foule d'autres compositions, depuis la fable jusqu'à des fragmens de poèmes épiques. Peu à peu ces legs d'un autre temps s'effacent des souvenirs populaires; il faut, pour les apprécier, avoir une connaissance parfaite de l'idiome local.

ques ateliers d'un genre spécial, comme les usines d'Alais, les travailleurs du pays. Les ouvriers de Nîmes, de même que ceux de Lyon, délaissent volontiers le cabaret pour le café, où ils dépensent peut-être davantage, mais où ils ne se livrent pas à d'abrutissans excès. Bien qu'ils soient faciles à entraîner par saccades, on peut dire d'eux, en les prenant en masse, qu'ils sont assez sobres et assez économes. L'économie est une vertu que pratiquent volontiers à Nîmes toutes les classes sociales. Dans les rangs populaires, les bonnetiers principalement, malgré la modicité de leur gain, donnent l'exemple de la modération et de la prévoyance.

Le goût de la parure est cependant un trait caractéristique de la population de Nîmes. Les filles employées par la fabrique placent presque tout leur salaire en articles de toilette. Quant aux hommes, ils poussent parfois à l'excès la pensée de se distinguer entre eux au moyen de leurs vêtemens. L'ouvrier de l'industrie ne veut pas être confondu avec le journalier qu'il place fort au-dessous de lui; laissant au manœuvre l'humble veste, il prend le paletot ou la redingote. Dans le cercle même de l'industrie manufacturière, on remarque ces mêmes tendances. Les bonnetiers, par exemple, se croient d'un ordre plus élevé que les autres agens de la fabrique, qu'on englobe communément sous le nom de *taffetassiers*. Ils sont fiers de leur état; ils vous disent avec orgueil qu'avant 1789, ils avaient le droit de porter l'épée, et, sur la foi d'une tradition dont l'origine est un peu obscure, ils ajoutent que Louis XIV a mis ses royales mains sur un métier de bonneterie. Dans ces souvenirs qui les flattent, dans ces intentions qui les dirigent, comment ne pas voir une idée profondément enracinée de hiérarchie, de classification sociale? Les doctrines qui, sortant du cercle de l'égalité civile et même de celui de l'égalité politique, visaient naguère si bruyamment à une égalité absolue des conditions, se brisaient aussi bien ici contre les faits inhérens à la vie des masses que contre la raison froidement interrogée.

Les sentimens de fierté que les ouvriers nîmois manifestent les uns envers les autres ne les éloignent pas absolument de certaines habitudes humiliantes qu'on ne remarque pas chez les ouvriers de Lyon. A Nîmes, par exemple, et dans tout le Gard, on sollicite volontiers l'aumône. En arrivant du département des Bouches-du-Rhône, où la mendicité est interdite, on se voit arrêté, dès qu'on a franchi le pont de Beaucaire, par des mendians nombreux, dont quelques-uns ont quitté les ateliers dans des momens de crise et se sont fait de la mendicité une profession nouvelle.

Autre différence avec les ouvriers de l'agglomération lyonnaise : profondément attachés à leurs traditions, les ouvriers nîmois ne sont pas portés à la rêverie. Doués d'une imagination ardente, ils n'éprouvent

pas cependant le besoin de s'abandonner à des contemplations chimériques; leur intelligence vive, mais non téméraire, ne s'intéresse qu'à ce qu'elle comprend bien. On est à Nîmes plus criard, plus pétulant qu'à Lyon; mais l'humeur locale, naturellement gaie et plaisante, préfère aux déclamations les farces et les saillies.

L'adresse ne manque pas d'ailleurs aux ouvriers nîmois dans leur travail journalier. A une remarquable habileté de mains ils joignent le désir d'améliorer les appareils qu'ils emploient. Quelques-uns d'entre eux ont apporté divers perfectionnemens au métier Jacquart; mais ne leur demandez pas cette âpreté dans le travail, cette infatigable patience que possèdent d'autres régions, l'Alsace par exemple. L'état moral proprement dit, sans offrir le spectacle d'une dépravation éhontée, n'y saurait non plus être représenté sous des couleurs très favorables. Les fautes précoces y sont assez fréquentes parmi les filles des ateliers. Ce n'est pas qu'on rencontre à Nîmes, comme dans certaines autres cités manufacturières, cette désolante habitude qui entraîne une partie des ouvrières sur la voie publique le soir après leur journée. Non, ici la débauche est prude et le libertinage ombrageux; mais si le mal est moins visible, il est tout aussi réel.

La seconde branche de la famille laborieuse du groupe des Cévennes, celle qui est vouée à la production de la soie, est plus sincèrement, plus profondément morale que la population groupée à Nîmes ou dans les environs. Le frein de l'opinion, au milieu de cercles étroits où chacun se connaît et où rien ne s'oublie, exerce une puissance extrême sur les esprits. Les fautes sont rares, et s'il se produit quelques scandales, des unions régulières viennent presque toujours les couvrir.

Les ouvriers de cette deuxième catégorie se rattachent de tous côtés à la vie agricole ou pastorale; la campagne n'est plus pour eux seulement un objet de distraction. S'il y a dans Nîmes une population manufacturière qui aime les champs, ici les masses, lors même qu'elles s'adonnent à des occupations vraiment industrielles, conservent tous les caractères d'une population agricole. Les magnaneries empruntent à l'agriculture des travailleurs que les occupations rurales retiennent bien plus longtemps que la rapide *éducation* du ver à soie. Les femmes qui peuplent les manufactures de soie sont le plus souvent aussi distraites des campagnes. Le personnel même des ateliers de moulinage, qui forme la partie la plus industrielle de cette population, est par ses relations mêmes constamment ramené au souvenir de la vie champêtre.

Les ouvriers de la soie sont pris pour la plupart sur les lieux de la production ou à une très petite distance. Dans les filatures seulement, comme la population locale ne suffirait pas toujours aux exigences d'un travail précipité, on recrute des bras dans les monta-

gnes du nord du Languedoc. Les filles de cette région aride et pauvre descendent par essaims vers les basses Cévennes pour se louer temporairement. C'est ainsi à peu près que, dans les plaines de la Beauce, au temps de la moisson, des bandes d'ouvriers supplémentaires viennent de la Normandie, de la Champagne ou de la Sologne, aider les riches fermiers de l'Ile de France. A part cet élément mobile, les travailleurs de la soie sont très sédentaires; ils aiment le sol qui les nourrit et dont ils possèdent souvent quelques parcelles à titre de propriété. Ils ont des habitudes laborieuses, et pourvu qu'il ne s'agisse pas d'une besogne exigeant un grand déploiement de force corporelle, ils consentent sans peine à se mettre à l'œuvre de grand matin et à y rester fort avant dans la soirée. Point de large aisance parmi les familles séricicoles, mais aussi point de misère, sauf les années où la récolte des cocons vient à manquer complétement. On a fort peu d'argent, c'est vrai; qu'importe cependant, si grâce à la douceur ordinaire de la température, on peut se passer de beaucoup d'objets dont la privation constituerait ailleurs, dans le nord de la France par exemple, une extrême misère? Les habitations, bâties sur le penchant des coteaux ou au fond de vertes vallées, plaisent par leur situation comme par la propreté avec laquelle on les entretient. Le travail des magnaneries inculque naturellement à ceux qui en sont chargés des idées d'ordre, car toute négligence est cruellement punie par la perte rapide d'insectes délicats qui emportent en mourant l'espoir du travailleur.

Ces habitudes se retrouvent dans l'organisation même des familles cévenoles et prêtent une rare énergie à l'autorité paternelle. Dans ces districts écartés du monde, la déférence que les enfans doivent à ceux qui les ont élevés n'a été que faiblement entamée par le contact des influences extérieures. J'ai vu un exemple frappant de cette hiérarchie domestique, véritable tradition de l'âge patriarcal. Une famille composée du père et de la mère parvenus à un âge avancé, et de six ou sept fils, dont plusieurs étaient mariés, vivait réunie sous un même toit. Quoique chacun des fils eût son état particulier, nul ne travaillait pour son compte; le gain individuel revenait au père de famille, qui nourrissait et entretenait toute sa lignée. Fidèles à l'exemple paternel, les enfans se montraient ambitieux du travail, et la tribu jouissait d'une aisance qui, dans ces contrées, passait pour de la fortune. Le rôle le plus digne cependant d'attirer l'attention, c'était celui de la mère de famille. C'est à son influence toujours présente et toujours inaperçue, à sa bienveillance inaltérable, naturellement pacifiante, qu'on était redevable en réalité du maintien de l'harmonie dans cette petite nation.

Au sein de leurs solitudes, où les entraves conventionnelles de la

vie sont à peu près inconnues, les travailleurs de la soie jouissent d'une liberté qui se reflète dans leur attitude extérieure. Leurs allures sont dégourdies et remuantes, leur physionomie ouverte et gaie. Ces ouvriers des montagnes aiment les chants comme les Nîmois, et ils égaient volontiers leurs travaux par de continuels refrains. Doués d'un caractère sympathique, ils accueillent les étrangers avec bienveillance et se complaisent dans de longues causeries. On remarque chez les Cévenols une sorte de sentimentalité primitive unie à des facultés aimantes très vives, dont un écrivain du dernier siècle, né dans ce pays, Florian, a été l'interprète assez fidèle. Combien il y a loin cependant des chansons patoises que nous avons citées, qui sont connues jusque dans ce district, aux accens de Florian, qui ne célébraient guère que le plaisir! Un trait poétique de la population cévenole, c'est la lutte presque toujours victorieuse des intérêts religieux contre les passions sensuelles. Cette population aime les fêtes, les jeux, les divertissemens de tous genres, mais elle reste frugale et économe dans son existence ordinaire, plus frugale et plus économe encore qu'à Nîmes. En outre, malgré la mobilité de ses instincts, elle conserve dans les actes sérieux un profond respect de la parole donnée.

III. — ÉTAT INTELLECTUEL ET INSTITUTIONS DES OUVRIERS NÎMOIS ET CÉVENOLS.

Au point de vue intellectuel, le développement des ouvriers séricicoles est plus étendu que ne le ferait croire l'état de l'instruction parmi eux. Leur travail même sollicite presque toujours leur intelligence par quelque côté et l'empêche de tomber dans l'engourdissement. Les merveilleux phénomènes qui s'accomplissent, par exemple, dans l'*éducation* des vers à soie, on l'a dit avant nous, portent l'esprit à la réflexion. Aussi la population de ce pays n'est-elle pas une population abrutie, même quand elle manque de ces études élémentaires que le patois contrarie sans cesse, et qui restent dans les Cévennes plus rares que dans la cité nîmoise.

On n'aurait pas, sous ce rapport, une idée exacte de la physionomie du groupe des Cévennes et des Garrigues, si on ignorait que le mouvement intellectuel n'y a guère dépendu jusqu'à ce jour des progrès de l'instruction. A Nîmes comme à Alais, comme à Uzès, dans les villes comme dans les campagnes, l'activité morale est dominée par des passions religieuses sorties toutes vivantes des souvenirs du passé. C'est de cette source que découlent les signes les plus originaux du caractère local. Ces animosités qui se sont mêlées à tous les événemens de l'histoire contemporaine, à tous les mouvemens matériels des populations, jettent de vives lumières sur l'esprit politique des classes ouvrières dans ce pays.

Quoique le culte réformé soit largement assis dans les Cévennes, les catholiques y sont beaucoup plus nombreux que les protestans. A Nîmes, ils forment les deux tiers de la population, et, dans les autres villes du même groupe, la supériorité numérique leur appartient encore en une proportion plus considérable. Si certaines communes champêtres, celles du district de L'Avaunage, par exemple, situé entre Anduze et la route de Montpellier, ne comptent guère que des protestans, il y en a beaucoup plus qui sont demeurées tout entières fidèles à la vieille foi catholique. Que les deux cultes soient rapprochés l'un de l'autre ou qu'ils règnent exclusivement dans une commune, une même hostilité les divise, une hostilité profonde, qui passe, à tout moment, du domaine religieux dans le champ des questions temporelles. Vaste foyer de ces animosités, Nîmes est le lieu où on peut le mieux en saisir le véritable aspect.

La majorité des ouvriers nîmois, notamment tous les *taffetassiers*, sont catholiques, tandis que les chefs de l'industrie et du commerce, les capitalistes en un mot, appartiennent en général à la religion réformée. Longtemps exclus de toutes les fonctions publiques, de toutes les professions dites libérales, les protestans n'avaient eu pour refuge que les carrières industrielles; plus ils s'élançaient dans cette arène, plus les catholiques étaient portés à s'en éloigner. Qu'arriva-t-il cependant? Les premiers, recueillant les fruits de leurs efforts, s'enrichissaient par la fabrication et le négoce; les autres, murés dans des voies très honorables, mais encombrées, et où de trop minces bénéfices ne permettaient pas l'épargne, s'appauvrissaient au contraire à chaque partage de succession. Quand une même famille s'est divisée en deux branches, l'une restée dans le giron de la croyance de ses pères, l'autre enrôlée sous l'étendard des doctrines nouvelles, on remarque presque toujours d'un côté une gêne progressive et de l'autre une richesse croissante.

Cette différence dans l'exercice de l'activité individuelle, et les résultats qui en étaient la suite, ne pouvaient qu'aigrir et développer les divisions existantes. Étrange contraste dans presque toute cette région, les croyances sont assez peu profondes parmi les masses, les habitudes religieuses assez faibles; pourtant les haines de culte à culte restent vivaces et implacables. Ce n'est pas le clergé catholique qui souffle l'irritation dans les esprits : exemplaire dans ses mœurs, charitable dans ses actes, il est dirigé par un prélat qui n'a jamais cherché qu'à pacifier les cœurs. Si quelques ministres protestans se laissaient aller, il y a quelque temps encore, à des opinions exaltées, il n'en serait pas moins également injuste d'attribuer aux enseignemens du temple la cause des animosités religieuses. La population puise son intolérance en elle-même; sa passion couve sous les cendres toujours brûlantes du passé. Nulle part on n'a mieux gardé la

mémoire du fameux édit d'Henri IV, de cet édit de transition, intervenu au lendemain d'une longue lutte, qui ne fut jamais complétement exécuté, et qui demandait, après Richelieu, dans l'intérêt de l'unité nationale, une réforme et non une révocation. Le vieil esprit des camisards n'est pas éteint dans ces contrées; mais les volontaires n'y manqueraient pas non plus dans des momens de crise, s'il fallait recomposer les bandes des *cadets de la croix*. Les odieux et plus récens exploits des Servan et des Truphemy ont encore ravivé le souvenir des anciennes luttes où furent commis de part et d'autre, sous le masque religieux, tant d'actes abominables qui avaient leur source dans le plus mauvais côté du cœur humain.

Silencieux et enveloppés en temps ordinaire, les sentimens qui découlent de cette douloureuse histoire engendrent une réciproque et continuelle défiance. On dirait que les maisons mêmes se regardent d'un air soupçonneux. Comme une tribu qui a été persécutée, les protestans semblent écouter si un nouveau cri d'alarme ne retentit pas dans le lointain. Les catholiques aiment à se compter. Fiers d'être la souche antique, d'avoir pour eux la tradition ininterrompue de longs siècles, ils semblent ne se résigner que péniblement au principe de la liberté de conscience. Si, malgré cette profonde séparation, les nécessités sociales entraînent, soit parmi les classes ouvrières, soit dans des rangs plus élevés, des rapports journaliers entre les hommes des deux cultes, des incidens sérieux ou futiles n'en viennent pas moins démontrer à tout moment que ces relations n'ont créé aucun lien solide entre les individus. On est prompt à se décréditer de part et d'autre, surtout si le discrédit doit rejaillir sur le culte. On accueille avec la plus étrange crédulité, on propage avec le plus grand empresement les bruits qui peuvent nuire à la religion opposée. Des histoires scandaleuses circulent ainsi en se grossissant de bouche en bouche, et quand on veut remonter à l'origine de ces récits, on s'aperçoit qu'une simple supposition est arrivée peu à peu à une affirmation catégorique. Il suffit encore que, dans un culte, on ait pris une initiative quelconque, pour que dans l'autre on adopte immédiatement le parti contraire. L'antagonisme descend parfois jusqu'à des puérilités auxquelles on attache un intérêt immense (1).

En dehors de l'agitation morale que ces divisions entretiennent, il n'y a point parmi les ouvriers nîmois de mouvement intellectuel bien sérieux. Dans quelque situation qu'on prenne l'homme, son esprit, délicat ou grossier, a toujours besoin d'avoir un aliment : il faut que l'âme se retrouve quelque part. Ainsi, durant les entraînemens de ces

(1) Ces divisions se retrouvent jusque dans la maison de force et de correction de Nîmes, établie dans l'ancienne citadelle, et qui reçoit des détenus de l'Algérie, de la Corse et de cinq départements du midi. Quatre cultes y sont d'ailleurs en plein exercice : on y comptait naguère 837 détenus catholiques, 145 musulmans, 126 protestans et 30 israélites.

dernières années, les masses laborieuses, sur divers points de la France, égarèrent un moment leur activité intellectuelle dans les folles rêveries du socialisme. Ces préoccupations étranges n'aboutissaient à rien moins qu'à les séparer des autres classes sociales; sur le sol nîmois, au contraire, les idées qui remuent véritablement les intelligences sont communes à tous les individus d'un même culte, quelle que soit du reste leur position. Que la préoccupation religieuse revête ici telle ou telle forme suivant les circonstances, c'est elle, c'est toujours elle qui domine. Les dissentimens politiques mêmes dont la réalité est incontestable projettent leurs plus profondes racines sur le terrain de la religion. Quand, sous le gouvernement de juillet, le haut commerce, la grande industrie dirigeaient les affaires locales, voyait-on dans ce fait la prépondérance des intérêts économiques? Non, c'était plutôt l'influence protestante qui se sentait triompher. Lorsque, grâce au nouveau mode électoral, grâce aux votes des ouvriers, l'influence contraire a été assez puissante pour annuler l'élément le plus riche de la cité, pour exclure en masse les protestans du conseil municipal, est-ce une opinion politique qui s'applaudit du succès? Aucunement; c'est encore une pensée religieuse. S'il était permis de supposer tous les individus embrassés dans le cercle d'un même parti, tous les fronts rangés sous un même drapeau, on n'en verrait pas moins l'animosité religieuse, conservant sa place dans les cœurs, créer bientôt, pour s'épancher au dehors, des contestations purement arbitraires.

En raison de ces tendances si énergiques et passées à l'état d'instinct, on ne s'étonnera pas que la vie publique des ouvriers nîmois ne ressemble nullement à la vie des ouvriers d'autres grandes villes manufacturières. D'abord on n'a jamais vu dans les Garrigues ces tiraillemens continuels entre patrons et ouvriers qui rendent les relations quotidiennes inquiètes et désagréables, et dégénèrent souvent en désordres extérieurs. Les coalitions y sont un fait inconnu; on ne s'y concerte pas pour les questions de salaires. Un poète nîmois a pu dire avec raison que sa ville

N'arme jamais son bras pour demander du pain.

Sous le coup de la révolution de février, à la nouvelle des événemens de Paris, une forte émotion s'empara de la population industrielle de Nîmes; mais en dépit des influences politiques qui cherchaient alors à réunir en un même faisceau les travailleurs enrôlés au service des fabriques, les ouvriers nîmois ne se laissèrent pas entraîner à l'agitation au nom de ce qu'on leur présentait comme leur intérêt collectif. Ce qui parut inquiétant, ce fut l'attitude des catholiques et des protestans les uns à l'égard des autres. Il suffisait de l'ardente influence des événemens pour réchauffer tout d'abord les

répugnances anciennes. Cependant, comme les passions religieuses n'étaient point directement en jeu, la paix ne fut pas troublée. L'interruption à peu près complète du travail, qui ne laissait aux familles laborieuses d'autres ressources que des ateliers communaux fournissant à peine le pain nécessaire pour vivre (1), n'occasionna point les manifestations menaçantes qui répandirent tant d'effroi dans d'autres cités. Au mois de juin 1848, le contre-coup de la collision insensée dont Paris était le théâtre fut plus vif à Nîmes que celui de la révolution de février. Les intérêts politiques avaient eu le temps de se préparer à la lutte et de profiter des difficultés économiques pour ramener le souvenir des masses vers les anciennes querelles. Aussi l'ordre public ne tint qu'à un fil; mais il fut aisé de voir que c'était encore le vase des passions religieuses qui était près de déborder.

Plus tard, le socialisme, à l'aide de ses publications et de ses émissaires, tâcha, ici comme partout, de s'emparer des sentimens populaires. Sur un sol accoutumé à des émotions très nettement déterminées, il ne trouvait pas les intelligences prêtes à se passionner pour ses axiômes solennels, mais nuageux. Il s'était flatté d'ailleurs de dominer les haines religieuses, non par un égal respect, mais par un profond dédain pour toutes les croyances, et il s'était mis ainsi en désaccord avec les tendances locales. L'indifférence en matière de religion qu'il semait dans quelques esprits, l'envie qu'il éveillait chez d'autres dans l'ordre des intérêts temporels, étaient loin de remplacer les forces vives que lui aliénaient son attitude impie et son étalage d'incrédulité. Toutefois, quand on parle à l'homme, même en termes vagues, de son bonheur actuel, quand on lui promet des jouissances, on est toujours sûr de troubler au moins la surface des âmes. Tel fut l'effet des prédications socialistes dans les Garrigues et dans les Cévennes; seulement on y eut, au mois de décembre 1851, la mesure réelle des conquêtes de la doctrine nouvelle, et l'on vit à quoi s'y réduisent les influences politiques abandonnées à elles-mêmes. Les ouvriers de Nîmes ne bougèrent pas, ne se sentant pas inquiétés dans la partie intime de leur existence par les événemens accomplis. Sur des appels transmis de la ville et accompagnés de bruits controuvés, plusieurs communes rurales s'agitèrent et prirent les armes. On se mit en route pour marcher sur le chef-lieu du département du Gard; puis, au premier avis défavorable, on se débanda, et chacun rentra chez soi. Est-ce donc qu'on s'était compté? Est-ce donc que les fils dégénérés des camisards avaient eu peur d'un échec? A d'autres époques, de semblables motifs n'avaient pas engourdi les bras et fait

(1) Ces ateliers coûtèrent 400,000 francs à la caisse municipale pour des travaux qui n'en valaient pas 4,000.

déserter la lutte, c'est qu'alors le sentiment religieux était véritablement enflammé. Cette fois, au contraire, l'émotion avait sa source dans des instincts beaucoup moins profonds et beaucoup moins ardens. Une levée de boucliers, opérée sous l'influence de la politique, s'affaissait promptement sur elle-même. Dans cette contrée, en effet, la vie publique n'a aucun ressort, pour peu que l'idée religieuse ne vienne point s'associer aux préoccupations matérielles : c'est un trait du caractère des populations nîmoises et cévenoles que l'examen des institutions locales destinées aux classes ouvrières fera mieux encore ressortir.

Dans tout le groupe des Cévennes et des Garrigues, dans l'importante cité même qui en forme le chef-lieu industriel, il n'a surgi qu'un très petit nombre de ces institutions qui, destinées à protéger les masses laborieuses, se distinguent par un caractère à la fois économique et chrétien, charitable et social. On ne rencontre point ici de ces créations dont nous avons vu tant d'exemples en Alsace, et à l'aide desquelles des chefs d'établissemens, des associations particulières ou des municipalités cherchent soit à étendre l'instruction, soit à stimuler l'esprit de prévoyance parmi les classes ouvrières, soit à prêter aux familles dans certaines circonstances une assistance immédiate. A défaut d'une initiative prise en dehors de leur sein, les travailleurs cévenols n'ont fait aucun effort pour se constituer eux-mêmes des moyens collectifs de soulagement. On ne les a pas vus, comme dans le nord de la France, comme dans des cités rapprochées du midi, Lyon et Saint-Étienne, tenter quelques essais plus ou moins aventureux, mais toujours très significatifs, en fait d'associations destinées à faciliter la vie quotidienne. A Nîmes, trois ou quatre sociétés de secours mutuels fondées à une autre époque n'avaient trouvé dans la fabrique qu'un accueil froid et décourageant.

Si les manufacturiers du Gard ne se sont pas montrés empressés de suivre les exemples du dehors, ce n'est pas leur indifférence seulement qu'il faut accuser. Sous l'empire de passions religieuses qui créent tant de résistances et de haines, il n'y a guère de place pour les institutions de patronage ou pour un rapprochement des situations et des intérêts particuliers. Un climat doux et agréable, des habitudes généralement sobres, limitent singulièrement aussi les besoins matériels. Les rares élémens qui ont pu se développer malgré ces obstacles particuliers n'en méritent pas moins d'attirer l'attention. Quel qu'en soit l'objet, ces fondations sont pures de tout contact avec les idées d'association excessive telles qu'elles étaient naguère formulées par les sectes socialistes, et qui avaient capté en plus d'un endroit les esprits aveuglés des masses. On n'a même aperçu nulle part dans ces régions après 1848, pas plus parmi les ouvriers des villes que

parmi ceux des campagnes, ces tendances vers les exploitations collectives appelées *sociétés d'ouvriers* ou *sociétés de patrons et d'ouvriers* qu'ont poursuivies peut-être trop d'anathèmes à la suite de trop d'éloges. L'individualisme, qui forme le fond du caractère local, se révèle au contraire constamment dans les institutions de la cité nîmoise. En séparant la ville en deux camps, les luttes religieuses ont accoutumé chaque homme à ne connaître d'autre signe de ralliement que le drapeau de son culte.

La tradition favorisait trop ce penchant des âmes pour que des efforts soutenus se produisissent en vue de combattre ce qu'il avait d'excessif et de périlleux. Vous trouvez à Nîmes, bien que portant toujours le cachet de la différence des cultes, les maisons habituelles de secours et de refuge. On y a fondé en outre plusieurs établissemens destinés à la population catholique, et où des sœurs de diverses corporations religieuses se livrent aux soins des malades ou à l'éducation des orphelines pauvres avec un infatigable dévouement. Citons une création singulière qui avait devancé de plusieurs siècles notre loi sur l'assistance judiciaire : on l'appelle *l'avocaterie des pauvres*. En l'année 1482, un habitant de Nîmes légua ses biens pour assurer la défense gratuite des pauvres devant tous les tribunaux de la ville. Était-ce là l'expression réfléchie d'un sentiment de justice sociale? On doit y voir plutôt, ce me semble, la conception d'une imagination méridionale, comme il s'en produit de temps en temps des exemples de l'autre côté des Alpes. En fait, *l'avocaterie des pauvres* n'aboutit guère qu'à des consultations gratuites en matière de procédure.

L'instruction populaire est dotée par la cité nîmoise d'une subvention d'à peu près 43,000 fr., répartie entre les écoles gratuites des deux cultes. Les classes catholiques sont tenues par les frères de la doctrine chrétienne, qui possèdent dans la ville quatre maisons recevant 1,600 élèves. Exclusivement fréquentées par les jeunes garçons protestans, les écoles d'enseignement mutuel en renferment 700. Les classes gratuites pour les filles comptent une population totale de 2,300 élèves. La direction des établissemens catholiques est confiée à la vigilante sollicitude de la congrégation de Saint-Vincent de Paul ou de celle de Saint-Maur. Dans un pays où les préoccupations religieuses exercent tant d'empire, l'instruction populaire devait, plus qu'en tout autre lieu, revenir exclusivement à des corps religieux, qui portent d'ailleurs dans l'accomplissement de cette mission sociale de si remarquables qualités. Quelques institutions sont alimentées à la fois par des libéralités privées et par des subventions municipales. Il n'existe de classes d'adultes que pour les catholiques, et comme ceux-ci composent la masse de la population, c'est parmi eux seule-

ment que le besoin s'en fait sentir. L'enseignement du chant rentre dans le programme des écoles primaires, soit chez les frères, soit chez les instituteurs protestans. Un cours public de chant est en outre destiné aux adultes, surtout aux jeunes gens sortis des classes élémentaires et qui ont montré des dispositions spéciales. Il faut mentionner, parmi les maisons d'enseignement, l'école de fabrication et l'école de dessin instituées par la municipalité, et dont nous avons eu déjà l'occasion de parler (1). Qu'on y prenne garde : ces derniers établissemens, l'école de fabrication surtout, se distinguent essentiellement des autres créations locales. Nées de l'industrie, elles se rattachent à l'esprit du nord de la France, aussi sont-elles très peu fréquentées par les ouvriers mêmes.

Ce n'est point assez d'ailleurs de répandre gratuitement l'instruction et les secours; il y aurait ici mieux à faire encore, à resserrer par exemple les liens qu'en dépit des dissidences les plus enracinées, la nature des choses tend toujours à établir entre les diverses classes sociales. Les sociétés de secours mutuels, qui avaient jadis éveillé si peu de sympathies sur le sol nîmois, figurent néanmoins au premier rang des institutions qui peuvent intéresser les populations laborieuses au maintien de l'ordre public; elles ont d'ailleurs l'avantage d'appartenir au domaine du travail, sans avoir été compromises dans les luttes antérieures. Prudemment combinées et sagement conduites, elles parviendraient aujourd'hui, nous le croyons fermement, à l'aide des facilités accordées par la loi actuelle, à triompher des obstacles légués par le passé. On devrait, dans l'administration municipale et dans le sein de la fabrique de Nîmes, s'occuper de cette question avec l'ardeur réfléchie et soutenue sans laquelle les meilleurs projets demeurent stériles. Que dans les associations mutuelles on tienne compte de la différence des cultes, ce sera longtemps sans doute une nécessité; mais la conformité de religion ne devrait être demandée qu'aux associés participans et non aux membres honoraires; autrement, on exclurait le concours d'à peu près tous les chefs de fabrique, et le but serait manqué : on n'aurait point rapproché les uns des autres les divers élémens de la communauté industrielle, on n'aurait point assuré aux faibles le patronage des forts. C'est par une telle coopération seulement que des idées de paix pourront, sans porter atteinte à la foi religieuse, commencer à pénétrer dans un pays si profondément divisé.

A côté de ces institutions destinées à diminuer les mauvaises chances qui menacent les classes laborieuses, il est un objet qui importe infiniment encore à la masse de la population nîmoise : c'est le progrès

(1) Livraison du 1er juin 1851, *De l'Enseignement industriel en France.*

de la fabrication locale. Dans l'état de concurrence qui se maintient entre les industries des Cévennes et celles d'autres localités françaises ou étrangères, les constans efforts des manufacturiers pour perfectionner leurs procédés, élargir la base de leurs opérations et s'ouvrir de nouveaux débouchés, sont ici, plus encore qu'ailleurs, absolument indispensables, si l'on veut assurer le travail et les biens moraux et matériels qui en découlent. Dans l'industrie sericicole, par exemple, tout procédé nouveau qui augmente la production profite immédiatement aux nombreux travailleurs cévenols. Des améliorations du même genre peuvent seules exercer une salutaire influence au sein de l'agglomération nîmoise. Quand on songe à l'esprit d'invention et au bon goût qui distinguent la manufacture de Nîmes, quand on se rappelle que ce furent des ouvriers de ce pays qui, après la révocation de l'édit de Nantes, allèrent créer le tissage de la soie en Angleterre et en Allemagne, on se demande comment cette ville ne prend pas une plus large part dans le mouvement industriel de la France; on s'étonne qu'après avoir touché à tant d'articles, elle en ait laissé dépérir un si grand nombre. Rien de plus commun que de voir faire dans cette région du midi des essais merveilleux; mais après des résultats éclatans, on s'arrête subitement sur la route. On dirait que la fabrication ne brille que par éclairs soudains et rapides comme un feu d'artifice. Ces soubresauts continuels, ces efforts passagers et ces promptes défaillances, il faut les attribuer quelquefois à la situation géographique, mais plus souvent au fait même des hommes. Nîmes est trop éloignée du commerce parisien, ce vaste centre de la consommation intérieure. Les articles que les maisons de gros ou les grandes maisons de détail peuvent trouver à Lyon, elles ne s'inquiètent pas d'aller les chercher dans le département du Gard. La puissante fabrique lyonnaise semble placée sur la route du midi pour arrêter les affaires au passage. De plus la cité des Cévennes a le malheur de manquer d'eau durant l'été pour alimenter ses fabriques (1). Le courage industriel, qui serait si nécessaire en pareilles circonstances, est d'ailleurs paralysé chez nos manufacturiers du bas Languedoc par cet esprit d'individualisme régnant à tous les degrés de l'échelle sociale, par le désir qu'ont tous les chefs d'établissement de se retirer des affaires le plus tôt qu'ils peuvent. Ce

(1) Depuis de longues années, on s'occupe des moyens de suppléer à l'insuffisance de la belle, mais avare source locale appelée *la Fontaine*, et de satisfaire ainsi à un des plus pressans besoins de la cité. Parmi divers projets qui ont été mis en avant, la restauration du vieil aqueduc romain jusqu'aux sources d'Eure, situées près d'Uzès, semble offrir le plus d'avantages. Après des lenteurs incroyables et des ajournemens sans fin, l'aide du gouvernement, récemment et formellement promise au conseil municipal lors du passage à Nîmes du chef de l'état, stimulera peut-être les efforts locaux.

n'est pas là le caractère des manufacturiers de la Grande-Bretagne, de ces fabricans de châles, de ces fabricans de bas de soie, qui nous ont dépossédés d'une partie de nos débouchés extérieurs. Ici, le chef ne se retire presque jamais, ou bien, quand il se retire, il reste l'associé de ses successeurs; le plus souvent il se survit à lui-même dans ses enfans, en sorte que les efforts commencés ne sont point interrompus. L'habitude contraire occasionne, dans nos fabriques du Gard, une pénurie de capitaux qui suffirait pour paralyser les grandes entreprises et frapper d'incertitude la situation des ouvriers. Le manufacturier qui prend sa retraite réalise ses bénéfices et enlève ses fonds des affaires; à défaut de commanditaires qui s'associent à sa fortune, celui qui le remplace sur la brèche ne réussit à se procurer des ressources que par des emprunts, par le mode ruineux des engagemens personnels. Quand on sait en outre que la fabrique nîmoise est divisée en une multitude de mains, on comprend combien il lui devient difficile de produire en grand et de lutter avec la concurrence intérieure ou extérieure. C'est par suite de cet éparpillement des forces productives qu'elle a négligé de se tenir au courant des goûts publics chez les étrangers et qu'elle s'est laissée devancer par ses rivales du dehors en fait de perfectionnemens mécaniques.

Enfin, s'il est vrai de dire, en prenant la France dans son ensemble, que nous savons mieux fabriquer que vendre, que nous possédons le génie industriel à un plus haut degré que le génie commercial, ce reproche ne s'applique nulle part plus justement qu'à Nîmes. Pourquoi les manufacturiers de cette ville n'envoient-ils pas leurs enfans apprendre le négoce dans les pays du nord, en Angleterre surtout? Ils seraient étonnés eux-mêmes, au bout de quelques années, des changemens qui en résulteraient dans l'état de leur fabrique. Ils se plaignent volontiers, et parfois avec raison, que l'industrie n'éveille pas les sympathies de la cité, qu'on n'y fait rien ou à peu près rien pour aider à son développement, qu'on semble même regarder ses succès avec des yeux jaloux : ce ne sont pas là des motifs pour s'abandonner au découragement. On devrait au contraire chercher plus activement à créer des germes pour l'avenir. En un mot, dans la France du nord et de l'est, les institutions qui naissent du développement de la classe ouvrière ont surtout pour but de garantir la vie matérielle et d'améliorer la vie morale. Dans le midi, c'est l'instinct du commerce qu'elles devraient provoquer à côté de l'instinct du travail et de l'étude; ce n'est pas seulement vers le perfectionnement, c'est aussi vers l'écoulement des produits qu'elles devraient diriger la sollicitude des populations. La vie industrielle n'attend pour s'affermir qu'une meilleure impulsion donnée à l'activité commerciale.

A. Audiganne.

LE

ROMAN BIBLIQUE

EN AMÉRIQUE.

I. — *The Wide, Wide World*, par Élizabeth Wetherell, 1852.
II. — *Queechy*, du même auteur; London, G. Routledge; Paris, Stassin et Xavier, 1853.

Presque tous les voyageurs ont noté, mais insuffisamment selon nous, la place que tient la Bible dans la vie américaine. Pour montrer dans toute sa puissance, dans toute son intensité croissante, l'influence biblique telle qu'elle s'exerce aux États-Unis, c'est trop peu des rapides aperçus que comporte un récit de voyage. Un cadre plus vaste ou plus souple permet seul de suivre cette influence dans ses directions si variées, tantôt réglant la vie privée, tantôt dominant la vie publique. Mieux que toute autre forme peut-être, celle du roman se prête à cette curieuse étude, et c'est un romancier en effet qui a entrepris, dans deux récits également remarquables, de signaler ce grand trait du caractère national. Mistress Wetherell, qui, en deux ou trois ans, s'est fait une réputation littéraire, était doublement préparée pour cette tâche, par un vif sentiment religieux d'abord, puis par un talent d'observation qui sait ne négliger aucun détail du tableau le plus complexe, et qui, dominant chez elle la passion même, garantit la sévère fidélité de ses portraits.

Déjà, dans le roman de mistress Beecher Stowe, ce sentiment biblique éclatait : il se retrouve encore plus marqué, encore plus sérieusement affirmé dans le commentaire apologétique qu'elle vient de

publier à l'appui de son premier livre, si solennellement débattu dans la presse et au congrès; mais, ni dans *la Case de l'oncle Tom*, ni dans *la Clé de la Case*, la donnée religieuse ne domine comme dans les deux romans de mistress Wetherell, où la Bible, citée à chaque instant, commentée par tous les personnages, devient peu à peu, si ce mot est permis, *l'héroïne* de ces deux récits. Mistress Stowe, au besoin, descend dans l'arène inférieure où les intérêts humains se débattent entre eux sans intervention d'en haut. Elle prend à partie les mœurs ou la loi, très fréquemment, de par la philosophie et la raison, sans recourir aux anathèmes des patriarches ou des prophètes inspirés, — quitte à les invoquer à leur tour et à faire donner sur la fin du combat, pour décider la victoire, leurs phalanges drapées de blanc. Mistress Wetherell est plus exclusive, et sans se refuser, çà et là, le bénéfice de quelques causticités purement mondaines, on voit qu'elle mesure tout, pèse tout, juge tout d'après la suprême autorité du Livre par excellence. Que ce soit là sa force ou sa faiblesse, qu'on doive l'en critiquer ou l'en féliciter, nous ne prendrons pas sur nous de le décider, la conscience et les lumières de chacun devant servir de règle à cet égard; nous chercherons seulement à nous expliquer cette tendance, qui serait chez nous réputée assez singulière, et qui paraît toute simple en Amérique.

La Bible est là ce qu'elle n'est pas ailleurs, une tradition historique, et la plus ancienne de toutes. Ce furent des persécutions religieuses, — la religion et la politique s'étant singulièrement amalgamées, — qui poussèrent sur ces rives lointaines les premiers colons anglais. Ils y arrivèrent imbus de ces doctrines austères qui n'avaient pu se plier aux nécessités gouvernementales, et qui, de l'examen libre accordé à la conscience, déduisaient irrésistiblement le droit de *self-government* dans l'ordre des intérêts politiques. Reportez-vous au temps du Covenant, alors que la république s'appelait le « Seigneur Jésus, » et Charles Ier « l'Antechrist, » alors que le clergé écossais, sommant tous les liges de seize à soixante ans de se présenter en armes, les invitait « à se tourner vers Dieu par le jeûne et la prière, » et déclarait que *Juda* (le presbytérianisme écossais) ne pouvait longtemps demeurer en liberté, si « *Israël* était emmené captif, » c'est-à-dire si la prélature et le papisme venaient à prévaloir en Angleterre. A cette époque déjà, que de malheureux avaient fui, de l'autre côté de l'Atlantique, l'oppression royale exercée contre eux *sous les deux espèces*, au spirituel et au temporel! Descendez ensuite le cours des temps jusqu'à la restauration des Stuarts, et vous verrez derechef les sectaires indépendans ne trouver de refuge pour leurs opinions, de sûreté pour leurs personnes, que sur ces rives lointaines, où les reléguait une politique plutôt embarrassée d'eux que

redoutant leurs attaques. De manière ou d'autre, ces exilés politiques, sociniens, anabaptistes, indépendans, quakers, etc., durent se croire et se crurent en effet les martyrs de leurs doctrines religieuses. Ils souffraient pour la cause de Dieu, et Dieu se manifestait à eux par la Bible. Déjà, comme protestans, ce livre leur était devenu sacré. Que n'était-il pas pour eux après tant de sacrifices!

Ce dépôt de la foi biblique qu'ils emportaient ainsi dans l'exil, rien ne devait en altérer à leurs yeux la valeur. Emporté dans un tourbillon de luttes continuelles, de labeurs gigantesques, de développemens inouïs, le peuple américain n'a presque pas ressenti le contre-coup des révolutions intellectuelles qui ont agi d'une manière si remarquable sur la marche des idées en Europe. Jusqu'à ces derniers temps, où la philosophie allemande a trouvé dans Emerson un interprète, un vulgarisateur aimé, l'Amérique s'est tenue à l'écart de ces examens plus ou moins utiles, plus ou moins dangereux, comme on voudra. Contente d'avoir établi pour chacun de ses citoyens le droit absolu d'adorer Dieu à sa guise, elle a pris d'autant moins d'intérêt à la révolte de la raison contre l'autorité religieuse, que cette autorité ne pouvait être aux yeux de personne, en ce pays de liberté, ni usurpatrice de biens temporels, ni complice de certaines persécutions, ni surtout appelée à corroborer, par toute son influence sur les esprits, le despotisme de l'autorité politique. Si la Bible eût été invoquée, dans les années qui précédèrent l'émancipation des États-Unis, par un clergé salarié, pour justifier le droit absolu de la métropole à taxer les colonies, il est probable que nous ne la verrions pas si respectée aujourd'hui, et si en revanche le catholicisme français, au lieu d'unir étroitement les intérêts du trône à ceux de l'autel, eût élargi l'interprétation des Écritures de manière à y laisser place au courant des idées démocratiques, il est possible que les penseurs du XVIIIe siècle eussent attaqué avec moins d'irrévérence les traditions de la foi chrétienne.

Sans insister sur ces hypothèses d'une application très délicate, constatons les faits. Les textes de la révélation chrétienne sont en grand honneur chez les républicains protestans d'Amérique, où tout le monde lit la Bible. En France, nous ne croyons rien avancer de trop hardi, si nous disons que, sur dix mille catholiques rassemblés au hasard, la chance serait heureuse d'en trouver *un* qui eût ce livre entre les mains, et *deux* qui en eussent fait l'objet d'une étude suivie à un autre point de vue que celui de la curiosité littéraire. Chez nous, pour les enfans, le catéchisme supplée la Bible; plus tard, c'est l'*Imitation de Jésus-Christ*. Peut-être y aurait-il un parallèle curieux à établir, malgré leur inégalité originelle, entre ces deux sources de réflexions et de consolations; peut-être cette com-

paraison ramènerait-elle sous nos yeux la grande question des races humaines et de leurs instincts si tranchés; mais où n'irions-nous pas sur cette voie sans terme? Bornons-nous donc à laisser pressentir une conclusion à laquelle nous serions peut-être amenés : — c'est que par nature nous préférons la moelle qui nourrit les forts au miel extatique dont les faibles se contentent, et que, sans méconnaître la beauté de l'abnégation humaine, de l'absorption en Dieu, de l'amour universel, de l'humilité qui s'abdique et se renie, nous redouterions et l'énervement des individus et l'abâtardissement des sociétés, si les uns ou les autres étaient saturés de ces doctrines ascétiques. Admirables pour la rêverie du solitaire, elles sont, selon nous, beaucoup moins que la morale biblique, à l'usage d'un individu qui lutte contre la fortune, ou d'une communauté politique qui cherche la pondération de ses forces diverses, les conditions vraies de son existence et de son bien-être. Pour le pionnier hardi, perdu, lui et sa famille, dans le sein de vastes forêts, obligé de compter avec tous les instincts, toutes les passions, tous les dangers, il faut une lecture plus appropriée à ces besoins divers : au lieu de paroles d'éternel amour et d'éternel repos, il faut ces récits variés où l'enthousiasme du soldat brille à côté de la résignation des martyrs, où le clairon résonne, où l'hymne triomphale éclate sur la plaine ensanglantée, où la prudence du législateur se manifeste à côté de la poésie la plus haute; il faut à sa compagne, harassée par les soins matériels de la vie, ces graves enseignemens qui rehaussent à ses yeux sa tâche infime. Elle trouverait des trésors de patience inerte dans le livre de Thomas A'Kempis ou de Jean Gerson; elle puise la force, la fierté, la résignation énergique et active dans cette vaste et multiple épopée où a passé le souffle vivifiant du grand ouvrier.

Les femmes américaines paraissent être de cet avis. Beaucoup d'entre elles vivent et meurent « la Bible à la main (1). » Ce livre est familier aux plus mondaines, car leur enfance a été comme imprégnée de ses leçons; pour celles qui restent auprès du foyer, c'est la lecture de chaque matin et de chaque soir, le texte des enseignemens maternels, des prédications domestiques. A défaut de ministre, une ménagère américaine distribue autour d'elle, en même temps que la nourriture du corps, celle de l'âme, certaine de ne pas errer dans le dogme tant qu'elle reste fidèle au texte sacré. Inquiète d'elle-même, découragée, froissée dans quelqu'une de ces susceptibilités féminines qui sont de tous les pays et de toutes les conditions, c'est la Bible qui la rassure, qui la ranime, qui la console. Mistress We-

(1) « ..... La Bible, repartit Saint-Clare, la Bible était le livre que ma mère lisait le plus souvent. Elle a vécu, elle est morte ce livre à la main. » (*La Case de l'oncle Tom*, chap. XVI.)

therell l'affirme du moins, et nous l'en croyons, car elle nous fait comprendre et apprécier par ses récits essentiellement exacts, d'une fidélité stricte, minutieuse, incontestable, l'influence prestigieuse de la Bible sur l'imagination, sur la raison, sur la volonté des personnages féminins qu'elle met en scène.

Voyez par exemple quelle place tient la Bible dans le premier des deux romans de mistress Wetherell. Cette jeune fille, ou pour mieux dire cette enfant qu'on vient d'enlever à sa mère, à sa mère atteinte d'un mal mortel, suivons-la dans ce *wide, wide world* (1), ce « vaste monde » où elle semble devoir se perdre, chétif atôme, parmi ces étrangers qui se sont chargés à regret de la prendre avec eux, et de la déposer à un endroit désigné, où elle doit trouver une sœur de son père entre les mains de laquelle on la laissera. Pénétrons-nous de cette terreur nerveuse qui saisit la petite Ellen Montgomery en face de ces froids visages, de ces physionomies indifférentes et dédaigneuses dont elle est tout à coup entourée, elle qui vient de quitter, baignée de larmes, les tendres étreintes de sa mère, et de subir les angoisses d'une inévitable séparation. A la pauvre brebis dépouillée de sa chaude toison, Dieu cette fois ne mesure pas le vent. Ce vent du dehors souffle rude et glacial sur son cœur qui frissonne. Les larmes qui s'en échappent, on y prend à peine garde, comme à un ennui de plus, un désagrément de la mission acceptée. Le capitaine Dunscombe remplit rigoureusement la consigne qu'il a bien voulu recevoir de son collègue, le capitaine Montgomery. Sa femme, hautaine et sèche créature, dissimule à peine le mécontentement que lui cause cette gênante corvée. Leur enfant, gourmande, moqueuse, insolente, encouragée par les dédains qu'on témoigne à la petite étrangère, ne se gêne guère pour railler sa mise hors de saison, son embarras, sa tristesse : elle rougit d'une compagne qui n'a pas de gants aux mains, et qui porte une capote blanche à la fin d'octobre. Qu'arriverait-il si les *misses* Mac-Arthur, embarquées sur le même paquebot, allaient croire à quelque lien de parenté entre elle et cette petite personne si peu fashionable? — Voilà ce qu'elle pense, ce qu'elle dit même tout bas, et ce qu'Ellen entend de reste, après l'avoir deviné à moitié.

Aux blessures de la sensibilité viennent s'ajouter les souffrances de l'amour-propre; les consolations qui font défaut sont remplacées par l'insulte et le mépris. Aussi la nature se voile devant les yeux d'Ellen, refoulée en elle-même, et dont le cœur se serre :

(1) *Wide, wide world,* locution consacrée, idiotisme intraduisible. Il exprime cette idée d'immensité que le monde présente à l'individu faible et sans secours qui doit y frayer sa route.

— hier encore, idole d'un cœur ardent; aujourd'hui, seule, à peine protégée, fardeau que chacun se rejette! C'est alors, c'est à cette heure de souffrance et d'abandon, que la religion s'offre à elle, doux recours, solide étai des âmes blessées et chancelantes. Un étranger, vêtu de noir, qui a paru plusieurs fois devant elle sur le pont où elle a voulu rester lorsque ses compagnons de voyage descendaient pour déjeuner, — et qui a scruté sa pâleur, ses larmes dérobées, son triste regard perdu sur les flots mobiles, — finit par l'aborder avec quelques amicales paroles : ses bienveillantes questions commandent la confiance, ses paroles austères inspirent le respect. « Savez-vous, dit-il à l'enfant, d'où vient la souffrance et quel tendre Père nous l'envoie, bien à regret? Êtes-vous un de ses enfans, Ellen? — Non, monsieur, répond-elle les yeux baissés. — Et qu'en savez-vous? — Je sais que je n'aime pas le Sauveur. — Vous ne l'aimez pas?... — Je ne l'aime pas comme il veut être aimé, par-dessus toute chose... car j'aime maman bien mieux que lui. » Ainsi débute cet entretien du sage ministre et de l'enfant qui pleure. Certes le moment est mal choisi pour persuader à Ellen que le Dieu qui lui retire sa mère, il faut le préférer à cette mère elle-même, et cependant ce premier pas dans la voie sainte, le ministre l'obtient d'une jeune âme qu'aigrissait le chagrin, mais qui s'épanouit et se fond sous la bénigne influence d'une parole amie.

D'ailleurs la Bible est là, dernier présent de la mère absente. Avec l'aide de ce talisman précieux, le ministre se fait obéir d'Ellen en lui prescrivant l'oubli complet des étranges procédés auxquels elle est en butte, le renoncement à toute rancune, la sincère application du grand principe évangélique : rendre le bien pour le mal.

Ellen en aura besoin. Les épreuves du premier jour ne sont rien auprès de celles qui l'attendent plus loin. Née dans les villes, élevée au sein de ces mille petits comforts qui, superflus à la rigueur, constituent néanmoins le *nécessaire* des gens d'un certain rang, elle va faire l'apprentissage, chez sa tante Fortune, d'une vie toute nouvelle.

Le début n'est pas encourageant. Laissée par les Dunscombe à la porte d'une hôtellerie de petite ville, la pauvre enfant, debout à côté de sa malle, voit disparaître, avec le *stage-coach* qui repart, tout ce qui lui restait de protecteurs. Personne ne vient à elle, personne ne se trouve là pour la recevoir. Sa tante Fortune l'attend de pied ferme, à quelque cinq ou six lieues de là, sans se préoccuper autrement de ce que fera sa nièce pour arriver. Vous reconnaîtrez là ce trait du génie américain, constaté aux gares des *rail-ways* par M. Ampère, dans cette *Promenade en Amérique* qu'on a pu lire ici-même, — rare insouciance d'autrui qui met toute créature, en ce beau pays, sous sa propre sauve-garde. Ellen, sur la voie publique, ne sait à qui s'en

prendre, et sauf un pauvre diable qui balaie le devant de l'auberge, personne ne lui accorde même un regard de curiosité. Que le balayeur rentre au logis, et tout espoir de renseignemens paraît perdu. C'est donc à lui qu'en désespoir de cause la petite voyageuse s'adresse, pour savoir si miss Emerson n'est pas en ville. Le balayeur ne connaît pas miss Emerson, du moins sous son nom de famille. Par bonheur, il appelle l'aubergiste, qui devine de qui veut parler Ellen. Pour le moment, voilà rattaché le fil à demi rompu de cette destinée en dérive. Ellen arrivera chez sa tante; elle y arrivera grâce à un obligeant voisin qui la prend sur sa charrette à bœufs, et l'y installe tant bien que mal au moyen d'une chaise que la maîtresse de l'auberge veut bien prêter à la nièce de miss Emerson. Mépriserait-on ces détails? On aurait tort, à notre avis, et dans tous les cas il faudrait dès à présent se tenir pour dit que les romans de mistress Wetherell doivent une bonne partie de leur mérite à ces scènes de mœurs prises sur le fait. Pour les goûter, il faut se placer à un certain point de vue, celui qui convient à une peinture flamande, où pas un détail ne sera omis, ni du jardin, ni du grenier, ni de la cuisine. Introduit par elle dans cette ferme américaine, vous respirerez l'atmosphère qu'on y respire. Vous y grelotterez dans les chambres sans cheminées ou devant les cheminées sans feu. Vous pesterez contre les portes mal closes, les murailles nues, les boiseries sans peintures, les tables boiteuses, les meubles absens. Vous assisterez (soyez-en averti par avance) aux intéressantes opérations moyennant lesquelles la ménagère économe se joue du haut prix des épiceries. — Vous verrez battre le beurre et fabriquer le savon, mettre au four la pâtisserie, préparer les conserves, fumer le jambon; mais, pour le moment, nous pouvons faire connaissance avec Van Brunt, le conducteur du chariot où voyage Ellen. Ce personnage, qui, au premier abord, semble fort secondaire, jouera plus tard un des rôles principaux. En attendant, il chemine paisiblement, son grand fouet en main, côtoyant ses bœufs à la paresseuse allure. De rares habitations sont éparses sur les côtés de la route presque déserte. Les arbres n'ont plus de feuilles; les vertes collines ont revêtu les teintes brunes de l'automne qui finit. De temps en temps le grand fouet claque sur la tête des bœufs, jamais il n'arrive jusqu'à leur peau.

« A quoi bon les blesser? remarqua tout haut Van Brunt... Ce sont des entêtés qui n'en font qu'à leur tête. » Ellen était tout à fait de cet avis.

Après un long silence, et quand il eut bien et dûment examiné, sur son trône roulant, la petite reine dont il était, pour le moment, le premier ministre :

« Ainsi donc, dit Van Brunt, vous êtes la nièce de miss Fortune?

— Oui, répondit Ellen.

— Eh bien! reprit son guide, essayant d'arriver à un compliment quelconque, j'aimerais assez que vous fussiez la mienne. »

On verra plus tard quelle secrète pensée se tapit au fond de ce vœu bizarre, auquel vraiment Ellen ne pouvait s'associer. Aussi le voyage continue-t-il sans beaucoup d'autres dialogues. La nuit tombe, les étoiles émaillent le ciel : la fraîcheur du soir, la fatigue, ont engourdi la jeune fille; mais lorsque Van Brunt lui annonce qu'ils sont arrivés, une sensation poignante lui traverse le cœur; elle s'éveille en sursaut, et, par un mouvement involontaire, étend les mains devant elle comme pour percer les épaisses ténèbres qui lui cachent l'habitation. Van Brunt l'enlève dans ses bras robustes et la dépose sur le sol :

« Nous voici rendus..., et un peu tard. Vous devez être lasse... Allez droit devant vous, à cette petite porte que vous voyez.

— Mais... je ne vois rien, remarqua timidement Ellen.

— Venez donc, je vais vous montrer... Eh! prenez garde, vous allez vous heurter à la barrière.... Par ici!... Allez droit à cette porte, là-bas, au bout du petit chemin... ouvrez, et vous verrez de quel côté tourner... Ne frappez pas... Tirez tout bonnement le loquet, et entrez!... »

« Puis il s'en retourna vers ses bœufs...

« Ellen finit par distinguer sur le ciel le profil massif de la maison, et sur la terre une ligne blanchâtre tracée par le sentier qu'on lui indiquait. Ses pas indécis la conduisirent en avant jusqu'à ce que son pied se heurta au degré qui précédait le seuil. Ses mains tremblantes trouvèrent le loquet et le soulevèrent : elle entra. L'obscurité était complète. A droite cependant, une fenêtre laissait filtrer quelques minces rayons de lumière. Elle se dirigea de ce côté, découvrit à tâtons un autre loquet plus difficile que le premier, mais dont elle vint cependant à bout. Elle poussa la porte pesante et se trouva dans une cuisine de bonnes dimensions, d'aspect assez gai. Un excellent feu flambait dans l'énorme cheminée; à sa lueur les murs et le plafond, blanchis à la chaux, paraissaient jaunes. Il jetait assez de clarté pour qu'on pût se dispenser de flambeaux : aussi n'en avait-on pas allumé. La table était mise pour le souper, et avec sa nappe d'un blanc de neige, sa garniture brillante de propreté, elle offrait certainement l'idée du bien-être. La seule personne assise près de la cheminée était une femme très âgée, dont Ellen ne voyait que le dos, et qui, tout occupée de son tricot, ne tourna seulement pas la tête. Ellen avait fait un ou deux pas dans la pièce, hors d'état de parler ou d'avancer... « Serait-ce ma tante Fortune? pensait-elle... Elle ne peut être si vieille que cela? »

« La minute d'après, une porte s'ouvrit sur la droite, et sur le premier degré d'un escalier qui, de la cuisine, descendait en quelque cellier, parut une seconde figure. C'était une femme qui entra, rejetant du pied derrière elle la porte qui venait de lui livrer passage. A la vérité ses mains étaient occupées, car elle portait dans l'une un couteau et une lampe, dans l'autre une assiettée de beurre. A la vue d'Ellen, elle s'arrêta tout court.

« — Qu'est ceci? dit-elle. Et pourquoi donc, enfant, laissez-vous la porte ouverte?

« Puis, assiette et lampe à la main, elle alla droit à la porte qu'elle poussa vigoureusement.

« — Qui êtes-vous? que voulez-vous? reprit-elle ensuite.

« — Je suis Ellen Montgomery, madame, dit Ellen intimidée.

« — *Comment?* s'écria la dame avec une expression de surprise assez marquée.

« — Est-ce que vous ne m'attendiez pas, madame? demanda Ellen. Papa cependant a dû vous écrire.

« — Ah! voilà Ellen Montgomery,... dit miss Fortune, apparemment réduite à tirer de ce qu'elle voyait cette conclusion logique.

« — Oui, madame, répondit Ellen.

« Miss Fortune alla droit à la table, et mit en place le beurre d'abord, la lampe ensuite, sans se trop hâter.

« — Vous dites que votre père devait m'annoncer votre arrivée?

« — C'est du moins ce qu'il avait dit.

« — Eh bien! il ne l'a pas fait.... Je n'ai pas eu le moindre mot de lui.... Comme cela lui ressemble!... Je n'ai pas encore vu Morgan Montgomery remplir une seule de ses promesses...

« Le rouge monta au visage d'Ellen, qui sentit son cœur se gonfler. Elle resta debout, immobile.

« — Et comment êtes-vous arrivée ce soir ici?

« — Dans la charrette de M. Van Brunt.

« — Ah!... il est donc de retour, M. Van Brunt? — Et comme elle entendait un bruit au dehors, miss Fortune s'élança vers la porte, disant à Ellen, au moment où elle ouvrait : — Asseyez-vous, enfant, et posez vos affaires.

« Ellen obéit avec grand plaisir à la première partie de cet ordre; mais elle ne se trouvait pas encore assez *chez elle* pour se mettre tout à fait à l'aise : elle n'ôta que son chapeau.

« — Eh bien! monsieur Van Brunt, disait miss Fortune à la cantonade, m'avez-vous rapporté un baril de farine?

« — Non, miss Fortune, répondit la voix de l'honnête conducteur, je vous ai apporté mieux que cela.

« — Où l'avez-vous trouvée? reprit miss Fortune d'un ton passablement bref.

« — Là haut, chez les Forbes.

« — Et ce que vous amenez là?

« — C'est une malle. Où faut-il qu'elle aille?

« — Une malle?... En haut, sans aucun doute;... mais je ne sais pas encore comment elle s'y prendra pour y monter.

« — Oh! je m'en charge, madame, si seulement vous voulez bien ouvrir la porte.

« — Vraiment?... avec vos souliers?... impossible, absolument impossible, s'écria miss Fortune, manifestant toute l'indignation d'une ménagère soigneuse.

« — Eh bien! alors... sans mes souliers, dit Van Brunt, qui sembla étouffer

à demi un éclat de rire, et dont Ellen entendit tomber à terre la lourde chaussure... Place maintenant, madame!... livrez-moi passage.

« Miss Fortune vint prendre la lampe, et, ouvrant une autre porte, conduisit, à travers la cuisine, vers un escalier intérieur qu'Ellen ne voyait pas, M. Van Brunt et son fardeau. Au bout d'une ou deux minutes, ils rentrèrent tous deux, et l'homme aux bœufs se dirigea vers la porte.

« — On va servir le souper, monsieur Van Brunt, dit la maîtresse du logis.

« — Il faut que je m'en aille, madame.... il est si tard.... J'ai besoin chez moi. — Puis il ferma la porte derrière lui.

« — Qui vous a donc tant retardés? demanda miss Fortune à Ellen..... »

On ne goûterait pas complétement le sel tout américain de cette scène si caractéristique, si nous n'anticipions un peu sur celles qui suivent. Il faut savoir que Van Brunt, cet honnête fermier, n'est ni plus ni moins que le *prétendu* de miss Fortune, et qu'il finit par l'épouser à quelque temps de là, décidé peut-être à prendre une femme si revêche par la perspective d'être l'oncle d'Ellen, qu'il a prise dès l'abord, et sans qu'elle puisse s'en douter, en affection singulière. Mais revenons à l'installation de la jeune fille, à cet accueil si peu encourageant au premier abord. Il tient ce qu'il a promis. Une fois Ellen mise en possession d'une chambre parfaitement propre, où le soleil entre le matin par deux grandes fenêtres sans rideaux, et meublée aussi succinctement que possible, sans miroir d'aucune espèce, de deux chaises et d'une console en bois de sapin montée sur trois longs pieds à peine équarris, — miss Fortune croit avoir rempli tous les devoirs de l'hospitalité. Le lit, des plus simples, est un *cot-bed*, une caisse de bois blanc, élémentaire dans sa forme, et on l'a garni d'un lourd couvre-pied en étoffe blanche et bleue tressée à la ferme. La couverture est chaude, les draps sont en coton. Aucune sorte de toilette ni de *lavabo*. En s'éveillant le lendemain de son arrivée, Ellen, avertie par certaines émanations culinaires que l'heure du déjeuner ne saurait se faire attendre longtemps, descend auprès de sa tante, qu'elle trouve absorbée dans la confection d'un ragoût matinal dans lequel vont figurer d'épaisses tranches de porc. A peine si le sifflement de la poêle à frire permet à la pauvre enfant de souhaiter le bonjour à miss Fortune, qui la regarde sans lever la tête, penchée sur son œuvre qui s'achève. De là grand embarras pour notre jeune citadine. — J'attendrai, pense-t-elle, que ce tapage soit fini. Comment crier tout haut que j'ai besoin d'un pot à l'eau et d'une serviette? — L'opération terminée en apparence, les tranches de porc mises en bon ordre sur un plat, il ne reste plus qu'un peu de graisse liquide au fond de la poêle, et, dans sa naïveté, l'enfant suppose que ce reste-là va tomber dans l'auge aux pourceaux : une telle prodigalité n'est pas à l'usage de miss Fortune.

« ... Elle courut dans un office ouvert non loin de là, et revint apportant un bol de crème qu'elle versa tout entier sur la graisse fumante; puis elle courut encore chercher dans le même office une petite boîte ronde en étain, dont la partie supérieure était à jours comme une passoire; elle l'agita doucement au-dessus de la crême qu'elle recouvrit ainsi d'une pluie de fine farine. Le tout replacé sur le feu se remit à frémir, et à la grande surprise d'Ellen, se transforma presque aussitôt en une épaisse et forte écume que miss Fortune fit tomber adroitement sur ses escalopes de porc. Alors seulement, voyant qu'il n'y avait plus une minute à perdre, Ellen osa formuler à voix bien basse son humble requête; miss Fortune n'y répondant pas tout d'abord, il lui fallut la réitérer.

« — Voudriez-vous bien, madame, m'indiquer l'endroit où je puis faire ma toilette?

« — Certainement, dit miss Fortune, qui se redressa tout à coup; il faudra descendre à l'*auget*. »

Comme on pourrait bien ignorer le sens de ce mot sacramentel, il est bon de dire que les meuniers appellent ainsi l'extrémité inférieure de la *trémie;* or la trémie elle-même est une grande auge large du haut, étroite du bas, par laquelle descend, dirigée sur un point quelconque, l'eau venue d'un fonds supérieur. Chez miss Fortune, l'auget déversait les eaux d'un ruisseau voisin dans une sorte de cuisine souterraine destinée à toute sorte d'opérations fort étrangères les unes aux autres. Cette eau y tombait de quinze à seize pouces de haut dans une rigole en pierre destinée à la recevoir. Tel était ce cabinet de toilette où Ellen, sans autre auxiliaire qu'un essuie-main, devait parfaire ses ablutions matinales. Nous laissons à nos petites-maîtresses parisiennes le soin de commenter ce passage. Il nous suffit de montrer jusqu'où mistress Wetherell pousse le scrupule de la vérité absolue, et combien elle sait au besoin se montrer rigoureuse pour ses compatriotes, dont l'amour-propre, paraît-il, ne s'est pas trop révolté contre de si terribles leçons.

Le romancier poursuit ainsi, fibre à fibre, la dissection du ménage de miss Fortune et de ce caractère dont l'analogue existe à peine chez nous. Cette femme, sans cesse à l'œuvre, fonctionnant avec la régularité d'un chronomètre, complétement étrangère à toutes les choses du cœur, armée en guerre contre toutes les délicatesses physiques et morales, méconnaissant même les *vrais* devoirs qu'inspire l'hospitalité corroborée par les liens du sang, jusqu'au point d'ouvrir et de lire la première les lettres adressées à sa fille par la pauvre mistress Montgomery, qui se meurt loin d'elle, — cette femme a quelque chose d'abrupt, de péremptoire, de grossier, qui met en déroute nos idées civilisées. Remarquez bien qu'elle n'est ni foncièrement méchante, ni, à quelque degré que ce puisse être, suspecte d'une indé-

licatesse réfléchie, d'un calcul improbe. Non, elle n'a pour nous repousser ainsi que sa nature obtuse, sa rudesse impérieuse, son antipathie aveugle contre tout ce qui est en travers de sa voie, à quelque règne, à quelque genre ou sous-genre qu'appartienne l'obstacle. Sa juxtaposition avec ce pauvre oiseau du bon Dieu que le hasard pousse sous son toit et à qui elle fait un destin si dur, le contraste de l'autorité brutale qu'elle fait peser sur Ellen avec la bonhomie protectrice de l'honnête Van Brunt, nous la rendent haïssable au même degré que si, forçant les couleurs, mistress Wetherell lui eût donné ou la féroce avarice du père Grandet, ou l'hypocrisie mielleuse du Pecksniff de Charles Dickens.

Et avec quels menus traits de caractère on arrive à ce résultat final! Ellen, s'égarant dans les prairies qui entourent la maison, est entrée jusqu'à mi-jambe dans un invisible fossé; ses beaux bas blancs sont couverts de boue quand elle rentre. Miss Fortune ne la sermonne pas avec autant de rigueur qu'on pourrait s'y attendre; mais elle se fait immédiatement ouvrir la malle de l'enfant, prend tous ses bas, choisis avec amour par mistress Montgomery, et les jette dans un grand chaudron plein d'une décoction brune et mal odorante; ils sortent de là teints en bleu d'ardoise, au grand désespoir d'Ellen. Ce désespoir vous touche-t-il? Fort peu, sans doute; mais, dans le roman, il serre le cœur. Nous en dirons autant d'un autre épisode où la pauvre Ellen, lasse d'oisiveté, — car sa tante, durant les premiers jours, loin de réclamer d'elle aucun service, lui adresse à peine la parole, — demande d'elle-même à reprendre ses études :

« — Libre à vous, lui dit miss Fortune. — A quelle école puis-je aller? — Celle qui vous plaira. — Mais encore, quelles sont celles des environs? — Vous avez à La Croix celle du capitaine Conklin; à Thirlewall, celle de miss Emerson. — Cette miss Emerson est-elle de vos parentes? — Non. — Il me semble que je dois de préférence aller chez une femme... M'autorisez-vous à prendre ses leçons? — Oui. — Puis-je commencer dès lundi? — Oui. — Je préparerai donc mes livres... Mais comment irai-je? — Je n'en sais rien. — Thirlewall est à deux milles d'ici; aller et revenir le même jour serait trop fort pour moi, du moins M. Van Brunt me l'a dit. — C'est votre affaire. — Tante Fortune, dites-moi vous-même comment vous voulez que je fasse? Comment me rendre chaque jour à cette école? — Je suis désolée de n'avoir pas de voiture à vous offrir. M. Van Brunt pourrait vous conduire dans la charrette. — La charrette?... mais cela lui prendrait toute la journée. — Naturellement. — Alors il m'est donc impossible de suivre mes études... Pourquoi me dire que vous y consentez? — Pas de réponse; un simple sourire empreint de quelque mépris, car Ellen avait des larmes dans la voix. — Ah! reprit-elle, si j'avais un poney!... — Et qui soignerait le poney?... qui vous suivrait pour vous ramasser, si le poney vous jetait à terre? répondit miss Fortune foulant vigoureusement aux pieds les espérances qu'elle semblait avoir laissé naître tout exprès. Puis,

après quelques paroles ironiques, elle s'empara des plaintes de l'enfant inoccupée : — Soyez tranquille, reprit-elle; si la besogne vous fait faute, je ne vous en laisserai pas manquer. Pendant que je vais en bas, préparez-moi ces assiettes et ces verres que je vais laver tout à l'heure... »

Mais la Bible, direz-vous? nous voici bien loin de la Bible. Pas le moins du monde; la Bible ne quitte pas Ellen. Quand le désespoir gagne cette enfant poussée à bout, on le conçoit, par la dureté de sa tante, c'est dans sa petite Bible qu'elle trouve une consolation, dans sa Bible et dans l'amitié d'une jeune fille qui, fort à propos, l'a rencontrée un jour où des pensées fatales l'assiégeaient de toute parts. Alice Humphreys a un frère, beau jeune homme voué au service divin, qui, trouvant Ellen installée chez lui, se prend d'amitié pour cette « petite sœur. » Puis, comme il arrive souvent en pareille occurrence, à mesure qu'Ellen grandit, cette amitié devient de l'amour. Il y a des nuances originales dans ce progrès d'un attachement des deux côtés également pur, et la Bible intervient ici de nouveau, interprète de sentimens qui s'ignorent encore. Ne joue-t-elle pas un rôle à peu près semblable dans les amours bien autrement tristes de Kitty Bell et de Chatterton? Ceux d'Ellen Montgomery et de John Humphreys sont destinés à une meilleure issue; mais après combien de peines sérieuses la pauvre fille n'en vient-elle pas à ce port de salut qu'on appelle le mariage! Les raconter en détail serait impossible et inutile. Ce n'est point par le fond des événemens que subsistent les romans de mistress Wetherell. Tout leur mérite est dans l'invention de chaque incident, la mise en œuvre des plus menus faits de la vie la plus humble et la plus terre-à-terre. Nous en avons indiqué plusieurs. On peut bien par ceux-là juger des autres.

Ce qu'il faut admirer après tout, ce n'est pas tant le talent qu'on déploie à cet examen microscopique de l'existence vulgaire que l'intérêt toujours croissant dont ce travail est l'objet. Le moindre individu, s'il est peint et regardé à la loupe, devient sympathique à la foule, qui se reconnaît dans cette reproduction strictement fidèle. Jadis les rois seuls occupaient les planches du drame ou les pages de la fiction; si les bergers s'y montraient parfois, on sait à quelles conditions et grâce à quelles bizarres métamorphoses. Aujourd'hui le roi est à la porte, et le berger trône : il trône en blouse, les bras nus, vêtu de toile bise et sans la moindre houlette, armé du fouet comme Van Brunt ou, comme le *Champi*, du fléau berrichon. Il faut savoir s'accommoder de cette pacifique révolution, sans l'épouser toutefois dans ses exagérations puériles, sans substituer systématiquement, par exemple, l'étude du manant au culte des héros. C'est ce que semble avoir compris mistress Wetherell dans son second roman, *Queechy*.

En y réservant une large place aux plus modestes réalités de la vie, on sent en effet qu'elle a voulu peindre aussi la société américaine dans tout ce qu'elle a de plus aristocratique, et comme cette aristocratie ne lui suffisait pas encore, elle a donné le beau rôle à un *nobleman* anglais de la plus haute naissance, auquel, pour surcroît de distinction, elle départ 40,000 liv. sterl., c'est-à-dire un million de revenus.

Queechy est le nom d'un domaine où nous sommes transportés dès les premières scènes du roman. M. Carleton, *nobleman* anglais, dans une tournée qu'il fait aux États-Unis, est amené par un jeune officier américain, à la suite d'une partie de chasse, chez le grand-oncle de ce compagnon de plaisir. Ils y reçoivent une cordiale hospitalité, bien que le vieillard qui la leur offre soit depuis longtemps dans une position de fortune très embarrassée. Le petit domaine de Queechy, pour l'exploitation duquel il s'est associé un homme d'affaires fort peu scrupuleux, est déjà hypothéqué pour tout ce qu'il peut valoir, et le moment approche où le malheureux propriétaire, M. Ringgan, menacé d'éviction, ne saura où abriter sa tête blanchie. Avec lui est sa petite-fille Elfleda Ringgan, pauvre orpheline dont il est le seul protecteur, et dont l'avenir incertain trouble, par ses menaçantes perspectives, les derniers jours de cet excellent homme. Lorsque cette situation, si émouvante déjà, vient se compliquer encore, lorsqu'un brutal créancier vient sommer le vieillard et l'enfant de quitter leur humble demeure, une main inconnue leur vient tout à coup en aide. C'est celle de l'opulent et généreux Carleton; mais sa tardive intervention n'a pas tous les effets qu'il en pouvait espérer. Dans ses dernières luttes contre l'infortune, le cœur du bon vieillard s'est brisé. A peine libéré de ses plus pressans embarras, il meurt presque subitement, laissant Elfleda aux mains d'une vieille sœur infirme, qui se sent hors d'état d'accepter utilement une si délicate tutelle. Ici Carleton intervient encore. Voyageant avec sa mère, il peut placer Elfleda sous la protection de cette dame, et il demeure convenu qu'ils conduiront tous deux l'orpheline chez un oncle à elle, le fils du défunt propriétaire de Queechy. M. Rossitur, cet oncle, riche négociant de New-York, est en ce moment à Paris, où il mène la vie prodigue et fastueuse de l'Américain en voyage. Durant la traversée, et surtout durant le séjour qu'ils font à Paris, Elfleda, — c'est encore une enfant,— a laissé prendre à son jeune protecteur une grande influence, une grande autorité sur son esprit. Il ne lui est pas en vain apparu, dans ses premiers jours de malheur, comme un envoyé du ciel; il ne lui a pas en vain, depuis lors, prodigué les soins les plus dévoués et les plus délicats. Bref, à quatorze ans, miss Fleda,—c'est ainsi qu'on abrége son nom,—n'est pas plus stoïque que ne le serait à sa place

mainte femme faite et parfaite; Carleton, de son côté, qui se trompe peut-être sur la nature du sentiment auquel il a déjà obéi, admire chez la jeune Américaine une droiture de cœur, une fermeté de caractère qui s'allient en elle à la sensibilité la plus exquise. Au surplus, ils sont l'un pour l'autre un sujet d'étonnement. Carleton ne s'explique pas le rapide développement moral que Fleda doit à la lecture assidue de la Bible. Fleda ne peut comprendre que, sans le secours de ce livre divin, Carleton soit aussi près de la perfection chrétienne, lui qui croit à peine en Jésus-Christ. Cette absence de principes religieux chez l'homme pour lequel, sans bien s'en rendre compte, elle éprouve un sentiment de préférence presque passionnée, la déconcerte, la trouble, la désespère quelquefois. Elle lui jette alors des regards empreints de la surprise douloureuse qu'un ange doit éprouver à la première vue de quelqu'une de nos terrestres défaillances. Parfois, piqué au jeu, le jeune homme essaie de porter le doute dans l'esprit ingénu de sa protégée; mais elle est invincible sous l'armure qu'elle s'est donnée, et l'unique résultat de leurs controverses, un peu longuement racontées, il faut en convenir, est au contraire de faire réfléchir Guy Carleton sur l'emploi futile de sa vie, de son intelligence, de sa richesse.

De là finalement une résolution subite. Sans dire à personne, pas même à sa mère, le secret du parti qu'il va prendre, Carleton se décide à quitter Paris. Elfie elle-même, — Elfie est encore un diminutif d'Elfleda, — ignorera-t-elle l'influence qu'elle a exercée sur cet esprit jusque-là si entier, si dédaigneux, si porté au mépris des autres et de lui-même? Il le faudrait peut-être par prudence; mais où vîtes-vous prudence pareille chez un amoureux sans le savoir. Carleton va donc prendre congé de sa petite amie, de sa *fée,* comme il l'appelle en souriant. Elle peut à peine supporter ce coup inattendu. Cependant, lorsqu'elle entrevoit chez le préféré de son cœur la ferme résolution de se donner ici-bas une mission selon l'esprit de Dieu, elle se ranime, et le courage lui revient :

« — Monsieur Carleton..., lui dit-elle tout à coup, changeant de couleur.

« — Parlez, Elfie!

« Le sang abandonna de nouveau ses joues : — Monsieur Carleton, vous fâcherez-vous de quelque chose que je voudrais vous dire?

« — Me connaissez-vous assez peu pour m'adresser une pareille question? lui demanda-t-il à son tour avec douceur.

«—J'ai une demande à vous adresser... Et vous ne sauriez le trouver mauvais.

« — Qu'est-ce donc? dit-il, cherchant à deviner le sujet de cette timide requête; — mais n'importe. Je ferai ce que vous désirez.

« Les yeux de la jeune fille étincelèrent. Cependant elle éprouvait à poursuivre une certaine difficulté.

« — Je le ferai, vous dis-je, quoi que ce puisse être, répéta-t-il plus attentif que jamais.

« — M'attendrez-vous ici quelques instans, monsieur Carleton?

« — Je vous donne une demi-heure.

« Elle s'élança radieuse à travers ses larmes; mais sa physionomie était redevenue mélancolique et son attitude presque gênée lorsqu'elle reparut quelques instans après, un livre à la main. Il y avait à la fois dans cette physionomie si mobile un mélange bizarre de timidité, de zèle ardent, de modestie, tandis qu'elle s'avançait vers M. Carleton, et lui mettait dans les mains ce petit volume, — qui était sa propre Bible.

« — Lisez-la, lui dit-elle en même temps d'une voix contenue et sans oser lever les yeux sur lui.

« Il vit de quel livre il s'agissait, et, prenant la douce main qui le lui avait remis, il la baisa deux ou trois fois avec respect. Une princesse n'eût pas obtenu mieux.

«—Vous avez déjà ma promesse, Elfie, reprit-il ensuite. Inutile de la répéter.

« Alors elle leva les yeux et lui jeta un regard si reconnaissant, si tendre, si plein de bonheur, que jamais ce regard ne fut oublié de lui. Un moment après, ce rapide éclair avait disparu, et, au même endroit où il l'avait laissée, la jeune fille écoutait le bruit de ses pas, de plus en plus faible, à mesure qu'il descendait les degrés. Elle entendit le dernier de tous, et s'affaissa sur ses genoux, toute en larmes. »

Ces amans selon la Bible seront peut-être taxés d'un peu de froideur, si nous ajoutons que six années vont se passer sans qu'ils aient l'air de se préoccuper le moins du monde de la destinée l'un de l'autre. Voilà cependant à quoi nous sommes réduits, et tandis que Guy Carleton, au sein de ses vastes domaines, y remplit tous les devoirs d'un propriétaire évangélique, il nous faut suivre Elfleda Ringgan, qui retourne en Amérique après quelques mois passés encore à Paris, où elle a perfectionné son éducation de salons.

Peu après son retour à New-York, sa destinée subit un changement nouveau. Son oncle, M. Rossitur, s'est engagé dans de vastes spéculations avec cet esprit aventureux qui caractérise au plus haut degré les citoyens de la libre Amérique. Téméraire d'une part, trompé de l'autre, il se trouve un beau jour complétement ruiné, mis en faillite, et obligé d'abandonner à ses créanciers jusqu'au splendide mobilier qu'il avait rapporté de France. M. Rossitur a trois enfans, deux fils et une fille, Charlton, Hugh et Marion. Charlton est au service et peut se suffire. Marion, après s'être mariée en Europe, y est demeurée. Ce brusque retour de la fortune n'atteint donc, avec M. et mistress Rossitur, que leur fils cadet; mais la pauvre orpheline dont ils étaient devenus les seuls appuis, noblement reconnaissante, n'abandonnera pas dans le malheur ceux dont elle a partagé l'opulence.

Le plus proche parent de M. Rossitur, un vieux médecin excentrique, espèce de *bourru bienfaisant,* voyant ce malheureux sans ressources, lui propose de quitter New-York et d'aller tenter fortune sur un domaine dont ce médecin est devenu le propriétaire. Toute autre chance lui étant enlevée, il faut bien que M. Rossitur se décide à courir celle-ci, bien qu'il ne se sente ni trop d'aptitude pour l'exploitation agricole, ni trop de goût pour la vie des champs. Il se décide donc, et, avec quelques avances obtenues de çà, de là, va prendre possession de ce domaine, qui est justement celui ou Fleda Ringgan a passé son enfance, ce Queechy bien-aimé, dont le souvenir l'avait suivie, même au sein du tourbillon parisien.

C'est à ce moment que la figure de la jeune fille grandit tout à coup. Son oncle, poursuivi par le regret du bien-être qu'il a si follement compromis, découragé par le mauvais succès de ses premiers efforts, mécontent de tout parce qu'il l'est de lui-même, mal vu de ses nouveaux voisins par cela même qu'il est à contre-cœur au milieu d'eux, n'a rien de ce qu'il faudrait pour la lutte à laquelle le sort l'a condamné. Mistress Rossitur, trop longtemps amollie par les habitudes du luxe, n'a pour lui venir en aide qu'une bonne volonté stérile, un zèle mal dirigé. Tout le fardeau retombe donc sur Fleda, qui l'accepte sans un murmure, et le porte vaillamment. Ici le détail abonde, mais dans une situation pareille et avec une donnée aussi simple, c'est le détail seul qui peut préciser les sacrifices, faire mesurer l'abnégation, passionner les lecteurs pour cet humble héroïsme d'une jeune fille douée des plus belles qualités morales, habituée aux élégances de la vie, préparée aux plus douces jouissances du développement intellectuel sous toutes ses formes, et qui devient du jour au lendemain le *factotum* d'une pauvre ferme, l'intendant d'un cultivateur ruiné, la cheville ouvrière d'un ménage aux abois. Les obstacles qu'elle rencontre, les secours qu'elle trouve, les combinaisons par lesquelles elle supplée à tout ce qui fait défaut, la gaieté qu'elle affecte, les découragemens qu'elle cache, les injustices qu'elle subit, l'influence dominante que cependant elle acquiert par degrés, et la reconnaissance qu'elle impose sans le vouloir, forment un tableau d'une vérité attachante et d'une incontestable moralité. En même temps, ce tableau nous fait connaître, mieux qu'aucun livre purement didactique, les mœurs rurales des états américains. Dans telle petite scène purement épisodique, — celle, par exemple, où M. Rossitur, fort embarrassé dès le début, est amené par les conseils de sa bien avisée pupille à implorer l'aide d'un riche paysan quelque peu apparenté à sa famille, — resplendit sous son vrai jour cette indépendance que nous ne pouvons nous empêcher d'envier aux compatriotes de Washington. Au milieu du champ à demi labouré, le pied sur le

soc de la charrue, entouré de subalternes qui tous reconnaissent une autorité de droit en même temps qu'une supériorité de fait, l'honnête fermier Plumfield reçoit sans la moindre morgue, mais sans le moindre abaissement, l'hommage forcé que vient lui rendre M. Rossitur, qui, hier encore, fier de ses gros revenus, aurait à peine cru possible de le reconnaître pour son parent. Aujourd'hui ces dédains ne sont plus de mise, et tout décidé qu'il est, — on le voit de reste, — à garer de tout échec sa dignité un peu compromise, le citadin est contraint de confesser l'embarras qu'il éprouve de demander secours, et de l'accepter, qui pis est, bien que ce secours lui soit quelque peu marchandé.

De même, lorsque, plus tard, deux pécores de soubrettes, emmenées de New-York par mistress Rossitur, quittent la maison de plus en plus appauvrie, de moins en moins tenable, il faut bien que l'orgueil de l'ancien riche se plie à de grands sacrifices. A Queechy, personne ne sert volontiers; les plus pauvres font leurs conditions, et n'acceptent pas indistinctement, en échange de quelques dollars, le rôle qu'on veut bien leur assigner. Les voyages de Fleda à la recherche d'une cuisinière constituent une épopée bourgeoise du plus singulier caractère. Qu'on nous permette d'insister sur cet épisode dont plus d'une lectrice et même plus d'un lecteur comprendra l'intérêt.

Fleda s'est d'abord rappelé une sorte de gouvernante qu'avait feu son grand-père, et avec qui elle pense pouvoir établir de meilleurs rapports qu'avec toute autre. Elle se fait indiquer la demeure où s'est retirée cette duègne en disponibilité. Miss Cynthia Gall, voilà son nom. Elle va la trouver dans une pauvre maisonnette d'où semble à jamais exclu tout comfort : cheminée froide, toit délabré, carreaux de vitre à grand'peine réparés et recollés, ou remplacés par quelques lambeaux de papier. Pas une pauvre fleur, pas un arbuste d'agrément autour de cette masure; au dedans, miss Cynthia, toujours revêche et pincée, toujours sur ses ergots, toujours occupée à faire valoir son importante personnalité! Après un entretien amical, mille souvenirs évoqués, des précautions oratoires sans fin, Fleda croit enfin pouvoir aborder le sujet essentiel de la conférence :

« — Vous ne devineriez jamais ce qui m'amène, ma bonne Cynthy.

« — Qui sait? dit Cynthy jetant vers le feu qu'elle avait allumé à grand' peine un de ses regards les plus ambigus... Je suppose que vous avez affaire de moi.

« — Je suis venue savoir si vous ne voudriez pas venir demeurer chez ma tante mistress Rossitur. Nous sommes seules, et il nous faudrait bien quelqu'un pour nous aider. J'ai tout d'abord pensé à vous naturellement.

« Cynthy gardait le plus complet silence. Elle était assise devant le feu, ses jambes étendues de toute leur longueur dans la direction du foyer, ses bras

croisés sur sa poitrine, ne quittant pas du regard les bûches qui fumaient à qui mieux mieux; toutefois aux deux coins de sa bouche se dessinait déjà la menace d'un sourire qui déplut à Fleda.

« — Qu'en dites-vous, Cynthy?

« — Je crois que vous feriez mieux de vous adresser à quelque autre, répondit enfin miss Gall avec une sorte de sécheresse condescendante et un sourire qui en disait long.

« — Pourquoi? reprit Fleda. J'aimerais bien mieux une ancienne amie qu'une personne étrangère.

« — C'est vous qui êtes chargée du ménage? demanda Cynthy avec une certaine brusquerie.

« — Oh! je fais un peu toute chose,... même la cuisine, et la ménagère aussi, quand cela se trouve... Mais si vous venez, Cynthy, vous serez la femme de charge.

« — Je pense que mistress Rossitur n'a pas grand'chose à démêler avec les personnes qui l'aident,... n'est-ce pas? demanda Cynthy après une pause durant laquelle les coins de sa bouche n'avaient pas bougé. Ce ton de susceptibilité indépendante jeta quelques lueurs dans l'esprit de Fleda.

« — Ma tante n'est pas assez forte pour faire beaucoup par elle-même;... il lui faut quelqu'un qui la dispense de presque tous les soins intérieurs. Vous aurez le champ libre, allez, Cynthy.

« — Votre tante a-t-elle deux tables distinctes?... Je le présume; mais enfin cela est-il ainsi?

« — Oui... Mon oncle ne veut avoir avec lui que sa famille.

« — Eh bien!... je vois que je ne conviendrais pas, dit miss Gall après une autre pause, et se baissant tout à coup comme pour ramasser quelques brindilles éparses devant le foyer; mais Fleda put voir le rouge qui lui était monté au visage et le sourire nettement dessiné où venait se peindre le plaisir de la vengeance immédiate qu'elle venait de se procurer par son refus. Il ne lui en fallut pas davantage pour rester convaincue que miss Gall, en effet, « ne conviendrait pas. » Toutefois elle était peinée en même temps de voir la joie méchante avec laquelle, sans aucune nécessité, son ancienne gouvernante la désappointait ainsi. »

La jeune ménagère ne se décourage pourtant pas, et, sur de nouvelles indications, se rend chez les Finns. — Il serait possible qu'une des *demoiselles* de la maison voulût entrer chez mistress Rossitur. Mistress Finn, installée dans sa cuisine et le balai à la main, donne audience à Fleda. Quand elle apprend ce dont il s'agit : « — Eh bien! dit-elle, on pourrait voir. Je vous donnerais bien Hannah,... mais nous en avons besoin chez nous... D'ailleurs elle est un peu maladive, et il vous faut une personne solide. Nous avons encore Lucy..., mais il faudrait que ce fût son idée. Elle ne fait rien que selon son idée... »

Fleda insistant pour savoir à quoi s'en tenir là-dessus, et Lucy étant allée travailler au dehors, mistress Finn engage la nièce de

M. Rossitur à venir *passer la soirée* chez elle. Lucy ne manquera pas de s'y trouver, et on pourra la pressentir. Fleda déclinerait volontiers cette invitation aussi peu attrayante qu'inattendue; mais la nécessité la presse, et nous assistons à une scène passablement étrangère à nos mœurs, qui n'admettent guère qu'on aille prendre le thé avec la personne dont on se propose de faire sa domestique. On prend soin de placer Fleda tout auprès de Lucy Finn, cette cuisinière en perspective dont il s'agit de fixer l'humeur capricieuse et d'apprivoiser la volonté fantasque; mais un certain embarras, très naturel à notre sens, arrête sur les lèvres de miss Ringgan les ouvertures qu'elle devait faire. Lucy, de son côté, garde le plus complet silence. Une causerie générale s'établit, aussi intéressante qu'on peut la supposer dans des circonstances pareilles; bientôt elle prend un tour plus direct, plus personnel :

« — Votre oncle se déplaît-il au fermage? demanda une des personnes présentes.

« Fleda éluda cette question délicate en disant que c'était pour M. Rossitur une besogne toute nouvelle.

« — Eh! que faisait-il donc? à quoi s'occupait-il jusqu'à cette heure? reprit la questionneuse.

« Fleda expliqua qu'il n'exerçait aucune profession déterminée, et, après le temps nécessaire pour qu'une notion pareille eût pénétré dans les intelligences dont elle était entourée, elle tressaillit à la voix de Lucy s'élevant tout à coup près d'elle.

« — Il est un peu curieux, n'est-ce pas vrai? qu'un homme ait vécu jusqu'à l'âge de quarante ou cinquante ans sans rien connaître à la terre qui lui fournit son pain de chaque jour!

« — Eh! qui vous fait penser que M. Rossitur en soit là? demanda miss Thornton, non sans quelque vivacité.

« — Lucy ne parlait de personne en particulier, objecta la tante Syra.

« — Je parlais... je parlais de l'*homme*,... j'en parlais d'une manière abstraite, reprit la voisine de Fleda.

« — Abstraite?... Qu'est-ce qu'abstraite? demanda miss Anastasia (la maîtresse du logis), — et cette question exprimait assez de dédain.

« — Où allez-vous chercher ces mots difficiles, Lucy? reprit mistress Douglass.

« — Je ne sais, madame... Ils me viennent tout seuls... par habitude, à ce que je pense... Je ne cherchais vraiment pas à être obscure.

« — Un mot ou un autre, quand on y est habitué, cela revient bien au même, n'est-il pas vrai? dit la première interlocutrice.

« — Encore une fois, que veut dire abstraite? demanda miss Anastasia.

« — Si vous tenez à le savoir, prenez un dictionnaire, lui répondit sa sœur.

« — Je ne tiens pas à le savoir... je tiens à vous le faire dire.

« — Où prenez-vous le temps d'apprendre ces choses, ma chère Lucy? re-

commença mistress Douglas... N'avez-vous pas bien d'autres chiens à fouetter?

« — Sans doute, madame; mais il y a des momens où on est plus en train de travailler, d'autres au contraire où on est moins disponible. Et quand je me sens abattue ou mélancolique, eh bien! je me retire dans ma chambre pour y contempler les étoiles ou me livrer à la composition. »

Un nouveau tour est donné à la causerie. Chacun à son tour place Fleda sur la sellette, et chacune de ses réponses, même les plus insignifiantes, est commentée avec une remarquable avidité. On la met au pied du mur pour savoir si elle préfère le séjour de New-York à celui de Queechy. Ici, miss Lucy reprend la parole :

« — J'aimerais à parcourir plus d'un pays, dit-elle tout à coup, paraissant pour la première fois destiner ses précieuses remarques à l'attention spéciale de Fleda. Rien ne rend les gens aussi comme il faut. J'ai déjà remarqué ceci en plusieurs rencontres.

« Malgré tout ce que cette profession de foi pouvait avoir d'encourageant, Fleda ne se sentit pas en état de demander à Lucy si elle ne voudrait pas expérimenter par elle-même, chez les Rossitur, la justesse de son observation. Une nouvelle surprise lui était réservée. La première question que lui adressa Lucy fut pour savoir — si elle n'avait jamais *étudié les mathématiques.*

« — Non, répondit Fleda. Et vous?

« — Oh! moi... certainement. Nous étions ici quelques-unes qui voulions les apprendre, et il y a longtemps que nous avons mis cette étude en train. C'est, pour le développement de la pensée, la plus excell...

« Ici l'entretien fut brusquement interrompu par mistress Barns, la directrice des travaux, qui, voyant rentrer la troisième sœur :

« — J'espère, Hannah, s'écria-t-elle, que vous n'avez pas fait le pain avec ces mains noires que je vous vois.

« — En vérité, madame, répondit la jeune fille, je les ai d'abord bien lavées, puis j'ai fait le pain, et *ceci* même n'a pu les nettoyer comme il faut.

« — Est-ce que vous regardez les étoiles, vous aussi, Hannah? demanda mistress Douglass, dont la question souleva un murmure moqueur et des rires étouffés... »

Fleda comprend bien qu'une servante si familière avec les sciences exactes ne lui serait pas une auxiliaire très utile, aussi se tient-elle pour battue encore une fois. Après quelques autres mésaventures, et à grand'peine vraiment, elle se procure une servante forte et laborieuse, la seule dans le pays qui lui paraisse en état de la seconder; mais si Barby, — c'est le nom de ce trésor, — est une vaillante fille, remplie de ressources, ne s'embarrassant de rien, sobre, économe, infatigable, elle a peu l'habitude du monde, et dès le lendemain de son entrée en fonctions, ses façons familières mettent Fleda dans de fort graves embarras. En effet, lorsqu'elle a mis la nouvelle venue au courant de ses devoirs, la jeune ménagère croit pouvoir se reposer un peu de ses fatigues. Elle est dans le salon, avec sa tante, occu-

pée à feuilleter un des volumes de la petite bibliothèque échappée à la faillite de M. Rossitur, lorsque la porte, brusquement poussée, livre passage à la tête de Barby Elster.

« — Où est le savon mou? »

« Le livre de Fleda lui tomba des mains, et son cœur bondit d'épouvante à cette brusque apostrophe, car son oncle était assis auprès de la croisée. Mistress Rossitur releva la tête, confondue en apparence par cette question à brûle-pourpoint.

« — Voyons, reprit Barby, où met-on le savon mou?

« — Le savon mou? répondit enfin mistress Rossitur,... mais je ne sais vraiment si nous en avons. Fleda, savez-vous cela, vous?

« — Je cherchais à me rappeler, chère tante... Je ne crois pas que nous en ayons.

« — Où le tient-on? recommença Barby.

« — Il n'y en a pas, à ce que je crois, répondit mistress Rossitur.

« — Alors, dites-moi où vous le *mettiez*.

« — Nulle part... Il n'y en a jamais eu ici.

« — Vous n'avez jamais eu de savon mou!... s'écria miss Elster d'un ton qui en disait bien plus long que ses paroles, puis elle disparut, tirant la porte aussi brusquement qu'elle l'avait poussée.

« — Qu'est-ce que tout cela signifie? s'écria M. Rossitur, se levant comme poussé par un ressort et se dirigeant vers la porte de la cuisine. Fleda se jeta au-devant de lui.

« — Mais rien... rien absolument, oncle Rolf... Cette pauvre fille n'en sait pas plus long... voilà tout.

« — Eh bien! il faut lui donner une leçon... Laissez-moi passer, Fleda.

« — Mais, cher oncle, un moment...Veuillez m'écouter... Je vous en prie, ne la grondez pas... Ces gens-ci n'ont aucune idée de certaines convenances... Tenez, laissez-moi lui parler, ajouta Fleda posant ses mains sur les deux bras de son oncle... je me charge de la faire marcher. »

« La colère de M. Rossitur était excitée au plus haut point, et il eût impitoyablement renversé tout obstacle moins doux que celui qui se plaçait entre lui et l'impertinente cuisinière... Si ces mains elles-mêmes l'eussent repoussé un peu plus rudement, si ce regard eût été moins humblement suppliant, Fleda eût certainement échoué; mais devant une résistance si bien ménagée, il s'arrêta, grondant d'abord, souriant ensuite :

« —Vous... faire marcher cette créature?

« — Oui, reprit Fleda, riant cette fois et employant toute sa force à repousser son oncle vers le siége d'où il s'était levé... Oui, oncle Rolf, tout ceci ne vous regarde pas. Vous avez, ma foi, bien autre chose à faire... Si quelque chose ici va mal, c'est contre moi qu'il faut vous fâcher... Je serai le fil conducteur du paratonnerre, et je ferai tomber la foudre jusque dans la cuisine, à l'endroit même où elle peut faire le plus de ravages... Voyez-vous, oncle Rolf, nous avons dans l'autre pièce une arme excellente, mais qu'il faut savoir manier... et les précautions qu'il y faut mettre sont d'autant plus indispensables, qu'à défaut de celle-ci, notre arsenal serait complétement vide...

« — Allons, petite folle, dit son oncle, qui riait maintenant et de son inquiétude, et des plaisanteries qu'elle employait à la déguiser... arrangez-vous comme vous voudrez... Que votre nouvelle acquisition ne se trouve pas trop souvent en travers de ma route, et je vous promets de ne pas gêner la sienne... Mais prenez garde que cette arme ne me parte pas brusquement au nez comme elle vient de le faire... Je ne suis pas homme à le supporter. »

« Ainsi apaisé, M. Rossitur reprit sa lecture. Fleda laissa la sienne interrompue pour aller retrouver Barby. »

Ce sont là, si l'on veut, des scènes bien humblement vraies, mais elles le sont, et la vérité, quand elle porte avec elle sa garantie, se recommande toujours à l'attention. Ce personnage de Rossitur est pris sur nature. On le retrouve dans une autre scène éminemment américaine. Son fils Charlton, profitant d'un congé de quelques semaines, est venu chasser à Queechy. Il ne connaît que très superficiellement la position gênée de ses parens. Il ne se doute pas qu'en ce moment-là même ils sont talonnés de près par la misère. Avec la légèreté de son âge et l'insouciance de sa profession, il s'étonne, il s'indigne presque de voir Fleda raccommoder elle-même ses souliers endommagés, ou d'apprendre qu'elle se lève tous les matins à l'aurore pour récolter et envoyer vendre les fruits, les fleurs, et les légumes du petit jardin qu'elle a elle-même planté et ensemencé. Tout cela lui semble incompréhensible et choquant. Il ne peut s'habituer à l'absence du journal, et ne s'explique pas qu'on n'y soit pas abonné. L'humeur le gagne peu à peu, et, malgré les instances de Fleda, qui le supplie de ne pas sonder imprudemment ce qu'elle appelle «les secrets de la famille,» Charlton, un beau matin, à l'issue du déjeuner, entame la fatale question, à propos d'une scierie dont Fleda vient de parler.

« — Cette petite usine, dit Charlton, rend-elle ce qu'elle coûte de travail? Cette fois il s'adressait directement à son père.

« — Qu'entendez-vous par là? On ne la fait pas fonctionner pour le seul plaisir des yeux, répondit M. Rossitur aussi sèchement, pour le moins, qu'il avait été questionné.

« — Je demande seulement si les profits compensent le temps que ce moulin fait perdre à mon frère Hugh.

« — Si votre frère juge qu'il n'en est pas ainsi, rien ne le force à continuer.

« — Je ne perds pas mon temps au moulin, dit Hugh avec empressement... Je ne sais comment je l'emploierais sans cela.

« — Et sans le moulin, ajouta mistress Rossitur, je ne sais trop ce qui arriverait de nous.

« Ceci donnait à Charlton la désastreuse occasion qu'il attendait.

« — Est-ce que vous avez été désappointé dans vos espérances de fermage, mon père? demanda-t-il.

« — Et les espérances de votre compagnie, où en sont-elles? repartit M. Rossitur. »

Sur quoi, Charlton, bien averti qu'il n'obtiendra pas d'autre réponse à ses indiscrètes questions, entame avec Fleda une longue discussion à propos de la guerre du Mexique. Notons, en passant, que les quakers détestent la guerre, et que mistress Wetherell, qui appartient à cette secte, se fait ici leur organe. Fleda suppute les frais de la campagne qui naguère aboutit à l'occupation de Mexico par les troupes des États-Unis, et demande à son cousin si, pour la moitié de cette somme (100,000,000 de dollars), le Mexique n'eût pas *vendu* le territoire qu'on lui a *pris*. L'achat substitué à la conquête, morale de peuple riche; mais elle n'est de mise que vis-à-vis d'un peuple pauvre. Qu'on aille donc marchander le Canada aux Anglais!

Revenons au roman. Charlton a présenté à sa famille un sien ami, M. Thorn, qui s'éprend pour Fleda d'un très vif attachement. Inutile de dire qu'il n'est nullement payé de retour. Le souvenir de Carleton ne laisse aucune chance à personne, à M. Thorn bien moins qu'à tout autre, car ce *gentleman* est un assez triste échantillon de la jeunesse américaine, qui serait, à la juger d'après lui, égoïste, sceptique, aussi maladroite dans ses flatteries que malavisée et peu mesurée dans ses tentatives d'épigrammes. A défaut d'autres séductions, Thorn possède un talisman mystérieux dont il fait usage, à la dernière extrémité, pour dompter la résistance de Fleda. Entraîné par des embarras pécuniaires à une criminelle folie, M. Rossitur a placé, au bas d'un billet souscrit par lui, l'aval du père de M. Thorn, dont il a contrefait la signature. A l'échéance, le billet a été payé par le prétendu garant, qui n'a pas voulu perdre un ancien ami. Toutefois, et par une contradiction assez invraisemblable, cet homme si généreux a laissé connaître à son fils un secret dont dépend l'honneur de l'homme qu'il voulait sauver : — il lui a même confié le billet fatal, la preuve matérielle du faux, ce qui donne à ce jeune homme la tentation d'en abuser pour placer Fleda dans ce terrible dilemme, ou de devenir sa femme, ou, se refusant à ce sacrifice, de vouer au déshonneur le malheureux dont elle est en quelque sorte la fille adoptive.

A ce moment, Carleton, longtemps éloigné de la scène, y a finalement reparu, toujours calme, impassible, suivant de l'œil Fleda, lui parlant à peine, et cuirassé contre les malignes insinuations dont on le poursuit au sujet de cette jeune fille. De temps en temps, une parole affectueuse, une attention délicate, un splendide bouquet, et voilà tout ce qu'il fournit d'alimens à la flamme cachée dont elle brûle pour lui; mais si telle est sa réserve, celle de la prudente enfant ne lui cède en rien. Elle le voit, sans jamais se démentir, en butte aux coquetteries de deux jeunes et brillantes cousines auprès desquelles elle est venue passer quelque temps. Leur mère, qui ne

serait pas fâchée de voir l'une ou l'autre des deux charmantes sœurs conquérir un si riche parti, et dont la pénétration n'a pas méconnu la rivalité inavouée de Fleda, déploie, sans que la jeune fille en paraisse émue, toutes les ressources de la malignité féminine pour élever des barrières entre elle et son silencieux adorateur. Tous deux, unis dans la Bible, échappent à ces piéges et déjouent ces calculs.

Thorn insiste cependant, et ses menaces indirectes arrivent jusqu'à Rossitur, qui prend la fuite. Une promesse ambiguë de son persécuteur, trop favorablement interprétée par Fleda, la décide à courir après son oncle qu'elle ramène chez lui; mais cette fausse démarche n'aboutit qu'à la mettre de plus en plus sous la dépendance de Thorn. Maintenant Rossitur ne peut plus échapper aux poursuites dont il est l'objet, et c'est elle qui l'a irrévocablement compromis. Elle sera responsable de tout ce que peut amener une situation si violente. Aussi commence-t-elle à désespérer, et la Bible seule soutient ce caractère si fortement éprouvé.

Cependant, — il en est grand temps, — Carleton se décide à la questionner. Il lui arrache le secret des soucis qui la dévorent, et de ce moment il se donne pour mission de les faire cesser. L'entrevue où il obtient de son rival malheureux la remise du billet souscrit par M. Rossitur est, quoique un peu trop détaillée, une scène bien faite. Sans nous interdire quelques suppressions, nous croyons pouvoir la donner comme montrant sous un nouveau jour le talent de mistress Wetherell. A son arrivée chez Thorn, Carleton est conduit dans une des pièces les plus reculées de l'appartement, et la porte est refermée derrière lui.

« — Ceci ne vous contrariera pas, j'espère, dit M. Thorn en donnant un tour de clé.

« — Certainement non, répliqua froidement M. Carleton, qui ôta la clef de la serrure et la mit dans sa poche. L'affaire qui m'appelle n'a pas besoin de témoins.

« — D'autant moins qu'elle vous touche de plus près, n'est-ce pas? dit Thorn avec un accent railleur.

« — En quoi, s'il vous plaît, monsieur? demanda M. Carleton avec un tact parfait.

« Cette réserve piqua son antagoniste, mais le contraignit à s'observer davantage.

« — Je vais vous l'apprendre, répondit-il enfin, s'élançant au bout de la pièce, où il ouvrit à grand bruit un ou deux meubles. — Voilà, dit-il, revenant ensuite et plaçant devant son hôte une paire de pistolets d'apparence très-peu pacifique. — Prenez une de ces armes et mettez-vous en place. Il n'est rien de tel que d'aller droit au but.

« Thorn était plus animé qu'il ne voulait le paraître. M. Carleton le regardait avec attention et demeura immobile, examinant le pistolet qui lui avait été remis. Cette arme était chargée.

« — Vous me prenez un peu à court, dit-il avec calme. Je ne comprends pas trop bien ce que ceci veut dire.

« — Eh bien! je le comprends, moi, et cela suffit. Placez-vous, monsieur. Vous m'avez échappé une fois,... mais cela n'arrivera pas une seconde, ajouta-t-il avec une emphase effrayante.

« — Prétendez-vous dire que le souvenir d'un si ancien démêlé...

« — Non, monsieur, non, pas d'équivoque... L'offense que vous me fîtes alors, je la méprise comme celui dont elle émana; mais vous vous êtes plus récemment heurté à moi.

« — Veuillez me dire comment, dit M. Carleton, abaissant son pistolet vers la table et s'appuyant sur cette arme.

« — Que me demandez-vous là?... Vous le savez on ne peut mieux, reprit Thorn, dont les lèvres commençaient à écumer. Si vous prétendez le contraire, vous mentez impudemment... Allons, monsieur, voulez-vous vous mettre en place?

« — S'il est décrété qu'il faut me battre, répliqua Guy du ton le plus insouciant, naturellement je n'y puis que faire... Mais comme j'ai à traiter avec vous une affaire qui sera mieux discutée avant tout duel., permettez-moi de réclamer d'abord pour elle toute votre attention.

« — Non, dit Thorn... Je ne veux rien écouter de vous... Je vous connais. Je n'écouterai pas une seule parole... Cette affaire, on y verra plus tard... En place, vous dis-je.

« — Je ne veux pas me servir de pistolets, dit froidement M. Carleton, jetant sur la table celui qu'il tenait en main... Cela fait trop de bruit.

« — Eh! qu'importe le bruit? s'écria Thorn... Ce n'est pas le bruit qui vous fera du mal, et les portes sont closes.

« — A la bonne heure, mais les oreilles ne le sont pas.

« Ni son accent, ni son attitude, ni son regard n'avaient rien perdu de leur parfaite sérénité. Elle commençait à agir sur Thorn.

« — A votre aise donc, au nom du diable! dit-il, jetant aussi son pistolet et courant chercher d'autres armes... Voici des épées, si vous les préférez... Ce n'est pas mon goût... J'aime mieux ce qui est plus tôt fini... Enfin les voici... Vous pouvez choisir.

« Guy les examina pendant quelques minutes avec le plus grand soin, et, les couchant toutes deux sur la table, posa sur elles sa main robuste.

« — Je ne choisirai, monsieur Thorn, qu'après vous avoir parlé de ce qui m'amène. C'est au nom d'autrui que je suis venu chez vous. Je manquerais à ma mission, si je me laissais détourner par vous des communications que j'ai à vous faire. C'est par là qu'il faut commencer.

« Thorn étudia d'un regard irrité les symptômes que pouvaient lui révéler les yeux et l'attitude de son antagoniste. Il vit bien qu'il n'avait pas deux partis à prendre.

« — Allons.... parlez.... et finissons-en; mais je sais d'avance tout ce que vous m'allez dire. »

Le débat s'engage entre eux pour savoir l'usage que Thorn veut faire du faux commis par Rossitur, et le jeune Américain se montre

inflexible. Il ressaisit une fois encore son pistolet, que Carleton lui enlève des mains sans perdre un instant son beau sang-froid, alors même que Thorn se permet les allusions les plus blessantes pour Fleda et pour le jeune protecteur qu'elle a choisi. Tout au contraire, Carleton s'empare de ces allusions pour lui faire remarquer qu'en poussant à toute rigueur les poursuites qu'il a le droit d'exercer contre Rossitur, c'est en définitive à la nièce de ce malheureux, à la jeune fille dont il se dit épris, qu'il va porter le plus grave préjudice. Et comme Thorn ne se rend pas encore, il le menace de divulguer partout où son nom peut être connu les causes, honteuses pour lui, de l'acharnement qu'il déploie contre la famille Rossitur. Cette perspective exaspère Thorn, qui se jette sur ses armes; mais elles lui sont une fois encore arrachées des mains.

« — Arrière! lui dit Carleton... Je vous ai promis de courir ces chances, mais quand le moment serait venu. Terminons d'abord notre affaire.

« — Que voulez-vous terminer? reprit Thorn en fureur... Vous ne sortirez peut-être pas vivant de cette chambre... Vous vous raillez sans doute.

« — Non, monsieur; — ma vie n'est pas en vos mains, et je veux, avant de la risquer, avoir le cœur net de l'affaire qui m'amène. Si je ne la règle pas avec vous, j'irai trouver votre père, monsieur Thorn..., votre père qui en est l'arbitre le plus naturel.

« — Il faudrait pour cela quitter cette chambre, dit Thorn avec dérision.

« — Cela dépend de moi, répliqua son adversaire, à moins qu'on ne m'en empêche par des moyens qui, je l'espère, ne sont pas à votre usage. »

Thorn garde d'abord le silence, et bientôt, à bout de raisons, en est réduit à se rejeter sur le tort pécuniaire que M. Rossitur lui a causé. Carleton l'attendait là, et offre le remboursement intégral de la somme payée par M. Thorn le père, moyennant la remise immédiate du billet faux. Thorn, qui a hâte d'en venir aux mains avec son rival, croit entrevoir dans cette proposition un moyen de finir promptement la discussion dans le cercle de laquelle on l'a retenu malgré tous ses efforts.

« — Au surplus, dit-il ensuite avec un rire à demi réprimé, c'est tout bonnement de la folie... car, à moins que mes yeux ne me jouent quelque tour inattendu, ce papier me rentrera d'ici à cinq minutes... Il y a chance pour tout ici-bas.

« Et il alla de nouveau fouiller son secrétaire, d'où il rapporta l'endossement fatal. M. Carleton vérifia lentement et avec soin l'identité de cet effet, et remit à son adversaire un billet de pareille somme, tiré sur une des plus grandes maisons de New-York.

« — Il n'y a chance pour rien, monsieur, dit-il ensuite, approchant d'un flambeau le document accusateur.

« — Que voulez-vous dire?

« — Qu'il y a au-dessus de nous un Régulateur suprême, lequel, entre

autres choses, dispose de notre vie comme il l'entend... Et maintenant, monsieur, je vais vous donner, contre la mienne, ces chances dont vous m'avez paru si altéré.

« — A la bonne heure! en place! dit Thorn, prenant son pistolet. Armez-vous... Allez au bout de la table... et ne faites pas attention au bruit.

« — Je resterai où je suis, dit M. Carleton, croisant paisiblement ses bras sur sa poitrine. Placez-vous où il vous plaira.

« — Mais vous n'êtes pas armé! s'écria Thorn avec impatience. Pourquoi ne vous apprêtez-vous pas?... qu'attendez-vous donc?

« — Pardon, monsieur Thorn, reprit l'autre avec un sourire; je n'ai que faire de vos armes... Je n'ai aucune envie de vous nuire, aucun mauvais vouloir contre vous... Vous êtes libre, en revanche, de disposer de moi comme vous l'entendrez.

« — Mais votre promesse? dit Thorn avec désespoir.

« — Je la tiens, monsieur.

« Thorn laissa retomber ses mains armées; ses regards étaient effrayans. Il y eut un silence de quelques minutes.

« — Eh bien? dit M. Carleton, levant les yeux et souriant.

« — Eh bien! monsieur, je ne puis que ce que vous voulez, répondit Thorn d'une voix rauque, et jetant çà et là des regards rapides.

« — Je vous l'ai dit, monsieur, disposez de moi. Je n'ai aucune raison d'exercer les moindres représailles.

« Il y eut un moment de silence, pendant lequel la physionomie de Thorn faisait pitié à voir dans les ténèbres qui la couvraient encore; il ne bougeait pas.

« — Je ne suis pas venu ici comme votre ennemi, monsieur Thorn, lui dit enfin Carleton se rapprochant de lui. Maintenant encore je ne le suis nullement. Si vous m'en croyez, vous renoncerez à ce qui vous reste de haine contre moi, et, pour me le prouver, vous prendrez la main que je vous offre. »

Il faut, convenons-en, que le préjugé national soit bien affaibli, et que l'amour-propre tant reproché aux Américains soit de bien bonne composition, pour que la supériorité si pleinement accordée au *gentleman* anglais sur le *citizen* de New-York n'ait fait aucun tort au succès du livre que nous venons d'analyser. Et qui sait? Peut-être au contraire une des conditions de ce succès a-t-elle été, pour toute une classe de lecteurs, l'histoire de cette bonne petite ménagère *yankee* qui devient, en épousant Carleton, la belle-sœur de lady Peterborough et l'égale des plus altières châtelaines des trois royaumes. Le culte de la hiérarchie et l'amour des distinctions nobiliaires s'amalgament, on le sait, d'une façon très remarquable avec le sentiment de l'égalité politique chez cette race à part dont les inconséquences n'empêchent pas la grandeur, et qui pourrait d'ailleurs, si nous la critiquions pour si peu, nous en reprocher bien d'autres.

Serait-ce par hasard une de ces anomalies que l'enthousiasme

biblique uni aux tendances de la plus franche démocratie, tel que nous le voyons à chaque instant dans les livres de mistress Wetherell? Nous ne l'admettrions pas volontiers, comme on a pu le voir déjà. Autant le sentiment religieux, exploité ou compris de certaine manière, — on devine aisément laquelle, — est antipathique aux notions de la liberté humaine, autant il atténue chez les hommes le sentiment de leur valeur propre et s'efforce de les rendre indifférens à toutes les humiliations qui dérivent de l'asservissement politique, autant la véritable interprétation des livres où on cherche l'inspiration d'en haut nous paraît propre à moraliser l'homme en l'éclairant sur ses devoirs aussi bien que sur ses droits. Pour un peuple libre, quel est le grand problème à résoudre? C'est de remplacer par l'autorité morale de la loi le despotisme d'une volonté arbitraire, de substituer à d'ignobles entraves des liens respectables et sacrés. Or, comment opérer, mieux que par la mise en honneur des vrais préceptes religieux, cette substitution sans laquelle les révolutions risquent de demeurer stériles? Quelle loi sera plus vénérable que celle dont les siècles ont respecté la teneur, dont toutes les fluctuations de la pensée humaine ont laissé subsister les fortes assises, et qui, mise en pratique comme elle l'est par la race anglo-saxonne, lui donne cette énergique patience, cette ardeur contenue et continue, cette cohérence, cette force de prosélytisme qu'elle déploie aux yeux de l'univers étonné?

La Bible, dans ses applications à la vie privée, — et c'est surtout ainsi que nous pouvons l'envisager en appréciant les fictions de mistress Wetherell, — la Bible est un code à la fois doux et sévère. Il ne conduit pas à ces renoncemens extatiques du monachisme si chers aux natures rêveuses, et dont elles savent se faire d'idéales voluptés. Il n'autorise pas ces tendances quelquefois sublimes, plus souvent raffinées en égoïsme, qui retranchent l'homme de la grande famille humaine et le dérobent à toutes les souffrances du cœur, à toutes les responsabilités du travail. Vous n'y trouverez en germe ni l'ascétisme paresseux, ni les pénitences inutiles des bonzes d'Orient, mais la grandeur du dévouement, l'impérieux devoir de la charité active, le dédain de toute hiérarchie selon les hommes, la ferme croyance en une égalité de nature qui implique l'égalité des droits. Voulez-vous un exemple de cette tendance dans le roman biblique? Prenez l'entretien de Fleda et de Carleton, lorsque ce dernier, noble entre les nobles, riche entre les riches, demande la main de cette pauvre petite Cendrillon américaine. Croyez-vous qu'elle s'excusera de sa pauvreté? Croyez-vous qu'elle aura quelques scrupules sur la différence de leurs conditions? Croyez-vous qu'elle sera pénétrée de l'honneur qu'elle reçoit, de la condescendance qu'on lui témoigne?

En vérité non, car, à travers ses larmes de joie, elle relit la petite Bible jadis donnée à Carleton, et que celui-ci vient de lui rendre pour lui prouver que ce talisman ne l'a jamais quitté. « Je ne la reprendrai, lui dit-il, qu'avec celle de qui je la tiens. » Et Fleda, surprise sans doute, émue, tremblante, mais nullement éblouie, nullement confuse, pour toute réponse laisse retomber le saint livre dans la main de son fiancé.

La rapide popularité, le prompt succès des romans de mistress Wetherell ne sont pas dus à des qualités purement littéraires. C'est par le fond même de sa pensée, non par la forme dont elle la revêt, qu'elle se montre supérieure. Pour ne la comparer qu'à ses contemporaines écrivant dans le même idiome, nous ne lui reconnaissons qu'à un degré secondaire la vigueur toute virile de Currer Bell, le profond coup d'œil de miss Austen, la grâce de lady Fullerton, l'amertume plaintive de mistress Gaskell, l'élégance aristocratique de mistress Norton. Mistress Beecher Stowe est bien autrement communicative, bien autrement apostolique, et réchauffe ses pages d'une passion bien autrement *enfiévrante*, pour nous servir du néologisme de Beaumarchais. Cependant la quakeresse américaine se distingue par une qualité dominante, la vérité, qui sert d'excuse à l'extrême diffusion de son pinceau et de passeport à la longueur de ses homélies dialoguées. Ses livres sont des trésors d'observations qu'on peut quelquefois accuser de vulgarité, mais dont l'exactitude est incontestable. La société américaine y est daguerréotypée à tous ses degrés, société curieuse à étudier ainsi, dans le menu détail de l'existence individuelle, et qu'on y voit dominée par deux influences souveraines, l'argent et la Bible; l'argent, mobile premier de toute activité mondaine; la Bible, règle première des lois que la conscience impose à la volonté. Si l'une de ces influences ne balançait pas l'autre, on se demande vraiment ce qui arriverait de ce peuple si remuant, si confiant en lui-même, si impatient de tout frein et de tout obstacle, si accessible aux impressions du fanatisme religieux. La Bible seule le conduirait peut-être aux extravagances des sectaires les plus insensés et à leurs hostilités irréconciliables; le *money-making* seul, à l'abrutissement sensuel où tombent les peuples riches à qui manque tout ressort moral. Les deux influences se modèrent l'une par l'autre, et de l'équilibre qui s'établit ainsi résulte ce vaste élan, cette ardeur sans pareille, cette force d'action qui transforme le Nouveau-Monde en attendant qu'elle réagisse sur l'ancien.

E.-D. Forgues.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 août 1853.

Si les apparences ne sont point trompeuses, si de ce tourbillon d'incidens contradictoires et d'efforts confus il ne sort rien qui vienne encore déconcerter les prévisions, l'Europe peut se croire sur le point d'être déchargée d'un grand poids; elle semble toucher au terme des incertitudes et des perplexités de ces derniers mois au sujet de la crise d'Orient, et ce terme, ce sera la paix. Il y a deux mois comme aujourd'hui, on croyait sans doute à la paix : on y croyait, parce qu'on la voulait; on la voyait même, il faut le dire, là où la Russie ne semblait pas prendre un grand souci de la mettre; mais en définitive, entre des prétentions aussi nettement avouées que celles du tsar et une résistance aussi légitime, aussi fermement appuyée que celle de la Porte Ottomane, le difficile était de savoir comment on parviendrait à trouver un moyen de conciliation : on était dans un labyrinthe dont on n'apercevait pas l'issue. Aujourd'hui c'est cette issue qui commence à se dévoiler. La Russie a poursuivi son invasion dans les principautés moldo-valaques avec toutes les apparences d'une conquête réelle, au point même de rompre le dernier lien de ces provinces avec le sultan. La Turquie a continué ses armemens, les flottes de l'Angleterre et de la France sont restées à Besika, et pendant ce temps la diplomatie a fait son œuvre, elle a renoué les fils rompus des négociations. C'est dans une conférence diplomatique tenue à Vienne, et où étaient représentées les quatre grandes puissances occidentales, qu'a été préparé un projet de transaction destiné à mettre un terme à ces tristes complications. Le plan de la conférence de Vienne a dû être immédiatement soumis au tsar et au sultan. Il n'y avait plus que deux choses à savoir, d'abord si la transaction serait acceptée par la Russie et par la Turquie, ensuite quels sont les termes mêmes de cet arrangement. Quant à l'acceptation, il s'est déjà confirmé qu'elle avait eu lieu, et elle ne pouvait guère être douteuse. Quelque intérêt propre que l'Autriche et la Prusse aient à dé-

fendre dans cette affaire, leur coopération au projet de Vienne garantissait d'avance évidemment qu'il ne serait proposé à l'empereur Nicolas rien que de très acceptable pour lui, et d'un autre côté la France et l'Angleterre étaient assez engagées en faveur de la Turquie pour que le divan dût se rendre aux conséquences de leur intervention pacificatrice. Quant à l'arrangement en lui-même, dont la diplomatie n'a point révélé le secret, les circonstances disent ce qu'il peut être : il ne peut avoir pour but que de concilier quelque déclaration nouvelle en faveur de l'indépendance de l'empire ottoman avec une certaine satisfaction donnée aux prétentions récemment émises par la Russie. Il y a seulement une différence, c'est qu'une déclaration de plus ou de moins sur l'intégrité de la Turquie ne résout malheureusement rien en présence de la force invincible des choses, tandis que le résultat le plus clair, le plus réel, le plus effectif de cette crise, c'est la satisfaction nouvelle que recevra la Russie, même sous une forme et dans une mesure moins décisives que ce qui était d'abord dans ses prétentions.

Cela ne veut point dire que la conférence de Vienne n'ait pas répondu au vœu public en facilitant une transaction, en travaillant au maintien de la paix; cela veut dire qu'il n'y a plus à se méprendre, et qu'il est encore moins possible de s'endormir sur un aussi laborieux et aussi fragile succès. Ce serait sans doute la plus étrange illusion de croire que le prestige du droit, que l'alliance de la France et de l'Angleterre, que l'accord plus unanime des puissances de l'Occident dans un intérêt européen, que rien de tout cela ait eu pour effet de modifier en quoi que ce soit la politique russe. Obtenir, en fin de compte, ce qui était à peu près offert dès les premiers jours, c'est peu de chose pour le tsar, dira-t-on; — oui, sans doute, mais ce peu de chose est l'attestation nouvelle de sa politique en ce qui regarde l'Orient. Il y a un autre résultat encore, c'est que pendant cinq mois la Russie a tenu les gouvernemens et les peuples en suspens; pendant cinq mois, elle a troublé tous les intérêts de ses *ultimatums* et de ses appareils militaires, elle s'est fait une arme de tous les fanatismes religieux et de tous les instincts d'ambition nationale habilement surexcités; elle a attaché un prix singulier à prouver que nul appui ne pouvait soustraire la Turquie aux démonstrations de sa puissance, et au milieu de cette crise créée par elle, entretenue et prolongée par elle pendant cinq mois, elle a été en quelque sorte l'arbitre de la paix publique sur le continent : c'était assez pour une fois, et quoi qu'on en dise, c'est déjà trop pour l'Occident. Maintenant l'Europe aura donc la paix, — c'est à quoi elle aspire, parce que la paix est un bien universel, parce qu'elle est dans l'intérêt de la civilisation et de la tranquillité intérieure de tous les pays, parce que sans elle cet immense travail de commerce et d'industrie qui se poursuit partout deviendrait une occasion d'effrayantes catastrophes, parce que c'est une nécessité pour l'Angleterre d'avoir ses approvisionnemens libres dans la Mer-Noire; mais cela même suffit pour jeter une lumière de plus sur la nature du spectacle qui vient de s'offrir au monde, pour montrer ce qu'il y a de profondément distinct entre l'intérêt européen et la politique russe, — l'Europe prenant la paix pour but, pour objet de ses constans efforts, faisant même des sacrifices pour y arriver, — la Russie marchant droit aux conséquences extrêmes d'une politique traditionnelle d'agrandissement. La mora-

lité de cette crise en un mot, c'est d'éclairer d'un jour nouveau cette question orientale qui préoccupe depuis si longtemps les esprits et qui n'est point finie, qui reste au contraire comme un aliment de complications sans cesse renaissantes, jusqu'au moment où il faudra que l'Europe se sonde pour prendre un parti.

Quelque certaine que soit devenue pour le moment une solution pacifique, il est évident, en effet, que la question d'Orient ne fait qu'entrer dans une phase nouvelle, ou sinon complétement nouvelle, du moins plus nette, plus tranchée, plus débarrassée d'élémens étrangers, et à ce point de vue, la dernière crise a une bien autre portée que la crise de 1840. De quoi s'agissait-il donc à cette époque? Il s'agissait de savoir si un vassal du grand-seigneur aurait quelques territoires, quelques villes de plus ou de moins sous sa dépendance; s'il les aurait à titre viager ou à titre héréditaire. La politique française eût-elle réussi, les événemens ont bien prouvé que ce n'était point une combinaison menaçante pour l'avenir de l'empire ottoman, parce qu'elle tenait au génie d'un homme, génie lui-même assez douteux. Quant à s'en prendre à la France comme à l'ennemie de l'intégrité de la Turquie, il est surabondamment démontré que, si cela était habile de la part de la Russie, il y avait de la part de l'Angleterre une puérilité d'antagonisme peu digne d'un tel peuple. On pourrait dire aujourd'hui que c'était une question détournée de son sens, complétement obscurcie par des considérations étrangères. La véritable question d'Orient, c'est celle dont la crise présente vient de mettre à nu le caractère, et ce caractère permanent, profond, c'est d'être une lutte, — au point de vue religieux, entre l'église grecque orientale et le catholicisme occidental, — au point de vue politique, entre l'Europe et la Russie. C'est là toute la question sous son double aspect, telle que les récens événemens l'ont posée et la laissent encore, telle qu'elle ressort des faits, des traditions de l'histoire, de toutes les données de la politique moderne. Si quelque chose peut rendre cette vérité palpable, c'est l'exposé substantiel et instructif qu'un homme compétent, M. César Famin, vient de consacrer aux affaires orientales sous le titre d'*Histoire de la rivalité et du protectorat des églises chrétiennes en Orient.* Ce ne sont point des déclamations ou des conjectures, ce sont des documens qui montrent l'enchaînement de ces deux ordres de faits, — les faits religieux et les faits politiques : d'un côté, la lutte des églises sur cet illustre et séculaire champ de bataille des lieux saints; de l'autre, le travail obstiné de la Russie. Quels sont donc les grands traits de cette histoire? La vigueur primitive de l'islamisme va en s'épuisant, la décadence de l'empire ottoman, une fois commencée, se précipite; la lutte religieuse des églises, inaugurée au berceau même du christianisme, se poursuit de siècle en siècle, et se résout en défaites successives pour l'église latine, en progrès croissans pour l'église grecque; l'influence politique occidentale se retire, soit par l'oubli des traditions, soit par suite des commotions du continent, et tandis que ces faits se développent, survient la Russie, qui se fraie un chemin vers la Mer-Noire et le Bosphore par la guerre ou par les traités, par la diplomatie ou par la force, pour finir par prétendre résumer en elle la prépondérance religieuse et la prépondérance politique, — toutes les deux également menaçantes pour l'Europe.

Quand nous parlons de la marche ascendante de l'église grecque et de ses

ambitions nouvelles, ce n'est point un fait imprévu; bien des esprits s'en préoccupent depuis longtemps déjà, et pour ceux qui attachent quelque prix à ces symptômes, il y avait assurément un singulier intérêt dans des pages que publiait cette *Revue* même il y a quelques années, et qui émanaient d'un des hommes les plus remarquables de la Russie (1). L'auteur n'arrivait à rien moins qu'à annoncer la future absorption de l'église romaine dans l'église grecque, et, en parlant du voyage de l'empereur Nicolas à Rome en 1846, il signalait comme un fait providentiel le retour de « l'empereur orthodoxe » au berceau des apôtres après plusieurs siècles d'absence. C'est le dernier mot de cette marche ascendante dont nous parlons. C'est ce qui fait que la question des lieux saints, tout obscure qu'elle soit, n'est point pour cela une question secondaire. S'il ne s'agissait que de quelques sanctuaires et de quelques pauvres religieux se disputant les lieux où se sont accomplis les mystères du christianisme naissant, il est bien des esprits forts en politique qui n'y attacheraient qu'une médiocre importance; mais en réalité, sous une forme religieuse, c'est l'image de la grande querelle qui divise aujourd'hui le monde. Cette histoire des lieux saints, telle que l'écrit M. Famin avec un zèle d'exactitude et de critique des plus attentifs, est même tout un drame curieux où se retrouvent tous les élémens de ce qui est devenu la question d'Orient. Que voit-on en effet? Pendant des siècles, les Latins et les Grecs se disputent la possession et la garde de ce qu'on nomme les lieux saints de Jérusalem. Les Latins soutiennent la lutte le mieux qu'ils peuvent, ils ont pour eux l'incontestable antériorité de la possession, le droit confirmé par des actes nombreux; les Grecs ont pour eux l'obstination, la ruse, souvent la violence; chaque sanctuaire devient un champ de bataille. Entre les deux se tient le pouvoir turc, qui crée le plus étrange système d'équilibre et rançonne les uns et les autres en leur accordant ou en leur retirant successivement des privilèges toujours payés à prix d'argent. C'est de la nécessité de garantir le droit des Latins qu'est né le protectorat religieux de la France, formellement reconnu par les sultans et définitivement consacré dans la dernière capitulation de 1740. Tant que l'influence de la France s'est fait sentir, les Latins ont pu lutter sans un désavantage trop marqué; l'intervention des agens diplomatiques français arrivait à temps pour les rétablir dans leurs droits. A mesure que l'influence de la France est devenue inefficace, ils ont perdu du terrain sans pouvoir le regagner, si bien que, de défaite en défaite, ils se sont trouvés successivement dépossédés de la plupart des sanctuaires sur lesquels ils avaient un droit reconnu. Lorsque récemment cette question s'est réveillée, à quoi prétendait le gouvernement français? Il ne demandait même pas l'exécution complète des stipulations du dernier siècle, qui fixaient le nombre des sanctuaires dévolus aux catholiques; ses réclamations, accueillies d'ailleurs en partie, étaient infiniment plus modérées. Mais alors l'église grecque, héritière des pertes de l'église latine, avait eu le temps d'asseoir son ascendant, et derrière elle apparaissait la Russie, dont le protectorat, sous prétexte de couvrir la religion grecque, ne tendait à rien moins qu'à se substi-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er janvier 1846, *la Papauté romaine au point de vue de Saint-Pétersbourg*.

tuer à la souveraineté du sultan. C'est ainsi que sous une forme religieuse, comme nous le disions, cette affaire des lieux saints n'est qu'une image de la querelle qui vient d'agiter l'Europe. Les Anglais à l'origine ont traité légèrement les réclamations de la France au sujet des sanctuaires de Jérusalem, ils se sont réveillés le lendemain en face de la question d'Orient dans sa redoutable gravité; ils n'avaient point aperçu que le protectorat français n'avait rien d'exclusivement propre à notre pays, qu'il ne faisait que représenter en Orient l'influence occidentale dans son expression traditionnelle la plus élevée.

Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que de toutes les nations que les événemens ont amenées à étendre leur action protectrice sur les chrétiens d'Orient, c'est la dernière venue qui tend à pousser à son degré le plus extrême l'interprétation de ce droit de protection. A quoi cela tient-il? C'est qu'au fond, il faut le dire, ce n'est plus ici une considération religieuse, c'est une considération politique; c'est le développement même de la Russie qui suit son cours et marche au même but par des voies diverses depuis un siècle, et c'est là l'autre face de la question orientale. Sans vouloir méconnaître les qualités du peuple russe et du chef qui sert si bien ses aspirations, il est permis de croire que la religion est pour la Russie un grand levier politique, un puissant instrument de grandeur nationale. Constantinople est la métropole de la foi grecque, Sainte-Sophie attend le retour de l'empereur orthodoxe, soit; mais Constantinople tient aussi les clés de la Méditerranée et de la Mer-Noire. Les chrétiens grecs orientaux ont besoin d'une protection efficace, soit encore; mais ces chrétiens sont au nombre de onze millions, répandus dans les provinces fertiles d'un vaste empire que la Russie est occupée à démembrer et à ébranler depuis cent ans périodiquement, sinon pour le remplacer d'une manière définitive, tout au moins pour l'asservir à son influence, ainsi que le confessait M. de Nesselrode dans sa note de 1830. Il y aurait d'ailleurs une question à se poser, c'est celle de savoir si ces traités mêmes qu'invoque la Russie justifient ses prétentions actuelles. Nous ne savons quelle est la portée réelle de l'arrangement qui vient d'être conclu. Ce qui n'est point douteux, c'est que le traité de Kainardgi ne peut évidemment contenir le germe d'un protectorat aussi étendu que celui auquel l'empereur Nicolas aspire, et auquel il ne renonce pas sans doute, quel que soit le résultat des négociations récentes. Il y a peu de temps encore, le cabinet de Saint-Pétersbourg rappelait, pour la justification de sa politique, que lors de la constitution de la Grèce, l'ambassadeur français, au nom de son gouvernement, avait fait au chef du jeune royaume hellénique l'abandon du droit de protection de la France sur les chrétiens de cette portion de l'empire ottoman : d'où il concluait que la protection de la France s'étendait dès lors aux sujets mêmes du sultan. C'était tomber dans une erreur singulière, ainsi que le constate M. Famin. Ce n'était nullement comme sujets du sultan que les chrétiens de la Grèce étaient protégés, mais bien comme *dépendant de la France;* c'est le titre qui leur avait été donné lorsqu'à une époque antérieure Venise avait cédé aux rois de France son droit de protection sur les chrétiens de cette partie de la Turquie. Que reste-t-il donc en écartant les prétextes et les subterfuges de l'ambition russe? Il reste ce fait malheureusement trop certain, c'est qu'au point de vue

religieux comme au point de vue politique, — et à vrai dire les deux se confondent ici, — il y a entre la Russie et l'Europe un antagonisme permanent dont l'Orient est le champ de bataille.

Telles sont quelques-unes des lumières utiles contenues dans le livre de M. César Famin, qui montre la question d'Orient sous son double aspect en racontant la singulière et confuse histoire des lieux saints et l'histoire diplomatique des diverses puissances de l'Europe dans leurs rapports avec l'empire ottoman. Cette histoire diplomatique, elle se résume presque dans un fait, l'agrandissement de la Russie en Orient. Il fut cependant un temps où le nom de la France était environné d'un souverain prestige dans ces contrées. C'est à l'abri de son pavillon que les vaisseaux de la plupart des nations européennes se hasardaient dans les mers du Levant, et l'influence de la France était d'autant plus grande qu'elle était désintéressée; les pèlerins comme les marchands trouvaient en elle un appui; une sorte de protectorat universel lui était décerné. Aujourd'hui encore, par un reste de ces traditions anciennes, la religion chrétienne n'a point cessé d'être aux yeux des musulmans la religion des *Francs*, comme pour prouver à quel point le nom de notre pays est demeuré le symbole de la civilisation. Ainsi que nous le disions, l'ascendant de la France n'avait rien d'exclusif, c'était l'expression la plus élevée de l'influence occidentale couvrant de son abri la religion, le commerce de toutes les nations. Comment cette influence a-t-elle cessé de s'exercer? C'est là l'œuvre des règnes corrompus du XVIIIe siècle et des révolutions qui sont survenues. C'est sous Louis XV d'abord que la politique française en Orient a commencé de décliner. Pendant la révolution, bien qu'on eût la fantaisie de protéger encore les chrétiens de la Terre-Sainte, quelle autorité pouvaient avoir pour défendre un intérêt religieux ceux qui abolissaient Dieu? Puis, avec des gouvernemens meilleurs sont venues les rivalités nationales déguisées sous les dissidences religieuses, les luttes de prépondérance politique, les jalousies puériles souvent. Les diversions intérieures ont absorbé ou détourné l'attention, et au bout de cette carrière de bouleversemens et d'antagonismes stériles, lorsque la force des choses est venue poser cette redoutable question d'Orient, il s'est trouvé que l'Europe était divisée et affaiblie, tandis que la Russie grandissait et marchait droit à son but. Telle est encore la situation où nous sommes. Ce qu'on peut demander aujourd'hui, ce n'est point sans doute que l'Europe se jette dans quelque lutte hasardeuse pour tenter de refaire en Orient un ensemble de choses et d'influences qui n'est plus; elle a un but plus simple et plus immédiat à se proposer : en travaillant à sauvegarder la paix comme elle le fait, elle a désormais à prévoir les questions inévitables, à s'efforcer de prévenir les catastrophes, à chercher dans son passé, dans son histoire, dans toutes les causes qui ont amené la situation actuelle, les moyens de maintenir sans faiblesse cet intérêt supérieur qui n'est celui d'aucun pays en particulier, mais qui est ce qu'on peut appeler un intérêt européen, celui de l'Angleterre comme celui de la France, celui de la Prusse comme celui de l'Autriche et du reste de l'Occident. C'est là le fruit qu'on peut retirer d'une histoire de l'Orient et de ses crises contemporaines.

Les différends suscités entre la Russie et la Turquie, et qui sont devenus si promptement, si légitimement l'affaire de l'Europe, sont donc l'événement

caractéristique de ces derniers mois; la solution pacifique de ce grand débat est l'événement de ces derniers jours. On ne saurait se le dissimuler, c'est un poids de moins sur la situation intérieure de tous les pays, dont la vie sans doute va reprendre son cours. Quant aux faits intérieurs en France, ils sont encore en petit nombre; ils se réduisent à quelques actes du gouvernement, tels que l'organisation d'une vaste inspection générale du pays confiée à des conseillers d'état, à des bruits, à des préparatifs de fête, à des procès de sociétés secrètes un peu de toute couleur, où on voit des conspirateurs qui ne sont pas fort dangereux, à ce qu'il semble. Nous n'avons pas le dessein, on le comprend, de nous arrêter sur ces procès, qui viennent d'être jugés. N'y a-t-il pas seulement parfois des épisodes assez curieux? n'y rencontre-t-on pas d'une manière ou d'autre des personnages qui font une étrange figure? Voici, par exemple, un des héros de la dernière période révolutionnaire, M. Proudhon, que l'amour de la famille induit à écrire des placets monarchiques à M. le comte de Chambord. Qu'en faut-il conclure? C'est qu'évidemment, si le célèbre inventeur de l'anarchie écrit d'une main ses pamphlets socialistes, il a une plume de rechange pour rédiger les exposés de services et en demander la récompense. C'est déjà quelque chose, en cumulant ces sortes de travaux, de ne point se tromper et de ne pas confondre les couleurs. Élevons-nous au-dessus de ces incidens que quelque révélation imprévue jette parfois à la curiosité publique, comme pour aider à déchiffrer le caractère moral de notre temps. Il y avait récemment une cérémonie qui, sans avoir un intérêt politique, se rattache toujours néanmoins par quelque côté à l'ensemble des choses propres à fixer un moment l'attention : c'est la distribution des prix du grand concours. C'est une fête presque intime pour les familles, mais ces solennités ont en même temps un autre sens plus général; il y a une sorte d'intérêt émouvant et élevé à contempler cette arène d'où vont sortir tant de jeunes gens qui seront hommes demain, qui auront à remplir laborieusement leur destinée, qui joueront peut-être un rôle sur la scène du monde. Alors on se prend à méditer dans un recueillement religieux sur ce qu'il y a de grave dans la mission de l'enseignement public, sur les devoirs qu'elle impose à ceux qui en sont chargés. Former des hommes, tel est le but; mais parmi les chemins divers qui s'offrent pour y arriver, quel est le meilleur et le plus sûr? Là est toujours la question. Peut-être a-t-on souvent trop de foi aux méthodes, aux combinaisons nouvelles d'études. A nos yeux, il y a une influence permanente du maître, une direction morale, une sorte de création de tous les instans très supérieure à ces réformes mêmes, dont il était encore question l'autre jour à la Sorbonne. M. le ministre de l'instruction publique n'a point voulu laisser à d'autres le soin de rendre justice à ces réformes, qui ont en effet leur importance, et qui ont si profondément modifié l'éducation publique en France. Quels en seront les résultats? La prévoyance de M. le ministre de l'instruction publique sait apercevoir dès aujourd'hui tout ce qu'ils ont de fécond. En un an, c'est beaucoup que de se croire déjà assuré du succès, quand il s'agit de tout un système nouveau d'enseignement; mais le temps confirmera sans doute ces prévisions, et le monument n'en sera pas moins réel pour s'être élevé plus lentement. Peut-être M. le ministre de l'instruction publique a-t-il un peu cédé au penchant des réformateurs en

traitant avec quelque sévérité les systèmes anciens d'enseignement. Après tout, ces systèmes ne sont pas les seuls coupables, et s'ils ont fait des générations ambitieuses et impuissantes, ils en ont fait aussi de grandes et d'illustres, même dans ce siècle. Quoi qu'il en soit, le grand-maître de l'université ouvrait l'autre jour la carrière à une jeunesse nouvelle, et c'est sans doute pour mieux l'initier d'avance à la vie publique qu'il l'entretenait de la politique extérieure. Pauvres jeunes gens! ils auront en effet à les résoudre, ces terribles questions, celles-là et bien d'autres encore d'où dépend l'avenir de notre pays et de l'Europe. Cela nous faisait souvenir d'un discours qu'un homme dont nous parlions il y a quelque temps, Jouffroy, prononçait à pareil jour, devant des enfans réunis pour la même solennité. Il leur parlait avec un accent de sévérité émue et mélancolique, il leur montrait au sortir du collége la vie rude, le devoir difficile, le but lointain et le bonheur presque nulle part, si ce n'est dans un autre monde. « Vous pourriez me dire comment on imagine la vie, ajoutait-il, je peux vous dire comment elle est. » Étranges paroles peut-être dans une distribution des prix! Mais enfin n'ont-elles point leur à-propos dans des temps comme le nôtre, où chaque génération qui vient court au-devant des déceptions? La génération même qui s'élève aujourd'hui et qui entre à peine dans la vie n'a-t-elle pas sa laborieuse tâche à remplir, des obstacles de tout genre à surmonter, presque des impossibilités à vaincre? N'a-t-elle pas à raffermir en elle le sentiment moral, le culte des idées saines? Ne voit-elle pas s'ouvrir une carrière où elle a à se refaire elle-même sa destinée, où elle a à multiplier les efforts dans la politique comme dans les lettres?

Quoi qu'il arrive en effet, dans un pays comme la France, la vie intellectuelle occupe toujours une grande place, la première peut-être; il est même des momens où c'est la moitié de la vie politique. A quoi servent les productions de l'esprit, si ce n'est à montrer les tendances qui se succèdent, les influences qui déclinent, les goûts qui se réveillent, en un mot l'ensemble d'une époque dans son mouvement le plus intime et le plus secret? Aussi bien cette vie littéraire est comme une galerie où mille apparitions passent et s'enfuient rapidement; les figures d'hier ne sont plus celles de demain, les œuvres qui ont eu un jour de retentissement vont souvent mourir dans le silence et dans l'oubli. Combien y a-t-il de noms et d'ouvrages qui restent? Le tout est de saisir cette vie étrange dans sa confusion, de démêler les symptômes féconds, de flétrir les corruptions de l'esprit, de résister aux engouemens, de marquer d'un trait l'œuvre durable et sincère. C'est la tâche de la critique de notre temps, tâche qui n'est point sans difficultés au milieu des déviations intellectuelles et des défaillances du goût. M. Edmond Texier est un de ceux qui se sont faits les libres et ingénieux observateurs de tout ce mouvement dans ses *Critiques et Récits littéraires*. Ce n'est point une critique dogmatique, jugeant souverainement dans les scrupuleuses balances de l'art. C'est de l'observation, comme nous le disions, — une observation qui cherche partout un aliment, qui ne choisit pas, mais qui caractérise rapidement le spectacle, l'événement, le succès littéraire, la renommée du jour. Il en résulte qu'on se retrouve dans son livre au milieu d'un monde assez mêlé. Ses fragmens d'ailleurs sont moins des portraits des écrivains dont le nom vient sous sa plume que des esquisses fugitives et souvent spirituelles. C'est ainsi que se

succèdent, dans les *Récits littéraires* de M. Texier, des pages arrachées aux journaux sur les incidens de la vie intellectuelle de chaque jour. Ce qu'il y aurait à noter dans ces pages, c'est la netteté, le bon sens, le goût du style simple et clair. Parfois l'esquisse littéraire y devient tout un petit chapitre de fine morale et même, par exception, de politique. *Olibrius* est assurément une amusante peinture des facéties socialistes. On peut se demander seulement à quel titre se retrouve dans les *Critiques littéraires* le récit du voyage du président de la république dans le midi de la France en 1852. Comme cela ne paraît point être une œuvre d'enthousiasme, et que, d'un autre côté, ce n'est point à coup sûr une œuvre littéraire, il ne reste guère d'autre motif que celui de compléter un livre; mais ce n'est point là une raison absolument suffisante. Quoi qu'il en soit, les *Critiques et Récits littéraires* sont comme une galerie ouverte par M. Texier. Ce qui trouverait merveilleusement sa place dans cette galerie, ce sont des livres comme *les Nuits italiennes* de M. Méry ou *les Femmes* de M. Alphonse Karr.

Ce n'est pas que nous comparions entièrement les deux ouvrages et les deux écrivains. M. Méry semble, depuis quelque temps, possédé du besoin de rassembler pour les laisser à la postérité toutes les pages qu'il a jetées à tous les vents. Il est seulement à craindre qu'elles n'aillent à toutes les adresses, hormis à la véritable. M. Méry a publié *les Nuits de Londres*, il publie *les Nuits italiennes;* il pourrait aussi bien peut-être publier les nuits du talent, si tant est qu'il y ait eu jamais un talent bien réel dans ce prétentieux cliquetis de mots, dans toute cette affectation d'esprit, dans toute cette quintessence alambiquée de verve marseillaise, assez froide au fond sous son exubérance factice. Quant aux *Femmes* de M. Alphonse Karr, c'est une œuvre spirituelle et mordante qui ne brille pas sans doute par la révérence pour le sujet, ni même toujours par une exquise délicatesse; mais il y a souvent des traits d'une observation juste et pénétrante sur les mœurs contemporaines et sur la position faite à la femme dans notre société. M. Karr semble surtout s'être proposé un but bizarre, celui de corriger les femmes de leurs caprices de mode. Peut-être est-ce un point sur lequel il insiste un peu longuement, et il entre même dans des détails de toilette qui trouvent ici singulièrement leur place. En un mot, il se pourrait que M. Karr fût un moraliste piquant et sagace, enveloppant son observation d'une forme humoristique qui n'est pas toujours paradoxale, mais trop occupé de modes et du détail extérieur des mœurs pour pénétrer bien avant dans ce monde mystérieux de l'âme d'une femme, le plus étrange de tous les problèmes peut-être, — si le cœur de l'homme n'existait pas.

Certes, si des productions de l'esprit peuvent différer entre elles, ce sont bien ces livres dont nous parlons avec ces deux œuvres étrangères, l'une allemande, l'autre flamande, — les *Scènes villagoises de la Forêt-Noire* et *la Guerre des paysans*, — qu'une traduction vient de naturaliser dans notre langue. Les esquisses de M. Auerbach et le roman de M. Conscience sont le fruit de cette inspiration contemporaine qui va chercher un aliment dans le spectacle des mœurs populaires, de la vie des paysans, et s'efforce de reproduire dans sa rude simplicité ce monde si étrangement défiguré par les pastorales du XVIIIe siècle. C'est là ce que les deux ouvrages ont de commun, tout

le reste diffère, et la scène et le caractère, et la nature de l'action et la pensée première elle-même. Ce qui fait le mérite des récits de M. Auerbach, c'est d'être une peinture fidèle des conditions populaires. Ce n'est pas le turbulent ouvrier des villes qu'il peint, c'est l'habitant du pauvre village perdu dans la Forêt-Noire, le bûcheron, le laboureur, le maître d'école lui-même, le malheureux qui émigre, et qui, dans sa patrie nouvelle, songe au lieu natal. Tous ces personnages vivent d'une vie réelle, à commencer par ce brave Tolpatsch, à la large figure et aux yeux bleus, gauche et amoureux, timide et assez lourd, bonne nature au fond. Il se fait soldat pour se façonner aux belles manières et plaire à sa maîtresse, mais il perd sa maîtresse et il se trouve enrôlé; le désespoir le fait émigrer en Amérique, où il n'oublie pas chaque année de célébrer la fête de Nordstesten, son village. Il y a dans l'une des scènes de M. Auerbach, — *la Pipe de guerre*, — un mot qui nous a frappés. L'auteur, dans un coin du tableau, montre les batailles de l'empire, le passage des armées gigantesques dans la Forêt-Noire : « Le plus souvent, ajoute-t-il, tout ce magnifique spectacle ne coûtait pas autre chose au fortuné paysan que sa maison, sa ferme et même aussi pourtant quelquefois sa vie. » Ce serait là la meilleure épigraphe de *la Guerre des paysans*. Quel est donc le sujet choisi par M. Conscience? C'est l'invasion du pays flamand par les armées françaises de la république. Si M. Auerbach peint les paysans dans leur vie simple et rude de tous les jours, à peine entrecoupée d'incidens, M. Conscience les peint dans la lutte, s'armant pour leur foi, pour leurs coutumes, pour leur nationalité, pour leurs femmes; il les montre emportant dans leur fuite leurs vieillards, leurs enfans et leurs blessés, et à travers ce triste tableau apparaissent d'héroïques figures de jeunes filles, comme Genoveva. M. Conscience, comme on sait, s'est fait en Belgique le promoteur d'une réaction flamande principalement dirigée contre la France, et il est même souvent allé assez loin dans cette voie, ainsi qu'il arrive à tous ceux qui s'absorbent dans un sentiment trop local; mais après tout, ce sentiment patriotique n'est-il pas un peu naturel ici? On raconte souvent le côté éclatant des guerres, et ce sont les vainqueurs qui se plaisent dans ces récits; on n'en montre point le côté lugubre et douloureux, celui que les vaincus seuls pourraient dévoiler : tout un peuple conquis et violenté dans ses plus chers instincts, les foyers dévastés, les villages livrés aux flammes. C'est ainsi par malheur que les invasions de la république ont laissé plus d'un germe de haine dans bien des pays et plus d'un embarras à la politique de la France. C'est le fruit de cet esprit de conquête tel qu'il est sorti, enflammé et armé, de la révolution pour se répandre sur l'Europe pendant vingt ans, et finir en nous laissant une situation territoriale diminuée.

Aussi bien, quand les révolutions commencent pour un pays, on ne sait pas où elles doivent conduire, ni comment elles finiront. L'Espagne, dans son histoire contemporaine, en a fait l'expérience. Est-ce donc que la révolution règne encore au-delà des Pyrénées, ou qu'elle menace de se réveiller? Non, certainement; mais la situation actuelle de la Péninsule n'est que la conséquence de toutes les péripéties par lesquelles elle est passée depuis vingt ans. Du reste, il faut le dire, cette situation offre un singulier caractère d'incertitude. Quelle est la tendance qui domine réellement? Quelle est la poli-

tique qui gouverne l'Espagne? Il serait assez difficile de rien préciser à ce sujet. Ce n'est point une politique de réaction absolue, puisqu'il n'est plus question des projets de réformes constitutionnelles qui avaient été présentés il y a quelques mois, et qui ont été, on s'en souvient, l'élément le plus considérable des crises du commencement de l'année; mais ce n'est point non plus évidemment une politique s'inspirant de la stricte légalité constitutionnelle, puisqu'on ne parle pas de la convocation des chambres. Les incidens mêmes qui se produisent ne caractérisent pas fort nettement le sens général de cette situation. Récemment, en effet, une nouvelle crise ministérielle avait lieu à Madrid, le ministre de *fomento* ou des travaux publics, M. Claudio Moyano, se retirait et était remplacé par M. Esteban Collantes; mais la raison de cette démission, quelque importante qu'elle fût, ne touchait pas peut-être aux points les plus essentiels de la politique. M. Claudio Moyano était d'avis que le gouvernement ne devait point valider les concessions de chemins de fer faites jusqu'ici sans le concours des cortès; le reste du cabinet a été d'une opinion opposée. En principe, il est évident que M. Moyano avait raison; d'un autre côté, il faut considérer la perturbation qui allait en résulter dans toutes les entreprises de ce genre et le retard qui pouvait s'ensuivre dans l'exécution des chemins de fer espagnols. C'est cette considération sans doute qui a dirigé le gouvernement. Quoi qu'il en soit, c'est une question vidée aujourd'hui. Si elle avait d'ailleurs un caractère des plus sérieux, nous le répétons, elle n'était point, il s'en faut, toute la politique. Il reste pour le cabinet espagnol des questions plus graves à résoudre; il lui reste à prendre un parti sur la convocation des chambres, sur l'opportunité des réformes constitutionnelles, même sur le rappel du général Narvaez. C'est là ce qui constitue aujourd'hui la politique au-delà des Pyrénées, et c'est sur ces points que le cabinet de Madrid ne saurait tarder davantage, il nous semble, à prendre une décision qui mette un terme à toutes les incertitudes et montre sous son vrai jour la situation du pays. Il le peut d'autant mieux en ce moment, que les passions se taisent, qu'aucun symptôme sérieux d'agitation ne se manifeste, et que l'Espagne ne demande qu'à entrer dans la voie de toutes les améliorations matérielles, à l'abri d'un régime à la fois libéral et protecteur, et surtout empreint d'un caractère certain et durable.

Si l'Espagne n'est point pour elle-même exempte d'embarras, elle a enfanté tout un monde au-delà des mers où malheureusement les agitations sont loin de s'apaiser avec le temps. Il semble au contraire que chaque effort de ces états hispano-américains doive être suivi de convulsions nouvelles. Qu'on observe les régions de la Plata : depuis moins de deux ans, la République Argentine a vu tomber Rosas et se succéder deux ou trois révolutions. D'abord, au mois de juin 1852, c'est un coup d'état accompli par le général Urquiza; un peu plus tard, le 11 septembre, c'était une révolution opérée à Buenos-Ayres pour renverser Urquiza. A la fin de l'année, on s'en souvient, survenait un nouveau mouvement tenté dans la campagne de Buenos-Ayres contre le gouvernement issu de la révolution de septembre et en faveur d'Urquiza. Il y a plus de six mois déjà, et la guerre civile n'a cessé de sévir dans ces contrées. Le malheur de la lutte actuelle, c'est qu'elle se complique de tous les élémens anciens des révolutions de ce pays, passions anarchiques, chimères d'un libéralisme outré et inapplicable, antagonisme de la ville de Bue-

nos-Ayres et des provinces. Quel est le coupable de cette situation violente? Les libéraux de Buenos-Ayres accusent Urquiza et ses prétentions dictatoriales, et ils sont à leur tour accusés par celui qui a conservé jusqu'ici le titre de directeur provisoire de la confédération. La plus grande erreur des hommes qui en ce moment encore gouvernent la ville de Buenos-Ayres, c'est certainement de n'avoir pas voulu reconnaître qu'après une révolution comme celle qui venait de renverser Rosas, celui qui en était l'instrument devait, par la force des choses, avoir une grande place dans les combinaisons nouvelles de la politique.

Ils ont engagé la lutte et ils ont été vaincus d'abord, puis ils ont remporté un moment la victoire, et ils en viennent aujourd'hui à être assiégés par une armée d'Urquiza. Buenos-Ayres subit à son tour le sort qu'a eu Montevideo pendant près de dix ans; mais il est infiniment probable que le siége ne se continuera pas aussi longtemps cette fois. Depuis quelque temps, on a essayé de négocier un arrangement entre Urquiza et les chefs du gouvernement de Buenos-Ayres; mais ces tentatives ont été sans succès. Une commission nommée par les deux parties a échoué, ou du moins le général Urquiza n'a point ratifié un traité signé par elle. Une médiation du ministre du Brésil et du chargé d'affaires de la Bolivie n'a abouti à rien. Il n'est point jusqu'au chef de la station navale française, M. le contre-amiral de Suin, qui s'est entremis un peu imprudemment peut-être au milieu de ces passions ardentes, et qui a retiré ses bons offices après avoir mécontenté un peu tout le monde. Au bout de tout cela, un armistice, qui avait été d'abord signé, a été dénoncé, et les hostilités ont recommencé plus animées que jamais. Maintenant, la question est de savoir à qui restera la victoire dans cette étrange lutte. D'un côté, Urquiza assiége la ville, il l'a mise en état de blocus, il la cerne de toutes parts; de l'autre, une assez grande résolution semble dominer chez les défenseurs de Buenos-Ayres enfermés dans leurs murs. Chaque jour, ce sont de nouveaux combats entre les assiégeans et les assiégés. Tandis que ces faits se développaient cependant, le congrès général réuni à Santa-Fé pour travailler à l'organisation de la république votait une constitution. C'était le 1er mai que cette constitution a vu le jour; elle est assurément fort libérale dans ses dispositions; elle contient les clauses les plus favorables au développement des immigrations, elle proclame d'une manière définitive le principe de la liberté de la navigation des fleuves. Quant à son caractère intérieur, elle constitue la république sous le régime fédéral, en maintenant l'indépendance des provinces et en organisant un gouvernement supérieur de la confédération. Urquiza a déjà fait proclamer cette constitution; il s'occupait même, assure-t-on, de faire élire dans la campagne une salle des représentans de la province de Buenos-Ayres pour la faire sanctionner; la question est de savoir si la ville, qui a toujours refusé d'envoyer des députés au congrès de Santa-Fé, acceptera la constitution du 1er mai. Ce n'est pas qu'il y ait des objections sérieuses et fondées, mais il y a la passion, et dans ces malheureux pays c'est la passion qui gouverne, au hasard de faire prédominer des antagonismes vulgaires sur les immenses intérêts que la paix verrait aussitôt se développer et grandir.

CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.